



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



ADVICES

ATA.



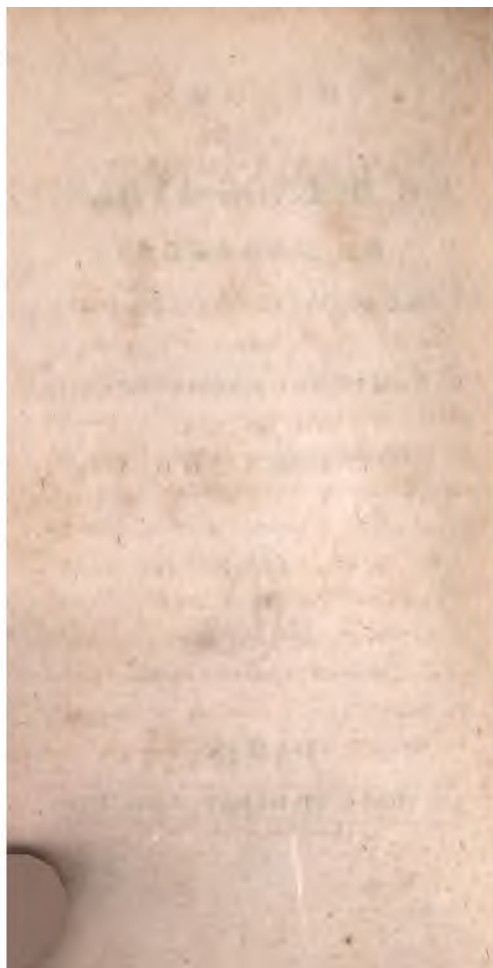
RÉSUMÉ
DE
L'HISTOIRE DES PROVINCES
DE LA PLATA.

IMPRIMERIE DE LACHEVARDIERE FILS,
RUE DE COLOMBES, N° 30, A PARIS.

R É S U M É
DE L'HISTOIRE
DE BUENOS-AYRES,
DU PARAGUAY
ET DES PROVINCES DE LA PLATA,
SUIVI
DU RÉSUMÉ DE L'HISTOIRE DU CHILI.
AVEC DES NOTES,
PAR FERDINAND DENIS.



PARIS,
LECOINTE ET DUREY, LIBRAIRES,
QUAI DES AUGUSTINS, N° 49.
1827.



AVERTISSEMENT.

La marche des évènements politiques est si rapide dans le Nouveau-Monde , cette contrée est devenue si intéressante pour l'Europe, qu'on s'est bien plus occupé d'admirer le changement qui s'y est opéré qu'on n'a songé jusqu'à présent à examiner les causes de cette révolution.

Pour peu que l'on rétrograde de quelques années, l'histoire de Buenos-Ayres et du Chili est à peine connue. On est moins étranger à celle de la conquête du Mexique et du Pérou; mais, il y a peu de temps encore, avant la publication des œuvres de M. de Humboldt,

on ignorait quelles étaient les conséquences de l'administration des vainqueurs.

Buenos-Ayres et le Paraguay ont en Europe une telle renommée, qu'on ne sait trop comment expliquer pourquoi jusqu'à présent on a fait si peu d'efforts tendants à se procurer des renseignements certains sur l'histoire et sur la véritable situation du pays. Le Paraguay surtout, qui a offert tant de fois à l'Europe un étrange spectacle, le Paraguay n'est guère connu que par des notions erronées, et l'on sent qu'il y aurait de l'imprudence à s'en rapporter complètement, pour juger de l'ancien état de son gouvernement, aux relations publiées par les jésuites. Le rapide exposé que j'offre en ce moment ne peut, en aucune manière, combler la lacune qui existe,

Personne n'ignore combien le gouvernement de Buenos - Ayres différerait au dix-huitième siècle de celui du Paraguay. Maintenant les anciens principes ont eu leur résultat. Le Paraguay, devenu indépendant de la métropole, n'a pu secouer entièrement un joug auquel on l'avait accoutumé. J'ai tâché de rassembler sur le docteur Francia à peu près tout ce qui en a été dit ; mais quelques unes des actions qu'on lui attribue paraissent si bizarres et offrent si peu de probabilités, que je n'ai pas cru devoir les rapporter. Quand le temps a passé sur une grande révolution, les faits vraiment importants se classent d'eux-mêmes, les hommes qui ont eu vraiment de l'influence prennent leurs rangs , certains évènements s'expliquent mieux ; mais au moment où la scène se passe, trop de dé-

faits se présentent avec les faits principaux pour que la raison n'en soit pas étonnée; l'esprit se perd parmi toutes les opinions contradictoires.

J'avouerai qu'il n'y a peut-être pas encore un nombre suffisant de matériaux pour écrire même rapidement l'histoire des guerres de l'indépendance. Je me suis borné au récit des faits les plus importants, en tâchant de puiser à des sources certaines; sans doute il eût été précieux pour moi, quand je commençai à m'occuper de ce Résumé, que les documents de M. Nunez eussent été publiés, ils m'ont confirmé l'exactitude de plusieurs faits.

Ce ne sont pas les livres relatifs à ce pays qui manquaient, il y en a un assez grand nombre; il faut se plaindre seulement du peu de notions exactes qu'ils

contiennent. Les uns paraissent dictés par un zèle si fervent, qu'on doit croire à quelque exagération ; les autres ont si peu d'impartialité, qu'on ne peut adopter complètement leurs idées. Je citerai cependant ici les principaux ouvrages qui m'ont servi , persuadé qu'ils renferment des éléments dont un autre pourra tirer meilleur parti que moi. J'ai consulté M. de Humboldt, dont on ne peut jamais se passer en écrivant sur quelque contrée que ce soit de l'Amérique méridionale. Les Voyages de d'Azara , l'Histoire du Paraguay de Charlevoix, celle de Muratori, m'ont fourni un assez grand nombre de documents , de même que l'ouvrage du docteur Funes. Les Lettres édifiantes , les notes de l'Uruguay, poëme portugais, le livre qui a été publié contre cet ou-

vrage, et enfin la *Corografia brasilica* du père Manuel Ayres de Casal, doivent être consultés. J'ai eu à ma disposition un mémoire manuscrit intitulé : *Représentation faite par le père provincial du Paraguay à M. le marquis de Valdeliros*, commissaire royal, pour qu'il suspende la guerre contre les Indiens Guaranis. Parmi les livres moins connus, ou nouvellement publiés, j'indiquerai Mawe, *Voyage au Brésil*; l'ouvrage anglais de M. Vidal, remarquable par ses gravures; celui qu'on doit à M. Aug. de Saint-Hilaire, et qui roule sur la botanique du sud du Brésil. Deux autres volumes, récemment mis au jour, renferment de nombreux détails sur les derniers évènements; l'un est traduit de l'anglais; il est dû à un Américain du sud; l'autre a été publié par M. A. F.

sous le titre de *Précis historique sur la révolution des provinces unies de l'Amérique du sud en 1819*; cette brochure contient des documents de la plus haute importance. Je citerai surtout les Esquisses historiques, politiques et statistiques de Buenos-Ayres. M. Varaigne, à qui l'on doit la traduction de ces pièces officielles, a eu l'extrême obligeance de me communiquer un mémoire manuscrit sur la situation actuelle du pays; j'y ai trouvé des détails sur le commerce et sur l'administration, qu'on ne pouvait pas se procurer autre part. Enfin Caldeugh, Hall et quelques autres voyageurs, m'ont fourni plusieurs faits curieux (1).

J'ai cru devoir rejeter dans les notes

(1) Stewenson, Miers, la Revue américaine.

J'ai consulté également Head, Schmitmayer.

xvj

AVERTISSEMENT.

quelques documents qui sont moins du
ressort de l'histoire qu'ils n'appartien-
nent à la géographie.

RÉSUMÉ DE L'HISTOIRE
DES
PROVINCES-UNIES
DE
LA PLATA.

**DÉTAILS GÉOGRAPHIQUES, ET COUP D'ŒIL SUR
LES NATIONS INDIGÈNES.**

Après avoir contemplé la lutte qui s'est établie dans le nord de l'Amérique, l'Européen porte ses regards vers le sud de cette immense contrée. Ce que l'on prévoyait il y a quelques années est arrivé : le Nouveau-Monde échappe à l'Ancien et le force à reconnaître son indépendance. Mais parmi tous les états de l'Amérique méridionale, le gouvernement de Buenos-Ayres est le premier qui ait fait quelques efforts pour se délivrer du joug qu'on lui

imposait. Nous verrons dans les habitudes des premiers colons et dans le courage qui leur fut nécessaire la cause de leur résolution ; guerriers d'abord par nécessité, plus tard, ils le sont devenus par choix. L'indépendance a été le résultat de leurs premières conquêtes.

A partir du fleuve de la Plata jusqu'à la Patagonie, cette vaste étendue de terrain souvent aride qui succède à un territoire si fertile appartenait aux Espagnols : sans doute ils durent envier et ces belles forêts qui couvrent presque toute l'étendue du Brésil, et ces belles rivières qui y portent l'abondance. Un fleuve immense baigne il est vrai le territoire où ils s'établirent : mais la plupart de ses tributaires coulent dans un pays qui ne leur appartient point, et dans son cours il semble dédaigner un sol ingrat que ne peut souvent fertiliser la main des hommes.

En remontant vers le fleuve de la Plata, les premiers conquérants pouvaient tout-à-coup se transporter dans un pays où l'abondance succédait à la stérilité ; mais *le bord de la mer leur devenait précieux*

et d'ailleurs des nations puissantes et guerrières fermèrent pendant assez long-temps le passage de ce beau pays qu'on voulait leur ravir.

Examinons rapidement ces nations. Voyons quels sont leurs mœurs, leurs habitudes, leur caractère. Il existe entre elles et celles du reste de l'Amérique méridionale une assez grande différence pour qu'elles excitent notre attention. Je vois dans leurs tribus un peu plus d'énergie et j'y remarque un caractère peut-être plus guerrier. Contraints de vivre souvent dans de vastes espaces entièrement découverts, ils ne pouvaient toujours déployer les ruses que les peuples sauvages montrent au milieu des forêts; leurs guerres prenaient donc un caractère plus héroïque dont se ressentirent toutes leurs habitudes.

Ce qu'il y a de fort remarquable chez ces peuples, c'est que lors de la conquête les uns tendaient à devenir agriculteurs, tandis que les autres menaient une vie entièrement nomade et vivaient de leur chasse. D'autres encore s'étaient emparés

de la navigation des fleuves. L'arrivée des Européens vint modifier tous ces genres d'existence; les troupeaux qu'ils naturalisèrent devinrent la conquête des Indiens chasseurs, on soumit les peuples agricoles, on anéantit en grande partie les flottilles des navigateurs. Qu'est-il résulté de tout cela, que reste-t-il de ces nations? Nous le ferons voir en quelques pages. L'anéantissement n'a point été aussi complet qu'au Brésil; plusieurs peuples, sans abandonner la chasse, sont devenus pasteurs; ils ont conservé une indépendance qu'ils ont su défendre en marchant vers la civilisation. D'autres sont dans une misère qui les conduira à l'anéantissement; c'est ce qu'on voit dans le reste de l'Amérique.

Quoique l'on trouve une grande ressemblance dans les coutumes des nations indigènes qui habitent toute cette côte de l'Amérique méridionale, les analogies ne sont plus aussi fréquentes dans le pays dont nous nous occupons, surtout vers le sud; on observe même des différences très marquées, et qu'il est important de faire connaître. *En général, l'indigène de ces contrées pré-*

sente une organisation plus forte que celle de l'Américain rapproché des régions brûlantes de la zone équinoxiale ; plusieurs individus sont remarquables par la hauteur de leur taille et par la majesté de leur maintien. Soit que la nature du pays n'exigeât plus le même genre d'armes pour la chasse et pour la guerre, soit que le hasard leur en eût fait adopter d'un genre différent de toutes celles qu'on trouve chez les peuples sauvages du voisinage, on leur vit faire usage de ces espèces de frondes dont se sont servis depuis les vainqueurs : elles consistent en deux ou trois boules attachées aux deux extrémités d'un lien et, lancées avec adresse, elles arrêtent tout-à-coup l'homme ou l'animal que l'on poursuit en lui enlaçant les jambes d'une manière rapide. Si l'arc n'était point adopté par toutes les nations, il paraît qu'un grand nombre de tribus se servaient de la lance. Il n'est point très aisé de vérifier si la coutume de jeter le lacet avec lequel on renverse dans ce pays les animaux sauvages remonte au temps de la conquête ; cependant on peut croire

qu'elle vient des Américains, sans l'affirmer.

La construction des habitations ne paraît point très différente de celle qui avait été adoptée par les Tupinambas. La voûte des forêts en donna l'idée : quelques pieux solides destinés à soutenir l'édifice, des branches entrelacées et garnies de leur feuillage, en formaient les matériaux. Les cabanes servaient à plusieurs familles. Le froid se faisant quelquefois sentir dans ces contrées, il est probable que des feux y étaient entretenus comme dans le nord, surtout quand on se trouvait dans le voisinage des forêts.

Soit que certaines nations s'étant livrées exclusivement à la chasse et à la pêche, il fût devenu plus difficile de se procurer des moyens de subsistance en s'adonnant à ce genre d'occupation, soit qu'un climat plus tempéré que dans tout le reste de l'Amérique méridionale invitât moins à une indolence habituelle, on trouva dans ce pays un peuple qui se livrait à l'agriculture avec beaucoup plus d'activité que le reste *des indigènes*. Les Guaranis étaient agri-

coles, et il semble que ce genre d'occupation, en diminuant leur ardeur pour la guerre, eût adouci leurs mœurs. Ils formaient de nombreuses tribus, mais on ne les redoutait point. Cependant ils eurent sur leurs voisins cette influence qu'exerce toujours un peuple plus policé sur celui qui l'est moins. Leur langue se répandit et modifia celle des autres nations, qui ne surent point sans doute lui conserver sa douceur; car en avançant vers le nord, on trouve souvent S substitué au Z, et les syllabes gutturales plus fréquemment employées.

Quoi qu'en aient pu dire certains observateurs systématiques, il est certain que les nations du Paraguay, reconnaissaient ainsi que les tribus du Brésil, un bon et un mauvais principe. Que l'être nuisible ait été souvent invoqué, que l'on ait tenté d'apaiser sa fureur, c'est ce que l'on trouve chez un assez grand nombre de peuples sauvages, mais cela ne prouve point l'ignorance absolue des attributs de Dieu.

Ce qu'il y a de fort remarquable dans le

culte de diverses nations de ces contrées , ce sont ces cérémonies évidemment religieuses qui reviennent à certaines époques , telles que le retour des Pléiades ou la célébration de certains anniversaires , et qui présentent le caractère le plus étrange de superstition et de barbarie. Elles consistent dans l'abstinence la plus complète et dans l'usage de se faire de profondes incisions au moyen de roseaux tranchants , qu'on laisse quelquefois dans la plaie ; chose étrange , et qui n'a peut-être pas été observée , c'est que les habitants du nord et du sud se font remarquer par des épreuves terribles, quoique d'un genre très différent : cela vient peut-être de ces communications qui existent entre les deux pays par d'immenses canaux naturels , ou peut-être n'est-ce que le résultat d'un génie semblable , quoique le climat soit différent.

Un usage horrible , et dont on retrouve encore des traces dans la Guyane , a dû , plus que les guerres et les disettes inséparables de la vie de chasseur , s'opposer à la multiplication des races guerrières. *Les femmes de plusieurs nations se font*

avorter, ou ne craignent point d'attenter à la vie de leurs enfants. Quoiqu'elles soient des mères tendres quand elles se décident à élever le fruit de leurs amours, elles consomment de sang-froid cet horrible sacrifice qui leur fait surpasser en cruauté les bêtes les plus féroces. Comment expliquer ce mélange de tendresse et de barbarie ? comment même le concevoir ? Les voyageurs ne donnent aucune explication satisfaisante à ce sujet, mais ils vont peut-être au-devant de nos réflexions, en nous rappelant que le crime dont ils nous retracent en frémissant les détails n'a pas lieu chez les tribus agricoles, telles que celles des Guaranis, dont la subsistance est plus assurée. On doit dire en même temps qu'il ne se commet point chez toutes les nations de chasseurs.

On sent combien la conquête a dû apporter de changements dans les usages particuliers de plusieurs peuplades. Il paraît que notre exemple n'a altéré en rien les formes du gouvernement. Les chefs jouissent d'une haute considération, car ils ont été élus par les guerriers ; mais ils

ne font que donner des conseils, et ils n'ont point le droit d'intimer des ordres. Leur gouvernement a quelque analogie avec celui de nos maires de village; ils exercent une influence à peu près semblable, mais elle s'accroît à mesure qu'ils s'attirent la considération ou l'amour de leurs compatriotes.

Quoique d'Azara refuse une croyance religieuse à ces nations, on retrouve cependant chez elles ces espèces de devins qui se rencontrent dans le reste de l'Amérique méridionale, et dont les fonctions ne varient point. Ils sont à la fois médecins et prêtres, et ils opèrent leurs cures par de prétendues conjurations mystérieuses ou par la succion de la partie malade.

Sous le rapport de l'existence physique, ces sauvages devaient se trouver avant la conquête dans une situation bien différente de celle dont ils jouissent aujourd'hui. La multiplication des bestiaux a complètement changé leur sort sous quelques rapports, et c'est une compensation aux maux que nous leur avons causés. Non seulement ils se nourrissent de la chair des tau-

reaux sauvages, mais ils emploient souvent leurs peaux dans la construction de leurs cabanes; tels sont les Pampas ou Quérendis, qui, en ayant acquis le degré de civilisation dévolu à tout peuple dont la subsistance est assurée, se sentent de nouveaux besoins, et portent déjà cette espèce de vêtement appelé *poncho*, dont les cultivateurs du Paraguay font usage, et qui convient parfaitement au pays.

Il serait trop long sans doute de rappeler ici toutes les tribus qui existent encore maintenant. Je vais donner le nom de celles qu'on regarde comme les plus importantes. Je laisserai parler un instant M. Walcknaer, qui a jeté sur elles un coup d'œil rapide.

« Les Mbayas, dit-il, sont une race superbe, courageuse et indolente, qui habite les deux rives du Paraguay au nord des Guaranis; ils errent en chassant et en pêchant entre les vingt-unième et vingt-troisième degrés de latitude sud, et font exercer l'agriculture par des esclaves qu'ils traitent avec beaucoup de douceur, et par des individus de la nation des Guanas. Il ne faut

pas confondre ces derniers avec les Guyanas, qui habitent vers le nord sur les rives méridionales de l'Uruguay. Ceux-ci sont grands, maigres, d'une couleur plus claire que les autres tribus; leurs yeux sont bleus; ils sont peu nombreux, mais ils paraissent être de la même race que les Boanes ou les Boroanes, qui habitent plus au sud les plaines à l'est de l'Uruguay. Ceux-ci avaient, dit-on, les yeux bleus et les cheveux blonds. On place encore leur nom sur les cartes; cependant Azara assure qu'ils ont été exterminés par les Charruas. Une partie de la nation des Charruas s'est incorporée aux missions des jésuites; l'autre, qui habite à l'est de l'Uruguay, fait une guerre continuelle aux Espagnols et aux Portugais. Les Payaguas, dont le nom corrompu a, dit-on, donné naissance à celui du fleuve Paraguay, sont actuellement fixés dans les environs de la ville de l'Assomption; les Tobas et les Pitilagas sont au sud de cette ville, entre le Rio-Vermejo et le Pilcomayo. Les Abipons ont passé de l'autre côté du Parana, et habitent la peuplade

de las Garzas; ils sont peu nombreux, et depuis leur guerre avec les Morébis, ils ont été obligés de se placer sous la protection des Espagnols.»

Quelle idée doit-on se former de la situation actuelle de ces nations? quel rang doivent-elles occuper dans la population générale? quelle sera leur influence sur l'ordre social? Affaiblies par les ruses de la civilisation, mais soutenues encore par leur courage, elles forment un corps actif que l'on doit pacifier ou que l'on doit craindre. Profitant de cette multiplication surprenante de bestiaux, qui assure leur existence contre tous les besoins, elles sont peut-être les seules peuplades de l'Amérique auxquelles l'arrivée des Européens ait procuré quelques avantages. Nous ne pouvons plus les anéantir, elles ont pris d'elles-mêmes leur marche vers la civilisation; mais leur marche sera lente, parceque le nouvel état qu'elles ont adopté leur présente une foule d'avantages, s'alliant parfaitement avec leurs anciennes idées. Ce seront peut-être un jour les Cosaques du Nouveau-Monde:

alliés à la république, plutôt qu'ils ne lui seront soumis, ces Indiens la seconderont dans les combats, mais ils combattront en partisans, et il sera difficile d'en former un corps d'armée régulier. Toutefois on les engagera aisément dans des guerres longues et pénibles. Les immenses plaines qu'ils habitent ne se couvriront point de cités, mais des camps mobiles les animeront. Là, comme dans l'Ancien-Monde, on exercera l'hospitalité ou l'on se livrera au pillage. Les mêmes habitudes naîtront de la même manière de vivre, de la ressemblance du sol, et des mêmes ressources offertes par la nature.

PASSEURS DES PLAINES.

Disons un mot de ces hommes extraordinaires qui consacrent leur vie à garder les troupeaux, et qui sont désignés sous le nom de Peons ou de Gnauchos. Le genre d'existence qu'ils ont adopté leur donne un esprit d'indépendance qui les empêche de se soumettre au joug d'aucunes lois; libres dans leurs vastes plaines, parcequ'ils sont *presque toujours* solitaires, ils veulent

porter la même liberté partout. Les exercices auxquels ils se livrent, les privations auxquelles ils se soumettent, les rendent extrêmement précieux pour une guerre de partisans.

Toujours montés à cheval, ils vaquent ainsi aux opérations les plus ordinaires de la vie; c'est à cheval qu'ils vont au temple, c'est à cheval qu'ils conduisent leurs morts au dernier asile. Accoutumés à voir d'innombrables troupeaux, qu'ils regardent comme inépuisables, ils ne font aucun cas de la vie des animaux et les traitent souvent d'une manière cruelle. La viande rôtie remplace pour eux toute autre espèce de nourriture; le thé du Paraguay forme leur boisson habituelle. Un cuir de bœuf leur suffit pour se reposer. Dans leurs cabanes, point de ces meubles qui attestent quelque industrie, aucun de ces objets qu'on trouve chez nos paysans les plus grossiers. Leur vie, partagée entre une indolence profonde et une activité extraordinaire, s'écoule sans qu'ils sentent la nécessité de ce qui nous serait indispensable. Ces hommes sont cependant

soumis au christianisme et se glorifient souvent de descendre des Européens; on croirait plus aisément qu'ils appartiennent aux tribus sauvages, avec lesquelles ils ont de si fréquents rapports.

Voilà sans doute des hommes à part et qui demanderaient presque à être civilisés; mais dans le cas où on les soumettrait à un joug plus pesant que celui qu'ils supportent, c'est une question de savoir si la république y gagnerait. Leur indomptable courage, leur amour de la vie errante les rendent des hommes précieux, et il ne faut guère plus de lumières que celles qu'ils ont acquises pour garder les immenses troupeaux qu'on leur a confiés.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LES RESSOURCES NATURELLES OFFERTES PAR CE PAYS (1).

Examinons un moment quelle doit être

(1) Ces détails sont généralement peu répandus, c'est ce qui m'engage à les présenter ici avant de passer aux détails historiques, j'interromps en cela l'ordre que j'avais adopté pour *le Brésil*.

La position commerciale de Buenos-Ayres vis-à-vis de l'Europe et des autres états de l'Amérique. Le sol de cette partie du Nouveau-Monde n'est point, à beaucoup près, aussi fertile que celui des contrées limitrophes, et cependant l'exportation de ses produits a dès à présent la plus grande influence sur le commerce extérieur. Ces plaines immenses qui seraient peut-être rebelles à la culture, et qui se sont couvertes en moins de trois siècles d'une innombrable quantité de bestiaux, peuvent en nourrir encore davantage. Le sel que contient la terre en quelques endroits contribue singulièrement à conserver la santé des animaux; ils dépérissent souvent dans les autres portions de l'Amérique méridionale, où l'on ne rencontre point cette production. Soit que les bestiaux prennent dans les provinces de Buenos-Ayres un plus grand accroissement que partout ailleurs, soit que, réunis en plus grand nombre, ils offrent des chances avantageuses au commerce, nulle part les cuirs qu'ils fournissent ne sont aussi estimés. *L'industrie de l'Europe s'en empare*

maintenant, mais quand l'art du tanneur aura reçu plus de perfectionnement au Brésil, quand on se sera convaincu que la nature a répandu dans les forêts et sur le bord de la mer des matières premières qui peuvent remplacer avec avantage celles que l'on emploie en Europe, enfin quand le fabricant obtiendra suffisamment de capitaux pour donner le temps nécessaire à ses opérations, on verra dans les deux pays un échange qui leur sera également profitable. Le Brésil jouit en grande partie des avantages que la nature a accordés à Buenos-Ayres, la province de Rio-Grande du sud les lui assure; cependant lorsque la population se sera accrue dans le nouvel empire, les ressources de sa capitainerie la plus méridionale deviendront peut-être insuffisantes. Les suifs de Buenos-Ayres, les viandes sèches dont il importerait de perfectionner la fabrication, plusieurs objets secondaires, seront un objet d'échange (1).

(1) Ces viandes sèches, que dédaigne notre goût délicat, sont une nourriture agréable pour le cultivateur noir; ces graisses, que l'on re-

Puisque le règne animal procure tant d'avantages à ces contrées, nous ne pouvons nous dispenser de parler de la pêche de l'éléphant de mer, qui n'est exploitée que depuis un petit nombre d'années par les Américains, les Anglais et les Français. Les habitants des Provinces-Unies de la Plata pourraient s'emparer exclusivement de cette branche d'industrie, la côte de la Patagonie leur appartenant naturellement. L'éléphant de mer est un énorme phoque dont la pêche ne présente point de grandes difficultés, et dont l'huile est d'une utilité bien reconnue dans différents arts industriels.

Les richesses végétales ne sont pas à beaucoup près d'une aussi grande importance; l'absence de fleuves, et de ruisseaux, la situation physique du terrain qui ne permet guère d'établir une irrigation artificielle(1), enfin la stérilité de vastes espaces qui seront toujours incultes, parceque la roche garde trop souvent comme inutiles, se purifient, et deviendront un objet considérable d'importation.

(1) Voyez d'Azara,

est recouverte d'une très faible quantité de terre végétale : toutes ces raisons réunies à beaucoup d'autres, peuvent faire douter que les provinces de la Plata établissent leur prospérité sur l'agriculture. Cependant les districts qui avoisinent le fleuve sont en quelques endroits d'une fertilité extrême et permettent la culture de plusieurs végétaux utiles de l'Europe. Le blé y prospère ; on affirme que plusieurs cantons seraient très favorables à la vigne et qu'autrefois on s'était promis des résultats avantageux de sa culture, quand un ordre ridicule et barbare la fit arracher. Plusieurs districts produisent aussi un arbuste qui offre une branche de commerce assez avantageuse, mais seulement avec le Chili et le Pérou : je veux parler du *matte* ou thé du Paraguay, dont on ne pourrait pas plus cesser l'usage dans quelques provinces de l'Amérique méridionale qu'on ne peut se passer à la Chine du thé, qui s'est depuis si généralement répandu en Europe.

Si l'on examine quel espoir l'on peut fonder sur l'industrie à venir, il est diffi-

cile de répondre d'une manière satisfaisante : on peut dire cependant que le manque de bois doit arrêter les progrès de certaines manufactures, et qu'il est urgent d'y remédier aussi rapidement que possible, ou par des plantations successives, ou par la recherche de tourbes et de charbon fossile.

En supposant, comme cela est, assez probable, que le Paraguay forme un état entièrement séparé des Provinces-Unies de la Plata, le commerce qui s'établira entre les deux gouvernements ne peut manquer d'avoir beaucoup d'activité. Les habitants du Paraguay, confinés dans l'intérieur et n'ayant aucun débouché pour se défaire de leurs marchandises, seront contraints de les faire descendre vers le bord de la mer par le Rio de la Plata, ou de les envoyer par les tributaires de ce fleuve dans l'intérieur du Brésil; mais ces marchandises, si l'on en excepte le matte, sont à peu près les mêmes que toutes celles qu'on récolte dans les différentes parties de l'Amérique méridionale, et le voyage peut les rendre d'un prix trop considérable pour

rement certains pâturages, où des bergers, d'une habileté étonnante, les surveillent, et savent s'emparer d'eux au moyen de ces lacets qu'ils lancent avec tant d'adresse (1).

Non loin de ces animaux à peu près soumis au joug de la domesticité, il en existe d'autres entièrement sauvages, qui, fiers de leur indépendance, veulent souvent la faire partager à ceux qui n'en savent point jouir. Cet appel du cheval libre au cheval esclave se fait souvent dans les plaines de Buenos-Ayres. La présence de l'homme n'arrête point toujours le noble animal, qui hennit d'impatience en voyant son semblable soumis à nos caprices, ou refusant la liberté.

Mais souvent un fléau terrible devient funeste à ces animaux que l'homme ne protège plus : des sécheresses affreuses désolent les vastes solitudes qu'ils habitent ; ils ne trouvent plus de sources pour apaiser leur soif, et cherchent à se désaltérer même

(1) Voyez ce que dit à ce sujet le capitaine Hall. On les a vus s'emparer ainsi de pièces d'artillerie.

dans les caux les plus impures; accablés par la chaleur, vaincus par la lassitude, ils soulèvent la tête avec inquiétude et dirigent de tous côtés leurs naseaux palpitants. Tout-à-coup un vent frais, qui semble avoir passé sur les caux, leur apporte une fraîcheur bienfaisante; ils partent avec ivresse, ils s'élancent avec joie. Les plus rapides franchissent l'espace, et s'enfoncent dans l'eau que la chaleur a corrompue; mais, victimes d'un impérieux besoin, ils sont trop lents à le satisfaire, la troupe impatiente se précipite sur eux, les foule aux pieds, les écrase, et meurt souvent elle-même, pressée par d'autres animaux.

Que l'on ne croie point ce récit exagéré, et qu'on me pardonne cette digression. Il s'agissait d'un animal que sa multiplication rapide a rendu de la plus importante nécessité pour la guerre, et qui enrichira peut-être un jour ces contrées (1).

(1) Voyez d'Azara, *Histoire des quadrupèdes du Paraguay*.

HISTOIRE DE LA DÉCOUVERTE. FONDATION
DE BUENOS-AYRES.

Les explorations des Européens dans l'Amérique méridionale se succédèrent du nord au sud, et quelques années après que les Portugais eurent pris possession du Brésil, les Espagnols parurent sur les côtes de Buenos-Ayres. Juan Dias de Solis, grand pilote de Castille, fut envoyé dans ces parages pour y faire de nouvelles découvertes; il parcourut une partie de la
515. côte avec Yanez Pinson, qu'on lui avait adjoint dans le commandement de l'expédition. La mésintelligence se mit entre les deux chefs; ils retournèrent en Europe. Leur voyage fut à peu près inutile pour le souverain qui les avait envoyés. Toutefois les Portugais se plaignirent d'une infraction aux traités, ou plutôt aux décisions d'Alexandre VI, qui avait si libéralement partagé le Nouveau-Monde entre deux puissances.

Comme le dit judicieusement Southey(1), on n'avait jamais entièrement mis de côté

(1) *History of Brazil.*

l'espoir conçu par Christophe Colomb de gagner l'Inde par un passage situé à l'ouest. Le commerce de l'Orient occupait à cette époque les esprits plus fortement que le désir d'accumuler de l'or; la mer du Sud venait d'être découverte; il semblait plus important que jamais de découvrir le passage désiré avec tant d'ardeur. Solis fut chargé d'une nouvelle expédition, et il parvint bientôt à ce fleuve que son immense embouchure lui avait fait prendre pour une mer d'eau douce.

Contre l'usage du temps, qui réservait cet honneur aux saints et aux monarques, Solis imposa son nom au fleuve Paraguay, mais une sanglante catastrophe devait rappeler d'une manière bien funeste sa découverte; il fut massacré par les sauvages avec une partie de sa suite.

Un semblable événement dut porter l'effroi parmi les explorateurs; car les événements de ce genre n'arrivaient dans le principe que très rarement, et les indigènes de la côte, avant qu'ils eussent été offensés, accueillaient presque toujours favorablement ces avides étrangers qui

s'emparaient de leur territoire. La catastrophe arrivée à Solis atteste le génie guerrier qui distingue encore de nos jours les nations du Paraguay.

L'expédition, privée de son chef, ne songea plus à poursuivre l'entreprise qui lui avait été confiée; les navires allèrent au cap Saint-Augustin, où ils chargèrent du bois du Brésil, et de là ils retournèrent en Espagne. Ce fut alors qu'un nouveau différent eut lieu entre le Portugal et l'Espagne. Emmanuel se plaignit encore de ce que ses droits avaient été méconnus, et voulut qu'on lui livrât ceux qu'il regardait comme les coupables, pour les faire punir selon la rigueur des lois. Charles-Quint prétendit que les lieux qu'on avait visités étaient compris dans la portion de territoire qui lui avait été désignée par le pape. On sent combien à cette époque on pouvait interpréter les lois nouvelles de la géographie; les plaintes du roi de Portugal ne furent point écoutées, et les Espagnols prirent possession de ce territoire dont la découverte avait coûté si cher à *l'un de leurs plus célèbres navigateurs.*

Enfin Cabot , dont les talents étaient depuis long-temps reconnus , fut chargé d'une nouvelle expédition qui devait le conduire vers ces parages , car il s'agissait toujours de trouver le royaume du grand Cathay et le Cipango de Marco-Polo. Toutefois il paraît que les approvisionnements commencèrent à manquer à peu de distance du Brésil, par imprévoyance , ou que les gens de l'équipage , effrayés de l'entreprise à laquelle on les destinait , prirent le parti de les détruire : il est certain que Cabot se vit contraint de relâcher à l'île Sainte-Catherine. Il y reçut l'hospitalité , et, selon l'usage de ce temps barbare , il paya l'hospitalité par la perfidie en s'emparant de quelques insulaires.

Où l'injustice régnait, la discorde devait bientôt se montrer ; l'insubordination augmenta, la cruauté la punit. Les chefs de ceux qui ne voulaient point obéir furent abandonnés dans une île déserte , et ce châtiment était peut-être plus cruel que la mort. En dépit de cette mesure , le mal s'accrut encore, et l'on se vit contraint d'a-

bandonner un projet qui était fondé sur
1526. des récits incertains (1).

Cabot avait un génie trop entreprenant pour ne point diriger aussitôt ses vues vers un autre point ; il se rappela le malheur de Solis, et résolut de se rendre utile à sa patrie ; il se dirigea vers le sud, mit ses navires en sûreté, bâtit même un fort pour s'assurer de la retraite, et s'avança avec une caravelle rasée dans le grand fleuve. Il trouva sur ses rivages des peuples qui l'accueillirent assez favorablement, et il bâtit encore un fort qu'il désigna sous le nom d'Espirito-Santo. Parvenu à la jonction du Paraguay avec le Paranna, il avança encore trente-quatre lieues ; mais il rencontra alors un peuple agriculteur, chose fort remarquable dans ces contrées. Ce peuple l'arrêta dans sa course, car, ainsi que le dit un judicieux historien, la propriété donne le patriotisme, et l'on peut ajouter que celui qui a renversé mille obstacles pour former un champ au milieu d'une nature inculte se sent presque

(1) Voyez *Corografia Brasílica*.

toujours assez de courage pour le défendre.

Cabot n'alla pas plus loin, car il avait perdu quelques hommes de sa suite; mais tandis qu'il prenait possession de ces contrées, une autre expédition se faisait en Espagne pour les aller explorer. Diego Garcia en était le chef; il commandait deux navires, et relâcha à Sainte-Catherine, où les naturels se plaignirent amèrement de Cabot.

D'après les récits de plusieurs historiens, il paraît qu'un autre Garcia partit du Brésil pour voyager dans les mêmes contrées et vers la même époque. Il avait reçu du gouvernement du Brésil l'ordre d'aller visiter la partie méridionale de ce vaste empire.

Quoi qu'il en soit, il paraît certain que Cabot mit beaucoup d'activité dans son expédition, qu'il commença à explorer les immenses tributaires du grand fleuve. Mais, après s'être arrêté à l'embouchure du Paranna, dans le Rio de la Plata, sur les rives duquel il perdit quinze de ses hommes qui se laissèrent séduire par les vaines promesses

des sauvages , et trouvèrent la mort dans les lieux où on leur promettait de l'or.

Garcia poursuivait son voyage ; il eut bientôt atteint son rival , auquel il reprocha de se livrer à des recherches pour lesquelles le gouvernement ne l'avait point envoyé ; mais dans ces pays déserts , où ils se trouvaient environnés de dangers sans cesse renaissans , l'intérêt commun devait faire cesser de semblables discussions. Les deux voyageurs associèrent leur audace et leurs travaux ; il fut décidé qu'avant de continuer le voyage , on irait construire de nouveaux brigantins au fort du Saint-Esprit.

S'il y avait des raisons solides pour se réunir , il existait trop d'éléments de discorde entre ces deux chefs , revêtus de pouvoirs à peu près égaux , pour que la discorde n'éclatât point. Garcia était le moins fort et il se vit contraint de retourner sur ses pas ; il se décida à poursuivre son voyage jusqu'en Espagne.

Le voyage de Cabot ne fut point sans succès ; soit qu'il se fût adressé à des indigènes qui revinssent du Chili , soit que

ceux qu'il rencontra eussent visité les sables aurifères de la province intérieure de Matto-Grosso, il paraît certain qu'il obtint de l'or et surtout de l'argent. Alors le fleuve perdit le nom qui attira les malheurs du premier navigateur. On le crut destiné à procurer à l'Europe d'immenses richesses, et il reçut le nom de Rio de la Plata (fleuve d'argent).

Pour faire excuser sans doute la détermination qu'il avait prise, Cabot s'empressa d'envoyer en Espagne Ferdinand Calderon et Rogel Barto, afin de remettre au roi un échantillon des métaux précieux que l'on s'était procurés. Le monarque fut séduit par l'espoir qu'on lui laissait entrevoir. Accoutumé depuis quelque temps à voir la prospérité future de son royaume dans les mines du Nouveau-Monde, il ordonna bien à Cabot de continuer son voyage, mais les finances se trouvaient tellement épuisées, qu'il ne put lui envoyer d'argent, et qu'on se vit contraint d'accepter les offres d'un certain Pierre de Mendoza, gentilhomme fort riche de Cadix, qui offrit d'aller faire la

conquête du pays en associant le roi à tous les avantages qu'on pouvait en tirer.

Tandis que cette détermination était adoptée en Espagne, Cabot poursuivait son voyage ; mais il se lassa probablement de n'en tirer aucun fruit, et il se décida à s'embarquer pour l'Espagne, après avoir laissé le commandement du fort du Saint-Esprit à Nuño de Lara.

Quoiqu'il n'eût qu'une garnison de cent dix hommes, et que ce fût une bien faible ressource à opposer à tous les peuples dont il se trouvait environné, le nouveau chef parvint à maintenir la paix entre eux et les Européens pendant assez long-temps ; mais toutes ses précautions ne purent prévenir une funeste catastrophe, et les charmes d'une jeune Espagnole causèrent la ruine de la colonie naissante.

Un chef des Tymbusla voit, il s'enflamme d'une passion profonde, et cette passion il la révèle d'une manière terrible. Accoutumé, comme tous les Américains, à cacher sous l'apparence d'une tranquillité impassible les projets les plus importants, il laisse croire à son amitié, et profitant de l'absence

quelques uns de ces étrangers , dont il redoute point le nombre , mais dont les cris l'effraient , il se présente à l'établissement ; les portes lui sont ouvertes. Le gouverneur qui lui a fait concevoir des dessein criminels lui donne la force de les exécuter. A ses ordres le fort est investi, le carnage commence, les Espagnols meurent en se défendant, mais ils font payer pour leur existence, et le chef perfide menace la mort au milieu de ceux qu'il veut de faire égorger.

Les Espagnols qui s'étaient éloignés pendant quelque temps pour aller trafiquer avec les indigènes, revinrent, et il est aisé de se figurer de quelle horreur ils furent saisis en voyant le carnage qui avait été fait de leurs frères. Ils quittent avec effroi le lieu qui leur rappelle tant de souvenirs déchirants, et cherchant une contrée où l'hospitalité ne cache point les crimes de perfidie, ils vont demander à l'île Saint-therine un asile plus assuré. Le déplorable événement qui anéantit la nouvelle Colonie donna lieu à un de ces traits qui ont le souvenir sur une époque peu

fertile en évènements. L'époux de la
heureuse Lucia Miranda ne la trouva
point parmi les morts, un ardent
amour lui inspira assez de courage pour
demander aux peuples barbares
qui lui avaient ravie; mais elle était
l'objet d'une passion peut-être plus
encore que celle qui avait déjà causé
de maux : les prières des deux époux
restèrent vaines, ils préférèrent la mort
à la loi honteuse qu'on leur imposait, et
moururent bientôt dans d'horribles tourmens.

L'expédition qui se préparait en Espagne
était trop considérable pour ne pas
entraîner quelques délais, et d'ailleurs
le retour de Cabot avait dû diminuer
les espérances que l'on avait conçues.

Ce ne fut que deux ans après l'expédition
qui avait chassé les Européens de
ce pays que Pierre de Mendoza partit
de Séville; mais tout avait été calculé
pour la réussite de l'établissement, et c'est
à l'époque de ce départ qu'il faut faire
le commencement de la colonie. L'expédition
se composait de quatorze bâtimens
qui transportaient deux mille six cent

quante hommes , parmi lesquels on comptait un certain nombre d'Allemands et de Flamands ; on amena soixante-douze chevaux , en se rappelant sans doute l'impression que la vue de ces animaux causait aux Péruviens et aux Mexicains ; ils devinrent la source d'une incalculable richesse pour ce pays et pour ceux dont il se trouve environné.

Pierre de Mendoza avait reçu les titres d'adelantado et de capitaine-général de tous les pays qu'on découvrirait jusqu'à la mer du Sud ; les avantages qu'on lui faisait étaient immenses , surtout si l'on a égard aux idées qu'on avait alors de la richesse du Paraguay. Outre une pension viagère de deux mille ducats , qu'on lui assigna , il devait recevoir la rançon des chefs indiens qu'il prendrait à la guerre , et le gouvernement ne se réservait qu'un dixième de leurs trésors. L'expérience prouva bientôt que ces conventions étaient illusoire , et qu'on venait parmi des peuples qui ne possédaient d'autres richesses que leur amour pour l'indépendance.

Tous les genres d'obstacles semblèrent

fertile en évènements. L'époux de la malheureuse Lucia Miranda ne la trouva point parmi les morts, un ardent amour lui inspira assez de courage pour l'aller demander aux peuples barbares que l'objet d'une passion peut-être plus encore que celle qui avait déjà causé de maux : les prières des deux époux furent vaines, ils préférèrent la mort à la honteuse qu'on leur imposait. L'expédition qui se préparait

était trop considérable pour ne pas traîner quelques délais, et d'attendre le retour de Cabot avait dû diminuer les espérances que l'on avait eues.

Ce ne fut que deux ans après seulement que Pierre de Mendocance ce pays qui avait chassé les Espagnols de Séville; mais tout ce qui avait été tenté pour la réussite de l'expédition fut inutile.

ante hommes, parmi lesquels on comptoit un certain nombre d'Allemands et de Français; on amena soixante-douze che-
vaux, en-se rappelant sans doute l'im-
pression que la vue de ces animaux cau-
soit aux Péruviens et aux Mexicains; ils
ont la source d'une incalculable
richesse pour ce pays et pour ceux dont
il est environné.

Mendoza avait reçu les titres
de capitaine-général de
ce pays; qu'on découvrirait jusqu'à
présent; les avantages qu'on lui
a fait offrir, surtout si l'on
considère qu'on avait alors de
ces terres immenses. Outre une pen-
sion de deux mille ducats, qu'on
lui faisait recevoir la rançon
de ceux qu'il prenait, on lui
donnait encore la

is
ait
et
plus
ceux
parle
mmes
re, et
agnols;
me ser-
bois qui

s'accumuler d'abord pour s'opposer au succès de l'expédition ; les vents furent contraires ; la route était encore peu connue. La plupart des navires relâchèrent dans la baie de Rio-Janeiro ; mais une sanglante tragédie se préparait, et ce fut là qu'elle eut lieu.

D. Juan Osorio, Italien que ses talents faisaient distinguer, avait reçu le commandement en second ; on l'accusa injustement de vouloir s'emparer de tout le pouvoir ; il fut poignardé par les ordres de Mendoza, et ce fut au milieu du désordre qu'excitait ce crime, que l'on remit à la voile ; car un grand nombre d'individus, effrayés de l'avenir qu'il leur préparait, voulaient rester au Brésil.

2 février
1555.

On arriva cependant à l'embouchure du grand fleuve, après avoir relâché à l'île Saint-Gabriel, et l'emplacement occupé aujourd'hui par Buenos-Ayres ayant été jugé convenable, on résolut d'y fonder la ville. Environné comme on l'était de peuples sauvages, il fallait s'allier avec eux ou se décider à leur déclarer la guerre ; on commença par prendre le pre-

mier parti, mais le peu de bonne foi que montrèrent les indigènes, ou peut-être l'abus que les Espagnols firent de leur supériorité, obligèrent de recourir au second. La guerre se déclara; on eut alors une funeste preuve de la supériorité des hommes qui combattent chez eux et qui repoussent l'agression. Les Espagnols ne connaissaient point le pays, et ils furent victimes de leur témérité. Enfoncés dans de profonds marécages, ne pouvant point faire usage de leurs armes, que l'humidité avait rendues inutiles, ils se trouvèrent bientôt à la merci des Guaranis et des Querendis, qui les massacrèrent et qui tuèrent même Diego de Mendoza, frère de l'adelantado, que son caractère rendait digne d'un meilleur sort : il avait déploré plus d'une fois la mort d'Osorio.

Si ce premier combat devint funeste aux Espagnols, les sauvages y perdirent un grand nombre des leurs, et durent prévoir le sort qui leur était réservé; car ceux qui étaient venus les attaquer ne quittèrent point le pays sans y avoir bâti un fort.

Cette coutume adoptée par les premiers

conquérants de l'Amérique d'élever en tous lieux des forts, avait plus d'influence qu'on ne le croit sur l'esprit grossier des peuples qui les environnaient. Les Indiens, en voyant sans cesse une preuve de notre puissance, s'éloignaient ou finissaient par se soumettre.

Après la mort de D. Diego de Mendoza, selon l'usage constant des nations du Paraguay, les Guaranis et les Querendis se contentèrent du premier avantage qu'ils avaient remporté, et ils donnèrent quelque trêve à la colonie. La colonie pour cela ne fut pas exempte de ces malheurs qui se font presque toujours sentir dans un nouvel établissement; les maladies et la famine la désolèrent, on fut obligé d'aller chercher des vivres jusqu'au Brésil, et les diverses expéditions ne réussirent qu'imparfaitement. Enfin le génie guerrier des Indiens se réveilla, et la ville fut attaquée de nouveau.

L'un des chefs espagnols, nommé Jean de Ayolas, qui avait été chargé de remonter le fleuve, fonda le fort de Corpus-Christi, cinq lieues au-dessus du Caronda, et redescendit ensuite sur le bord de la mer. Acca-

blés par la famine et désolés par la guerre, les infortunés colons voulurent se transporter dans ce nouvel établissement ; mais bientôt les maladies en firent périr un grand nombre, et la mort les délivra des maux qui leur étaient réservés. Ceux qui leur survécurent allèrent chercher un asile parmi les Indiens. C'est, à mon avis, cette coutume d'une touchante hospitalité, dont les Américains donnèrent tant de preuves, qui fait le plus d'honneur à leur courage. Comme tous les lâches, Mendoza ne sut point supporter un revers ; il confia à Jean de Ayolas, qui continuait ses voyages, la direction de cette expédition si malheureuse, et il repartit pour l'Espagne. La mort, qu'il fuyait, l'atteignit dans son voyage, et mit fin à sa honte.

EXPÉDITION D'AYOLAS. FONDATION DE
LA CONCEPTION.

Je ne suivrai point Ayolas dans sa pénible navigation sur le fleuve de la Plata ; il était accompagné par un homme aussi entreprenant que lui, et qui joue un grand

rôle dans l'histoire de ces contrées. Martinez de Irala pouvait le servir de ses conseils et de son épée. Ces deux hommes, errant au milieu de peuples barbares, ne parvinrent point toujours à vivre en bonne intelligence avec eux, quoiqu'ils fissent quelques alliances. La nécessité les contraignit à livrer une bataille dans l'emplacement qui est occupé aujourd'hui par la ville de l'Assomption. Les Espagnols furent vainqueurs et l'on bâtit un fort dont Martinez de Irala fut nommé gouverneur, tandis qu'Ayolas poursuivit sa course au milieu d'un pays inconnu.

Dans une colonie où l'on doit se diriger d'après les ordres d'un pouvoir absolu qui réside à une distance trop considérable, il arrive toujours des événements bizarres. Mendoza avait confié sa puissance à Jean de Ayolas, qui l'ignorait, et le roi donnait la place de gouverneur général à Irala, qui ne connut sa nouvelle dignité que deux ans après, tant l'expédition qui devait la lui transmettre mit de retard dans son trajet.

Quoique le P. Charlevoix fasse revenir

les familles espagnoles établies à Sainte-Catherine à la suite de Pierre de Mendoza, qui fit un voyage vers cette partie des côtes du Brésil, il paraît qu'elles furent ramenées par un certain Salazar. Francisco Ruiz Galan commanda par intérim toute la colonie.

Il fut décidé que l'on irait instruire le nouveau chef du pouvoir qui lui avait été dévolu. Salazar, accompagné de Gonzale de Mendoza, remonta le fleuve. Ils parvinrent à l'établissement d'Irala. Celui-ci était allé parmi les Payagoas ; et quand il fut de retour, il ne put rien apprendre de relatif à Juan de Ayolas, qui poursuivait son voyage au milieu de trop d'obstacles pour en faire connaître les progrès à ses compatriotes.

Selon quelques historiens, ce n'est que de l'époque où eut lieu le voyage de ces deux commissaires qu'il faut faire dater la fondation de la ville de l'Assomption. 1556.

Située dans une contrée plus fertile que Buenos-Ayres, son accroissement devait être plus rapide. Galan alla y chercher des vivres, et rencontra Irala, auquel il enjoi-

gnit d'attendre le gouverneur dans le lieu que celui-ci lui avait indiqué. Mais on s'était trompé sur les ressources de la nature : comme l'industrie et le travail ne savaient point en tirer parti , on se trouvait à peu près dans la même situation au Paraguay qu'à Buenos-Ayres ; et c'en était peut-être fait de la colonie, si trois bâtimens chargés de recrues n'avaient paru sur les côtes.

ÉTABLISSEMENT DES ESPAGNOLS AU PARAGUAY.
SUITE DES DÉCOUVERTES. IRALA PREND LE
COMMANDEMENT.

Pendant que, sur le bord de la mer, on faisait de continuels efforts pour se maintenir dans une situation qui laissât quelque espoir de s'y établir d'une manière durable, Ayolas en faisait de plus grands encore pour reconnaître l'intérieur du pays ; et il donnait des preuves d'un courage que rien ne pouvait arrêter ; mais tandis qu'il poursuivait ses recherches jusqu'aux limites du Pérou, la colonie exigeait un chef. Irala avait été désigné par la cour pour remplir cet emploi ;

1538. il fut mis à la tête des affaires.

Cet homme, que le parti jésuitique a calomnié, avait la plupart des qualités qui sont indispensables à l'administrateur d'une colonie naissante. Il réunissait la fermeté à l'esprit d'ordre, et il en donna une preuve, dès le commencement de son gouvernement, en faisant faire le dénombrement des Espagnols qui étaient encore établis au Paraguay. Ce recensement donna un résultat capable de décourager les plus hardis : on trouva que de trois mille individus arrivés de l'Europe il n'en restait plus que six cents.

Pour conserver cette faible population, il fallait lui donner une direction qui lui fût utile à elle-même, et qui l'attachât au sol où elle s'était transplantée. Irala sentit cette nécessité ; il fit des concessions de terrain à des hommes qui jusqu'alors n'avaient été que guerriers, et il les obligea à se créer des ressources que le temps devait accroître.

Un certain ordre fut établi dans la ville, sous la direction des régidors, qui remplissaient les fonctions d'alcades ; enfin, on engagea les Guaranis à réunir leurs

Catherine, il résolut de se rendre par terre au Paraguay, prit possession, au nom du roi, d'une partie des contrées qu'il traversa, et parvint enfin à l'Assomption, 1542. où on lui remit le commandement.

Quoiqu'on n'eût point découvert de mines dans le pays, l'espoir de trouver de l'or ne s'était jamais entièrement éteint. Cabeza de Vacca avait reçu l'ordre de faire ses efforts pour trouver un chemin qui conduisit au Pérou; il chargea Irala de cette expédition. Ce chef, par un motif que la suite des évènements peut expliquer, se contenta de remonter le fleuve jusqu'à une certaine distance, sans poursuivre son voyage vers les lieux qu'on lui avait désignés, il envoya vers l'ouest un chef d'Indiens nommé Aracaré; mais celui-ci revint bientôt, la crainte des sauvages du Chaco l'avait arrêté. Il paya de sa vie sa désobéissance; le nouveau gouverneur le condamna à être pendu. Ce crime amena la guerre; sans nos armes, il eut été cause de l'anéantissement de la colonie.

Il est aisé de voir qu'Irala, auquel on avait promis la puissance, ne se décidait

as à abandonner entièrement l'espoir de posséder. Il ne voulut donc point s'éloigner trop long-temps du bord de la mer. Cabeza de Vacca prit alors le parti d'aller lui-même à la recherche de ce chemin qui devait le conduire au Pérou.

Le nouveau chef se montra, comme presque tous ceux qui l'avaient précédé, injuste et cruel envers les tribus indigènes qui se rencontraient sur son passage. Accablé par les fièvres qui désolent souvent les Européens dans ces contrées, son caractère s'aigrit encore davantage, et il devint insupportable à ses compatriotes. S'il fallait en croire quelques relations dignes de confiance, ce chef serait venu dans le voisinage du Pérou, et aurait trouvé un peuple infiniment plus avancé dans la civilisation que tous ceux qu'il avait visités. Le père del Techo parle d'une bourgade que cinq mille hommes armés entreprirent de défendre, et qui se dispersèrent à la vue des Espagnols; l'entrée de ce lieu était un énorme serrenfermé dans une tour de bois qui servait de temple.

Les conquérants, dit-on, ne voulurent pas aller plus loin, et, quoiqu'ils fussent sur le point de parvenir au Pérou, ils préférèrent de retourner à la colonie. Alvar commença l'anéantissement des célèbres Orejones, en faisant un grand nombre d'entre eux prisonniers. Après cet acte d'injustice, il rentra dans la capitale du Paraguay.

18 avril
1544.

Là, il trouva tous les esprits animés contre lui. Bientôt le mécontentement s'accrut; il fut décidé qu'on le renverrait en Europe, tandis que Martinez de Irala reprendrait les soins de l'administration.

Malgré le petit nombre d'individus qui composaient la colonie, les passions étaient agitées comme dans un empire puissant. La soif du pouvoir dévorait tous les chefs, les intrigues se multipliaient. Le navire qui devait transporter Cabeza de Vacca en Espagne n'était pas encore prêt, sans doute par le défaut d'approvisionnement. La captivité de l'ancien gouverneur dura six mois; enfin le jour de son départ arriva; mais, comme si les exactions

dont il s'était rendu coupable n'eussent point suffisamment agité ce malheureux pays, son adieu fut un cri de discorde; et, prêt à monter dans le bâtiment qui allait l'entraîner loin de ces rivages, il nomma Salazar pour lui succéder.

Salazar voulut profiter des droits qu'on lui laissait; s'il eût réussi, la guerre civile était allumée; on s'empara de lui, et le même bâtiment qui portait Cabeza de Vacca le conduisit en Europe, d'où il fut déporté sur les côtes d'Afrique. Ainsi se termina l'expédition du second adelantado.

SITUATION DU PAYS DURANT L'ADMINISTRATION D'IRALA.

Nous sommes parvenus à une époque qui présente à peu près les mêmes événements qu'on a remarqués dans la première période: les sauvages profitent des divisions des Espagnols pour les attaquer; Irala les défait complètement et accorde la paix.

1346.

La découverte du Pérou l'occupa entièrement. Soumis au pouvoir d'un

chef despotique, il feint de se soumettre à ses ordres; mais il ne veut rien entreprendre. Livré à ses propres projets, il sait les exécuter, et il est bientôt sur les confins du Pérou. Malgré la fermeté de son caractère, malgré l'adresse de sa conduite, il ne peut point triompher de tous les obstacles qui s'opposent à ses projets; la dissension règne au milieu de son armée, et bientôt il la porte dans la colonie.

L'expérience avait toujours prouvé qu'en quittant le pouvoir pour chercher des richesses, le pouvoir échappait à ceux qui l'abandonnaient. A son retour, Irala trouva à la tête du gouvernement un certain Diego de Abreu, revêtu de l'autorité; celui-ci voulut la conserver; il se retira avec ses partisans au milieu des forêts, et bientôt il y trouva la mort.

Plus affermi dans le pouvoir, Irala résolut de fonder quelques établissements, et la métropole s'occupait de le seconder dans l'administration. Un certain Salazar, revêtu du titre de trésorier général, arriva bientôt au Paraguay; il apportait au pays de plus grandes richesses que

tes celles qu'il venait y chercher. Ce fut à lui que l'on dut l'introduction des premiers bestiaux, et l'on a de la peine à comprendre comment un taureau et sept vaches purent avoir, en si peu de temps, une aussi nombreuse postérité (1). C'est une chose bien digne de remarque, qu'au milieu d'un pays où tant d'obstacles pouvaient s'opposer à la multiplication de l'espèce, elle ait suivi dans sa reproduction les besoins des nouveaux habitants.

Malgré ce qu'il y avait d'illégal dans la manière dont Martinez de Irala se trouvait revêtu du pouvoir, la cour, loin de chercher à l'en dépouiller, lui accorda de nouvelles prérogatives, qui lui furent remises par un évêque que l'on envoya résider dans la colonie. Le gouverneur, revêtu d'une autorité plus grande, s'occupa d'affermir la puissance des Espagnols dans ces contrées; il fonda la ville de Guayra, établit quelques bourgades, et, pour augmenter son influence, se mêla quelquefois

(1) Voyez d'Azara.

1555. aux guerres que les sauvages se faisaient entre eux.

Malheureusement trop rempli des idées féodales qui régnaient alors en Europe, et que n'oubliaient jamais les vainqueurs, Irala pensa à réunir les Indiens dans des établissements que devaient diriger les Européens; dès lors ils devenaient seigneurs suzerains, et réunissaient la plupart des prérogatives accordées à leurs semblables dans l'Ancien-Monde. Ce gouvernement, toutefois, ne pouvait être imposé qu'à un peuple peu belliqueux, tel que les Guaranis. Déjà avancé dans l'agriculture, il eut moins de peine à se soumettre aux travaux qu'on lui imposait. Il exista dès le principe deux espèces de commanderies; les unes étaient le résultat de la conquête, les autres se formaient par une persuasion à laquelle ne nuisait point la force. Il est d'autant plus important de faire remarquer l'époque de leur établissement, qu'elles devinrent par la suite l'origine de l'empire des jésuites, et que ces ecclésiastiques ne firent d'abord que substituer leur pouvoir à celui des laïques.

Parmi les hautes qualités de Martinez de Irala il ne faut point toujours compter la stricte équité ; il donna une preuve d'injustice en soumettant les tribus à ces espèces de suzerains dont il ne restreignit point assez le pouvoir ; il faut avouer, cependant, que les Indiens qui formaient volontairement des villages n'étaient point soumis à des impôts très sévères, comme nous le ferons voir dans la suite de cet ouvrage.

MORT D'IRALA. VOYAGE DE CHAVES AU PÉROU.

Irala ne pouvait oublier ce qui avait été autrefois l'objet de tous ses travaux ; il envoya vers le Pérou, Chaves, qu'on avait vu déjà à la tête d'une suite d'expéditions.

Sans doute il fallait un courage éprouvé pour entreprendre un voyage semblable, à une époque où le nom des Espagnols devait être en horreur parmi les nations indépendantes de ces contrées. Irala ne put pas apprendre quel était le résultat de cette dernière entreprise ; il mourut, et son gendre Gonzalo de Men-

doza s'empara de la direction des affaires. Le gouvernement lui fut accordé d'un consentement unanime, en considération des services de son prédécesseur; la mémoire d'Irala était donc respectée, et il fut loin d'exciter la haine, comme le voudraient faire entendre quelques historiens attachés au parti des jésuites, dont il diminue peut-être un peu la gloire par ses premiers établissemens.

Chaves pouvait se décider à commander sous un chef dont le caractère conservait toujours de la grandeur et de l'énergie; mais, en apprenant sa mort, il reprit toute son indépendance, et il ne revint plus au Paraguay; il fonda la ville de Santa-Cruz de la Sierra.

Après l'administration d'un homme tel que Martinez de Irala, qui avait commencé à multiplier les rouages du gouvernement, il eût fallu une tête capable d'entrer dans ses projets et d'affermir le gouvernement sur des bases certaines. Le gouverneur mourut, et le pouvoir ecclésiastique, qui avait acquis de la consistance, commença à prendre de l'influence sur les affaires.

re gendre d'Irala fut nommé gouverneur; mais l'évêque, qui probablement s'emparer du pouvoir temporel sur un homme faible, lui persuada d'aller au Pérou faire confirmer sa nomination. Il ne craignit point d'entreprendre un voyage, tout à la fois ridicule et périlleux; il fut payé de ses fatigues par le titre d'une dignité qu'il n'avait aucun besoin d'aller demander.

Le gouvernement fut accordé à Ortiz de Zúñiga, qui nomma Cacéresson lieutenant-gouverneur du royaume du Paraguay. On sent aisément que l'ambitieux évêque ne pouvait se dispenser de voir fronder ainsi son pouvoir; Cacéres ne parvint-il à lui échapper qu'en s'entourant d'une force imposante. Un événement singulier changea toutes les choses de face: Cacéres étant allé à la messe, l'évêque, au rapport d'Azara, le fit saisir dans le sanctuaire par ses partisans et le fit renfermer dans une prison. Ortiz se constitua lui-même le geôlier. La destination de Cacéres fut singulière; on l'envoya au Brésil pour y être emprisonné, mais la clemence le fit sortir de sa captivité; la

crainte d'une excommunication, dont le menaçait l'évêque, le fit rentrer dans les fers; il ne retourna en Espagne qu'à la mort du fougueux prélat, dont on désapprouva la conduite, mais dont on ne pouvait réparer les excès (1).

Garay avait reçu le commandement des mains de l'évêque; mais Zarate existait encore, et il avait été revêtu de son autorité par un pouvoir légal; il revint donc au Paraguay: ce fut pour éprouver le même sort que son lieutenant, et une longue reclusion devint son partage.

Ce qu'il y a de plus remarquable à cette époque, c'est qu'au milieu des dissensions les plus cruelles, le caractère actif des Espagnols savait tout entreprendre. Les guerres partielles avec les Indiens se continuaient, et des villes s'élevaient au sein des déserts; c'est ainsi que Garay
1573. fonda la ville de Santa-Fé de la Vera-Cruz,

(1) Ici d'Azara et Charlevoix sont dans une contradiction complète; l'un assure que l'évêque mourut, l'autre le fait retourner en Espagne avec son prisonnier.

et que la cité de San-Salvador s'éleva non loin de l'Uruguay.

RÉÉDIFICATION DE BUENOS-AYRES.

Zarate mourut dans sa captivité, et légua le commandement à celui qui épouserait sa fille. Garay fut nommé tuteur. Après avoir rempli les devoirs que lui imposait cette charge, et s'être empressé de marier sa pupille avec don Juan de Torres de Vera y Aragon, malgré l'opposition du vice-roi, qui résidait à Lima, il rentra dans l'intérieur, et fonda plusieurs villes nouvelles. Le caractère de cet homme est remarquable; fondateur et conquérant, il semblait avoir été envoyé dans le pays pour édifier et pour détruire; et son courage et son activité s'étaient déployés sur un autre théâtre, l'Europe aurait bré son nom : les peuples indigènes n'en eussent le redouter, car il leur ravissait leur indépendance, et les ployait au joug de la civilisation.

La ville de Buenos-Ayres, comme on la voit aujourd'hui, avait été abandonnée. Garay

sentit toute l'importance de la position qu'elle occupait ; animé de cet esprit créateur qui lui faisait renverser tous les obstacles pour peupler le pays depuis la source des fleuves jusqu'au bord de l'Océan, 1580. il fonda de nouveau sur ses ruines la capitale qui a donné son nom au reste du pays. Mais , pour se faire une juste idée des faibles commencements d'un établissement semblable , il faut se rappeler que soixante Espagnols furent d'abord les seuls habitants de la ville.

Garay s'occupa ensuite de former plusieurs commanderies. Il n'était plus permis aux Indiens d'errer dans les forêts, et d'y chercher pour eux seuls des moyens de subsistance. Les Européens venaient partager avec eux les fruits de leurs travaux. Ceux qui vivaient encore en liberté craignirent sans doute d'éprouver un sort pareil à celui de leurs compatriotes. Garay ne put échapper à leur vengeance ; il périt sous les coups des Indiens Minuanes, qui le massacrèrent avec quarante des siens au moment où il se rendait à l'Assomption.

Celui dont il remplissait l'emploi, mais

tant il n'était que le lieutenant, marcha alors sur ses traces. Vera y Arago, surnommé *la face de chien*, à cause de son extrême laideur, s'enfonça dans cette vaste contrée ~~connue~~ sous le nom de Chaco, et il y fonda la ville de Conception de Buena-Esperanza. Mais sans doute que son voyage avait excité l'envie, ou que le pouvoir qu'il conservait paraissait illégal, car le vice-roi du Pérou le retint dans le pays pour lui faire faire son procès; il ne revint au Paraguay qu'au bout de deux ans; et, par ses ordres, l'on fonda la ville de Corrientes ainsi que plusieurs autres établissements. 1585

L'histoire de ces contrées, qui, pendant plusieurs années, n'a rien présenté de bien remarquable, devient dans le dix-septième siècle à peu près sans intérêt pour l'Europe jusqu'à ce que le gouvernement des jésuites occupe tous les esprits. Pendant un certain laps de temps, on voit les gouverneurs dépendants du vice-roi du Pérou, agissant d'après leurs ordres, ou plutôt restant dans une sorte d'inaction qui forme le plus grand contraste 1587

avec l'activité de leurs prédécesseurs. Sous des hommes sans pouvoir et presque sans énergie, le clergé prend une influence qui n'a bientôt plus de bornes.

L'amour des découvertes commençant à se calmer, et le gouvernement espagnol acquérant plus de consistance dans le pays qu'il avait conquis, quelques tribus sentirent que, malgré leur génie belliqueux, elles pourraient être soumises; on les vit redoubler d'efforts pour échapper à un joug qu'elles détestaient. Quelques unes réussirent dans leurs généreux efforts: une seule nation, oubliant la cause générale, proposa plus tard aux conquérants de s'associer à eux pour subjuguier les autres peuplades.

ORIGINE DE L'ÉTABLISSEMENT DES JÉSUITES.

Dès le temps de la conquête, il était venu quelques ecclésiastiques au Paraguay; mais ce ne fut que vers le commencement du dix-septième siècle que les jésuites commencèrent à s'y établir. Ils avaient d'abord été appelés au Tucuman

ne s'étaient point arrêtés
la mer. Un peu plus tard,
nt de se fixer dans ce pays,
t qu'ils pouvaient avoir la
fluence. A cette époque,
mençait à perdre de son
deur ; ils dirigèrent leurs
veau-Monde, et il est assez
s préparèrent, de longue
ense établissement qu'ils
vainement d'établir au
la situation des Indiens au
permettait bien plus aisé-
r.

de fiefs accordés aux suc-
onquéranrs, qui les dési-
nom de commanderies,
subsister, quoique, selon
es de la fondation, ils
ordre. Accoutumés à obéir,
faisaient toujours sans se
privilèges. On ne devait
à ce que les Espagnols les
nt, il eût fallu leur suppo-
ressement égal à l'apathie
sur avait soumis.

Le gouvernement jusqu'alors était resté dans une indifférence parfaite sur cet objet ; et il est probable qu'il avait l'intention de laisser faire une loi de l'habitude , sans se mettre en peine des résultats qu'elle avait pour une classe d'hommes toujours intéressante , puisqu'elle était opprimée.

Les jésuites s'aperçurent probablement de ce qu'ils semblaient ignorer. L'état des choses s'opposait trop à leurs desseins pour qu'ils ne cherchassent point à le faire changer. Dès cette époque, il se mêlait bien des intérêts différents à ceux de la religion. Une ordonnance , en apparence entièrement favorable aux indigènes , partit de la métropole , et put faire prévoir le changement rapide qui allait s'opérer. Un commissaire du gouvernement arriva au Paraguay, et vint délivrer les Indiens des différentes commanderies du joug qui les opprimait. L'intention était généreuse de la part de ceux qui recevaient à leur insu la première impulsion. L'exécution ne répondit que très imparfaitement au but que l'on s'était proposé ; il n'y avait point assez

d'ordre et d'activité dans le cabinet de Madrid pour que l'on s'en aperçût. L'ordonnance, qui rendait libres des hommes qui n'auraient jamais dû perdre leur indépendance, privait trop de gens indolents des soins domestiques auxquels ils avaient été accoutumés. On aima mieux ~~faire~~ croire au gouvernement que ses ordres étaient suivis que de les exécuter. Cependant plusieurs villages, en quittant la juridiction des laïques, se trouvèrent soumis au pouvoir ecclésiastique, qui devait bientôt les astreindre à d'autres lois.

FONDATION DE L'ÉTABLISSEMENT DES JÉSUITES.

On avait souvent répété que jamais on ne pourrait parvenir à former un corps de nation de ces tribus errantes qui parcourent l'Amérique : tout le monde partageait cette idée ; et il faut avouer que pour les Européens elle n'était point dénuée de fondement. Plusieurs faits importants venaient à son appui : un très petit nombre pouvaient servir à la combattre. Voilà que tout-à-coup s'élève un

empire d'Américains naguère sauvages à qui on impose des lois, et qui les suivent, dont l'agriculture est la principale occupation, et dont les habitudes ont subi de tels changements qu'il n'y a peut-être point d'exemple d'une civilisation aussi prompte dans l'ordre social. Un cri d'admiration retentit de toutes parts; mais l'admiration exagère toujours; et des hommes qui ne s'étaient point jusqu'alors occupés de l'Amérique du sud, donnèrent des louanges absurdes au gouvernement qu'avaient fondé les jésuites. Il y avait sans doute beaucoup à admirer; mais il y avait aussi un assez grand nombre d'abus à faire connaître, et on passait sous silence tout ce qui aurait pu désenchanter sur ce régime heureux, sans réfléchir ni aux usages des peuples, ni au résultat de leurs travaux.

Dans la fondation de l'empire jésuitique, je vois sans doute une forte pensée; je vois dans l'administration intérieure une complication de détails fort remarquables; mais qui a refusé aux jésuites de cette époque les pensées active:

des talents ? Dans cette occasion reste à avoir à quoi ils les appliquaient. Donnent-ils le bonheur aux Indiens ? On pourrait répondre qu'ils étaient mus, avant tout par une grande pensée politique.

Il y a eu de l'exagération même dans ces premiers détails qu'on a donnés sur la fondation de l'empire jésuitique : rassemblez tout à la vérité. Voyons les choses telles qu'elles se passaient ; c'est le seul moyen de porter un jugement sur ce point historique qui a déjà tant excité l'attention de l'Europe, et qui a encore besoin d'être éclairé avec impartialité.

Une des choses qu'on doit regarder comme les plus remarquables dans le système des jésuites, celle qui satisfait le plus l'humanité, ce fut la manière dont ils fondèrent les différentes missions, qu'ils ajoutèrent aux anciennes commanderies. Rarement la force fut employée ; presque toujours la persuasion opéra des changements rapides dans l'ordre social de ces peuples ; ils mirent aussi en usage une méthode que les anciens conquérants avaient

dédaignée. D'Azara, qui n'était point partisan du système des missions, admire quelquefois les moyens qui furent adoptés par la compagnie pour se procurer de nouveaux néophytes. Ils varièrent sans doute leurs moyens politiques; celui qu'ils employèrent pour former la peuplade de Taruma dut être mis plus d'une fois en usage, à cause de sa simplicité.

Un des pères de la compagnie ayant appris qu'il existait, à quelque distance de son établissement, une tribu de Guaranis entièrement sauvage, résolut de la soumettre au joug de la civilisation, et de la convertir au christianisme. Il fit rassembler un nombre assez considérable de bestiaux, ordonna à quelques indigènes convertis de le suivre, et s'avança hardiment vers les forêts qui servaient d'asile à la peuplade qu'on n'avait point encore essayé d'assujettir.

Le petit nombre d'individus qui composaient la caravane ne pouvait donner aucun ombrage aux Guaranis indépendants; ils accueillirent leurs compatriotes et l'Européen qui les conduisait. Celui-

offrit les bestiaux qu'il avait amenés, et dit que le désir de leur procurer l'abondance au sein de leurs forêts l'avait engagé à venir les visiter. L'insouciance sauvage fit place à la joie la plus pure; les festins se succédèrent; on regardait comme inutile de se livrer désormais à la chasse, et des actions de grâces étaient adressées à l'étranger bien-aimé auquel l'on devait cette vie paisible et différente de celle que mènent ordinairement les peuplades sauvages.

Bientôt on eut bientôt épuisé le bétail qui avait été amené par le missionnaire. On fut obligé d'en envoyer chercher d'autre; le chef accueillit avec joie sa proposition, et il choisit de son escorte un petit nombre de catéchumènes qui se rendirent à la saison prochaine, munis d'instructions qu'ils exécutèrent ponctuellement. De nouveaux bestiaux furent amenés, mais une troupe nombreuse les suivait. Elle fut bientôt vieillie; les festins recommencèrent; on ne fit pas oublier la prudence; en un mot, on répéta si souvent les voyages, pour se procurer des bestiaux et rendre la troupe

obtenir d'elles un travail journalier que si ce travail avait été imposé à des peuples de chasseurs. Il fallut néanmoins de la persévérance pour qu'il s'exécutât régulièrement ; quelques historiens rapportent que plusieurs de ces nouveaux agriculteurs se livrèrent dans le principe à cette insouciance qui engage les Indiens à satisfaire tous leurs goûts du moment, et qu'ils n'hésitaient point à tuer les animaux qu'on leur confiait, quand ils étaient pressés par la faim. Du reste, ces accidents ne furent que partiels, et l'on adopta bientôt dans la plupart des missions un système de travail, qui, en réunissant les Indiens, permettait une active surveillance. On ne doit point se le dissimuler, ce qu'il y a de plus difficile dans la civilisation d'un peuple sauvage, c'est de le soumettre à un travail réglé, c'est de le faire comprendre qu'il faut de la prévoyance, et que des approvisionnements deviennent indispensables à ceux qui forment déjà une société où la nécessité peut se faire sentir parce qu'on cesse d'être *nomade*, et qu'on prend tous les besoins

vie sédentaire : c'est la plupart du dans cette circonstance importante on voit échouer ceux qui s'occupent unir en société les nations sauvages , faut convenir qu'on n'emploie pas souvent les grands mobiles qui furent le mouvement par cette compagnie entraîner les néophytes au travail.

travail, comme je l'ai dit, était presque fête, ou du moins il en présentait l'aspect, et c'était beaucoup pour des hommes qui ne craignent point la fatigue et dont leur imagination est occupée, mais qui ne jettent bien loin toute idée de travail, si ce travail n'a point une récompense immédiate.

La religion s'associa à ces fêtes de culture, c'est ainsi qu'elles se passent. A l'heure marquée pour se rendre aux champs, on construisait avec des branches nouvelles une espèce de table de verdure sous lequel on plaçait une statue de la Vierge; la musique faisait entendre, les cultivateurs transportaient cette espèce d'autel dans la campagne, ils l'ornaient de fleurs, et se livraient

à leurs travaux au son des instruments, qui ne cessaient de jouer les airs capables de les animer.

Sans doute ce moyen paraîtrait fort bizarre dans nos contrées, mais au Paraguay, il exerçait la plus grande influence; il exaltait l'âme des êtres les plus indolents qui, il faut en convenir, étaient presque toujours privés du moteur le plus puissant, de l'intérêt particulier qu'on ne pouvait plus trouver où tous les biens étaient communs. D'ailleurs, il faut l'ajouter, tout cela ne dut plaire aux Indiens que pendant quelques années; ils furent bientôt insensibles à cet air de fête que l'on voulait donner aux travaux qu'on leur imposait.

L'on doit avouer cependant que le temps consacré à la culture n'était point très considérable, et en cela les jésuites montrèrent une connaissance exacte du caractère de leurs néophytes.

Les denrées dont la culture était le plus généralement répandue n'offraient pas une grande variété, c'était celles dont ces peuples, encore sauvages, faisaient un

sage habituel. L'on s'occupait principalement de faire venir le maïs, le maté ou le maté du Paraguay, et le cotonnier dans les endroits où le terrain lui était favorable. Tous ces produits de l'agriculture n'étaient point remis à chaque cultivateur; ils étaient réunis dans les magasins appartenant à chaque communauté; il ne pouvait donc point y avoir d'émulation dans les travaux; chaque Indien recevait la même ration de maïs, de viande et de patate. Cette ration était abondante. On avait calculée sur les besoins connus de l'Américain, qui, tour à tour, supporte les jeûnes les plus austères et les excès les plus dangereux.

Le vêtement était, comme on doit le penser, d'une simplicité extrême; il fallait, pour que les Indiens se décidassent quelquefois à adopter le nôtre, qu'on attachât des prérogatives qu'ils ignoraient d'abord, et qu'on ne tarda pas à leur faire connaître. L'habit que portait ce peuple consistait dans une robe blanche. Les officiers de la bourgade, toujours choisis parmi les Indiens, étaient

revêtus de brillants uniformes venus d'Europe.

Les femmes, nourries comme les hommes, étaient habillées à peu près comme eux. Si l'on demande quelle part elles avaient dans tous les travaux imposés à leurs maris, on pourra répondre que l'on s'était fort peu occupé de développer leurs facultés industrielles, et qu'elles étaient presque uniquement occupées à filer la quantité de coton qu'on leur remettait chaque semaine, comme une tâche dont elles ne pouvaient point se dispenser. Du reste, tous les autres travaux qui ordinairement leur sont destinés étaient réservés aux hommes, à l'exception de ceux qui regardent directement l'intérieur du ménage.

Ce fut dans les missions que l'on put acquérir la preuve que l'Américain est doué, peut-être plus que l'habitant de l'Ancien-Monde, de cette industrie qui exige tout à la fois de l'adresse et de l'observation, et que si, dans sa simple habitation, il ne réunit point tous les ustensiles dont nous lui avons montré l'utilité, c'est qu'il *en dédaigne l'usage*, et qu'un instant dé-

obé à la tranquillité lui paraît payer trop cher les objets qui ne lui sont point indispensables. C'est une chose vraiment surprenante que le nombre d'habiles ouvriers qui furent créés par les jésuites. Du reste, leurs talents étaient consacrés à l'embellissement du collège et des églises ; car il ne paraît point qu'on leur eût permis de changer l'intérieur de leur demeure, et que d'ailleurs ils fussent disposés à ce genre de travail, dès qu'ils n'y étaient plus contraints.

Au milieu de ces travaux, avec ce caractère inquiet et changeant qui tient si bien à leur nature, et qu'on peut modifier sans le changer entièrement, les Indiens commettaient nécessairement des fautes, ou plutôt, se rappelant leur ancienne indépendance, ils la désiraient avec ardeur, et abandonnaient leur travail ; alors le châtiement qu'on leur imposait était à la fois ridicule et cruel. Cette flagellation honneuse qui semblait les mettre au niveau de l'enfance, si elle ne leur faisait point prendre tout-à-coup une résolution généreuse, levait les abrutir, et, en les humiliant,

leur ôter toute énergie ; c'était au système des jésuites qu'on leur reprochait. La police pour conserver la tranquillité des peuplades était exercée par des officiers choisis parmi les indiens. La sévérité était extrême, et les peuples étaient punis avec rigueur. On s'en rapportait pour la plupart des réglemens aux jésuites, et les familles à rentrer à leur poste, on ordonnait le genre de culture qu'on devait se livrer, et pour les lois jusque dans les détails.

Il n'était point dans la province des mineurs du Paraguay d'ailleurs, et le génie guerrier des indiens n'avaient soumise ; aussi les missions recevaient-ils l'éducation au maniement des armes. Le nombre d'hommes composant les missions on pouvait, dans quelques-unes, se servir avec succès. Cependant on entretenait un corps de cavalerie, et, pour ne point perdre entièrement les anciens usages

avait eu le bon esprit, en leur donnant des armes à feu, de ne point les priver de la plupart de celles auxquelles leurs ancêtres étaient accoutumés; ils excellaient surtout à lancer cette espèce de fronde dont j'ai parlé précédemment. Grâce au génie inventif des jésuites, les missions ne se trouvaient point entièrement privées d'artillerie; celle des Chinois et de quelques peuples orientaux donna probablement aux missionnaires l'idée de faire des canons avec d'énormes bambous, croissant dans quelques districts du Paraguay. On sent combien leur secours eût été insuffisant dans une attaque réglée; mais, plus tard, ils eussent été peut-être remplacés par une artillerie plus formidable.

C'eût été bien mal connaître le caractère des Indiens que de ne point associer à tous ces travaux quelques cérémonies pompeuses, où la plupart d'entre eux pussent agir, aussi les fêtes importantes du christianisme ne se passaient-elles point sans être célébrées dans chaque bourgade; alors les cortèges brillants, les évolutions militaires, la musi-

que , les danses rompaient la monotonie de la vie habituelle , et quoique Muratori et Charlevoix aient singulièrement exagéré leurs descriptions , il est infiniment probable que ces cérémonies religieuses avaient toujours une grande influence sur les habitants des missions , à qui elles rappelaient d'ailleurs leurs antiques fêtes au milieu des forêts. Cependant plus tard ces fêtes générales ne pouvaient remplacer l'absence des divertissements particuliers au sein de chaque famille , dont elles eussent resserré les liens.

Par leur soin à conserver des relations amicales , même avec des nations qu'ils n'avaient jamais pu subjuguier , par les efforts qu'ils ne cessaient point de faire pour augmenter les produits de l'agriculture , les jésuites accrurent en peu de temps la population des bourgades ; mais , dans cet état de prospérité , elles ne rapportaient presque rien à la couronne d'Espagne , qui faisait de vains efforts pour connaître leur administration , et qui envoyait inutilement des commissaires pour les visiter ; l'entrée des mis-

sions était refusée aux délégués des vice-rois ; et si quelques évêques y pénétraient pour exercer leurs fonctions , les fêtes brillantes qu'on célébrait durant leur séjour les empêchaient de rien examiner ; ils ne pouvaient voir que des peuples heureux , parcequ'ils ne les voyaient point dans leur intérieur ; ils se seraient aperçus que la monotonie de l'existence , l'obligation de ne rien conserver du produit de ses propres travaux , et l'impossibilité de franchir certaines limites , ôtaient tout ressort à ces habitants. L'administration des missions était vraiment un phénomène , mais il lui manquait , pour rendre heureux ceux qu'elle dirigeait , une chose qu'on semblait ne point vouloir leur accorder , c'était plus de liberté. Qu'était-il résulté de cette manière de conduire les hommes ? une sorte d'inertie , qui leur rendait indispensable une surveillance continuelle. On ne voulait point les accoutumer à imaginer qu'ils pussent vivre sous un autre mode de gouvernement ; cela arriva au point que les nouveaux instituteurs enseignèrent *bien le mécanisme de la*

lecture à leurs néophytes, mais qu'ils ne leur montrèrent point l'espagnol, en sorte que ce talent leur devenait complètement inutile.

Cependant la métropole regarda d'abord avec sécurité ce nouvel empire, qui s'élevait au sein de ses possessions, et qui échappait à son pouvoir; plus tard on vit avec inquiétude les revenus de la compagnie s'accroître, et le bruit que le territoire des missions renfermait de l'or et des pierres précieuses ne tarda pas à s'accréditer; on ne s'aperçut point que leurs véritables richesses étaient dans la fertilité du sol et dans une culture bien dirigée. En effet, ces greniers d'abondance où tous les produits venaient s'accumuler devenaient des sources intarissables d'opulence; car, avec le système suivi jusqu'alors, les besoins de la communauté étaient aisément satisfaits.

Après avoir examiné quel était le régime intérieur des habitants de la plupart des missions, voyons quel était le gouvernement qui les dirigeait.

Soit que les jésuites eussent senti la néces-

sité de faire quelques concessions aux idées de l'Europe , soit qu'ils voulussent accorder quelque chose aux idées des indigènes , ils ne voulurent point se montrer comme chefs suprêmes des missions ; il paraît que , dans les derniers temps surtout , ils sentirent la nécessité de revêtir d'une considération imaginaire un cacique choisi parmi les Guaranis ; aussi , lors de l'abolition de leur pouvoir , ce fantôme de roi se trouva-t-il complètement renversé ; il se nommait Nicolau , et il était déjà extrêmement avancé en âge quand les missions rentrèrent sous la direction du vice-roi de Buenos-Ayres.

Néanmoins les jésuites étaient maîtres absolus dans les missions , et nous allons faire voir comment ils avaient affermi leur autorité ; c'était en s'entourant d'une considération qui allait au-delà de ce que nous pouvons imaginer. Chaque village était dirigé par un curé , qui était quelquefois aidé dans ses travaux par un vicaire , appartenant toujours à l'ordre. Ce curé ne se montrait aux catéchumènes que dans les circonstances les plus importantes ; on ne

le voyait guère que dans les occasions où il remplissait les fonctions qui lui avaient été confiées, ou lors de quelques fêtes particulières ; alors il occupait toujours le premier rang.

Cette habitude de ne communiquer que le plus rarement possible avec les habitants des missions était arrivée à un tel point, que le chef ecclésiastique du village n'allait point porter le viatique aux malades dans leur propre demeure ; on les transportait dans un bâtiment voisin de l'église, et ils y recevaient l'extrême-onction.

Il faut ajouter cependant que leurs subdélégués exerçaient une surveillance active sur tout ce qui pouvait ajouter au bien-être général des peuplades ; aussi se créèrent-ils par la suite des partisans, lorsqu'une seconde génération fut née dans les peuplades, et qu'elle eut perdu le souvenir de son ancienne indépendance. Il ne faut pas croire cependant que les missions aient pu conserver, pendant la durée de leur réunion, ce calme, cette tranquillité dont les missionnaires *nous* ont tracé un tableau si séduisant :

leur existence ne datait pas encore de longues années, qu'elles eurent non seulement à s'opposer aux incursions des peuples sauvages, mais que les milices furent contraintes à prendre une part active aux dissensions qui troublaient Buenos - Ayres et le Paraguay. L'Europe semble avoir toujours méconnu les guerres dont elles furent le théâtre, les famines qui les désolaient; une seule idée l'a occupée : c'est peut-être une trop brillante fiction.

Si l'on demande maintenant en quel état sont les missions, et ce qui est résulté pour elles de l'expulsion des jésuites, on peut répondre que si la prospérité des réductions a été exagérée, leur décadence n'eût peut-être point été aussi complète sans les derniers évènements. Sans doute l'administration active des pères avait eu une heureuse influence sur la situation générale de cette espèce d'empire, mais rien ne nous prouve qu'elle eût produit le bonheur de ses habitants. Cette subsistance qu'on leur donnait à la fin de chaque année, ils l'ont gagnée ensuite librement et parmi les Indiens, cette liberté e

premier principe de toute satisfaction; de même que la contrainte est à leurs yeux la source de tous les chagrins. Il est probable que sous leurs anciens directeurs ils eussent formé un état florissant, et qu'ils se seraient soumis à des lois dont la rigueur effrayait leurs ancêtres, ou diminuait ce noble courage qui seul peut enfanter les grandes actions. Il reste à savoir si l'on doit tout sacrifier à un bien que l'on ignore entièrement, et qui ne doit être compris que de notre postérité.

Un grand bien sans doute, c'est d'avoir fixé dans des villages plusieurs peuplades errantes; elles trouvent déjà dans leurs campagnes cultivées des avantages que ne pouvaient leur offrir les forêts: qu'on leur fasse sentir les bienfaits de la civilisation, et qu'on ne les leur impose point. Le temps leur en apprendra plus que la contrainte, et l'exemple des colons leur suffira. Malheureusement un grand nombre d'entre elles ont été dispersées durant les dernières guerres, mais il en reste encore quelques unes.

les Indiens opposent à nos préceptes d'humanité naturelle à la plupart des peuples de l'Amérique, je ne sais pas pourquoi on leur arrogerait le droit de les traiter en esclaves. Il faut s'efforcer de leur faire voir le bien-être qui marche à la suite de ces progrès qu'on leur reproche; plusieurs ont senti les avantages de l'activité depuis qu'ils ont le droit d'être propriétaires. On ne peut prévoir dès à présent qu'ils pourront parvenir à la prospérité, et que c'est de la sagesse du gouvernement qu'elle dépend en grande partie.

En fait, pour dire toute la vérité, il paraît que le gouvernement ne s'est bien faiblement occupé dans ces contrées de faire tourner les anciens établissements au bien général, et qu'une négligence a tout abandonné; il n'y a point eu d'une surveillance bienveillante à la domination absolue; il semble qu'on n'aurait dû mettre plus d'activité qu'on en a mis dans ce qui pouvait arrêter la décadence de ces établissements. Un voyageur du plus grand mérite a visité dernièrement les réductions qui dépendent du Brésil; il a été effrayé du changement rapide

qu'un petit nombre d'années ont apporté dans leur situation. En 1768 la population des sept bourgades brésiliennes s'élevait à trente mille âmes : lorsqu'en 1801 les Espagnols se retirèrent, ils y laissèrent encore quatorze mille âmes ; en 1814 il n'y en avait plus que six mille trois cent quatre-vingt-quinze dans toute la province ; en 1821 il ne se trouvait plus que trois mille individus.

Sans doute cette diminution dans la population indigène est vraiment effrayante, mais il faut réfléchir au goût des Indiens pour une vie entièrement indépendante. Il est à présumer qu'un grand nombre des anciens habitants des missions auront transporté leurs habitations en d'autres lieux, ou qu'ils se livrent à la vie errante de leurs pères.

Dans ces émigrations, la civilisation perd toujours de son empire : ces hommes vivront peut-être plus heureux, mais ils ne formeront pas de nation, et, livrés à l'inertie, ils finiront par être anéantis comme dans le reste de l'Amérique. Si l'on considère le bien à venir qui devait ré-

sulter de leur réunion pour le pays , on ne peut s'empêcher de déplorer le démembrement des bourgades : s'il s'agit de la félicité des générations présentes , je le répète encore , je ne sais s'il faut plaindre les Indiens de vivre comme leurs ancêtres ; leur véritable malheur est d'être soumis à de nouveaux besoins.

Il reste cependant encore un espoir aux amis de l'humanité, c'est que , dans ce pays couvert de bestiaux, les Indiens civilisés embrasseront la vie pastorale, ou qu'ils ne perdront point l'habitude de se livrer à la vie agricole ; mais, c'est avec douleur qu'on le voit dans l'ouvrage de M. de Saint-Hilaire, Artigas a détruit vingt-trois missions ; il faut espérer que la paix réparera ces maux. On ne saurait trop le répéter, les anciennes réductions doivent plus que jamais attirer les regards du gouvernement : autrement il se priverait des faibles ressources agricoles que peut lui fournir son territoire ; et d'ailleurs il doit se sentir comptable, envers la société, de l'existence de tant de nations intéressantes : *plus l'oppression de la guerre a*

été terrible, plus on doit chercher à la faire oublier.

Mais ces réflexions m'ont éloigné de mon sujet, ou plutôt de la suite d'événements qui me restent à retracer, et qui, pour la plupart, ont rapport aux missions; car désormais cette institution importante s'allie à tous les souvenirs historiques.

SITUATION DU PARAGUAY PENDANT UNE PARTIE
DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

Durant la domination des jésuites dans les missions, il se forma une opposition ecclésiastique, dont les détails ne manquent point d'un certain intérêt, parce qu'ils servent à faire connaître la véritable situation de ce corps puissant. Je vais en retracer rapidement les détails, quoiqu'ils aient perdu maintenant la plus grande partie de leur importance, parce que les troubles qu'ils excitèrent se perdent au milieu des événements qui firent tomber

une portion des réductions au pouvoir d'une puissance limitrophe.

A cette époque, le pouvoir des gouverneurs se trouvait continuellement modifié par la puissance jésuitique, et l'on vit même des chefs civils perdre la vie dans la lutte où ils s'étaient engagés. Je n'entreprendrai point de rappeler ici ces différents événements, qui sont maintenant sans un grand intérêt pour l'Europe; mais je ne dois point passer sous silence le dernier, à cause de l'influence qu'il eut par la suite sur une guerre plus importante, en accoutumant les missionnaires à se mêler aux affaires purement politiques de la province, et à faire marcher hors de leurs peuplades les néophytes qu'ils avaient soumis au joug de la civilisation, et qui devinrent redoutables quand ils eurent à leur disposition des armes de l'Europe.

Les jésuites, en établissant leurs missions, avaient fait une chose qu'on était bien loin de leur reprocher en Europe, mais qui excita vivement contre eux la haine des colons; car ils faisaient sentir à ceux-ci leur puissance, et ne savaient

point leur faire oublier qu'ils les privaient du service des commanderies, et qu'en rassemblant les Indiens en corps de nation, ils ôtaient toute possibilité de les considérer comme des vassaux destinés à servir les habitants. De leur côté les Espagnols, accoutumés depuis long-temps à cette domination qu'ils croyaient avoir acquise par leur conquête, s'en voyaient dépouillés par des ecclésiastiques dont le pouvoir s'accroissait sous leurs yeux, et qui leur ravissaient même tous les avantages commerciaux. Ils regardèrent les missionnaires comme leur enlevant toutes leurs prérogatives, et formèrent un parti considérable, rendu plus fort encore par l'esprit d'indépendance qui s'était manifesté dès le principe. Pendant plusieurs années ce malheureux pays se trouva plongé dans des troubles civils presque entièrement ignorés de l'Europe, et cependant bien funestes dans leurs conséquences. Les missionnaires alors étaient devenus trop puissants pour ne point triompher; d'ailleurs ils avaient souvent pour eux *la métropole*, leur empire sur les esprits,

et, ce qui était de plus formidable, une population nombreuse prête à exécuter leurs moindres ordres.

Depuis long-temps on désirait un gouverneur qui pût s'emparer du timon des affaires au Paraguay, et qui sût contenir d'une main ferme les deux pouvoirs dans les justes bornes que la raison leur assignait. D. Diègue de los Reyes fut nommé pour remplir cet emploi important; mais un autre choix eût peut-être été préférable : on accordait à ce gouverneur des principes d'honneur qui le faisaient estimer; sa bonté lui gagnait les cœurs, il manquait de cette fermeté si nécessaire dans les circonstances où il allait se trouver. Bientôt le nombre de ses ennemis s'accrut; ils étaient tous dans les rangs élevés de la société : un complot se forma; la dissension menaça de s'emparer de la ville, il fut décidé qu'un juge informateur se transporterait à l'Assomption pour examiner la situation des choses, et pour remédier aux maux que l'on craignait.

Don Joseph de Antequera fut choisi

pour remplir cette mission. C'était un homme actif, entreprenant : on en attendait de promptes instructions, et peut-être ne craignait-on pas assez son ambition, qui ne le rendait guère propre à être médiateur. Quand il arriva, le gouverneur visitait les réductions ; on l'accueillit avec empressement dans la capitale du Paraguay. Il ne tarda pas à s'emparer du pouvoir, relégua D. Diègue de los Reyes à quelque distance de la ville, lui intenta
1721. un procès, et le fit bientôt renfermer dans un cachot.

Antequera se trouva alors gouverneur, et personne ne s'opposa à l'excès de son pouvoir ; cependant il ne put empêcher que don Diègue ne parvînt à s'évader. Celui-ci obtint de la vice-royauté du Pérou de nouveaux pouvoirs, et se dirigea vers l'Assomption, où son ennemi avait acquis une puissance qu'il était bien loin de vouloir abandonner. En effet Antequera s'empara de l'esprit du conseil, et se fit investir d'un nouveau pouvoir jusqu'à ce qu'on pût en référer au vice-roi.

Il paraît cependant que don Diègue

était fait un appui des jésuites , et que 1723.
les missionnaires adoptèrent son parti,
parcequ'il se trouvait en opposition avec
les colons , dont ils avaient eu à craindre
la puissance.

Ces redoutables adversaires eurent un
moment de triomphe. Le vice-roi du
Pérou révoqua le pouvoir qu'il avait ac-
cordé momentanément à Antequera , et
confirma don Diègue dans son emploi ;
mais celui-ci tomba bientôt entre les mains
de son enuemi. Le désordre s'accrut. Il
se forma un parti complètement indépen-
dant et complètement opposé au vice-roi
et aux jésuites ; une petite armée fut or- 1724.
ganisée et l'on marcha contre Antequera,
car l'on prétendait vouloir se faire cou-
ronner roi du Paraguay. Ce fut alors que
les jésuites reçurent l'ordre formel de
sortir du collège de l'Assomption , et de
se retirer dans les lieux soumis à leur ju-
diction.

Les affaires prenaient de jour en jour
un aspect plus inquiétant ; enfin on en vint
aux mains , et dans la première action trois
cents Indiens perdirent la vie. Le parti

d'Antequera ne laissa que vingt-cinq hommes sur le champ de bataille ; mais, s'il faut en croire Charlevoix, la trahison avait eu part à cette victoire.

Antequera ne tarda pas à comprendre que les milices des réductions finiraient par lui être fatales ; car elles possédaient alors un certain nombre d'armes à feu. Il marcha donc, pour s'en emparer, contre les villages les plus voisins : mais à son approche les néophytes s'enfuirent dans les montagnes et dans les forêts ; la guerre interrompit leur civilisation naissante, et il paraît que plusieurs missions reçurent alors un échec dont elles eurent de la peine à se relever.

Après cette campagne, Antequera revint à l'Assomption, où il reçut les honneurs du triomphe. Ce fut alors que l'on vit se montrer sur la scène politique un homme dont les esprits sages attendaient les plus grands bienfaits. Don Joseph de Palos, coadjuteur de l'Assomption, tenta de faire intervenir son pouvoir entre les *deux partis*, et réussit pendant quelque *temps à les calmer*.

endant Antequera avait commis de nombreuses exactions pour se sou-
 toujours dans la même situation; ses
 ins commençaient à l'abandonner,
 une nouvelle circonstance fit com-
 ment chanceler son pouvoir. Le vice-
 à Pérou avait été récemment rem-
 par un homme énergique qui se
 bien que la première entreprise for-
 contre l'insurrection serait sans ré-
 avantageux; il fit partir rapidement
 dres pour que don Bruno-Maurice
 vala, gouverneur de Buenos-Ayres,
 ât de nouveau le Paraguay, et s'em-
 du pouvoir. Cette fois Antequera
 it obligé d'opposer l'adresse à la
 il invita don Bruno à se rendre à
 mption; mais il répandit en même
 le bruit que les Indiens allaient
 me irruption dans la province, et
 en ne pourrait arrêter les efforts de
 ophytes, dont on se rappelait avec
 que la vengeance devrait être ter-

endant don Bruno se préparait à 1725.
 er les ordres du gouvernement, mal-

gré l'activité singulière d'Antequera, qui n'omettait rien de ce qui pouvait s'opposer au changement dont il devait être victime.

L'armée de Buenos-Ayres se mit donc en marche, et tout devait faire croire que la guerre qui commençait à désoler ce malheureux pays allait être terrible. Don Bruno avait toujours montré de l'énergie dans sa conduite : il était soutenu par le pouvoir du gouvernement et par le pouvoir des jésuites ; ce qui alors commençait à être différent, car, à cette époque, les missions eussent été en état de résister même aux ordres des vice-rois.

Antequera était un homme entreprenant, dont le caractère ardent et passionné pouvait exciter de grands mouvements ; mais il ne conservait point ensuite assez de prudence pour les réprimer. Qu'arriva-t-il ? quand le nouveau gouverneur, envoyé par la métropole, commença à mettre une certaine activité dans ses démarches, quand le parti des jésuites parvint à ressaisir une influence qui avait été long-temps comprimée, ce chef ne sut

prendre d'autre parti que celui de la te ; il quitta secrètement l'Assomption, se réfugia à Cordoue , une des villes de l'intérieur, où il chercha à conserver quelques marques de son ancienne puissance.

Mais là, il était trop près de ses ennemis et il leur donnait trop de craintes pour qu'il dût espérer de vivre paisiblement ; un ordre formel de l'arrêter fut émis du Pérou , et lui prouva qu'il avait agi avec la plus grande imprudence en quittant point le pays. Il fut conduit, sous une sûre escorte, à Lima.

**ABLISSMENT DES JÉSUITES. FORMATION DU
MUNICIPALITÉ DE LA COMMUNE. MORT D'ANTEQUERA.**

quoique privé de son chef, le parti qui avait formé existait encore , et maintenait son système d'opposition. Les Jésuites ne pouvaient triompher entièrement, et ils étaient encore éloignés du point de vue de l'Assomption, dont ils avaient été chassés. Un ordre formel du roi les abolit dans leurs anciens privilèges, et

alors ils acquirent une nouvelle puissance qui devint sans doute fatale à Antequera.

A cette époque, les opérations judiciaires étaient bien lentes en Espagne, mais dans les colonies elles éprouvaient des délais incroyables, et l'on en a une preuve cruelle dans le procès de l'ancien gouverneur du Paraguay : l'enquête dura cinq ans. Il ne s'attendait point sans doute à la fin tragique qui lui était réservée, et il se sentait bien moins coupable que ses ennemis ne voulaient le faire croire, puisque durant le temps qui s'écoula entre sa mise en accusation et son jugement il eut la ville de Lima pour prison, sans qu'il cherchât à profiter de cette liberté ; mais il avait affaire à des ennemis que le temps n'appaisait point, et qui marchaient secrètement à leur but. Sans l'affirmer, on répéta qu'il avait eu l'intention de se faire proclamer roi du Paraguay, sous le titre de Joseph I^{er} ; il fut déclaré coupable de haute trahison, et condamné à perdre la tête sur l'échafaud.

Ce jugement ne pouvait manquer d'exas-

frer plusieurs individus qui y voyaient preuve d'une vengeance terrible exercée par des hommes déjà redoutés. Au moment de périr, Antequera trouva des artisans dans Lima, on craignait même une émeute, et cette crainte était fondée (1).

Le vice-roi redoutait tellement le peuple de Lima, qu'il fit venir, pour le jour de l'exécution, une partie de la garnison

(1) Charlevoix, en affirmant que D. Antequera se réconcilia sincèrement avec les jésuites, rapporte les bruits qui couraient sur sa mise en jugement. « Quelques oydors, disait-on, n'avaient pas voulu signer l'arrêt de sa mort; ceux qui l'avaient signé étaient devenus l'objet de la haine publique; et le président, jusque-là justement estimé et respecté pour son intégrité et sa probité, se trouva en butte aux saillies les plus sanglantes; les jésuites y furent encore moins épargnés que les juges, et elles coururent tout le Pérou. Le cri général était que le vice-roi sacrifiait l'innocence la plus reconnue à la passion de ces religieux, et ils n'osaient plus se montrer. » (*Histoire du Paraguay*, tome v, page 170, édition in-12.)

de Callao. Malgré cette précaution, on put éviter ce que l'on redoutait.

Antequera marchait au supplice, porté sur un cheval caparaçonné de noir ; il était précédé d'un héraut qui proclamait hautement son jugement, et, chose étrange pour un tel homme, un jésuite marchait à ses côtés : c'était lui, dit-on, qui l'avait demandé pour en obtenir ses dernières consolations.

Cependant le peuple, irrité à la vue de ce spectacle, ne peut contenir son indignation ; des murmures il passe aux menaces ; il demande hautement la grâce à celui qu'on traîne à l'échafaud. Le roi prend alors une promptة résolution ; il marche contre la multitude. Cette action téméraire, loin de rétablir le calme, fait qu'exaspérer les esprits ; enfin, sachant qu'Antequera n'échappe au supplice, il ordonne de faire feu sur l'infortuné tombe baigné dans son sang et termine ainsi une vie qui avait eu une influence politique si importante dans ces contrées.

Ainsi périt un homme en qui l'on

marquait plus d'ardeur que de prudence , et que son caractère ne rendait guère propre aux fonctions dont on l'avait chargé : peut-être fut-il la victime de quelque grande résolution politique ; peut-être , après l'avoir opposé à une association que l'on redoutait , l'abandonna-t-on en voyant qu'il n'avait pu réussir ; c'est ce que semblerait indiquer cette phrase : « Si on examine bien mon affaire , disait-il à tout propos , je serai comblé d'honneur , sinon il faudra me faire pendre. » 1731.

Ce qui hâta son exécution , ce fut sans doute la tournure que prenaient les choses au Paraguay ; les jésuites s'y trouvaient rétablis , mais les esprits y étaient exaltés plus que jamais , et peut-être pouvait-on prévoir dès lors le système de gouvernement qui serait par la suite adopté : le parti des *comuneros* , qui avait acquis une puissance remarquable , prouva que les habitants du Paraguay et de Buenos-Ayres ne se regardaient plus comme dépendants des caprices de la métropole.

Les choses étaient dans cette situation lorsque l'on apprit la mort d'Antequera.

Il est facile d'imaginer l'effet que cette nouvelle produisit sur les esprits, en se rappelant que les habitants les plus considérables avaient partagé, pour la plupart, les opinions de l'ancien gouvernement. La rage fut à son comble ; on résolut de mourir les armes à la main-plutôt que de se soumettre à un joug plus rigoureux que celui qu'on supportait encore.

Il arriva alors ce que nous avons vu de nos jours : les partis se multiplièrent et s'aigrirent ; ils triomphèrent tour à tour ; les jésuites furent chassés de nouveau du collège de l'Assomption, et ce qu'ils y possédaient fut livré au pillage ; ils se virent contraints de se retirer dans les missions.

Après cet événement, le désordre s'accrut encore ; les comuneros résolurent de porter la guerre jusque dans les établissemens de la compagnie ; on fit même marcher quelques troupes, mais elles furent repoussées, après un faible engagement.

1732.

A cette époque, D. Bruno de Zavala, qui avait anéanti le pouvoir d'Antequera,

était encore gouverneur de Buenos-Ayres, il protégeait les réductions , et ce fut sans doute à son intervention qu'elles durent leur sécurité.

Vers le même temps , D. Manuel-Augustin de Ruiloba fut nommé gouverneur 1752.
du Paraguay. On enjoignit au provincial des jésuites de lui fournir le nombre de néophytes qui pourraient lui être nécessaires pour assurer sa domination.

Il semble qu'à cette époque les choses étaient dans une situation assez embarrassante pour l'Espagne : deux partis puissants l'effrayaient ; elle tâchait sans doute de contre-balancer leur pouvoir en les opposant l'un à l'autre ; mais alors les jésuites triomphaient.

Il y eut une trêve momentanée ; les troupes de la commune quittèrent leur campement sur les frontières des réductions , et les néophytes cessèrent d'inquiéter les Espagnols.

Cependant les plus grands troubles régnaient à l'Assomption ; l'évêque de cette ville et celui de Buenos-Ayres différaient d'opinion. *La junte des communes ne*

pouvait plus s'accorder. Sur ces entrefaites elle apprit bientôt que le vice-roi avait donné les ordres les plus absolus pour la dissoudre et pour punir les principaux insurgés. Cette politique était violente, on en eut bientôt la preuve.

1753. La situation des missions n'était pas beaucoup plus heureuse que celle du Paraguay. Les troupes qu'on se voyait contraint de tenir prêtes à opérer un mouvement faisaient négliger l'agriculture : la disette, les maladies épidémiques désolèrent bientôt plusieurs villages, une foule de néophytes s'enfuirent dans les forêts. Les historiens du temps parlent même d'une émigration de 466 tobates qui reprirent le même jour leur indépendance.

Enfin le nouveau gouverneur arriva, et il fit son entrée dans la capitale sans trouver d'opposition ; on lui rendit même des honneurs qui l'enhardirent ; il défendit alors que le nom de la junte fût même prononcé. L'administration subit un changement complet ; un calme trompeur rassurait ce chef imprudent ; il n'osa cependant

point rétablir tout-à-coup les jésuites , comme le lui enjoignaient les ordres du gouvernement ; il prit le parti de temporiser ; mais la junte n'avait point adopté le même système , sa résolution avait été prompte.

Son opposition ne resta pas long-temps secrète ; le gouverneur vit bientôt qu'on opposait la force à la force. Dans cette circonstance son parti fut le plus faible : déjà les troupes étaient en présence lorsque la plupart des siens l'abandonnèrent ; il montra du courage , mais sa fermeté ne put le sauver ; il reçut la mort sans que le petit nombre de ceux qui l'entouraient eussent le temps de le défendre.

Les comuneros ne connurent pas de bornes dans leur vengeance , et dans cette circonstance ils se mirent en opposition tellement directe avec le gouvernement , sans toutefois lever l'étendard de l'indépendance , que tout accommodement devenait impossible.

Cependant la commune prit alors le titre de junte générale ; elle choisit un gouverneur pour le Paraguay : Juan Ortiz de Vergara fut nommé son défenseur. Un

changement complet fut encore opéré de l'administration, et l'évêque de Buenos Ayres, qui, étant partisan du nouvel ordre de choses, avait changé sa résidence, confirma tout en signant les nouvelles ordonnances.

Les jésuites ne pouvaient guère espérer alors de revenir jamais à l'Assomption; l'on fut même sur le point de raser les bâtiments du collège; un arrêt du nouveau gouverneur, D. Jean d'Arregui, confisqua les biens qu'ils possédaient à cette ville, et une nouvelle ordonnance devait les obliger de transférer au-delà du Parana toutes les missions qui se trouvaient en-deçà de cette rivière. Cette mesure de sûreté paraissait indispensable dans un moment où l'on allait être probablement attaqué par les ordres du gouvernement.

1734. Mais D. Bruno de Zavala s'opposa comme on devait le penser, à l'exécution de cette ordonnance. Le père d'Agui reçut l'ordre de faire marcher vers les frontières du Paraguay un nombre considérable d'Indiens. On voit, par ces guerres

minables , combien les réductions
 ont loin de cet état de paix que l'on
 ait en Europe.

trois mille Indiens marchèrent vers les
 du Tebiquari ; alors la consternation
 eut dans la capitale du Paraguay ; car
 fait que les néophytes, rendus à leurs
 ennes habitudes militaires, étaient sou-
 d'implacables ennemis.

on Bruno Maurice de Zavala résolut de 1735.
 cher de son côté contre le gouverne-
 du Paraguay , et il faisait les prépa-
 indispensables à son expédition ,
 qu'il reçut sa nomination à la vice-
 uté du Chéli ; il n'en continua pas
 son entreprise.

fit plusieurs sommations à la junte gé-
 le, qui ne furent point écoutées. Enfin
 a vint aux mains ; mais les forces de la
 nune n'étaient point assez considé-
 es ; elles furent anéanties : les chefs
 ent.

s Indiens prirent une très faible part
 te affaire décisive , et bientôt ils re-
 at l'ordre de rentrer dans leurs ré-
 ons. Les jésuites feignirent de ne point

vouloir retourner à l'Assomption, et firent presser par l'autorité de reprendre leurs anciennes fonctions. On acquiesça toutes leurs demandes; ils se trouvèrent réintégrés dans le collège, et s'ils ne furent point aimés, ils parvinrent à se faire craindre. A cette époque ils prirent une nouvelle consistance dans le pays; ils s'établirent à Buenos-Ayres et dans Montevideo, qui avait commencé à peupler depuis 1726.

Quoique don Bruno de Zavala fût mal en se rendant à son nouveau gouvernement, et que l'on pût craindre quelques nouveaux efforts du parti de la commune, le gouverneur qu'il avait donné au Paraguay, don Martin d'Echaiz, maintint pendant assez long-temps la tranquillité; mais il était aisé de voir qu'il était plutôt las de la guerre que les esprits ne s'étaient apaisés.

Il devenait difficile que la portion commerçante de la population fût satisfaite du système que l'on avait rétabli. Les missionnaires lui faisaient un trop notable dommage, et elle ne pouvait en aucune manière supporter la concurrence.

son du bas prix auquel les chefs de réductions livraient leurs denrées, et surtout le thé du Paraguay.

SITUATION DU PAYS DURANT LE MILIEU
DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

Après les événements que je viens de rapporter, il ne se passa rien de bien remarquable dans l'administration pendant plusieurs années; mais quand les troubles furent apaisés intérieurement, il fallut songer à se défendre contre les ennemis matériels des Européens. Les Guaycourous et les Mocovis portèrent leurs ravages jusqu'aux portes de la Conception; ils furent repoussés par les néophytes, dont les chefs ecclésiastiques acquirent alors une nouvelle influence par le service qu'ils avaient rendu.

Les jésuites agrandirent alors leur système de civilisation. Ils avaient triomphé dans la lutte qui s'était établie; leur succès leur donna une nouvelle énergie: ils entreprirent de soumettre, dans l'immense province du Chaco, des peuples qui

s'étaient toujours refusés à leur joug s'ils ne purent réussir partout également plusieurs établissements se formèrent. Les missions ne furent point exemptes de dangers, des religieux y périrent avec les néophytes.

Bien qu'un historien affirme que les missions n'étaient point alors si peuplées qu'autrefois, la puissance et la richesse des jésuites s'accroissaient; par leurs soins l'agriculture s'était probablement perfectionnée, mais il ne paraît point que la découverte de métaux précieux les eût enchanés, comme on le pensait alors en Europe. Cependant il se peut qu'en s'avancant vers les frontières du Pérou ils eussent découvert des terrains aurifères.

L'influence que la compagnie avait alors en Europe contribuait sans doute beaucoup à augmenter la puissance des missionnaires du Nouveau-Monde, mais elle s'opposait peut-être à ce qu'ils développassent toute leur ambition. Cependant le gouvernement espagnol, surpris des trésors qui s'accumulaient dans les coffres de la compagnie sachant que ses revenus augmentassent, exige

bientôt que la capitation fût payée plus exactement. Ce qu'il y a de certain, c'est que les missionnaires s'opposaient toujours avec véhémence à ce que des laïques ou même des séculiers visitassent l'intérieur des villages; s'ils accordaient cette faveur à des gouverneurs ou à des commissaires, ils les environnaient tellement de fêtes et d'honneurs, que ceux-ci n'avaient ni le loisir ni la possibilité de rien examiner.

Qu'aurait-on observé alors? Sans doute l'abondance était répandue sur toute la population; mais l'on aurait vu aussi parmi les habitants le désespoir de ne pouvoir sortir des limites assignées à chaque mission, et le chagrin de ne rien posséder en propre. Il eût été facile de se convaincre de nouveau, que nulle émulation ne venait animer une population plongée dans l'apathie.

La marche qui avait été convenable dans l'origine ne devait pas être continuée. La commuauté des biens pouvait être salutaire lorsque l'on réunit les indigènes pour la première fois, et qu'il s'agissait d'assurer leur subsistance; mais plus tard elle n'était utile qu'aux chefs ecclésiastiques, et sans

doute les néophytes ne tardèrent pas à remarquer. On prétend qu'on n'usa point envers tous du même système, et que l'on finit par accorder quelques propriétés particulières; mais ce ne dut être qu'à l'époque où l'intérêt de la compagnie l'exigea impérieusement. Il paraît alors que les commandeurs laïques imitèrent le système des missions, et qu'ils concédèrent des fermages dans l'intérieur des établissements qu'on leur avait soumis.

ACCROISSEMENT DE LA PUISSANCE DES
SUITES. GUERRE AVEC LES DEUX PUISSANCES
LIMITOPHES.

Ce qui fit surtout penser que les jésuites voulaient se créer un état indépendant de la métropole, ce fut la guerre qui survint à la suite du traité où, sous le nom de leurs catéchumènes, ils furent en guerre avec deux puissances.

Depuis long-temps le gouvernement portugais désirait posséder un établissement fondé sur la côte par les Portugais, auxquels il n'était point d'une extrême im-

ortance. La colonie d'El-Sacramento offrait non seulement un port aux navires qui se rendaient à Buenos-Ayres, mais sa possession présentait encore un autre avantage à l'Espagne, qui se trouvait à même d'empêcher la contrebande active que l'on faisait depuis plusieurs années avec ses possessions, au moyen de ce point de relâche où l'on trouvait un entrepôt facile pour les marchandises.

Sans doute il eût été beaucoup plus simple de se désister d'un système absurde, et de ne point faire, pour le soutenir, des concessions dont on pouvait se repentir; mais pour cela il eût fallu peut-être bouleverser complètement le mode d'administration employé pour les colonies. Aussi n'aurait-on fort heureusement pu échan-

une partie des réductions contre l'établissement maritime dont j'ai parlé. Peut-être à cette époque l'Espagne n'eût-elle point sans crainte en voyant l'accroissement du pouvoir de la compagnie, voulu-elle affaiblir ce nouvel autocrate théocratique, fondé au sein de ses colonies. Son démembrement fut résolu, on

statua que les missions de l'Uraguay passeraient sous la domination portugaise.

Quand cette nouvelle parvint en Amérique, les choses changèrent complètement de face dans les divers établissements du Paraguay. Depuis quelques années, les réductions avaient présenté l'aspect d'une paix profonde; on y voit bientôt tous les ferments de la guerre: l'agriculture est abandonnée; on songe à se procurer des armes; on en trouve, parcequ'il a fallu, dit-on, s'en procurer autrefois pour repousser les tribus ennemies. Alors la guerre se déclare définitivement, on affirme que les catéchumènes ne veulent point se soumettre aux décisions de la cour; les choses prennent une tournure sérieuse.

Je crois devoir extraire d'un voyage inédit dans l'Inde les détails que nous donne sur cette circonstance un témoin oculaire.

« A la première nouvelle des conventions arrêtées entre les deux cours, les jésuites sentirent que le démembrement du Paraguay allait ruiner leur crédit; l'assemblée des missions fut convoquée; l'adresse des missionnaires échauffa

les esprits, on résolut de ne pas déférer aux ordres qui viendraient d'Espagne, et de prendre même les armes pour la défense de l'union. Les jésuites se flattèrent sans doute qu'ils pouvaient éluder la première exécution de l'ordre.

« Cette chaleur dans les esprits vient de la tournure que les jésuites ont donnée aux ordres du roi d'Espagne ; ils ont persuadé à leurs néophytes qu'on allait les abandonner aux Paulistes, dont ils seraient les esclaves. »

L'auteur se livre ici à des réflexions assez vives contre les Paulistes ; je ne les rappellerai pas, parcequ'elles sont à peu près étrangères au sujet.

« La cour d'Espagne fit embarquer, en 1754, deux mille hommes de troupes réglées, sous la conduite de don Pèdre de Cevallos, lieutenant-général. Il commença, en arrivant à Buenos-Ayres, la guerre contre les jésuites : le capitaine-général de Rio-Janeiro marcha de son côté, avec les troupes de son gouvernement, vers les frontières du Paraguay. Les Espagnols et les Portugais remportèrent plu-

sieurs avantages, dont je n'ai pu me procurer des détails certains. Les deux nations ne poussèrent pas cette guerre avec une chaleur égale, les désavantages de l'échange et les difficultés dont il était universé devaient en effet en dégoûter les Portugais.

» A peine connaît-on en Europe l'empire que les jésuites ont fondé par la puissance de la parole, et qu'ils ont depuis défendu par la force des armes. Quelles absurdités n'a-t-on point débitées à ce sujet ! Le roi de ce Père Nicolas, que nos gazettes l'appelaient du nom de roi, le provincial des jésuites ne l'eût pas fait couronner, les missionnaires prétendent même ne pas s'écarter de la soumission qu'ils doivent au roi d'Espagne en désobéissant à ses ordres. Leurs néophytes, disent-ils, ont été contraints à cette levée de bouclier ; ils tâchent même de les excuser en objectant que le désir de se conserver la qualité de sujets du roi d'Espagne est l'unique cause de leur résistance. Cette réponse n'est assurément qu'une mauvaise défense, et la cour de Madrid ne s'en est nullement

2. Les jésuites ont eu, à Madrid, l'usage de paraître à la cour; le roi renvoyé son confesseur.

3. Cevallos a eu ordre d'entrer dans les provinces, et de contraindre les jésuites à se soumettre à la volonté des néophytes ont osé risquer quelques tentatives, qui ne leur ont pas réussi; perdu trois ou quatre de leurs généraux, entre autres un fameux jésuite, les relations de ce pays content tant de succès, sous le nom de père Tonnerre.

Il faut remarquer que c'est la cour de Madrid qui a mis les armes à la main contre les missionnaires du Paraguay; ils sollicitèrent la permission de fournir quelques armes aux néophytes, sous prétexte de les défendre contre ces nouvelles peuplades contre l'invasion de des nations barbares qui les opprimaient, et dont la plupart, loin de leur ouvrir les yeux à la lumière de l'Évangile, ne faisaient que recommencer une nouvelle guerre à laquelle ils n'avaient eu le bonheur d'en être vaincus.

Les ministres de Philippe IV et de Charles II, son successeur, ne virent jamais les inconvénients d'une

demande , lorsque des apparences pieuses en cachent le motif. Le Paraguay devint bientôt un grand dépôt d'armes de toute espèce. Il est difficile qu'une société qui sent ses forces, et qui a en mains la puissance des armes, ne soit pas tentée d'en exercer les droits ; c'est ce qui vient d'arriver aux jésuites ; mais il est probable qu'ils seront enfin contraints d'obéir, et que le Paraguay sera divisé. L'intérêt de l'Espagne le demande ; elle obligera le Portugal à continuer une guerre qu'il n'a entreprise qu'à regret, jusqu'à ce qu'il ait été mis en possession d'un pays inutile à sa grandeur, qui le prive d'un entrepôt commode pour le commerce interlope et d'un terroir fertile et cultivé, dont la partie méridionale du Brésil tirait presque toute sa subsistance.

» Les principales places de commerce en Europe ont souvent retenti du bruit des confiscations de plusieurs grandes parties de marchandises appartenantes aux jésuites ; les toiles, les draps, les vins, les huiles, le fer, en masse et travaillé, ne se trouvant pas dans leurs colonies, ils en faisaient venir de France et d'Angleterre

pour leur consommation. Ils ont mis depuis leurs **vaisseaux** en état de se procurer , par leur travail, **une** partie de leurs besoins ; cependant **il y a des** choses pour lesquelles ils sont encore dans la dépendance de l'Europe ; **mais**, afin de remédier aux inconvénients des confiscations ; ils ont pris le parti de ne plus charger leurs **ballots** sur les flottes de Cadix et sur les **vaisseaux** de Lisbonne : des particuliers à leur dévotion obtinrent , par le crédit des **jesuites** , de ces sortes de permissions qu'on nomme **indults** , en vertu desquelles un **vaisseau** peut aller en droiture des ports d'Espagne et de Portugal dans les possessions des deux couronnes en Amérique. Les particuliers munis de ces **indults** chargent des navires à Lisbonne et même en Angleterre : ils se rendent au Brésil sous le pavillon portugais ; à la vue des terres, ils arborent un grand pavillon blanc traversé d'une croix noire , c'est la bannière des **jesuites** du Paraguay. On les reçoit sous ce pavillon dans les ports du Brésil. Il y en avait un dans la rade de Rio-Janeiro lorsque nous y sommes arrivés. Le capi-

taine, le second, le pilote, sont jésuites; ils viennent débarquer leurs marchandises dans la rivière d'Argent, d'où elles remontent facilement jusqu'au Paraguay.

» Ce fait paraît incroyable, mais rien au monde n'est mieux constaté, la côte du Brésil est souvent visitée par ces religieux commerçants. On a peine à comprendre la facilité que les officiers espagnols et portugais leur ont procurée jusqu'à présent, au mépris des ordres de leur cour et contre le bien de leur colonie. Le Paraguay ne communique à la mer que par la rivière d'Argent; ainsi les armements des jésuites ont besoin de la convenance du gouverneur de Buenos-Ayres de celle du commandant du Saint-Sacrement, soit pour descendre à la mer, soit pour remonter au Paraguay. Ces vaisseaux ont pour passe-port un certificat du provincial des jésuites; mais ces pères n'ont pas encore eu le crédit d'en faire comprendre l'authenticité dans les convents générales, et un capitaine de mauvaise humeur serait capable d'enlever les vaisseaux, sous prétexte de ne pas trou-

le pavillon des jésuites dans le nombre de ceux qu'on a ordre de respecter. »

Après avoir parlé encore de la manière surprenante dont était conçu le gouvernement de son temps, et avoir indiqué que l'on fut contraint, vers les dernières années, d'établir la propriété particulière, et de se rapprocher de notre état social, qu'il regarde comme moins heureux, le voyageur continue ainsi : « Un petit peuple peut être gouverné comme la république de Platon ; mais les premiers accroissemens ébranlent sa constitution, laquelle étant une fois entamée, doit être naturellement changée ; d'ailleurs, la nécessité dans laquelle les jésuites ont été d'armer leurs néophytes devait opérer leur changement, et amener la propriété particulière. Une société nouvelle sent ses forces dès qu'on lui met les armes à la main ; il est impossible qu'elle puisse se contenter des lois qu'elle a reçues originairement, surtout lorsqu'elle n'a pas été formée d'abord pour être guerrière ; il est donc naturel qu'elle se donne d'autres lois : c'est ce qui serait arrivé au Paraguay, dans

une progression plus lente, si les troubles qui se sont élevés à l'occasion de ce singulier établissement n'en avaient pas absolument changé la forme primitive.»

Lorsque tout fut rentré dans l'ordre, les missions continuèrent à prospérer, elles s'agrandirent même encore; les négociants de l'Assomption continuèrent aussi à se plaindre amèrement du tort que la compagnie leur faisait, mais leurs réclamations furent pendant quelque temps complètement inutiles.

Cependant ces réclamations se succédèrent avec tant d'activité, que le gouvernement sentit la nécessité d'intervenir dans cette affaire. Une ordonnance obligea les néophytes à ne plus importer dans l'Assomption plus de douze mille arrobas (1) d'herbe du Paraguay.

L'ordre et l'activité régnaient à un tel point dans les missions, que cette mesure ne diminua guère leur puissance. On trouva de nouveaux débouchés, et le com-

(1) L'arroba vaut trente-deux livres. Voyez la *Chorographia brasílica*.

merce continua avec l'intérieur; on ne négligea rien en même temps pour accroître les pâturages, et l'on comptait dans les missions jésuitiques près de deux millions de têtes de bétail.

Le nombre des villages ne s'était pas considérablement accru; mais ceux qui dataient de la formation des établissements étaient devenus beaucoup plus considérables, et présentaient des constructions infiniment plus commodes. Les églises offraient un luxe d'ornements inconnu dans le reste des établissements espagnols de cette partie de l'Amérique méridionale. Bientôt même l'égalité cessa d'exister entre les missions comme dans le principe; Yapegu et Candellaria furent regardés comme les deux capitales. Enfin les choses en vinrent au point que la cour d'Espagne, en considérant la nouvelle puissance dans l'influence qu'elle pouvait avoir un jour, résolut de l'anéantir (1). Les missions con-

(1) Les évènements d'Europe lui donnèrent bientôt la possibilité d'effectuer ses projets.

tenaient alors près de deux cent mille habitans.

EXPULSION DES JÉSUITES.

Lorsque les jésuites reçurent l'injonction de quitter l'Espagne, des ordres partirent presque immédiatement pour qu'ils abandonnassent tous les pays soumis à la domination espagnole. Le marquis de Buccar était alors vice-roi de Buenos-Ayres; reçut l'injonction expresse d'expulser les pères de toutes les missions; mais comme on craignait de leur part une certaine résistance, il était de la plus haute importance d'exécuter secrètement les ordres de la cour, et le moindre délai pouvait entraîner de graves inconvénients. En conséquence le vice-roi envoya vers les différentes peuplades d'Indiens des officiers sûrs chargés de dépêches qu'ils ne devaient ouvrir qu'au moment où ils en recevraient l'ordre. Malgré cette prompt détermination et ces mesures de prudence le marquis de Buccarelli craignit un moment de voir échouer son projet; on a

prit qu'un navire venant d'Europe avait été battu par la tempête, et s'était vu contraint de relâcher sur la côte : par lui tout pouvait être découvert, et des missions devaient se mettre promptement en état de défense.

La résolution du général Bucearelli fut aussi prompte que l'événement était inattendu ; il envoya sur les pas des officiers, et leur prescrivit d'ouvrir leurs dépêches, quoique tous ne fussent point parvenus à leur destination. Ses ordres furent ponctuellement exécutés : on s'assura des jésuites dans les différentes missions où ils commandaient ; ils ne mirent aucune opposition à ce que l'on exécutât le décret qui les expulsait de l'espace d'empire qu'ils avaient fondé. Leurs papiers furent saisis, mais l'on ne sut jamais d'une manière bien positive ce qu'ils contenaient d'important pour la politique de l'époque (1).

M. de Bougainville était à Buenos-Ayres lorsque cet important événement arriva ; il fut même témoin de la manière dont on

(1) Voyez à ce sujet la *Chorographia brasílica*.

productions ; il voyait dès lors la fertilité succéder à un pays stérile à mesure que l'on s'éloignait des bords de la mer, et les plus beaux bois de construction s'élevant loin des lieux où ils pouvaient être le plus utiles.

Comme de nos jours, ces vastes plaines de Buenos-Ayres, qui ont jusqu'à neuf cent milles d'étendue, étaient peuplées d'innombrables bestiaux, mais on y voyait encore en plus grand nombre les jaguars qui s'élancent sur une proie facile, les chiens marrons qui échappent à la domesticité, et ces troupeaux d'autruches qui cherchent dans de vastes plaines la liberté qu'elles ne peuvent point trouver, comme les autres oiseaux, dans les airs. On commençait à planter dans les pampas monotones qui entourent la ville un arbre précieux, venu de l'Orient pour embellir de sa verdure l'extrémité de l'Amérique méridionale : le pêcher, qui s'est si rapidement propagé, formait quelques plantations

On ne préparait pas en aussi grande quantité ces viandes sèches, qui depuis ont alimenté une grande partie de l'Amé-

rique méridionale ; cependant les côtes de la Patagonie offrent un sel excellent, qui pouvait dès lors approvisionner une partie du Nouveau-Monde. Les innombrables lacs salés du Tucuman présentaient les mêmes avantages, mais l'indolence empêchait de connaître mille ressources qui ont été appréciées depuis.

Cette indolence était parvenue à un tel point, que les habitants libres du Paraguay eurent pendant une année de fertilité des moissons abondantes qu'ils négligèrent de couper, et qu'il fallut un ordre du gouvernement pour les contraindre à un travail de quelques jours, dont ils devaient obtenir l'abondance pour un long espace de temps.

Dans quelques provinces, des vignes et des amandiers avaient été plantés (1) ; mais

(1) Il est à remarquer que la vice-royauté, selon sa nouvelle organisation, formait dès lors deux parties, distinctes par leur histoire et par la nature de leur sol. Les provinces qui avaient été détachées du haut Pérou présentent un aspect bien différent de celles qui relevaient de l'ancienne capitainerie de Buenos-Ayres.

guère les obtenir qu'en envoyant ses enfans dans la métropole, et en leur donnant des idées fort contraires peut-être à celles qu'exigeait la situation de leur véritable patrie.

Cependant les choses se seraient peut-être maintenues ainsi pendant quelques années, sans les mouvemens qui avaient lieu en Europe.

ÉVÈNEMENTS POLITIQUES QUI PRÉCÉDÈRENT LES PREMIERS MOUVEMENTS D'INDÉPENDANCE.

Comme on a déjà pu le remarquer depuis la conquête, ce pays fut souvent en proie à de violentes dissensions intestines; mais il fut rarement attaqué par des puissances étrangères, Dans le dix-septième siècle, les Français, conduits par Timoléon Osmat, tentèrent de s'emparer de Buenos-Ayres; ils abandonnèrent leur
 1653. entreprise en voyant les dispositions qui avaient été faites pour les recevoir. Plusieurs années après ces tentatives se renouvelèrent et elles furent aussi infruc-
 1671.
 681. tueuses.

Le gouvernement ne craignait donc rien au dehors; mais il avait à redouter les indigènes, qui sentaient se réveiller souvent leur amour pour l'indépendance; toutefois il n'avait point à réprimer des révoltes aussi terribles que celles de Tupac Amaro et de Tupac Cutari, dont le courage effraya un moment le vice-roi du Pérou.

On a pu comprendre quelle était la situation de cette contrée vers la fin du dix-huitième siècle; les Anglais la connaissaient parfaitement, ils espérèrent la mettre à profit, et en tirer peut-être d'immenses avantages par la suite.

Le général Bérésfort se présenta donc devant Buenos-Ayres avec quinze ou dix-huit cents hommes, et l'événement prouva 180! que cette entreprise n'était point téméraire comme on aurait pu le supposer. Buenos-Ayres tomba entre les mains des Anglais.

Ils n'en restèrent point long-temps les maîtres. Un de nos compatriotes leur arracha bientôt leur nouvelle puissance. Linier, capitaine au service d'Espagne,

timent de leur indépendance; ils rougirent, après avoir chassé des Européens, d'être encore courbés sous le joug d'une nation européenne. Enfin l'invasion de l'Espagne acheva de déterminer les Américains à rompre les liens qui les enchaînaient à la métropole. »

Ce fut alors que les événements politiques qui se passaient en Europe, eurent une prodigieuse influence sur le sort du Nouveau-Monde. Tandis que l'Angleterre voulait agir par la force dans ces contrées, la France chercha à obtenir par la persuasion ce que le courage refusait aux armes d'une puissance rivale. Mais les habitants de Buenos-Ayres sentirent que dans l'un et dans l'autre cas, c'en était fait de leur indépendance. Et ils ne se laissèrent point leurrer par de fausses espérances.

Linier fut bien mal récompensé des services éminents qu'il avait rendus à l'Espagne. Sa nomination à la place de gouverneur, loin d'être confirmée par la métropole, fut abolie par la junte de Séville, qui suspecta encore une fidélité dont on lui avait donné des preuves évidentes; mais

pour retirer au général français les importantes fonctions qu'on lui avait confiées, il fallait trouver un prétexte quelconque. On le chercha dans sa qualité d'étranger.

Don Balthazar Cisneros fut promu à la dignité de vice-roi, et Linier se vit contraint d'abandonner un pays qu'il avait défendu courageusement. Il finit par se retirer à Cordova, mais il n'y resta point paisible spectateur de la lutte qui commençait à s'engager.

SITUATION DE BUENOS-AYRES AVANT 1812.
INFLUENCE QUE DUT AVOIR L'ARRIVÉE DES
FRANÇAIS EN ESPAGNE.

Sans anticiper davantage sur la marche des choses, on peut dire que l'esprit d'indépendance faisait des progrès rapides dans ces contrées, à l'insu du gouvernement, et presque à l'insu des habitants eux-mêmes. Ils se contentèrent pendant longtemps de cette liberté que leur donnait la nature du pays; ils en jouirent en quelque sorte tacitement, parceque la métropole, en les vexant dans certaines circonstances, ne pouvait les atteindre

dans une foule d'autres. Mais quand les lumières s'accrurent parmi eux, ils comprirent qu'il leur manquait des institutions, et ils résolurent d'en avoir qui convinsent à leur caractère et à leur situation. Que l'on y fasse attention, ceci arriva dans presque toute l'Amérique.

Les habitants de Buenos-Ayres sentirent pendant quelque temps les injustices dont ils étaient victimes sans pouvoir révéler ce qui irritait leur raison et flétrissait leurs cœurs. Il fallait une occasion favorable pour montrer toute l'impression que leur causaient l'injustice et l'abandon de la métropole, elle ne tarda pas à se montrer : mais quelques années auparavant une fermentation cachée indiquait combien le premier effort que l'on ferait pour échapper au pouvoir de l'Espagne pourrait être puissant.

Lorsque les Français entrèrent en Espagne, et que ce royaume sembla devoir rester leur conquête, les Américains réclamèrent la liberté de ne point se soumettre à un joug étranger ; sans lever l'étendard de la rébellion, ils réclamèrent le

pouvoir de conserver leur indépendance. Ils se rappelèrent alors , comme les Péruviens et les Mexicains, que tandis que six à huit millions d'Espagnols étaient représentés par cent cinquante députés de leur choix , quinze millions d'habitants de l'Amérique n'avaient pour soutenir leurs droits que vingt-huit individus que l'on prenait sans discernement parmi les colons établis à Cadix. Les hommes de couleur libres ne purent oublier que le gouvernement ne voulait point les comprendre dans le cens , tandis qu'il en agissait tout autrement en Europe.

Les Français étant maîtres de l'Espagne , et l'ancien gouvernement se trouvant renversé , la régence qui s'établit pour conserver les droits de la couronne , voulut aussi conserver sur l'Amérique tous les droits devenus l'apanage de la royauté ; mais le mécontentement était parvenu au plus haut degré dans les possessions d'outre-mer , et l'on commença à sentir les premiers effets de cet amour de l'indépendance qui depuis s'est déclaré si rapidement.

Néanmoins les Américains ne préten-

daient point alors se soustraire entièrement au pouvoir de l'Europe et de la monarchie; ils n'exigeaient que des changements dans leur administration, et il est curieux pour l'histoire de connaître les griefs dont ils faisaient leurs plaintes au gouvernement européen. Un ouvrage assez récent (1) nous a conservé ce document, je le transcris ici.

Ils se plaignaient : 1^o du pouvoir arbitraire exercé par ses vice-rois et les capitaines-généraux, qui éludaient souvent les lois, et même les ordres du roi. (Voyez *Leg. 173, tit. 15, lib. II, de la Recopilacion* dans laquelle ils disent que les officiers envoyés par le roi d'Espagne sont fréquemment accusés et déposés, ce qui n'arrive jamais aux fonctionnaires nommés par les vice-rois.) 2^o Ils se plaignaient encore de ce que l'*audiencia* était composée d'Européens, seuls juges dans les procès, et qui avaient le droit d'interpréter les lois

(1) *Esquisse de la révolution de l'Amérique espagnole*, par un citoyen de l'Amérique méridionale; traduit de l'anglais, 1817.

en leur faveur. 3° Que l'audiencia prenait souvent des décisions clandestines, prononçait le bannissement, et rendait une foule d'arrêts cruels, sans jugement légal. 4° Qu'ils étaient traités avec méfiance par le gouvernement, malgré la loyauté qu'ils avaient manifestée dans la guerre de la succession pour la couronne d'Espagne, en résistant aux insinuations de la France et de l'Angleterre, et, par-dessus tout, malgré le dévouement et le rare courage qu'on leur avait vu déployer, lorsque Carthagène et Buenos-Ayres furent attaqués par les Anglais. 5° Qu'ils étaient obligés de supporter les insultes d'un Espagnol, par cela seul qu'il était Européen, et qu'en cela il se regardait comme un être d'une nature supérieure, et comme maître de l'Amérique espagnole. » (Ici, l'auteur cite un exemple de cet orgueil, dont on aurait peine à croire l'excès en Europe; selon lui, on considérait les Indiens comme une race se rapprochant de celle des animaux.

Le sixième sujet de leurs plaintes venait de ce que les colons avaient été graduellement écartés de toute participation au com

mandement et aux dignités dans le pays même. Et, en dernier lieu, ils exprimaient leur mécontentement de ce que la métropole s'opposait à l'établissement de toute manufacture, et ajoutait à ce dernier genre de vexation des entraves, arrêtaient certaines espèces de culture qui pouvaient rendre ces contrées indépendantes du commerce de l'Europe.

La régence, comme je l'ai déjà dit, loin de faire cesser le mécontentement l'augmenta encore davantage. L'Amérique espagnole commença d'un commun accord à prendre une attitude imposante vis-à-vis de la métropole, ses différentes provinces l'abandonnèrent cependant pas complètement comme elles eussent pu aisément le faire. Une sorte de générosité les en empêcha. Cependant cette générosité ne pouvait point aller jusqu'à les décider à perdre leurs droits. Des proclamations de Ferdinand et d'Isabelle étaient parvenues dans le pays; mais elles n'eurent point le succès qu'on en attendait. La plupart des anciens gouverneurs, nommés par l'Espagne, jaloux de conserver leur autorité, oublièrent ce qu'ils

nt à ceux dont ils tenaient leur pou-
; ils témoignèrent le désir d'adopter
arti du vainqueur.

se fut alors que l'on eut l'intention d'é-
ir des juntas qui devaient diriger l'ad-
istration intérieure ; mais ce mode de
ernement ne convenait plus à des
mes aigris depuis long-temps et qui
ent déjà médité de recouvrer leur
pendance. L'on crut devoir faire
ques concessions , et l'on permit la
ie de deux navires qui devaient porter
s les ports étrangers le superflu de
cuirs et de ces denrées communes
l'on amassait inutilement dans les
asins des différentes villes.

a froissant les intérêts des colons ,
es rendant plus étrangers que jamais
patrie de leurs pères , et en les affran-
sant même de ces besoins que l'on
e dans un commerce continuél avec
ays entièrement civilisé , le cabinet
Madrid ne s'était point aperçu qu'il
it en quelque sorte une nation à part,
irée par ses mœurs , par ses incli-
ons , par ses besoins.

L'habitant de Buénos-Ayres , méprisant heureusement le faste de l'Europe , se contenta de ces moyens de subsistance que la nature a répandus de tous côtés sur son territoire. Toujours en présence de ces hommes qui sont libres par leur caractère et par de simples institutions, il se sentit promptement disposé à les imiter , en dédaignant les principes de son ancien gouvernement.

Qu'il descendît d'un blanc sans mélange ou d'une indigène alliée à l'Européen , l'habitant de ces contrées sentait toujours le feu de l'indépendance couler dans ses veines , car les premiers conquérants n'avaient presque point admis entre eux de ces distinctions que donnent les titres. Dès le principe, un blanc à Buénos-Ayres ne servit jamais un autre blanc , et il fallut que l'indigène fût vaincu dans les combats , pour descendre aux fonctions de l'esclave , dont souvent encore il savait s'affranchir.

Les noirs ne se mêlèrent que faiblement à la population , car les besoins de l'agriculture n'étaient point très con-

sidérables , l'humilité de l'esclave servit donc rarement le despotisme du maître. Les gens de couleur se trouvèrent promptement libres par le genre de vie qu'ils adoptaient. On a senti si bien depuis qu'en un pays essentiellement libre dans ses institutions il ne devait point y avoir d'esclaves , que l'on a affranchi tous ceux que la prudence permettait de rendre indépendants.

Le caractère de la population semblait donc indiquer dès lors l'esprit d'égalité que l'on a vu depuis agir avec tant de force; mais le changement ne devait pas s'établir sans difficulté : il allait y avoir du sang de répandu dans la lutte qui s'établissait entre les deux partis. La régence avait rabattu de ses prétentions ; elle adressa même aux Américains une proclamation , où elle leur accordait des droits qu'elle avait toujours méconnus, et dans laquelle en reconnaissant le despotisme du vice-roi , elle trouvait bon qu'on fût parvenu à s'y soustraire. Cet aveu des torts qu'on avait eus jusqu'alors envers les habitants du Nouveau-Monde arrivait un peu tard ; le gouver-

nement américain se regardant comme n'ayant de puissance que par le pouvoir qui régissait la métropole, les membres influents résolurent de former un corps d'administration indépendant : le corps municipal prit les rênes du gouvernement et adopta le titre de Junte suprême : ses actes étaient publiés néanmoins au nom de Ferdinand VII.

PROCLAMATION DE L'INDÉPENDANCE. — MORT DE LINIERS.

De toutes les provinces unies de la Plata, ce fut à Buenos-Ayres que la nouvelle mesure s'effectua le plus facilement. Le vice-roi Cisneros ne cacha point les doutes qu'il conservait sur la validité de son pouvoir, et il activa en quelque sorte les mesures qui devaient le déposséder de son autorité (1).

(1) Voici les noms des habitants qui opérèrent ce changement : D. Juan Jozé Castelli, D. Manuel Belgrano, D. Filiciano Chiclana, D. Juan Jozé Paso, D. Hipolito Vyeites, D. Nicolas Pena, D. Jozé Daragueira, D. Francisco Paso, D. Florencio Terrada, D.

Le congrès s'assembla; la junte fut formée, et bientôt elle commença ses sessions. Un des premiers actes qui émanèrent de son autorité fut d'envoyer un député à Monte-Video pour faire prendre à cette ville le même système de gouvernement qu'elle avait adopté; il n'était point difficile de persuader aux habitants de secouer le joug de la métropole; leurs dispositions les y portaient : mais le parti royaliste était encore assez fort dans cette place, et beaucoup de personnes pensent qu'il recevait des secours du Portugal, à l'instigation de la reine, épouse de Jean VI : des troupes espagnoles furent débarquées et entrèrent dans la ville; dès lors guerre commença dans ce pays.

Soit que dès cette époque le Paraguay eût l'intention de se séparer de Buenos-aires, soit que les Espagnols y fussent plus assésans que dans les autres gouverne-

person, D. Ramon Vyeites. D. Juan Ramon Arsel, D. Antonio Luiz Beruti, D. Martiniguez, D. Augustin Dorado, D. Mathias yen.

ments, les chefs s'opposèrent à la junte, et, ce qu'il y a de plus étrange, ils furent secondés secrètement par Cisneros, qui n'avait probablement provoqué les mesures des patriotes que par esprit de crainte ou pour avoir le temps de former un parti.

Ce parti avait pris de la force à Cordova ainsi qu'à Chuquisaca, et il comptait plusieurs hommes entreprenants, parmi lesquels on distinguait le général Liniers. Celui-ci leva bientôt une armée de deux mille hommes et fit tous ses efforts pour s'opposer aux troupes de la junte, qui menaçaient de s'emparer du pays; on s'aperçut alors de la perfidie du vice-roi, et l'on se contenta de l'exiler aux Canaries avec quelques uns des membres de l'audiencia qui avaient agi dans le même système.

Cependant les troupes de la junte poursuivaient leurs opérations sous le commandement du colonel O Campo; Liniers fut vaincu, et il eut le malheur de tomber au pouvoir de ses ennemis à une époque où des services encore récents auraient pu lui faire pardonner. Ce général et les mem-

bres les plus influents de son parti perdirent la vie ; c'était un homme de talent , que ses qualités rendaient digne d'un meilleur sort.

Ici commence une longue suite d'événements ; ils devaient être nécessairement le résultat de cette activité dans les esprits , qui avait fait si promptement adopter une révolution importante dans tous ses mouvements : nous en rappellerons les circonstances les plus remarquables.

Il était de la plus haute importance pour Buenos-Ayres d'avoir un allié qui le secondât dans ses efforts. Le gouvernement agit avec assez d'adresse pour se faire donner des secours par la junte du Chili. Bientôt l'armée victorieuse occupa le haut Pérou : mais ce qui afflige dans le commencement de cette guerre , et ce qui afflige plus encore par la suite , ce sont ces exécutions qui suivent les victoires ; il semble qu'il se mêlât des inimitiés particulières au désir de l'intérêt général , et que la guerre de l'indépendance fût devenue une guerre à mort pour les deux partis.

L'armée de Buenos-Ayres reçut bientôt un renfort de cinq mille hommes et continua à s'avancer sous les ordres du brigadier Balcarces, tandis que les opérations diplomatiques étaient dirigées par Castelli, membre de la junte.

Quelque temps auparavant cette espèce d'invasion, les Cortès formées alors en Espagne avaient senti combien était impolitique la conduite de la régence; ils s'alarmèrent vivement de l'esprit qui régnait parmi les Américains et commencèrent à écouter les réclamations du petit nombre des députés d'Amérique qui siégeaient parmi eux. Onze propositions, tendantes à abolir les abus qui régnaient dans les possessions d'outre-mer, furent présentées à l'assemblée qui gouvernait provisoirement l'Espagne: après bien des retards ces propositions furent rejetées, malgré la modération qui avait présidé à leur rédaction.

Pour arrêter les troupes de Buenos-Ayres, le corps municipal de Lima vint demander une suspension d'armes à Castelli; et, comme bases d'une paix future, on lui présenta les propositions que l'on disait avoir été ac-

cep tées. La junte de Buenos-Ayres ayant eu connaissance de cette nouvelle circonstance , résolut de conclure un armistice avec l'armée royaliste qui se trouvait alors sous les ordres du général Goyeneche; mais il existait aussi une armée royaliste au Paraguay. La junte envoya alors contre elle des forces trop peu considérables , sous les ordres de Belgrano ; ses troupes furent battues sur les rives du Tacoary.

Bientôt cependant le Paraguay suivit l'impulsion générale qui avait été donnée à cette portion de l'Amérique méridionale ; le parti royaliste fut renversé , une junte se forma ; mais quoiqu'elle jugeât à propos de faire alliance avec celle de Buenos-Ayres , elle en resta séparée.

Par sa situation géographique, le Paraguay se voyait dans la nécessité de chercher un allié sur le bord de la mer. N'ayant aucun port pour l'exportation de ses marchandises , il devait tendre à se créer un débouché ; et s'il a depuis changé de système , c'est d'après la volonté d'un seul homme (1), qui veut appa-

(1) Le docteur Francia.

remment se créer des ressources intérieures avant de songer à son commerce. Il n'en est pas des états situés dans l'intérieur de l'Amérique méridionale comme de ceux qui se trouvent loin de la mer en Europe. Parmi ces derniers, la quantité de population, le nombre des routes, la variété des produits industriels, font naître un commerce intérieur qui ne peut guère exister dans le Nouveau-Monde, où partout l'industrie est à peu près la même, où des contrées désertes entourent des pays civilisés.

Le Paraguay doit faire tous les efforts pour devenir un pays agricole et industriel ; et , jusqu'à ce qu'il ait acquis assez de puissance , il doit chercher à se créer des débouchés par des alliances habilement ménagées ; il suivit en 1811 un meilleur système que celui qu'il développe maintenant, où il semble se refuser à toutes relations.

La révolution , comme on l'a vu , s'opérait rapidement à l'extrémité de l'Amérique du sud , mais l'union ne régna pas long-temps parmi tous les membres du gouvernement. Il ne pouvait guère en être

autrement ; trop d'intérêts , trop de passions , venaient d'être mis tout-à-coup en mouvement. Saavedra et Moreno étaient chefs de deux partis opposés , et s'accusaient mutuellement de vouloir augmenter leur puissance, en employant des moyens opposés ; mais un homme qui devait avoir la plus grande influence sur son pays , commençait à se faire connaître et adoptait la cause qui le rendit célèbre : Artigas abandonnait le parti des royalistes et se rangeait sous les drapeaux de l'indépendance.

Dans la querelle qui s'était élevée au sein de la junte , Moreno se vit contraint d'abandonner ses prétentions : celles de Saavedra triomphèrent ; cette opposition hostile de deux hommes marquants et portée la dissension jusque dans la cause républicaine , qui se partagea entre deux partis , et qui laissa l'armée indécise obtenir quelques succès sous le commandement du général Goyeneche , par de sanglantes exécutions fit voir le caractère odieux que cette affaire allait prendre.

Il fallait que le désir d'une juste indépendance fût entré bien profondément dans le cœur des Américains , pour qu'il fût toujours le même au milieu du choc des partis et de ces mouvements de quelques ambitieux qui pouvaient lui faire prendre une autre direction. Les vues de Saavedra n'échappèrent point aux yeux clairvoyants qui veillaient à la conservation d'un bien plus grand que tous les autres ; il fut déposé.

Quoique la déclaration de l'indépendance n'eût point été officiellement présentée à la métropole , on marchait à grands pas vers le but que l'on s'était proposé. Mais pour éviter les troubles qui avaient jusqu'alors signalé l'établissement du nouveau gouvernement , on résolut d'améliorer ses institutions ; les habitants s'assemblèrent , et la direction des affaires fut confiée à trois membres qui partageaient l'administration avec deux secrétaires de six mois en six mois. Des députés municipaux devaient nommer un successeur à l'un des nouveaux directeurs , dont le pouvoir était encore

modifié, quant à la liberté de la presse, par une junte spéciale renouvelée chaque année.

Après que ces changements se furent opérés à Buénos-Ayres, Artigas et Rondau assiégèrent Montevideo, et ce fut alors que la politique du cabinet de Rio Janeiro se montra davantage. Il devint à peu près évident que l'on voulait ou conserver l'extrémité sud de l'Amérique à Ferdinand VII, ou s'emparer de son port principal dans le cas où l'on ne devait point réussir; cependant, à cette époque, le général Ellio fit des propositions de paix au gouvernement de Buénos-Ayres, qui les accepta, surtout en tenant en considération la clause qui obligeait les Portugais à se retirer sur leur territoire; c'était alors une chose assez remarquable que le peu de bonne volonté qu'on mettait de part et d'autre à remplir les conventions des traités. Le siège de Montevideo fut levé; non seulement les troupes Portugaises ne s'éloignèrent pas, mais elles commirent des hostilités sur le territoire de Rio de la Plata, comme

1811.

ni on se fût fait un jeu de tromper des gens que l'on regardait comme des rebelles.

Ce fut alors que le gouvernement de Buenos-Ayres commença à se trouver dans une situation inquiétante; ses troupes avaient été battues non loin du Pérou, et il fallait que sur un point tout différent on s'opposât aux troupes portugaises; celles-ci craignirent heureusement les efforts de la nouvelle armée qu'elles allaient avoir à combattre : on conclut un armistice, qui fut observé plus fidèlement

1812. que le premier traité de paix.

Il fut alors très heureux pour la république que la paix régnât au dehors; car une conspiration se tramait à Buenos-Ayres, et l'on se proposait de renverser le gouvernement.

Le complot, dit-on, fut découvert par une imprudence : l'on en parla devant un esclave qui en rapporta les circonstances principales. Selon d'autres documents, les révélations vinrent de plus haut : vingt personnes environ qui avaient trempé dans la conjuration reçurent la mort.

Cependant ce gouvernement que quelques particuliers avaient voulu renverser le fut bientôt par le vœu de la nation ; on trouva que les discussions qui survenaient nécessairement entre les trois directeurs , mettaient trop d'entraves à la marche des affaires dans les circonstances où l'on se trouvait. En conséquence le pouvoir fut remis à D. Pozadas , auquel on adjoignit sept conseillers.

Ce fut alors que l'on vit un homme qui 1813. n'avait point eu l'occasion de déployer ses talents prendre une activité indiquant assez le rôle qu'il allait jouer désormais.

Belgrano avait été battu par Goyeneche, San-Martin fut mis à la tête des troupes, et il prouva dès le principe que sous sa direction les choses allaient promptement changer de face. A ses ordres, une armée de près de quatre mille hommes s'organisa dans le Tucuman ; elle eut bientôt mis les troupes royalistes dans l'impossibilité de renouveler leurs approvisionnements , au moyen d'une foule de guérillas qui se portaient rapidement sur différents points. Tandis que San-Martin

obtenait quelques succès dans l'entreprise dont il avait été chargé, le ministre finances Don Juan Larrea s'occupait de former une flottille que l'on pût opposer à celle du parti ennemi. Un négociant anglais, nommé Brown, fut chargé, sous le titre d'amiral, de diriger les opérations; il n'obtint d'abord aucun résultat important, mais il parvint pendant à chasser la flottille royale et s'emparant de quelques uns de ses bâtiments; et bientôt il fut devant Montevideo, dont il commença le blocus.

L'époque à laquelle nous sommes venus dans l'histoire de ces contrées offre encore un autre événement important dans la situation politique du nouveau monde, pour que nous ne laissons point un article séparé: il s'agit de la liberté des noirs.

ÉMANCIPATION DES NOIRS A BUENOS-AIRES

Sans vouloir diminuer en rien le mérite d'une action généreuse, je dirai qu'il était peut-être moins difficile

Buenos-Ayres qu'à toute autre puissance de l'Amérique du sud , de commencer à prendre une résolution vigoureuse relativement aux noirs et au rang qu'ils doivent occuper dans l'ordre social.

Leur nombre et celui des gens de couleur a été de tout temps fort limité dans les états de Buenos-Ayres. Dès l'origine les commanderies d'indigènes les remplacèrent pour la culture des terres, et pour le service intérieur des habitations ; plus tard on se fit servir par des Indiens libres. Cependant le nombre des noirs s'accrut avec l'établissement des missions ; et il est probable qu'il fût devenu beaucoup plus considérable, si l'agriculture avait fait de plus grands progrès dans les districts qui n'étaient point soumis au pouvoir ecclésiastique. Mais la manière dont on exploita les terres qui furent consacrées à la nourriture des bestiaux n'exigea point un nombre considérable de bras. Les blancs furent donc dans une proportion plus forte vis-à-vis des esclaves qu'au Brésil et dans d'autres parties de l'Amérique méridionale.

Voici ce que dit à ce sujet d'Azara : son voyage est encore assez récent pour servir d'autorité.

1809. « D'après le dernier cadastre , au rôle de population du Paraguay , il y a dans le pays cinq Espagnols pour un mulâtre ; et quoiqu'on n'ait pas pensé à faire un pareil dénombrement dans le gouvernement de Buenos-Ayres , on peut assurer que la proportion y est la même, et que peut-être les Espagnols y sont plus nombreux que les mulâtres. Ceux-ci , dans le Paraguay , se divisent en libres et en esclaves ; et leur proportion est de 174 à 100 , c'est-à-dire que pour 100 nègres ou mulâtres esclaves il y en a 174 de libres. Si l'on compare cette colonie espagnole avec celles que d'autres nations possèdent en Amérique, on trouvera une différence énorme dans la proportion réciproque des blancs aux gens de couleur ; car dans les colonies qui ne sont pas espagnoles , les blancs sont tout au plus aux nègres et aux mulâtres , comme 1 est à 25 ; et quant à l'état de liberté, la proportion est peut-être encore moins

favorable aux gens de couleur. Cette disette d'esclaves doit nécessairement rendre plus cher le prix des journées et des objets manufacturés dans cette colonie espagnole, parceque tout y est l'ouvrage de gens libres et qui se font payer davantage. »

« On ne peut donc s'empêcher d'admirer ici la générosité des Espagnols du Paraguay qui ont donné à liberté à cent soixante-quatorze de leurs nègres et de leurs mulâtres, sur cent, quoique personne n'en eût un plus pressant besoin qu'eux(1). »

Le voyageur continue en affirmant que le sort du petit nombre d'esclaves qui existaient alors était infiniment plus heureux que dans les autres colonies, et l'on pourrait peut-être expliquer cela par le génie indépendant qui a toujours caractérisé les habitants de cette portion de l'Amérique méridionale. Cependant il ne se dissimule point que le despotisme des gouverneurs n'eût singulièrement altéré les résultats d'une bienveillance générale pour les gens de couleur ; et il en donne

(1) Voyez d'Azara, *Voyage au Paraguay*.

la preuve en parlant de l'odieux usage de l'amparo, auquel pouvaient être soumis les mulâtres.

D. Francisco de Affaro arriva au Paraguay pour examiner, par ordre du gouvernement, les commanderies, et il jugea à propos de soumettre chaque homme de couleur libre, depuis dix-huit ans jusqu'à cinquante, à un tribut annuel de trois piastres. Si le malheureux ne pouvait point payer cet impôt, souvent exorbitant pour ses faibles moyens, on le livrait aux ecclésiastiques et aux propriétaires dans l'opulence, pour lesquels il devait désormais travailler; alors en payant pour lui le tribut, ils lui accordaient cette odieuse protection pécuniaire, connue sous le nom de *l'amparo* elle finissait par être un véritable esclavage. Les gouverneurs donnèrent encore plus d'extension à cette loi abusive, et l'appliquèrent à tous les sexes et à tous les âges: cependant la bienveillance de la population envers cette race infortunée triompha, et l'état du pays servit aussi leur indépendance. Au commence

ment du siècle , un grand nombre d'entre eux vivaient en toute liberté sans payer aucune contribution ; néanmoins une observation rigoureuse des ordonnances pouvait tout-à-coup les priver de cet avantage.

On imagina également de les soumettre à une espèce de conscription lors des guerres avec les Indiens Mbayas. Une partie de ceux qui étaient en amparo furent déclarés libres du tribut pour être employés au service militaire ; on en forma même une peuplade connue sous la nom de *l'emboscada* : et , depuis cette époque , ce qui n'était qu'une ordonnance arbitraire eut force de loi. La fuite dans l'intérieur pouvait seule dérober à son action ; et l'on sent aisément quelle était sa funeste influence.

En réformant plusieurs abus dans l'administration , le gouvernement de Buenos-Ayres a senti promptement qu'il était nécessaire d'assurer l'existence sociale d'une partie intéressante de la population. Il a fait une loi qui concerne non seulement les immunités des gens de couleur libres , mais qui donne la li-

berté aux enfants des esclaves. Par
 moyen sage , un des plus grands ma
 de l'humanité sera extirpé d'une mani
 certaine quoique lente. Ce gouvernem
 a senti qu'il y avait des abus , comme
 taines maladies , qu'on ne devait po
 guérir tout-à-coup pour les détruire d'
 manière infallible ; ainsi les noirs ap
 lés à défendre le pays reçurent par
 13 janv. même leur liberté. L'assemblée ne
 1813. pas moins juste envers les indigènes ;
 abolit le *mita* ou servitude , et le tri
 qu'ils payaient depuis tant d'années.

Après avoir jeté un coup d'œil
 l'important changement survenu dans
 situation d'une portion bien intéressée
 de la nation , nous allons revenir à
 évènements politiques qui agitaient t
 jours les provinces unies de la Plata

(1) Je rappellerai ici qu'un ami de l'hu
 nité. M. de la Saudraye , premier magistra
 l'île de Saint-Domingue, voulut mettre en a
 vité un moyen d'émancipation qui avait de
 nalogie avec celui-ci, et qui devait avoir le ré
 tat le plus heureux pour le sort futur de la c
 nic : il avait proposé d'établir des écoles p

SÉPARE DE LA RÉPUBLIQUE
DE BUENOS-AYRES.

amine l'espèce d'apathie dans
t demeuré ce pays pendant
cles , et que l'on observe at-
l'activité que l'on montra dès
ement de la révolution , on
mpêcher d'en être extrême-
s ; car on trouva des troupes
où depuis bien des années au-
es s'était réunie , et l'on équipa
où l'on expédiait à peine
iments marchands.

époque à peu près Posada
directeur ; mais un de ces
qui doivent nécessairement
es formes du gouvernement
encore bien établies vint
situation de la république.

s jeunes noirs, et d'en émanciper
abre parmi ceux qui se seraient
ur prix de ce vœu , vraiment
e, et dont la suite a prouvé toute
M. de la Saudraye fut en butte à
o ceux qui n'avaient rien prévu.

Artigas ne partageait point les principes des membres du gouvernement qui lui étaient adjoints, et principalement ceux du général Rondeau ; il sépara sa cause de la leur, et retira ses troupes du blocus : Monte-Video, n'en tomba pas moins au pouvoir des indépendants.

1814. Dès lors Artigas forma un parti à part, et devint chef d'une armée complètement opposée au gouvernement de Buenos-Ayres.

En agissant ainsi, il excita à un tel point la colère de Posada, que ce directeur le déclara infâme, et mit sa tête à prix. Cette mesure n'eut point l'effet qu'il croyait pouvoir en attendre ; non seulement Artigas ne tomba point en son pouvoir, mais le parti de ce chef augmenta bientôt ; et comme la réconciliation devenait impossible, la guerre prit un caractère plus sérieux.

On pense assez généralement qu'Artigas ne sépara ainsi ses intérêts de ceux de Buenos-Ayres que par un véritable amour de la liberté de son pays, et par la crainte que lui inspirait l'ac-

ment du pouvoir de quelques ins.

mée envoyée contre les royalistes ou existait toujours. Bientôt Alvear, on devait la prise de Monte-Video, icita le commandement ; mais les ne ratifièrent point le choix du nement, et le nouveau général ne pas à sentir combien sa position it fausse ; il revint à Buenos-Ayres, ut le crédit de se faire nommer ur suprême.

eut dès lors se figurer dans quelle 1815.

on se trouva ce malheureux pays : hie fut à son comble, l'armée du refusa de reconnaître pour chef vernement celui qu'ellen'avait point s comme général. Artigas vit triom on opinion. La guerre qu'il avait rise prit un caractère plus légitime ; leux provinces importantes (1) se ent, et tandis que les unes voulaient ver Alvear à la tête du gouverne- les autres demandaient instamment éral Rondeau.

ordova et Santa-Fé.

On doit aisément sentir le fau-
que devait produire sur la
rale de la nation cette mésinte-
régnait entre les chefs ; et el-
tant plus louable sans doute
sisté dans son dessein ou de ne
abandonnée à un funeste déce-
que ceux qui devaient être
téressés au triomphe de l'in-
semblaient faire tout ce qu'il
la renverser.

A cette époque on voit l
plus complète régner dans
trées. Artigas , nepartageant p
cipes des membres du gouvern
ble avant tout vouloir défendre
son armée devient de jour e
forte , il acquiert une influ
encore augmentée par son l
vivre au milieu de ses sold
confiance que leur inspire
sances des localités, par ce cara
prenant, qu'il semble tenir
il est né, et qui lui donne tant
blance avec les premiers cong
homme d'une semblable ac

comme on le pense bien, donner une vive inquiétude à ceux qui veulent se partager le pouvoir suprême. On envoie des troupes contre lui. Ce n'était point la première fois que la guerre civile était allumée dans ce pays, mais jamais peut-être elle n'avait pris un caractère aussi sérieux ; car une lutte qui n'avait plus aucun rapport avec celle de l'Espagne commençait à s'établir.

Il semble que, bien assurés de leur indépendance vis-à-vis de la métropole, les deux partis ne songeassent plus qu'à faire triompher leurs idées. On marcha donc contre Artigas ; mais un de ses généraux, nommé don Ribeiro, battit les troupes de Buenos-Ayres, commandées par le colonel Dorrego. Monte-Video ayant été abandonné, Artigas en avait pris possession ; il s'était emparé quelque temps après la ville de Santa-Fé. On voit avec quelle rapidité son pouvoir s'affermissait. La continuation des événements devient maintenant plus étrange ; et, pour asseoir un jugement certain, il faut attendre les documents officiels qu'on nous promet.

CHUTE D'ALVEAR.

Alvear avait cru pouvoir affermir son pouvoir, en lançant une nouvelle proclamation contre Artigas. Mais elle fut sans aucun effet, et la haine du dominateur de la *banda oriental* s'accrut encore davantage.

Se voyant trompé dans son espoir, et ne pouvant gagner l'amitié du peuple, Alvear résolut d'asservir par la force un parti qu'il n'avait pu gagner par les promesses. Il avait encore du pouvoir sur l'armée, et il la fit marcher contre Buenos-Ayres; mais celui en qui il s'était peut-être principalement confié ne devait point servir ses projets. D. Ignacio Alvares commandait l'avant-garde qui devait marcher contre Artigas. Il ne voulut point servir les projets ambitieux du directeur, ou peut-être aspirait-il lui-même aux dignités que pouvait lui accorder le parti du peuple. Il tourna donc ses forces contre Alvear, qui se vit bientôt abandonné par la plus grande partie de ses troupes et dans l'impossibilité de ressaisir le pouvoir.

Je crois devoir offrir un document qui présente les mêmes résultats, mais qui diffère dans les détails (1).

Le cabildo de Buenos-Ayres reprit les rênes du gouvernement. Il se trouva donc

(1) Le directeur envoya deux mille hommes sous les ordres du directeur Viana et du colonel Alvarès pour arrêter les progrès d'Artigas. Alvarès profita de sa nomination pour agir contre Alvear ; il fit arrêter son général, et se déclara ouvertement pour Artigas. Jonte arriva dans ce moment, député par l'armée du Pérou, qui demandait la destitution d'Alvear. Celui-ci reconnut enfin l'impossibilité de se maintenir en place malgré le vœu du peuple, auquel il avait déplu par son excessive ambition ; il quitta la cité en envoyant sa démission. Le peuple s'amassa en foule ; il venait d'apprendre la détermination d'Alvarès, de revenir sur Buenos-Ayres, et il manifesta, par de grands cris, sa fureur. Cette révolte eut lieu le 15 avril 1815.

* *Extrait de la révolution, etc.* Cet ouvrage ajoute cependant qu'on craignit un instant de voir revenir Alvear à la tête de l'armée, dont il avait conservé le commandement.

investi du pouvoir suprême, qu'on retira à l'assemblée, qui fut enveloppée dans la ruine de l'ancien directeur.

L'issue de cette lutte ne resta point longtemps douteuse ; Alvér fut contraint de s'embarquer à bord d'une frégate anglaise. Un nouveau corps délibératif s'étant formé pour choisir un chef à ce gouvernement si peu affermi, le général Rondeau, qui se trouvait au Pérou, fut nommé directeur. Alvarès remplit provisoirement l'emploi dont ce général venait d'être revêtu.

Le nouveau gouvernement avait un assez grand intérêt à regagner l'amitié d'Artigas. La proclamation qui avait été lancée contre lui fut brûlée par la main du bourreau. Mais ces apparences d'amitié ne lui parurent point suffisantes pour déposer les armes, la guerre fut continuée.

Il est assez probable que ce chef indépendant craignit de perdre une autorité dont il sentait tous les avantages, et qu'il pouvait opposer au gouvernement qui l'avait banni. Buenos-Ayres ne tarda point à envoyer des troupes contre lui et, dans cette nouvelle lutte de deux pou

voirs ennemis, Santa-Fé devint le théâtre des plus grands désordres ; ils ne cessèrent pas même entièrement au moment où Jean-Francisco Tarragona fut reconnu gouverneur de la ville.

Si les choses restaient encore indécises au sein des provinces de la Plata, l'armée du Pérou, qui s'était trouvée dans une situation critique durant la direction d'Alvear, prit enfin une attitude plus imposante. Le général Rondeau, qui la commandait, obtint dès lors divers avantages contre l'armée espagnole, qu'affaiblissait la désertion. Mais les pertes qu'éprouva le brigadier Rodriguès lui firent abandonner ensuite une partie des avantages qu'il avait acquis : long-temps il chercha habilement à éviter le combat que lui offrait Pezuela ; chez les royalistes celui-ci l'attaqua bientôt à Sepesippe, remporta la victoire, et le contraignit à se retirer avec les débris de son armée, que Buénos-Ayres se décida bientôt à secourir.

En se rendant maître de tout le haut Pérou, Pezuela était loin d'avoir adopté un système de pacification ; il excita con-

tre lui les hommes vraiment braves , sa puissance n'empêcha point de nombre partis de l'attaquer (1).

Cette situation des provinces unies la Plata , vis-à-vis le parti royaliste , ét favorable à Artigas, dont la puissance s'croissait; mais bientôt plusieurs des provinces qui formaient l'ancienne confédération imitèrent son exemple. Toute union avait cessé; les opérations du gouvernement ne conservaient plus aucune harmonie. On ne tarda point à comprendre que cette marche conduirait à une entière dissolution , et qu'il fallait adopter un système qui ralliât les diverses provinces dont se formait l'ancienne viceroyauté.

Il était aisé de sentir l'urgence d'une prompt détermination; bientôt les députés furent rassemblés, et un congrès souverain tint sa première séance dans la v.

15 mars de Tucuman.

1816. Le premier soin de cette assemblée

(1) On cite principalement Camargo, Madrid, Padrilla, Varnes et Muneca.

nérale fut de nommer un directeur. Son choix tomba sur D. Martin Puyredon, qui fut investi du pouvoir suprême. Comme de nouvelles mesures furent alors adoptées, que l'administration prit un autre caractère, et qu'enfin le système du gouvernement fut sur le point de changer totalement, nous allons entrer dans quelques détails sur le nouveau gouvernement, qui dura trois ans.

**SITUATION DES PROVINCES DE LA PLATA DURANT
L'ADMINISTRATION DU GÉNÉRAL PUYREDON.**

On ne doit point se dissimuler que ce nouveau directeur eut besoin de montrer une extrême activité dans sa conduite, en même temps qu'il lui fallut de l'énergie. Il était encore au Pérou quand la nouvelle de sa nomination lui parvint; aussitôt il se dirigea vers Buenos-Ayres, et sur son passage il eut une entrevue avec San-Martin, gouverneur de Mendoza. Alors sans doute ils concertèrent cette importante expédition qui fit le destin du Chili. Mais le

nouveau directeur devait hâter son voyage; un parti assez fort s'opposait à ce qu'il prît les rênes du gouvernement; ce trouble momentané s'apaisa assez rapidement; il fut bientôt investi du pouvoir.

Il y avait beaucoup à faire pour que toutes les provinces marchassent sous la même administration. Tant de secousses les avaient séparées qu'il devenait même bien difficile de les réunir d'une manière stable. Cela était impossible pour la *banda-oriental*; le chef qu'elle avait adopté la maintenait sous sa puissance; le Paraguay, dominé par le directeur Francia, se refusait à adopter le système d'union; les royalistes étaient maîtres du haut Pérou; les Brésiliens cherchaient à étendre leurs limites, ou plutôt ils se préparaient à envahir la rive gauche de la Plata, grâce au secours que l'on attendait du Portugal.

Le nouveau directeur sentit que tout le danger viendrait des efforts d'un voisin puissant; mais il n'oublia point en même temps ce qu'il y avait à craindre d'un ennemi plus éloigné. Dans cette circonstance il fallait porter ses regards de tous côtés;

le danger menaçait en bien des endroits différents, et le moindre péril n'était point, dit-on, du côté de l'Espagne, car l'on pensait que l'Europe projetait une expédition contre la nouvelle république.

Il négocia avec le Brésil pour qu'on s'opposât à cette attaque; mais tandis qu'on invoquait le secours de cette puissance contre les efforts de l'ancienne métropole, le général qui commandait les forces brésiliennes n'en continuait pas moins ses opérations (1). Lecor s'avancait sur le territoire de la Banda orientale; il ne trouvait aucune résistance de la part de Buenos-Ayres: Artigas seul s'opposait à ses efforts.

Bientôt ce général, qui se trouvait à la tête de dix mille hommes, entra dans Monte-Video. Il parut à quelques personnes que c'était acheter bien cher la protection du Brésil contre l'Espagne. Artigas continuait ses opérations et se maintenait indé- 20 se
pendant; l'énergie de sa conduite lui fit 181;
quelques partisans.

Le directeur ne put se dissimuler l'im-

(1) Le baron de la Laguna.

pression que sa politique avait produite sur les esprits indépendants; il voulut l'effacer en adoptant un système différent sur un autre point; par ses ordres, une armée destinée pour le Chili s'organisa dans Mendoza. Elle prit le titre *d'exercito del Sul* et fut dirigée dans ses opérations par le général San-Martin; bientôt elle traversa les Andes, renversa la puissance espagnole dans le Chili; une alliance fut conclue entre les deux républiques: la délivrance du Pérou était projetée.

1818. Cependant Puyrédon ne tarda point à développer davantage le système qu'il avait suivi, ce système était opposé à l'opinion générale adoptée dans le pays. Bientôt la lutte s'engage entre deux partis; l'un veut une constitution entièrement démocratique; l'autre demande une monarchie constitutionnelle, et le directeur est son appui; ses opinions se propagent, mais il ne peut les faire triompher, et les républicains conservent assez de puissance pour s'opposer à ses projets. Cependant leurs efforts ne peuvent encore renverser le directeur; les mouvements d'insurrection se multi-

plient en vain contre lui : son pouvoir s'affaiblit, mais il se soutient encore.

Pendant ce temps l'administration fait quelques efforts pour l'amélioration du pays; mais ce mouvement est faible; de trop hauts intérêts occupent les esprits.

La volonté de Puyrédon ne resta pas long-temps douteuse. Ce n'était point pour lui qu'il voulait le trône; il n'aurait pu le conserver. Un journal royaliste nous fait connaître ses intentions : on affirme qu'il offrit la couronne à un prince de la maison de Bourbon : l'infant de Lucques devait régner sur les rives de la Plata en adoptant la constitution, qui serait modifiée selon le système monarchique.

Cette négociation ne réussit point; l'Espagne, qui conservait encore l'espoir de reconquérir ses anciennes possessions, s'opposa à ce qu'on en acceptât la souveraineté. Ce fut alors, dit-on, que le Brésil tenta de faire tourner à son profit un projet que l'Europe avait refusé d'adopter, et dont il espérait tirer d'immenses avantages. L'infant dom Sébastien, fils du prince dom Pedro, aurait occupé le trône de Buenos-

Ayres; les provinces unies de la Plata devaient être unies à l'empire brésilien.

Une invasion étrangère serait donc devenue le résultat des opérations de Puyréden: on sent dès lors l'effet que dut produire son gouvernement sur des hommes qui avaient fait tant de sacrifices pour leur indépendance. Ses projets échouèrent complètement; le parti républicain se releva et prit une force nouvelle; le congrès publia une constitution, changeant nécessairement le système qu'on avait adopté depuis quelques années.

mai
8/9.

Le directeur se démit immédiatement de son pouvoir; le général Rondeau lui succéda dans l'administration, et il eut probablement encore assez de pouvoir pour le faire parvenir à cette dignité.

Cependant le mécontentement avait formé dans les provinces voisines un parti qui ne s'était point encore apaisé. On le désignait sous le nom de fédéralisme; il se composait des habitants de la rive orientale de la Plata. Les provinces de Santa-Fé et d'entre Rios entrèrent dans cette coalition

entièrement opposée aux partisans de Puyrédon.

L'armée marcha contre Buenos-Ayres , 1819
 qui était sous la direction du général Ron- 1^{er} jan
 deau ; ce chef fut vaincu à Cepeda. 1820

Le congrès ayant repris le pouvoir souverain traita immédiatement avec les chefs du parti fédéraliste , qui lui proposaient de s'unir contre les amis de Puyrédon.

Ces généraux, dont la position était alors complètement indépendante, résolurent, pour agir d'une manière plus assurée, de traiter avec un gouvernement qui eût toute la confiance du peuple , et qui ne fût soumis en aucune manière à l'influence des anciens chefs.

Une assemblée générale fut donc convo- 16 fé
 quée ; bientôt l'on procéda à l'élection d'un nouveau gouvernement, et la nation choisit douze représentants qui furent chargés de conclure la paix avec les provinces confédérées.

Don Manuel Sarratea se trouvait alors chargé de l'administration de la province ; il se rendit auprès de don Francisco Ramirez et de don Stanislas Lopes , gouver-

neurs des provinces d'entre Rios et de Santa-Fé.

Il paraît que le général Artigas n'y prit aucune part aux délibérations qui eurent lieu. Les négociations marchèrent avec rapidité; on fut bientôt d'accord sur les points principaux, et l'on convint avec franchise, que les griefs qu'on avait à se reprocher de part et d'autre seraient complètement oubliés. Ce traité de paix fut conclu à la chapelle d'El Pilar, le 23 février.

Comme l'union de ces provinces devait être le premier fondement de leur liberté, l'on convint sagement qu'elles se réuniraient de nouveau en formant une confédération sous un gouvernement central. Des secours d'hommes et d'argent furent promis pour délivrer la Banda orientale de l'invasion dont elle se trouvait complètement menacée.

Pour se justifier d'avoir porté la guerre sur le territoire de Buenos-Ayres, les fédéralistes demandèrent que les membres du dernier gouvernement fussent mis en jugement, et eussent à rendre

culpte de leur conduite. Artigas de-
vait recevoir une copie de ce traité,
et en adopter les clauses sans restric-
tion.

Bientôt la junte de Buenos-Ayres le ra-
tifica; l'on célébra par des fêtes publiques
l'important changement qui venait de s'ef-
fectuer. Les trois négociateurs convinrent
définitivement des bases sur lesquelles
devait reposer le gouvernement fédéral,
et, quelques jours après, les généraux
de Santa-Fé et d'entre Rios retournèrent
dans leurs provinces. Un grand mou-
vement politique venait d'être comprimé;
mais dans un pays tel que Buenos-Ayres,
où tant d'intérêts divers excitaient depuis
quelques années sans cesse de nouvelles
secousses, la paix ne put être réta-
blie tout-à-coup. De sages institutions
donnaient l'espoir de la posséder, mais
elles ne pouvaient l'imposer à des es-
prits toujours ardents, qui craignaient de
voir enfreindre leurs droits, qui avaient
besoin pour se calmer d'un homme qui
respectât et qui reçût toute leur con-
ce. L'horizon politique commençait.

pendant à devenir moins obscur ; l'on voyait les éléments de la prospérité ; on sentait qu'on les possédait. Peut-être n'est-il point hors de propos d'interrompre ici un moment le simple récit des événements pour jeter un coup d'œil rapide sur la situation d'un pays que ses institutions ont prodigieusement amélioré.

Tant que les provinces unies de la Plata firent seulement des efforts pour assurer leur liberté elles n'excitèrent peut-être point l'intérêt politique autant que les autres républiques ; il en fut bien autrement quand on vit que, malgré sa position isolée, le gouvernement de Buenos-Ayres faisait tout pour assurer l'indépendance des contrées limitrophes. L'intérêt fut général ; on vit avec étonnement une république naissante qui avait été la première à secouer le joug de l'Europe offrir des secours aux pays qui voulaient l'imiter ; elle en demanda elle-même aux états de l'Amérique du nord. Les États - Unis s'intéressèrent à son sort ; ils se firent rendre compte de sa position par un agent diplomatique. Ce

fut alors que l'Europe fut instruite de la véritable position des provinces unies, dont elle s'était fait une idée assez inexacte faute de relations capables de la guider.

Des agents diplomatiques avaient donc été envoyés à Buenos-Ayres. Parmi ceux-ci on remarque M. Rodney, qui fit bientôt passer à son gouvernement un mémoire circonstancié sur la véritable situation où se trouvait tout le pays. A cette époque, les républiques fédérées des provinces unies de la Plata formaient six divisions : Buenos-Ayres, Mendoza, Tucuman, Cordova, Salta, et Corrientes. On n'avait point encore de données parfaitement exactes sur le nombre des habitants; mais comme la population totale de la ci-devant vice-royauté se montait à 1,300,000 âmes sans compter les indigènes, qu'on croyait former un total de 700,000 individus, on pensait que la confédération, qui comprenait les provinces les plus peuplées, pouvait posséder les deux tiers de ce qui avait été indiqué dans le dénombrement primitif. M. Gra-

ham, de son côté, fit monter son ca
à 1,012,000 habitants (1).

A cette époque l'armée était plus
siddrable qu'on ne le croyait géné
ment, et, d'après une note officielle re
à M. Rodney, elle s'élevait à trente r
hommes, ce qui semble d'accord
ce qu'on indiquait comme étant le tota
la population. L'artillerie comptait d
cent quatre-vingt-seize hommes, l'is

(1) Ceci, comme on voit, est bien ét
des documents de M. Caldeleugh, qui d
aussi l'état de la population de toutes les pr
ces depuis qu'elles étaient réunies, je le pré
ici pour qu'on puisse faire la comparaiso

Buenos-Ayres.	140,0
Santa-Fé.	60,0
Cordoba.	45,0
Mendoza.	50,0
S. Juan.	20,0
Puerta de S. Luiz.	20,0
S. Iago del Estero.	30,0
Tucuman.	28,0
Salta.	20,0
TOTAL.	412,0

treize mille six cent quatre-vingt-seize, et la cavalerie quatorze mille sept cent dix-huit. On ne sera pas surpris de la peu de proportion qui existait entre ces deux derniers corps, en se rappelant combien les chevaux sont multipliés et quelles sont en général les habitudes de la nation : il paraît du reste qu'il ne fallait compter que douze mille cent quarante-trois hommes de troupes de ligne de toute arme. Le reste se composait de milices et de pasteurs des plaines, qui depuis sont encore devenus plus belliqueux ; ils ont fait voir combien ils pouvaient devenir utiles dans une foule de circonstances, grâce à leur genre de vie et à leur incroyable activité durant les guerres de partisan.

Quoique le commerce de la république ne fût pas alors aussi florissant qu'il l'est devenu depuis, le revenu s'élevait à trois millions de piastres, qu'on tirait en grande partie des douanes ; mais ce revenu devait varier beaucoup : on s'était vu contraint de réduire les droits d'entrée. Il n'était pas encore probable qu'un nouveau système de

finances se créerait peu à peu dans le
augmenterait sa richesse. Malheureu
tout le commerce extérieur consis
l'exportation des cuirs, des viandes
et des suifs; les provinces qui f
sent d'autres denrées ne pouvaien
les faire descendre facilement
bord de la mer; d'ailleurs elles avaien
analogie avec celles du Brésil. Je pen
lors on s'occupa de donner une n
impulsion au commerce. Les e
tions consistaient surtout en peau
suifs: elles s'élevaient, selon un r
à dix millions de piastres; mais cette
pouvait augmenter avec la populati
contrées limitrophes, surtout en
entrer pour une somme assez con
ble l'exportation de la viande sèc
en se livrant au tannage des cuirs,
de les envoyer sans qu'ils aient sul
tre préparation que celle qui cou
les saupoudrer grossièrement de s
les charger ainsi sur les navires, où
qu'ils répandent ne peut manquer
rendre nuisibles aux équipages.

Les différents rapports qui sure

aux États-Unis par ses commissaires durent exciter toute l'attention de ce gouvernement relativement à la situation de la nouvelle république ; car vers cette époque son état politique était assez inquiétant , surtout quand on se rappelle combien les habitants devaient être las des dissensions : on comptait alors un si grand nombre de partis que l'esprit en était effrayé.

Celui qui tenait pour les Espagnols , et dans lequel se trouvaient accumulées les plus grandes richesses , était alors assez formidable. Cependant il avait des adversaires persévérants dans les républicains , qui toujours unis par une forte pensée , conservaient la puissance , et se composaient de la portion active de la population. Le parti qu'on désignait sous le nom de Capitalismo désirait faire dominer Buenos-Ayres sur les provinces , et altérer ainsi le principe primitif , que voulaient garder dans son intégrité les fédéralistes , dont le but tendait à abaisser ce genre de prétentions. « Le parti des Belgranistes , dit un voyageur du temps , veut un roi inca ; mais il a beaucoup perdu de son crédit. Le parti

portugais se compose non seulement d'individus de cette nation , mais d'insurgents bannis , ou de factieux trompés dans leurs espérances.

On peut encore compter au nombre des partis celui qui voudrait que Buenos-Ayres se séparât des provinces et se constituât en port libre ; celui des quiétistes , ou indifférents ; et enfin celui qui veut un dictateur , à l'exemple du Paraguay. »

On vit cependant alors que , dans ces contrées , le caractère espagnol avait subi de notables changements et que la masse générale de la nation était infiniment plus disposée à adopter les principes de l'Amérique du nord que les idées chevaleresques qu'elle avait si long-temps conservées.

Les différents partis opposés à celui des royalistes étaient tous d'accord dans ce principe , qu'il fallait secouer le joug de la métropole ; mais tel fut dans le reste leur peu d'union , que la république se vit livrée à l'anarchie la plus complète.

Après s'être maintenu pendant cinq ans dans une complète indépendance sur la rive gauche de la Plata , après avoir été,

dit-on, l'espoir de ceux qui voyaient s'altérer les institutions sur lesquelles se fondait l'indépendance de ce pays, Artigas, tantôt vainqueur, tantôt vaincu, errant sans cesse au milieu de ces plaines, où il rassemblait des hommes infatigables comme lui, que sa bravoure électrisait et qui lui étaient entièrement dévoués, Artigas, par un motif qui nous est inconnu, ne voulut point se soumettre au traité qui lui avait été imposé. Il fut vaincu : ses déserts ne le protégeant plus suffisamment, il alla implorer les secours d'un homme indépendant ainsi que lui, mais dont les idées politiques étaient fort différentes, et auquel il était bien imprudent de se confier. Le directeur Francia ne tarda point à lui faire sentir l'étendue de la faute qu'il venait de commettre ; il l'accueillit d'abord, et bientôt le retint prisonnier. Cet homme, que l'Amérique du sud avait tour à tour admiré, haï, ou redouté, périt misérablement dans une bourgade du Paraguay.

Il n'y a nul doute qu'Artigas n'ait été sur le point de réussir ; dans ce cas il est fort difficile de savoir la marche qu'il eût

adoptée. Selon quelques auteurs, ce chef a toujours combattu non seulement pour l'indépendance de l'Amérique, mais encore pour l'indépendance dans les formes du gouvernement; jamais on ne l'a vu varier dans ses principes. Cependant je crois que le genre d'existence qu'il avait été contraint d'adopter devait le rendre assez étranger à la science de la politique; il avait fini par faire une guerre de partisan, commandant des hommes qui, par leur genre de vie, jouissent de la plus entière liberté, celle qui vient de la nature des lieux et des moyens de subsistance: je ne sais comment il eût réglé le gouvernement intérieur d'une ville considérable; je vois parfaitement comment il convenait aux troupes qu'il conduisait. Né dans le pays, où on le voyait encore naguère faire de rapides conquêtes, il connaissait, par son propre caractère, le génie des habitants, et n'ignorait ni leur manière de combattre ni leur habitude de souffrir les plus grandes privations. Les pasteurs errants dont nous avons déjà parlé, et qui ont tant d'analogie avec les Tartares de l'ancien monde, devaient nécessairement

se rallier à un semblable chef, dont ils connaissaient les habitudes, et dont ils savaient apprécier l'ardent courage: comme lui ils volaient sans cesse à de nouveaux combats pour l'indépendance; mais il est très incertain qu'ils comprissent ses principes politiques, car dans leurs plaines on jouit d'une liberté que nul gouvernement ne peut enlever, et à laquelle nul gouvernement ne peut rien ajouter.

Si Artigas n'eût point été imprudemment chercher des secours chez un chef absolu, qui craignait sans doute pour lui son génie entreprenant, il est infiniment probable qu'on eût vu se renouveler dans le Nouveau-Monde ce qui se passe encore dans quelques déserts de l'Europe et de l'Asie. Un peuple nomade aurait pris de la consistance; la fermeté de son chef l'eût rendu influent et redoutable; mais il aurait difficilement abandonné son genre d'existence primitif; il eût fallu que la civilisation la plus avancée le pressât sur tous les points, et cela devait être l'ouvrage des siècles. On ne peut affirmer que les Gauchos ne trouveront pas un nouveau

chef qui réalise ce qu'eût fait celui en qui ils avaient mis leur confiance.

SITUATION DU PARAGUAY. — LE DOCTEUR
FRANCIA.

L'homme qui va nous occuper est un des chefs les plus extraordinaires qu'on ait vu s'élever depuis quelques années dans l'Amérique méridionale. Son système est bien différent de celui qui a été adopté par les autres états du Nouveau-Monde. Il règne d'une manière absolue, et paraît ne vouloir partager son pouvoir avec qui que ce soit. Il conserve la tranquillité dans les pays soumis à son gouvernement ; mais il ravit toute indépendance aux habitants, et semble de plus en plus vouloir persévérer dans le même système, si peu en harmonie avec les besoins actuels du Nouveau-Monde. Doué d'une activité prodigieuse, il impose des lois et les fait exécuter. On le voit tour à tour magistrat et soldat. Quelques succès lui donnent une incroyable certitude qu'on ne peut l'atteindre au milieu de ce beau pays, gardé par ses fleuves et par ses forêts. Des

voyageurs nous le représentent comme ayant une sévérité dans son gouvernement dont il n'y a plus guère d'exemple qu'en Asie. Un ordre semblable de choses va sans doute se modifier, et le congrès de Panama sera appelé à en décider.

Nous avons déjà vu que le Paraguay, lors des changements qui s'opérèrent dans l'Amérique méridionale, se vit entraîné par les circonstances, et forma un état indépendant de la métropole. Les principaux habitants se réunirent pour former un gouvernement qui offrit quelque sécurité. Il fut décidé que chaque département enverrait sept députés qui connaîtraient des affaires les plus importantes, et que la suprématie du pouvoir serait accordée à un gouverneur. Dès le principe, deux candidats furent adoptés pour remplir cette place. Le docteur Francia et M. Igross partagèrent les votes, et, pour éloigner toute espèce de discussion, les soins de l'administration leur furent répartis également. Chacun d'eux gouverna un district séparé. Ce mode d'administration ne pouvait être durable, et d'ailleurs la con-

duite ultérieure du dictateur du Paraguay nous prouve assez qu'il ne convenait point à ses vues d'ambition. Le docteur Francia fut complètement investi du pouvoir.

Cet homme extraordinaire sentit bientôt que la durée de sa puissance devait tenir complètement à l'activité qu'il déploierait dès le commencement, et que, voulant suivre un système opposé à celui de ses voisins, il devait être en état de leur résister. En conséquence il organisa promptement une milice assez considérable, à laquelle il adjoignit quatre légions de volontaires, faisant le service habituel du pays. Trois petits bâtimens défendaient la rivière de Paranna, et s'opposaient à ce qu'on opérât un débarquement par cet immense affluent du Rio de la Plata.

L'évènement prouva au docteur Francia que ces précautions n'avaient point été inutiles. Buenos-Ayres envoya, comme nous l'avons déjà vu, une expédition assez importante contre le Paraguay. *L'armée de la république entra facilement dans le pays, elle fit même un chemin considé-*

nable à travers les forêts sans être attaquée. Le général qui la commandait commença à croire qu'aucun obstacle ne s'opposerait à ce qu'elle prît possession de l'Assomption ; l'étonnement de ses troupes redoublait, lorsqu'une nuit le bivouac se trouva tout-à-coup entouré de grands feux ; un trompette s'avança vers le camp, et déclara, au nom de Francia, que le gouverneur ne voulait point répandre de sang ; qu'il consentait à ce que les troupes se retirassent paisiblement ; mais que si elles marchaient en avant, il leur opposerait ses forces, et qu'elles seraient victimes de leur témérité. Le général hésita, dit-on, quelque temps, et finit par rétrograder. Le voyageur (1) dont j'emprunte ces détails affirme que ce chef, qu'il ne nomme point, fut ainsi environné tant qu'il se trouva sur le territoire du Paraguay.

D'après d'autres renseignements il ne paraît point cependant que les habitants de Buenos-Ayres s'en soient tenus à cette

(1) Caldeleugh.

attaque. Néanmoins ces tentatives furent infructueuses, et l'incroyable activité du docteur Francia sut mettre à profit, contre des hommes remplis d'ardeur et de bravoure, les défenses naturelles qu'opposait le pays.

Il est probable cependant qu'il n'eût pu résister à des attaques plus sérieuses, et plus souvent réitérées. Mais on a vu dans quelle agitation se trouva plongée Buenos-Ayres quelques années après la proclamation de son indépendance, et combien de fois elle fut contrainte de diviser ses forces.

Le docteur Francia n'eut bientôt plus d'invasions à craindre; il augmenta ses ressources intérieures, la dictature lui appartint, et il déploya une activité prodigieuse à consolider l'indépendance de son pouvoir.

S'il faut en croire quelques voyageurs, lorsqu'il visait à obtenir ce pouvoir absolu, il eut à combattre l'opinion de plusieurs gens sensés que tenaient éveillés la crainte de sa tyrannie.

Il fut convenu que sa puissance serait

tempérée par une assemblée législative, et que chaque district du Paraguay enverrait à l'Assomption ses députés pour prendre part aux délibérations ; mais le directeur n'ignorait point que la plupart de ces représentants n'avaient pas la possibilité de résider pendant long-temps loin de leurs possessions, que la fortune de quelques uns d'entre eux ne leur permettait point ce long séjour dans une capitale, qui est loin d'être organisée comme celles de l'Europe pour recevoir un grand nombre d'étrangers. Les retards se multiplièrent, les délibérations n'offrirent aucun résultat. L'ardente ambition du directeur sut mettre à profit le mécontentement qui s'était emparé des divers envoyés des provinces. Il les obligea à convenir qu'il était moins embarrassant que toutes les charges de l'administration fussent réunies à un seul homme, et que cet homme fût lui.

À la tête de cette administration, il étonna son activité les habitants qui en ont vu hors de la sphère de leurs occupations habituelles. Il administra la justice,

et il dirigea les forces militaires. Juge suprême et général en chef, il créa à diverses reprises de nouvelles institutions. Mais, s'il rendit quelques services dans un pays où beaucoup était à faire, il fit plier sous son joug tout ce qui semblait élever la voix en faveur de l'indépendance. Son gouvernement a quelque analogie avec celui des Missions, en ce qu'il ôte aux habitants la possibilité de s'éloigner du pays. Mais ce qui n'était appliqué jadis qu'aux Indiens est devenu une loi pour les colons. Tout est soumis à une tyrannie odieuse. Il paraît cependant qu'avec la ferme volonté de ce chef suprême l'administration intérieure s'est améliorée.

C'est un bruit généralement répandu que, dans le gouvernement du docteur Francia, la peine de mort est abolie. Une réclusion perpétuelle punit les crimes dont elle était le châtement. Malgré cet adoucissement dans le système pénal, jamais les routes n'ont été si sûres au Paraguay que maintenant.

S'il faut en croire un voyageur anglais, le docteur Francia frappe l'esprit de la

donnant un caractère mystérieux à la manière de vivre. A certaines heures on va faire sur un édifice élevé des observations météorologiques, et il affecte une sorte d'importance dans ses observations qui excitent chez les habitants une crainte et presque la terreur.

Après une autre assertion de M. de la Platte, doit-on croire que, sous les plus sévères châtimens, les habitants de l'Assomption soient obligés de se rendre quand le dictateur traverse

de ce côté, il paraît que l'instruction a fait de grands progrès dans ces contrées. On a vu que les écoles ont été fondées à l'instar de ce qui existait autrefois en France, et qu'il y a eu une éducation entièrement nouvelle. Selon l'auteur qui me fournit ces détails, tous les habitants du Parana, blancs et créoles, savent lire et écrire. Les écoles publiques sont établies dans un grand nombre de lieux, et les enfants ne sont admis dans les écoles que lorsqu'ils sont suffisamment instruits.

Les villes et les bourgades sont régies

d'après le système municipal. Chaque année, les cabildos sont renouvelés, dit-on, selon le choix de la nation.

Mais ce qu'il y a de plus extraordinaire dans le gouvernement du docteur Francia, c'est que rien n'a transpiré jusqu'à présent de ses intentions ultérieures, comme directeur suprême; car le mode d'administration qu'il a adopté ne semble point devoir durer toujours. Quelques personnes ont pensé qu'il était affilié à l'ancienne compagnie si puissante dans ces contrées. Cette opinion ne s'est point réalisée. D'autres croient qu'il est un agent de l'ancien gouvernement, et qu'il veut conserver à la métropole une partie de ses anciennes possessions. Quoique jusqu'à présent rien n'ait prouvé que le docteur Francia n'ait point agi pour lui-même, les dernières nouvelles semblent indiquer qu'il était en rapport avec le gouvernement espagnol par l'intermédiaire de la reine de Portugal : dans tous les cas, la situation géographique du pays où il commande n'était guère propre à l'exécution d'un projet d'invasion, supposant surtout que le gouvernem

le Buenos-Ayres eût développé son énergie accoutumée. —

On nous annonce que le général Sucre va entrer incessamment sur le territoire du Paraguay. L'armée de cet homme étonnant par son courage et par sa persévérance, changera complètement la situation du pays. Alors sans doute les étrangers qui sont retenus, au mépris du droit des gens, recouvreront leur liberté, et la France reverra un de ses savants les plus distingués (1).

(1) M. Bonpland, qui a partagé les admirables travaux de M. de Humboldt. (Tout le monde sait que ce voyageur est détenu depuis longtemps au Paraguay.) On assure qu'il a excité les craintes du dictateur en se livrant à la culture du thé du Paraguay, dont on craignait apparemment qu'il ne fit baisser le prix d'exportation ; il est relégué maintenant à Santafaria de Fé, à vingt-cinq lieues d'Itapua. Selon l'intéressant document fourni par M. Grané, il y exerce la médecine et la chimie ; vingt médecins sont employés par lui à conduire ses travaux, qui le mettent à même de vivre honorablement ; mais il est privé de sa liberté, et

SITUATION DE BUENOS-AYRES DANS LES DERNIERS
 TEMPS. — GOUVERNEMENT DE RODRIGUEZ
 — AMÉLIORATIONS DANS L'ADMINISTRATION
 DUES A MM. RIVADAVIA, GARCIA, LAS HERAS

On a pu voir qu'après le traité d'Ignacia, la paix intérieure commençait à s'établir sur des bases solides. Alliée à toutes les autres provinces, mais séparée d'elle par la république de Buenos-Ayres accordée à la direction suprême à don Martin Rodriguez. Le département des affaires étrangères fut confié à don Bernardino Rivadavia, et bientôt cet habile administrateur prouva ce que peut le désir bien uni à une solide instruction et à un véritable amour patriotique. Il sentait l'importance des fonctions qui lui étaient confiées; tout était à faire, et il prit la ferme

cette liberté est précieuse pour les amis de la science et de l'équité. Le nombre d'étrangers retenus naguère au Paraguay montait à soixante-sept, et quelques uns d'eux sont distingués par leur caractère et leur talent.

résolution d'opérer un changement général dans la situation du pays.

Cette contrée, si agitée jusqu'alors, commença donc à jouir des avantages d'une paix intérieure. Cependant, comme s'il avait été dans ses destinées d'éprouver tous les genres de malheurs, au moment où se fondait son indépendance, des tribus nombreuses de sauvages vinrent l'attaquer, et il fut bien heureux alors que l'on put leur résister, car leur audace, en s'accroissant, pouvait les rendre plus redoutables que jamais.

Ces hommes ne sont plus ce qu'ils étaient lors de la conquête; ils ont conservé tout leur courage et augmenté leurs moyens de subsistance. L'imprévoyance naturelle à tous les Américains a disparu chez eux devant la possibilité de se procurer du bétail; ils sont peut-être moins nombreux, mais ils ont des armes et des chevaux; et sans doute ils ne pourront être jamais qu'à moitié soumis, comme ces hordes tartares qui paient seulement hommage et tribut à l'empereur de Russie.

Un événement politique fort important

dans ses conséquences eut lieu quelque temps après cette invasion. L'indépendance de la république fut reconnue formellement par le gouvernement portugais et brésilien, qui envoya à Buenos-Ayres un ministre chargé d'affaires. Ce fut à sa sollicitation et à celle de l'envoyé des États-Unis, qu'on s'occupa de réformer cette foule de corsaires qui tenaient leur pouvoir de la république, et qui s'opposaient continuellement aux opérations du commerce dans ces parages. Les lettres de marque furent supprimées; on prononça la cessation générale de la course en mer.

févr. 1821. Les personnes qui ont été témoins des dommages causés par ces corsaires sentiront que c'était le plus grand bienfait des nouvelles négociations. Avant cet heureux résultat d'une paix désirée depuis si longtemps par les Brésiliens, il arrivait fréquemment que des pirates infestassent les mers en se disant porteurs de lettres de marque qui ne leur avaient jamais été accordées.

Après ces premiers pas vers le bien

général, Buenos-Ayres voulut consolider sa prospérité naissante sur des bases solides, en affermissant le gouvernement. L'assemblée générale fut réorganisée, elle forma une junta composée de vingt-quatre députés. Dans le choix de ces représentants, le vœu du peuple fut écouté, dit-on, et l'assemblée délibérative exerça dès lors une force d'opinion qu'en n'avaient point montrée celles qui l'avaient précédée. Il faut ajouter cependant que les motifs de dissension paraissaient moins nombreux, et se rappeler que la seule province de Buenos-Ayres avait alors à débattre ses propres intérêts.

C'était de la situation des finances que devaient provenir les plus grandes améliorations, et dans ce département tout était à réformer. M. Garcia unit ses efforts à ceux de M. Rivadavia pour opérer le changement désiré.

Comme aux États-Unis d'Amérique la plus grande partie du revenu public venait des droits de douane; il était indispensable de réformer les abus qui s'étaient introduits dans la manière dont se perce-

vaient les droits d'entrée et de sortie. Durant les divers gouvernements qui s'étaient succédé, les revenus n'avaient pas même suffi aux frais de l'administration; on s'était vu contraint, non seulement de lever des contributions volontaires, mais de faire des emprunts forcés, et, dans ces moments de crise, le régime des douanes avait subi un accroissement si effrayant, que parfois les marchandises étaient taxées à cent et cent cinquante francs au-dessus de leur valeur, lors de l'entrée. Ceci devait nécessairement amener la contrebande; elle se fit de la manière la plus active, et ses effets étaient si évidents qu'on vendait publiquement dans la ville certains objets pour un prix inférieur à celui qu'elles acquittaient: le nombre des privilèges augmentait le désordre.

Il est aisé de se figurer quels étaient les résultats de ce déplorable système: le crédit public tomba d'une manière effrayante, le papier d'amortissement perdit jusqu'à 30 pour cent.

On s'occupa donc de porter un prompt remède à cette décadence des finances;

on adopta des taxes plus raisonnables(1); on écarta ceux des privilèges qui n'étaient point indispensables, après avoir assuré le respect dû aux propriétés. Le nombre des personnes employées par le gouvernement fut restreint; l'on mit en évidence le traitement alloué à celles que l'on conservait. Il en fut agi ainsi envers l'armée. Enfin chaque mois un registre officiel présenta un tableau des recettes et des dépenses, et l'on fut à même de s'assurer que l'état du trésor s'était sensiblement amélioré.

L'administration s'organisait sur des

(1). Un excellent mémoire de M. Veraigne, auquel j'emprunte ces détails, fait voir d'une manière palpable les heureux changements opérés par l'adoption des principes les plus simples d'économie politique: le produit moyen d'un trimestre pour les années 1819, 1820, 1821, était de 827,502 piastres; les droits ayant été considérablement réduits au commencement de 1822, le produit du premier trimestre de cette année-là fut de 966,441 piastres, et la contrebande disparut presque entièrement. Ainsi le produit a été d'un seizième-trois quarts

bases nouvelles , et le crédit public , reprenant de la faveur , on fonda une banque nationale du capital d'un million de piastres , partagé en mille actions. On créa une caisse d'amortissement , à laquelle fut affecté , entre autres dotations , le produit de toutes les ventes de terre et de propriétés en biens fonds appartenant à l'état.

Ce qui nuit surtout au commerce de Buenos-Ayres , c'est l'absence d'un port sûr. Je sais qu'il y a trois ans on s'occupait d'en faire creuser un d'après les moyens hydrauliques usités en Angleterre ; on espérait obtenir un havre fort beau ,

plus fort que celui des années antérieures ; en outre , ce produit a été en argent comptant , tandis que celui des autres époques était en papier , qui perdait trente , cinquante et jusqu'à soixante-dix pour cent , perte qui déconsidérerait encore l'autorité , parcequ'on la supposait intéressée dans ce trafic.

Le droit de timbre rapporta infiniment davantage , et cela prouve , comme le dit avec justesse le mémoire que j'ai sous les yeux , une meilleure administration et un accroissement considérable dans les transactions.

au moyen d'un banc de sable situé à peu de distance de Buenos-Ayres, et presque à fleur d'eau, susceptible, dit-on, d'être converti en presqu'île; il se joindrait à la terre-ferme, et offrirait un excellent abri.

Les exportations et les importations se sont élevées annuellement à la valeur de cinquante millions. J'ai déjà fait connaître les objets sur lesquels pouvait agir le commerce; j'ajouterai seulement que si les Anglais et les Américains jouissent de la faveur générale pour certains articles commerciaux, nous avons l'avantage pour la librairie, la bijouterie, les divers objets de luxe, la toilerie, la soierie et la chapellerie, et que les habitants de Buenos-Ayres semblent disposés à nous favoriser plus que les autres nations dans les rapports commerciaux que nous pouvons avoir avec eux.

Bunos-Ayres ne doit jamais cesser d'être une place commerciale fort importante; elle doit cet avantage à sa situation géographique, et le Chili ou le Paraguay ne peuvent guère séparer leur commerce du

sien en raison des dangers du cap Horn ou du détroit de Magellan.

La route par terre est longue et fatigante, mais elle est sûre. Pendant longtemps on l'adopta; néanmoins la métropole ayant défendu, à une certaine époque, le genre de commerce qui s'opérait de cette manière, Buenos-Ayres avait commencé à déchoir. Il existe un chemin direct de cette ville au Chili, en passant par Mendoza, et il en existe un autre où l'on trouve des auberges et des relais : elle va jusqu'à Lima, et passe par Potosi (1).

Plusieurs personnes se rappelleront probablement avoir lu, dans les *Annales des voyages* de M. Malte-Brun, des considérations curieuses sur la côte de la

(1) Elle forme un espace de deux mille cent trente-deux milles géographiques. En général on peut consulter avec fruit, sur la manière de voyager dans cette partie de l'Afrique méridionale, le voyage peu connu de Mellet; il indique avec exactitude les par lesquels on doit passer, et ceux qui doivent être évités.

onie et sur la destinée à laquelle elle allait devoir être appelée. Il était aisé voir que les Anglais tenteraient de s'en parer exclusivement, pour y former une colonie semblable à celle qu'ils ont fondée dans la Nouvelle-Hollande, et qu'il est difficile de considérer maintenant comme un lieu de châtement, en raison des avantages qu'y ont multiplié le travail et l'industrie. Cet écrivain disait avec raison de la pointe de l'Amérique méridionale la troisième position dominatrice de l'hémisphère austral (1). Ce terrain, abandonné jusqu'alors, égale en étendue la France, et n'avait point de maître reconnu, si ce n'est on en excepte les tribus sauvages qui vivent dans toute leur indépendance. L'état de Buenos-Ayres a senti probablement le danger qui le menaçait si une

1) Les deux autres sont le cap de Bonne-Espérance et l'île de Van-Diemen, qui forment deux extrémités connues de deux parties du monde vers les mers polaires du sud. Avec le détroit magellanique, ces contrées ferment les deux routes par lesquelles un navigateur peut faire le tour du monde.

puissance influente s'emparaît de ce pays moins stérile qu'on ne le croit généralement, et présentant d'ailleurs, par la pêche de l'éléphant de mer, d'immenses avantages au commerce. Selon les renseignements qui m'ont été fournis, la république s'est occupée, depuis plusieurs années, d'établir des relations amicales avec les naturels, et d'acquiescer d'eux des concessions de propriété sur la côte qu'elle jette de se faire céder complètement de vastes concessions ont été faites à plusieurs reprises : et il n'y a nul doute que des établissements importants ne puissent être fondés dans ces contrées jusqu'à présent incultes (1).

M. Rivadavia a senti que, de

(1) L'on peut consulter à ce sujet les premiers numéros de la *Revue britannique* qu'un petit ouvrage que j'ai déjà publié dans la collection de Neveu-Lemaire que j'ai sous les yeux dit que l'on paie sur la côte de Patagonie ; une piastre par tonneau le droit de sortie pour les nationaux, et deux sur les étrangers.

si fréquemment troublé, on s'était peu occupé d'établir les moyens d'instruction sur des bases solides : il s'est empressé de remédier à ce grave inconvénient, et bientôt Buenos-Ayres a présenté un aspect bien différent de celui qu'il offrait jadis. Une bibliothèque publique fut d'abord fondée, et telle est son organisation, qu'on peut en jouir à toutes les heures du jour. On fit venir de France les divers objets nécessaires à un cabinet de physique, l'étude de la chimie ne fut plus négligée ; ce fut surtout à l'établissement de l'université que l'administration voulut donner ses soins : elle sentit que l'instruction élémentaire devait subir une réforme complète, et elle sut l'opérer (1).

(1) L'université est divisée en six départements, savoir : 1^o premières lettres ; 2^o études préparatoires, comprenant six chaires, dont une de littérature française et d'économie politique ; 3^o sciences exactes ; 4^o médecine, comprenant trois chaires ; 5^o jurisprudence, comprenant deux chaires, le droit des gens et le droit civil. La sixième division est consacrée

On établit aussi une société littéraire, une société destinée à l'encouragement des sciences et des arts; une autre d'occasionalité de jurisprudence, et enfin l'on vit s'élever une école de musique et de dessin. On fit espérer un heureux changement.

COUP-D'ŒIL SUR LES DERNIERS ÉVÈNEMENTS

On vient de voir clairement, que de grandes améliorations s'étoient opérées dans le gouvernement de Buenos-Ayres. Au temps venu pour le renouvellement des membres composant l'administration suprême, la chambre des représentans fut convoquée. M. Rivadavia, qui avoit exercé les fonctions de gouverneur interim, fut chargé de recevoir le nou-

veau système aux sciences sacrées. Il y a trois ans, environ, les divers départements contenaient trois cent six cent dix-neuf étudiants, douze cent quarante-deux jeunes gens et mille cent vingt-cinq jeunes filles; Buenos-Ayres renfermait dix écoles publiques; le gouvernement entretenoit en outre plusieurs jeunes gens tentant des études en Europe.

directeur; et dans un discours rapide (1) il rapela tout ce qui avait été fait durant les années qui venaient de s'écouler : on vit alors ce que peut sur les institutions d'un peuple neuf la ferme volonté de quelques hommes de bien. M. de Las Hérras fut nommé à la place de président : l'on s'occupa toujours avec activité d'opérations dans le gouvernement les améliorations qui depuis long-temps avaient été méditées.

Telle était la situation de ce pays quand un important évènement eut lieu. De cet évènement peuvent résulter les plus grandes conséquences pour deux vastes pays.

On a pu voir combien de fois déjà ce magnifique territoire situé entre Buenos-Ayres et le Brésil avait été un objet de discussion pour les deux états. Sans contredit il est plus utile à la république de la Plata qu'à l'empire voisin, et il est très

(1) On le trouvera dans l'ouvrage qui vient d'être traduit par M. Yaraigue; il a pour titre, *Annales historiques, politiques et statistiques de Buenos-Ayres*, pag. 376.

naturel qu'ils attachent tous deux la plus grande importance à sa possession. Il semble toutefois que la question s'était singulièrement simplifiée dans les dernières années. Ce beau pays s'était constitué en état indépendant, et formait comme un boulevard entre les deux contrées rivales; mais il ne présentait pas une attitude assez imposante pour conserver une indépendance complète; il devait trouver des protecteurs, ou plutôt on devait l'envahir sous prétexte de lui accorder un appui. L'esprit de la politique est le même dans le nouveau monde que dans l'ancien. La république cisplatine fut incorporée au Brésil; mais on ne put changer l'esprit des habitants: ils refusèrent de se soumettre au joug qui leur était imposé, et l'on dit que leurs représentants protestèrent alors contre la nouvelle mesure qui venait d'être prise.

1825.

Il y a, comme on le sait, certaines circonstances que tous les efforts d'une politique puissante ne peuvent point changer: le territoire de la Banda oriental présente une population descendant *des Espagnols*, et se trouvant par consé-

quent peu en harmonie avec la nation brésilienne, qui perpétue dans le Nouveau-Monde les coutumes, les usages, les mœurs d'une nation rivale. Cette espèce de démarcation morale ne peut guère s'effacer tout-à-coup. Il est certain que les habitants de la Banda oriental se trouvaient bien moins disposés à voir dans les Brésiliens un peuple de frères qu'ils ne l'étaient à adopter les lois de Buenos-Ayres, dont ils ne s'étaient séparés que momentanément, sans motif de haine. Ce qui devait avoir lieu était facile à prévoir; mais les événements se succédèrent plus rapidement qu'on ne l'avait imaginé.

Le Brésil présentait une attitude assez imposante; mais, quoique résolu à prendre les armes pour se faire rendre un territoire qu'il regardait comme faisant partie de la confédération, Buenos - Ayres était résolu à attendre la réunion du congrès général afin de lui adresser ses réclamations, lorsqu'un soulèvement qui eut lieu dans la Banda oriental hâta la marche des événements.

Les esprits étaient depuis plusieurs mois

dans cette espèce d'agitation qui n'attend qu'une mesure soudaine pour s'accroître et pour opérer un changement complet, quand le colonel Lavalleja, né dans la Banda oriental, mais établi à Buenos-Ayres, résolut de faire servir à l'indépendance de son pays le mécontentement général. Son dessein fut aussitôt exécuté qu'il avait été conçu; mais peu de personnes le partagèrent. Suivi seulement de trente-trois compagnons d'armes, il entra sur le territoire cisplatin; là il se réunit à un ancien officier d'Artigas, Fructuoso Rivéra, et joignit sa fortune à la sienne. Au bout de quelques jours ils se virent à la tête de quelques milliers de soldats. La Banda oriental était complètement soulevée, la guerre entre Buenos-Ayres et l'empire du Brésil fut déclarée, et les hostilités commencèrent immédiatement.

On a pu voir dans les journaux les principaux évènements de cette nouvelle guerre: les troupes de la république ont remporté, dit-on, quelques avantages. Buenos-Ayres a été mis en état de blocus; mais les forces navales qui se trouvent

devant ce port sont loin, dit-on, d'être suffisantes pour changer complètement la face des choses.

Un grand changement a été fait dans l'administration intérieure de Buenos-Ayres : M. de Las Héras a cessé d'être président ; M. Rivadavia le remplace et se trouve maintenant à la tête des affaires.

Il est bien difficile de prévoir quelle sera l'issue de la guerre qui se poursuit avec activité entre Buenos-Ayres et le Brésil ; mais on sent que l'agriculture et le commerce des deux pays doivent en recevoir un notable préjudice. Espérons que l'empereur du Brésil, qui a donné dernièrement une preuve de son amour pour le bien public, saura concilier les intérêts du Brésil avec ceux de la justice. Peut-être dans l'intérêt commun la Banda orientale devrait-elle former un état complètement indépendant.

RÉSUMÉ

DE L'HISTOIRE DU CHILI.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR SES
PRODUCTIONS.

Le Chili acquit en Europe une juste célébrité dès le commencement de la conquête. Les Espagnols y trouvèrent des ennemis qui surent leur résister : ils immortalisèrent le combat, mais ils ne surent point toujours le respecter. Là comme dans le reste de l'Amérique, il y a eu des victimes : elles ont seulement résisté plus long-temps, elles ont coûté plus de sang à leurs ennemis.

Par sa position géographique le Chili est déjà digne de fixer notre attention : il peut devenir l'entrepôt d'un commerce actif entre les deux mers, et répandre l'industrie dans une portion de l'Amérique méridionale. Borné au nord par le Pérou, au sud par la Patagonie, à l'est par le

Tucuman et les provinces de Buenos-Ayres, à l'ouest par l'océan Pacifique, il comprend treize provinces, qui, par leur situation, permettent à l'agriculteur d'occuper son industrie d'une foule de manière. Ici l'on voit prospérer les diverses productions communes à la plupart des contrées soumises au soleil des tropiques; en s'avancant vers le sud on cultive les céréales qui enrichissent le sol de l'Europe, la vigne semble même devoir offrir dans quelques districts des résultats beaucoup plus avantageux que ceux qu'on a obtenus en d'autres endroits de l'Amérique méridionale; il est fâcheux que de ridicules privilèges aient retardé l'accroissement de cette branche d'agriculture; maintenant que l'abus a cessé, l'industrie va jouir de tous ses droits.

On connaît depuis long-temps les richesses métalliques possédées par le Chili; mais on n'a peut-être point fait assez d'attention aux avantages qui peuvent résulter pour ce beau pays de la multiplication d'un animal qui y est indigène ainsi qu'au Pérou, et que l'on peut difficilement

transporter dans d'autres contrées. En supposant que nos moutons ne pussent point réussir dans le Nouveau-Monde aussi bien qu'en Europe, il est certain que les différents genres d'alpaca peuvent fournir une laine souvent préférable à celle que nous employons; malheureusement les animaux qui la fournissent ne se soumettent point aisément au joug de la domesticité. Habitants des montagnes, ils conservent cet esprit de liberté qu'on remarque chez presque toutes les créatures vivantes accoutumées à vivre dans les lieux élevés. Des mémoires écrits sur les lieux pourraient même faire craindre que l'insouciance des peuples civilisés qui habitent maintenant ces pays ne laisse anéantir une espèce utile qui voyait se propager rapidement au milieu de nations barbares (1). En serait-il des animaux comme des hommes? ceux de l'Europe doivent-ils remplacer partout ceux que la nature créa pour le pays?

(1) Voyez un mémoire très curieux sur la manière de naturaliser cet animal en Europe, dans les *Années des sciences & artes*.

Il est certain du reste que l'introduction des chevaux a été un grand bienfait pour le Nouveau-Monde. Ce bienfait sera plus vivement senti quand des routes nouvelles auront été tracées. Il est reconnu aussi que les Péruviens auraient poussé beaucoup plus loin leur civilisation s'ils avaient eu l'avantage de posséder ces utiles animaux; peut-être même n'eussent-ils point été anéantis. On sait de quelle terreur les frappèrent nos cavaliers. Les lamas, si utiles maintenant par leur toison, pouvaient bien quelquefois leur servir à transporter de légers fardeaux; mais jamais il n'était possible de s'en servir pour se transporter d'un lieu à un autre: aussi sous le règne des Incas le nombre des routes était-il extrêmement borné. La civilisation se concentra, et ne se répandit point, faute de moyens de communication. Les Péruviens cependant étaient trop rapprochés du Chili pour ne point y pénétrer, ce dut être même l'asile de quelques uns de leurs chefs victimes des révolutions. Ce contact d'un peuple barbare avec un peuple sauvage eut un effet dont il est encore facile

aujourd'hui de s'apercevoir. Les peuples de cette partie de l'Amérique étaient plus avancés dans la civilisation que ceux des contrées environnantes; peut-être aussi qu'ils sentirent s'animer leur esprit d'indépendance en voyant ce gouvernement despotique sous lequel vivaient les Péruviens, et qui était si contraire aux institutions sociales des tribus errantes, où règne en général la plus parfaite égalité.

GUERRES DES ARAUCANS AVEC LES ESPAGNOLS.

Avant la conquête des Espagnols, des guerres terribles avaient donc ensanglanté ce beau pays. Un peuple que sa civilisation naissante mettait au-dessus des autres nations du Nouveau-Monde avait voulu asservir les habitants du Chili.

Il ne nous est resté que de faibles documents sur ces temps antérieurs à l'envahissement des Européens; on sait cependant que, vers le milieu du quinzième siècle, l'Inca Yuepanqui résolut d'agrandir son empire en asservissant ses voisins.

Un prince royal nommé Sinchinuca se mit à la tête des armées et commença la conquête : une partie du Chili fut rapidement envahie.

Il paraît que le général péruvien dut ses premiers succès autant à la persuasion, qu'à la puissance de ses armes. Bientôt une nation guerrière venue du sud lui disputa le passage et lui prouva qu'il y avait dans le Chili des hommes capables de conserver leur liberté. Sinchinuca craignit cet amour d'indépendance ; il arrêta le cours de ses conquêtes, et résolut de réunir seulement à l'empire des Incas les provinces déjà soumises. Il paraît que la rivière de Rapel servit de limites aux deux nations.

Les choses étaient dans cette situation quand les Européens découvrirent le Nouveau-Monde. Après que les Espagnols furent entrés dans le Pérou, quand ils eurent commencé la destruction d'un empire puissant, ils songèrent à asservir d'autres peuples : il semble que leur audacieux courage eût sans cesse besoin de nouvelles conquêtes. Almagro pénétra le

premier dans le Chili, espérant sans doute y trouver d'immenses richesses ou cherchant à rendre plus célèbre un nom
1505. dont Pizarre affaiblissait la gloire.

Le général espagnol conduisait une armée forte de cent soixante-dix Espagnols et de quinze mille Péruviens. Il montra dès le début son esprit entreprenant : la route la plus courte était la plus périlleuse, ce fut celle qu'il choisit.

Accoutumés à vaincre depuis qu'ils avaient débarqué sur ces rivages, les Espagnols espéraient sans doute une facile conquête ; ils ne tardèrent pas à se convaincre que les Américains n'étaient point faibles partout, et que dans les lieux où l'on chérissait l'indépendance on avait du courage.

Les Chiliens marchèrent à la rencontre de ces nouveaux conquérants : les armes de l'Europe ne purent les intimider, et en battant les Espagnols sur la rivière de Cachapoal, ils leur donnèrent une première preuve de cette haine implacable qui les a animés pendant trois siècles.

Almagro se retira pour la première fois.

Les Espagnols s'enfuirent devant ces peuples dont ils avaient dédaigné la sauvage intrépidité.

Malgré ce premier revers, Pizarre, en- 15
hardi par ses succès au Pérou, résolut d'en-
treprendre une nouvelle tentative. Cette
fois il résolut de former une colonie au Chili
avant d'asservir les habitants. Deux cents
Espagnols marchèrent sous les ordres de
Pedro Valdivia, et malgré l'opposition des
indigènes ils fondèrent un établissement
durable, la ville de Santiago s'éleva.

Mais des peuples voisins se rappelèrent
que les Espagnols avaient été déjà vaincus.
Les Araucans environnèrent la ville nais-
sante, et peut-être la garnison eût-elle été
détruite si cette nation guerrière eût eu des
armes capables de servir son courage.

Malgré les dangers dont se trouvaient
environnés les Européens, la soif de l'or
fut plus forte encore cette fois chez eux
que la crainte du péril; ils se dirigèrent
vers la vallée de Quillota, où des mines
d'une grande richesse tentaient leur cu-
pidité. Un fort s'éleva pour protéger le
nouvel établissement.

Quoique l'amour de l'indépendance soit ardent chez ces nations sauvages, il ne peut point se montrer par des efforts continus ; ces peuplades ont besoin de subvenir à leurs besoins en même temps qu'elles voudraient conquérir leur liberté, c'est ce qui explique la plupart du temps le peu de succès de leurs guerres. Il n'y a point chez eux assez de prévoyance, unie au courage ; ils laissent presque toujours bâtir des villes, et sont effrayés à l'aspect d'une domination nouvelle dont ils n'avaient point redouté la puissance : ils combattent alors ; il n'en est plus temps, le pays se trouve asservi.

C'est ce qui arriva dans cette contrée au milieu du peuple le plus brave de l'Amérique entière : Valdivia eut le temps de bâtir Coquimbo, et la domination des Espagnols se trouvait assurée quand ce chef fut battu sur les rives d'Itata par un parti considérable d'Indiens.

Ce revers lui fit comprendre qu'il ne pourrait point conquérir entièrement le *Chili* sans augmenter le nombre de ses *soldats*. Il retourna au Pérou, et après

avoir aidé Pizarre dans ses desseins, il en obtint des secours qui le firent triompher.

S'il fut injuste, il ne fut point ingrat : ceux qui l'avaient aidé dans ses anciennes conquêtes reçurent en récompense d'immenses concessions de terrains.

Il abandonna donc le nord du Chili pour se diriger vers le sud : la ville de la Conception s'éleva, et cette cité nouvelle, qui devait être bientôt renversée par les tremblements de terre, prêta le secours de ses murailles à des guerriers 1550. qui allaient commencer une guerre longue et terrible.

A la nouvelle de cette invasion les tribus des Araucans prennent la résolution de chasser ceux qui viennent envahir leur territoire. Ils marchent avec courage au secours des Penconiens ; le bruit de nos armes les étonne, ils s'accoutument à l'entendre.

Bientôt on a la preuve que les foudres de l'Europe ne peuvent plus les effrayer ; leurs attaques se multiplient, leur tactique se perfectionne, ils sont en plus grand

nombre que leurs ennemis, ils ont une cause sainte à défendre; Valdivia prévoit tout le danger qui le menace, et veut le prévenir par une attaque prompte et décisive. Le Bio-Bio est traversé, on se trouve sur le territoire des Araucans; leur énergie s'accroît, une guerre éternelle est jurée aux Européens.

Tant que les Araucans n'avaient fait que porter du secours aux nations voisines, toutes les tribus ne marchèrent point contre les Espagnols; mais après le passage du Bio-Bio la nation entière se réunit.

A l'arrivée des Européens les Araucans formaient quatre tribus séparées, gouvernées par un chef héréditaire nommé toqui, dont le pouvoir cessait en temps de guerre, ou plutôt s'abaissait devant celui d'un chef électif; les apo-ulmènes et les ulmènes partageaient le pouvoir avec ceux qui guidaient la nation.

Quand on vit clairement quels étaient les projets des Européens, les Araucans sentirent la nécessité d'élire un chef capable de résister à de si redoutables ennemis. Un simple ulmène fut élevé à la

dignité de toqui. Caupolican avait prouvé à ses compatriotes qu'il était digne de les commander. Ses nouveaux exploits effacèrent les anciens.

151

Instruits par les guerres précédentes, les Araucans cessèrent de combattre comme leurs ancêtres; ils opposèrent des manœuvres moins irrégulières à la tactique des Européens. Bientôt les Espagnols se virent réduits à la situation la plus déplorable. Privés de leurs établissements, ils résolurent de faire un dernier effort: une bataille fut livrée sur les hauteurs de Tucapel; des deux côtés on fit des prodiges de courage; enfin Caupolican l'emporta, Valdivia périt, et il n'y eut qu'un bien petit nombre de ses soldats qui échappèrent au carnage.

Il faut le dire cependant, la trahison eut part aux succès des Araucans, et peut-être sans cela n'eussent-ils point triomphé de leurs intrépides ennemis. Au moment où se livrait un jeune Araucan élevé par Valdivia écouta l'amour de la patrie au mépris des lois de la reconnaissance, il entraîna les Indiens qu'il commandait dans les rangs

de ses anciens frères, et sauva sa patrie peut-être aux dépens de l'honneur.

- Quoi qu'il en soit ses compatriotes ne furent point ingrats ; en récompense du service qu'il venait de rendre, on lui accorda la dignité de second toqui. Instruit de la manière de combattre des Européens, Lautare ne craignit point de se diriger vers Santiago. Il détruisit la Conception, et faisait déjà trembler les habitants de la capitale du Chili, quand il se vit surpris, durant la nuit, par un parti d'Espagnols.
- 1555.
1556. Dans cette circonstance il prouva que l'amour de son pays était la cause de sa première faute : il préféra sa mort à la captivité, et se tua. Malgré son extrême jeunesse et ses fautes on peut le regarder comme un des êtres les plus extraordinaires qu'aient eus à combattre les Espagnols. Son intrépidité sauvage avait pris quelque chose de la valeur réfléchie des conquérants. Caupolican continuait à agir de son côté : mais la mort du jeune chef arrêta ses succès ; il ne songea plus à assiéger les Espagnols dans leurs villes, et il se retira sur les frontières pour les protéger.

Mais dans ces contrées sauvages, où jamais une bataille décisive ne pouvait être livrée par les Européens, la guerre devait être longue : elle offrait tour-à-tour aux deux partis de grands revers à éprouver et de grands succès à obtenir. Don Garcia Hurtado de Mendoza arriva enfin avec des forces considérables : on espérait qu'il anéantirait les tribus indomptées. Il crut y parvenir par une conduite cruelle : il ne fit que rendre plus justes les sentiments de haine et d'horreur qu'on avait voués aux conquérants.

Le nouveau général ne se livrait pas seulement aux soins des armes; il fit rebâtir la ville de la Conception, fonda quelques autres établissements, et découvrit ce célèbre archipel de Chiloe qui, plusieurs siècles après, devait voir les derniers efforts du parti royaliste. Explorer de nouvelles contrées et s'en voir repousser, fonder des villes qui étaient anéanties au bout de quelque temps, voilà ce qui se passait dans ce premier siècle de conquêtes, voilà ce qui éternisait la haine des Espagnols, voilà sans doute ce qui excita

leur cruauté. Caupolican fut pris, et ce fut en vain qu'il demanda à avoir la tête tranchée : on lui fit subir le plus horrible des supplices (1).

Une semblable exécution pouvait satisfaire un moment le désir de vengeance dont les Européens étaient altérés ; mais elle était bien impolitique : car, dans la pensée des Araucans, le sang d'un tel chef exigeait la destruction des villes ; son sang ne pouvait s'apaiser que par le sang de plusieurs milliers d'ennemis. Le fils de Caupolican guidait les vengeurs de son père ; la guerre se continua avec fureur. Il battit d'abord les Espagnols en plusieurs rencontres, jusqu'à ce que l'issue malheureuse de la bataille de Quipeo l'eût contraint à se retirer.

Les Espagnols étaient vainqueurs ; ils relevèrent leurs villes, ils en fondèrent de nouvelles (2) ; ils cherchèrent cet or pour lequel ils avaient déjà versé tant

(1) Il fut empalé.

(2) Ce fut alors que s'éleva San-Juan de Mendoza.

de sang. Mais les Araucans ne voulaient point d'or : ils voulaient être vengés ; ils ne tardèrent point à recommencer la guerre.

Malgré tout la puissance des conquérants s'était consolidée. Rodrigues Quiroga , qui avait remplacé D. Garcia et Villagran , ravagea le territoire des ennemis. Quelques années après , Ruiz Gamboa fonda la ville de Castro, dans l'île principale de Chiloé.

Le Chili ayant pris plus d'importance aux yeux de la métropole , Philippe II y érigea une audience royale , indépendante du Pérou. Deux hommes célèbres dans l'histoire de ces contrées se partagèrent le pouvoir civil et militaire. Quiroga étant devenu président , Ruiz Gamboa se mit à la tête de l'armée. Une conduite énergique devenait indispensable , car la ville de Canète avait été attaquée par les Araucans. Ces peuples furent battus , et laissèrent un grand nombre des leurs aux mains des Espagnols ; ils refusèrent toutes les propositions de paix qui leur furent adressées. Leurs ancêtres leur avaient laissé trop

de preuves de ce que peut la persévérance. Un homme en qui la cour d'Espagne se reposait venait au Chili investi des deux
 1568. pouvoirs : Melchior de Bravo voulut mériter cette faveur par une action signalée. Il marcha contre Caillatura-Toqui , et fut battu complètement. Le désastre eût été peut-être irréparable sans Gamboa, qui reprit le commandement des troupes.

Mais une de ces catastrophes qui se renouvellent si fréquemment dans ces contrées contraignit les habitants à mettre une trêve à leurs fureurs. Un affreux tremblement de terre eut lieu : le bouleversement de la nature fit naître un moment de repos parmi les hommes. Quelle paix ! on avait cessé seulement de s'égorger : la ville de la Conception avait été détruite. La trêve dura quatre ans ; au bout de ce terme les hostilités recommencèrent.

Rappeler rapidement cette nouvelle guerre , ce serait en quelque sorte répéter ce qui a été dit ; ce serait présenter sans cesse des scènes d'héroïsme et de *cruauté* qui n'amènèrent aucun résultat. *Enfin Alonzo Sotomayor arriva au Chili,*

et il résolut d'imiter la conduite de Garcia. Sous cet homme exécration on crut un moment que cette longue guerre allait être terminée, car le pays des Arucans nagea dans le sang. En 1585, les tribus animées par le désespoir obtinrent quelques succès; mais ce furent les Indiens auxiliaires des Espagnols qui supportèrent le poids de leur fureur. Les conquérants repassèrent le Bio-Bio, et s'y festifièrent.

Jusqu' alors ce pays n'avait été agité que par des guerres intérieures; les Anglais enviaient cette belle possession aux Espagnols : Thomas Cavendish tenta de s'en ¹⁵⁸⁷parer; mais il fut contraint, comme on le sait, à se rembarquer assez précipitamment.

La même époque présenta le singulier spectacle d'un combat chevaleresque entre les deux chefs des armées ennemies. Le toqui Cadeguella avait obtenu les plus grands avantages sur les Espagnols; il voulut se mesurer avec le général Balthazar : le défi fut accepté; mais le chef sauvage fut tué en présence des siens.

1591. Je ne dirai rien de Quintugenu, qui mourut dans un combat en invoquant la liberté; mais je ne puis passer sous silence le fameux Utamalpu, qui mit les Espagnols à deux doigts de leur perte. D. Martin Loyola, neveu du fondateur des jésuites, gouvernait alors le Chili : il fut massacré après avoir fondé quelques établissemens. Aussitôt après sa mort les provinces indiennes se soulèvent, les Espagnols qui s'y trouvent sont massacrés, neuf villes sont investies. Enfin le terrible Utamalpu traverse le Bio-Bio, et va brûler Chillan et la Conception. Ces peuples, qu'on a traités d'une manière si cruelle, font sentir jusqu'où peut aller le désir de la vengeance. Envoie-t-on contre eux un général habile, il est vaincu : D. Quinones ne peut empêcher que la ville de Valdivia ne soit détruite, et que ses trésors enrichissent les Araucans. Cet événement n'est pas le seul qui signale une époque désastreuse : au commencement du dix-

1600. septième siècle les îles de Chiloé sont ravagées par les Hollandais.

Quinones a remis le commandement :

deux généraux lui succèdent ; leurs efforts ne peuvent arrêter Utamalpu dans ses succès : l'opulente Villa Rica, Osorno, Impérial, se rendent. Dans le court espace de trois ans la plupart des grands établissements sont détruits. Jamais le Chili n'a pu se relever d'un semblable revers.

Durant cette période, des traits d'héroïsme honorent le courage des Espagnols, et l'on cite encore avec admiration le nom de cette Inès Aquilera, qui défendit la ville d'Impérial contre de farouches ennemis.

Cette époque sans doute est désastreuse pour les colons ; car au chef le plus terrible, on voit encore succéder un grand guerrier parmi les Araucans. Utamalpu meurt ; Huenecura lui succède et malgré les efforts de la métropole, les Espagnols sont toujours vaincus. 1609.

Huenecura poursuit la guerre. Grâce aux nouveaux sacrifices faits par l'Europe, le général Ramon était parvenu à le contenir pendant quelque temps : mais ce gouverneur mourut, et le chef des Indiens ne tarda pas à le suivre.

La cour de Philippe III sentit alors la nécessité de faire la paix avec ces ennemis, qui n'avaient oublié aucune des injures faites à leurs ancêtres. Un jésuite nommé Valdivia essaya même de les convertir au christianisme. Ce peuple avait sans doute devant les yeux l'exemple des Guaranis : on ne put le soumettre.

1620. La guerre recommença ; plusieurs gouverneurs se succédèrent, et sous Louis Cordova les Espagnols obtinrent quelques avantages. Enfin on eut une preuve de ce que pouvait opérer une conduite opposée à celle qui avait été tenue jusqu'alors envers les Araucans. Don Francisco Laso, par la douceur de son gouvernement, par l'équité de sa conduite, prépara une paix long-temps désirée.

Le Chili devint encore un objet d'envie pour les Hollandais et pour les Anglais : les premiers virent leurs ambassadeurs massacrés par les Araucans, les autres se perdirent dans le détroit de Magellan ; l'espoir du succès s'évanouit pour eux,

Près d'un siècle s'était écoulé dans des guerres continuelles avec la plus terrible

des nations indiennes, quand un traité de paix fut conclu entre elle et l'Espagne, sous le marquis de Baydes. Il fut convenu que le Bio-Bio servirait de frontière aux territoires occupés par les Araucans et les Espagnols. Ceux-ci obtinrent pour leurs missionnaires la permission de prêcher l'évangile parmi les diverses tribus; mais ces missionnaires ne se présentèrent point seulement avec un appareil de paix, une escorte militaire les accompagnait, et ils étaient protégés par un officier auquel on donna le titre de *capitaine des amis*.

Une nation fière et généreuse ne pouvait pas être long-temps victime des petites exactions qu'on se croyait permises envers elle; elle sut repousser les offres que lui fit la Hollande, mais elle ne put supporter l'insolence de quelques soldats. Après le tremblement de terre qui détruisit, en 1647, une partie de Sant-Iago, la guerre prit un caractère plus grave, le toqui Clentaru ravagea les établissements de ceux qui n'avaient point su conserver l'amitié de sa nation. La paix fut rétablie en 1665; toutefois la conduite des missionnaires et

1723. celle des gens de leur escorte cessa d'être prudente. Les hostilités recommencèrent; ensuite la bonne intelligence reparut, mais on abolit la charge de capitaine des amis; les Araucans avaient appris, à leurs dépens, ce que valent certains titres parmi les Européens.

1742. Vers le milieu du dix-huitième siècle, un grand nombre d'établissements furent fondés; D. José Ramo reçut l'ordre de réunir dans des villes la population qui s'était accrue, et qu'on voyait disséminée sur tant de points différents. Toujours remplis de cette idée, que les Américains doivent se soumettre à nos opinions et à notre manière d'exister, on voulut, plus tard, obliger les Araucans à suivre le même système. Pour plaire aux colons, ces peuples devaient aussi fonder des villes. Ils prouvèrent, d'une manière terrible, qu'ils voulaient conserver leurs anciens usages (1). ¶ Enfin, vers la fin du siècle, un

(1) Cette dernière guerre coûta à l'Espagne près de deux millions de dollars. (*Précis historique sur la révolution des provinces unies de l'Amérique du sud.*)

nouveau traité ramena la paix. Elle n'a 1783.
point été encore durable; et, comme on
le verra, les Araucans ont pris part aux
guerres de l'indépendance.

Ce peuple célèbre, si digne de l'atten-
tion de l'Europe, offre une preuve non-
velle que le courage et la persévérance ont
pu seuls conserver les nations américaines.
Excepté les peuplades qui étaient déjà ac-
coutumées au joug, celles qui se sont sou-
mises ont été détruites lentement. Durant
leur fréquent contact avec les Européens,
les Araucans ont modifié leurs usages: ils
occupent une ville, ils ont rassemblé des
bestiaux, le cheval a été dompté pour ser-
vir à leurs besoins; enfin un voyageur
nous apprend qu'ils avaient conquis des
armures sur les Espagnols (1), et qu'ils en
faisaient usage. Le capitaine Hall fait un
tableau curieux du mélange de barbarie et
de civilisation qu'on remarque chez eux;
mais ce qu'il y a d'étonnant, c'est que ce
peuple, qui a si long-temps combattu
pour sa liberté, a servi contre le parti

(1) Voyez Fraisier.

qui a conquis l'indépendance. Bientôt nous allons le voir figurer dans ces guerres.

CONSIDÉRATIONS RAPIDES SUR L'ÉTAT DU CHILI
AVANT LA RÉVOLUTION. PROCLAMATION DE
L'INDÉPENDANCE.

Comme toutes les contrées de l'Amérique méridionale, ce beau pays si vanté par Robertson resta inconnu en Europe, et l'on eût peut-être ignoré les guerres terribles qui l'ensanglantaient sans un poème célèbre qui en chantait les principales circonstances. Raynal n'était parvenu à obtenir sur ces contrées que des données fort imparfaites; et Fraiser fut long-temps le seul auteur qu'on pût consulter avec fruit sur ses coutumes et ses institutions, car Molina était peu connu.

Le système commercial qui interdisait toute communication entre le Chili et la métropole devait nécessairement tomber de lui-même. Il cessa en 1778; les ports d'Espagne ayant été ouverts aux habitants du Chili, leur commerce ne tarda pas à

prendre un peu plus d'activité : on commença à comprendre que les richesses dont la nature avait été prodigue envers eux pouvaient ne pas être inutiles. Une partie des échanges se fit par le Pérou, et surtout par le Rio de la Plata; mais les marchands de Lima obtinrent la singulière concession que ce commerce se ferait par l'isthme de Darien; l'abbé Molina dit que vingt-trois ou vingt-quatre navires de six cents tonneaux environ suffisaient alors pour conduire dans les ports du Pérou les divers objets d'exportation, sur la quantité desquels on ne peut avoir que des données assez incertaines (1).

Quant à l'industrie de ces contrées, pour en donner une juste idée, il suffira de rapporter qu'on ne savait y faire la

(1) Elles consistaient en vin, légumes, amandes, noix, noix de cocos, conserves, fruits secs, suif, lard, fromage, semelles de souliers, bois de construction, cuivre. Le Chili obtenait en échange de l'argent, du sucre, du riz et du coton. (*Voyez Journal d'un jeune Américain, Revue américaine, 1^{er} n^o.*)

farine, il y a peu d'années, qu'en broyant le grain entre deux pierres à force de bras (1). De tels faits sans doute disent tout ce qu'on doit penser d'un gouvernement et de son administration.

Les propriétés particulières sont, dit-on, immenses au Chili, parcequ'elles se sont conservées dans les familles et dans les communautés religieuses depuis l'époque de la conquête. La révolution n'a rien changé à cet ordre de choses. On affirme qu'il y a des propriétés qui s'étendent depuis le bord de la mer jusqu'au sommet des Andes, et même jusque sur le revers oriental de ces montagnes; elles ont de soixante à soixante-dix lieues de longueur (2). Ces immenses districts ne sont guère habités que par des bestiaux errants et par leurs pasteurs, qu'on peut comparer aux guachos de Buenos-Ayres.

Les terres les plus susceptibles de rapports, celles qui se trouvent aux portes de la ville, sont vendues à peu près 350 francs

(1) Voyez le *Voyage du capitaine Hall*.

(2) Voyez le journal le *Globe*.

l'hectare , et c'est en France , comme le fait observer *le Globe* , le prix des plus mauvais terrains cultivés.

Si jadis on labourait la terre au Paraguay avec des ossements de cheval ou de bœuf, les instruments aratoires n'avaient pas reçu beaucoup plus de perfection au Chili; on se contente encore maintenant de la charrue la plus grossière, ou d'une branche d'arbre recourbée qui sillonne la surface de la terre; les irrigations sont négligées; enfin l'habitude veut qu'une partie du froment soit perdue parceque la moisson commence toujours trop tard. Le grain est excellent, mais petit; il paraît que le sol s'est appauvri, et si la récolte s'élevait à cent, deux cents et trois cents pour un, elle ne produit plus guère maintenant que soixante ou soixante-dix pour un dans les districts de l'intérieur, et quarante à cinquante dans ceux qui avoisinent le bord de la mer. Ce changement vient sans doute du préjugé ridicule qui fait négliger l'usage des engrais comme contraire à la volonté de Dieu.

Il importe surtout à la prospérité du

Chili de perfectionner la culture de ses vignes , car ce pays semble destiné à fournir de vin une partie de l'Amérique méridionale. L'extrême négligence qu'on met dans l'exploitation des vignobles les rend d'une qualité médiocre. Le vin des environs de la Conception ressemble beaucoup au malaga ; il est désigné sous le nom de vin de Penco.

DÉCLARATION DE L'INDÉPENDANCE AU CHILI.

1810. Les raisons qui avaient développé le premier sentiment d'indépendance à Buenos-Ayres, exercèrent à peu près la même influence au Chili. Le comte Carrasco s'était vu contraint de remettre le commandement de la province au comte de la Conquista, lorsque les nouvelles idées se répandirent. Les personnages les plus importants par leur fortune ou par la considération dont ils étaient revêtus, se réunirent pour délibérer sur le parti qu'on devait prendre relativement à la métropole. On apprécia sa situation. La première idée fut d'échapper

au pouvoir de la puissance étrangère qui semblait devoir l'asservir. Une junte fut formée, le comte de la Conquista fut nommé président de l'assemblée.

Ce qui importait le plus à cette époque aux habitants des différentes provinces américaines, c'était l'abolition des privilèges qui entravaient d'une manière si honteuse le commerce, l'agriculture, l'industrie; et certes les nouveaux législateurs avaient plus de réformes à introduire au Chili que partout ailleurs; les lois des colonies y étaient exercées avec une rigueur telle, que la contrebande était devenue nécessaire aux besoins des habitants et qu'elle se faisait à main armée de la manière la plus audacieuse.

Le nouveau gouvernement fut sur le point d'échouer dans le bien qu'il voulait faire, et le désir qu'il avait de donner plus de force à ses institutions pensa renverser le nouvel ordre de choses. La formation d'un congrès avait été résolue; la junte s'était rassemblée pour élire les représentants, lorsqu'un certain Figueroa, qui s'était déclaré en ap-

parence pour la révolution, mais qui avait formé un parti contre elle, se montra à découvert, et voulut agir contre l'assemblée. Il avait su gagner un bataillon destiné à faire respecter la junte, il en prit le commandement, et marcha contre les troupes restées fidèles au nouveau gouvernement; de cette faible escarmouche dépendait peut-être le triomphe des nouvelles institutions; la junte triompha; Figueroa reçut le prix de sa trahison.

Après cet événement la tranquillité ne se rétablit point tout-à-coup; des divisions intestines se développèrent, des réformes furent faites à l'instigation de trois frères devenus célèbres, les Carrera.

1811. Il était bien difficile, dans une révolution où les événements se succédaient avec tant de rapidité, que des hommes complètement opposés dans leurs principes pussent vivre dans les mêmes lieux, sans être les uns pour les autres un objet de crainte; ou plutôt le gouvernement n'était point encore suffisamment affermi pour contenir à l'intérieur des ennemis

puissants, qui pouvaient favoriser ceux du dehors. Les Espagnols mécontents reçurent l'ordre de retourner en Europe ; on leur accorda six mois pour disposer de leurs propriétés.

Un autre décret déclara libres tous les enfants des esclaves. La population indépendante s'augmenta par cette mesure. On accorda également la liberté aux esclaves qui viendraient s'établir dans le Chili : il leur suffisait d'un séjour de six mois pour qu'ils pussent obtenir cet avantage.

Le congrès ne se borna point là dans ses décisions ; il abolit une foule de places inutiles à l'administration ; il créa plusieurs institutions indispensables dans un pays qui devait désormais se suffire à lui-même , et qui loin de recevoir des secours de l'Europe allait bientôt avoir à combattre ses armées.

Le Chili cependant n'était pas encore complètement séparé de la métropole ; on entretenait des relations amicales avec le vice-roi du Pérou ; l'effigie de Ferdinand VII était toujours empreinte sur la monnaie.

Cette marche, dans la révolution, était fort naturelle : des abus énormes se faisaient sentir au Chili et devenaient chaque jour plus insupportables aux habitants ; on regarda comme la chose la plus importante de les faire disparaître, sans songer, en quelque sorte, au pouvoir dont ils émanaient. D'autres réflexions suivirent la réforme : ce fut alors que des hommes novices en politique sentirent s'accroître les difficultés.

La séparation complète d'avec la métropole n'avait peut-être jamais été envisagée comme indispensable ; car ces hommes, que le gouvernement espagnol faisait tous ses efforts pour isoler du reste du monde, marchaient avec leurs propres lumières, sans pouvoir se guider par celles de peuples plus avancés dans la science de la politique.

Il leur fallut bientôt opposer de la fermeté aux insinuations par lesquelles on essaya de les ébranler ; on alla jusqu'à leur faire entendre que les changements qui s'étaient opérés déplaisaient fortement à l'Angleterre, et qu'elle les désapprou-

vait hautement. C'était le gouvernement provisoire d'Espagne qui faisait courir ces bruits alarmants. Le cabinet britannique les fit cesser plus tard, par l'organe de lord Strangford, en mission alors à Rio-Janeiro.

Avant qu'ils fussent rassurés de ce côté, les habitants du Chili étaient bien loin de se trouver dans un état paisible : la situation du pays faisait fermenter une multitude de têtes ardentes. N'ayant point encore adopté un parti décisif, les Chiliens pouvaient être le jouet de plusieurs partis. Les trois frères Carrera furent les premiers qui résolurent de s'emparer d'un gouvernement encore incertain. Sûrs de l'esprit des troupes, dont ils faisaient partie, protégés par une jeunesse ardente, ils obligèrent la junte à dissoudre le congrès, et affermirent leur pouvoir naissant, en faisant donner à l'un d'eux le commandement d'un nouveau régiment de cavalerie.

Investis du pouvoir, ils semblaient préluder à la séparation du pays avec la métropole, en changeant le pavillon espagnol contre le pavillon tricolore.

1812. Quelle que fût l'intention des nouveaux chefs, l'influence qu'ils acquéraient donna sans doute de l'ombrage à ceux qui naguère étaient les victimes d'un pouvoir illimité. Plusieurs conspirations se formèrent contre les trois frères. Ils parvinrent à en empêcher les effets; mais ils ne purent parvenir à garder cette harmonie, qu'il est si difficile de conserver quand on partage le pouvoir. La bonne intelligence se rétablit enfin parmi eux.

L'Angleterre, à cette époque, profitait bien des avantages que lui offrait le commerce du Chili, mais elle ne prenait pas une part décisive dans les affaires. Les choses ne lui paraissaient pas encore assez afferemies pour se décider.

Jusqu'alors ce pays n'avait été troublé que par des divisions intestines. Bientôt il eut à combattre les ennemis de sa liberté. Cette crise devait avoir un heureux effet, elle pouvait anéantir le nouveau gouvernement; on allait voir les véritables intentions de la métropole relativement à son ancienne colonie.

La manière dont les choses se passaient

au Chili donnait une vive inquiétude au vice-roi du Pérou. Mais jusqu'alors il n'avait point osé attaquer des hommes qui semblaient disposés à faire toute espèce de sacrifices et d'efforts pour affermir leurs nouvelles institutions. Les partis qui se développaient, le peu d'union qu'on remarquait entre les chefs du gouvernement, firent concevoir l'espoir que l'on pourrait les soumettre. L'attaque du Chili fut résolue. Des troupes peu nombreuses partirent de Lima, et se signalèrent par quelques succès sous les ordres de Pareja.

A la nouvelle de cette invasion les nouveaux directeurs du Chili craignirent pour leur puissance, et ne négligèrent rien pour la conserver. J. M. Carrera laissa le soin des affaires à ses frères, et prit le commandement de l'armée. Le général-royaliste lui opposa d'abord quelque résistance; cependant il finit par promettre d'évacuer les places dont il s'était emparé.

S'il faut en croire plusieurs documents, Carrera combattait plutôt pour lui que pour le bien de la liberté. Ses succès lui donnèrent une nouvelle ambition, son

despotisme alla toujours croissant; il en arriva un malheur qui eût pu devenir funeste à la cause de l'indépendance, dans le cas où elle n'aurait point été déjà si bien affermie. L'intendance de la Conception changea de parti, et se déclara pour les royalistes, par horreur pour l'abus du pouvoir.

La junte sentit si bien le tort irréparable qu'un semblable événement pouvait causer à la cause de l'indépendance, qu'elle destitua le chef qui l'avait provoqué.

Ce fut alors que l'on vit paraître sur la scène politique l'homme qui depuis a eu tant d'influence sur le sort de ces contrées, le colonel O'Higgins fut investi du commandement de l'armée. Ce militaire, né d'un père irlandais et d'une mère espagnole, offrait par son caractère et par son instruction des garanties qui pouvaient rassurer le gouvernement sur l'emploi du pouvoir qu'on lui accordait.

1813. Carrera, comme son caractère devait le faire présumer, refusa de rendre le commandement des troupes; mais il n'avait *point su se concilier* davantage l'esprit de

l'armée que celui du gouvernement, elle se décida en faveur de son successeur qui fut proclamé général en chef. Quant à lui il eut le malheur de tomber au pouvoir de l'ennemi en retournant à Sant-Iago. Ses frères furent conduits à Chillan.

Pendant un an il ne se passa rien d'important entre les deux partis. Pareja mourut, et le brigadier Gainza prit le commandement de l'armée royaliste. Il avait amené des renforts de Lima, et voulut sans doute signaler son arrivée par quelque action d'éclat; mais il se fit battre à deux reprises différentes par O'Higgins, qui montra alors une activité surprenante, et l'empêcha, par une savante manœuvre, d'approcher de Sant-Iago, dont il voulait s'emparer.

Toutefois le général des indépendants n'avait pu s'opposer à la prise de Talca; ce fut là que se retira Gainza. Sans ce lieu de retraite il eût peut être été anéanti, mais la ville tomba en son pouvoir par le manque d'énergie de la junte, qui, pour retourner à Sant-Iago, s'était fait escorter par une partie de la garnison.

Après cet événement l'*Astrea* fut nommé

1814. directeur suprême. Une capitulation, conclue le 5 mai 1814, avec Gaitza, devait délivrer le Chili des troupes espagnoles. Bientôt le général royaliste Osorio parut avec des forces plus importantes ; au mépris de tout ce qu'il y a de sacré, les hostilités recommencèrent. Échappés du lieu où ils étaient captifs, les Carrera reparaissent ; l'Astrea est dépossédé par eux du gouvernement ; O'Higgins lui-même leur cède le commandement en chef de l'armée ; malgré le courage de ce général, Osorio triomphe à Racangua ; les Carrera se réfugient à Mendoza ; le Chili tombe entièrement au pouvoir des royalistes ; de cruelles persécutions signalent leur nouvelle domination.

ARRIVÉE DU GÉNÉRAL SAN - MARTIN. —
TRIOMPHE DE L'INDÉPENDANCE.

Malgré les efforts qu'il avait faits dès le principe pour assurer son indépendance, le Chili se voyait dominé complètement par l'ancien système, mais alors il ne lui restait pas la possibilité de s'en affranchir.

Ses tentatives énergiques devenues inutiles, il ne se sentait pas la force d'en faire de nouvelles. Il fallait renoncer à tout espoir. Sans vouloir accorder au gouvernement de Buenos-Ayres plus de générosité qu'il n'en eut véritablement dans cette circonstance, on ne peut se dissimuler qu'il agit avec beaucoup de prudence et de fermeté : soit qu'il sentît que l'invasion des royalistes ne s'arrêterait pas sur les côtes de la mer du Sud, soit qu'il voulût venir au secours d'un allié naturel, la détermination fut assez rapide ; et il confia l'exécution de cet important projet à un homme sur lequel on fondait de grandes espérances : San-Martin fut mis à la tête de l'armée qu'on destinait au Chili.

Il est assez remarquable qu'un des défenseurs de l'indépendance américaine ait pris naissance dans une des bourgades où un ordre puissant avait le plus comprimé cette simple liberté, que répriment si rarement les institutions les plus rigides : le général de Buenos-Ayres était né à Yapegu, capitale des Missions.

Aux yeux de bien d'autres c'eût été peut-

être une chose impossible que de traverser l'espace immense qui sépare les deux mers, et de franchir des déserts pour entrer dans un pays déjà désolé par une guerre qui avait pris un caractère si inquiétant. On peut affirmer que des troupes venues d'Europe n'auraient pas pu effectuer un semblable projet, dans le cas même où elles auraient eu le courage d'en entreprendre l'exécution.

1817. Comme les soldats qui sont nés dans les campagnes du Paraguay, il fallait savoir se procurer sa subsistance en s'emparant de bestiaux sauvages, qui errent dans ces campagnes incultes, et qui font l'unique nourriture des habitants; il fallait pouvoir supporter les excès d'une marche fatigante au milieu d'un pays brûlé par le soleil. Il était nécessaire de gravir des montagnes escarpées, et d'opposer un nouveau courage à de nouveaux obstacles, les premières fatigues n'instruisant pas à braver les autres, des montagnes escarpées succédant à des plaines immenses. Tout fut exécuté avec une rapidité remarquable, et *San-Martin* franchit avec les quatre mille

hommes qu'il commandait, un passage que l'on avait regardé jusqu'alors comme inaccessible, et paraissant bientôt devant les royalistes, il remporta une victoire complète sur eux à Chacabuco.

Le Chili se trouva délivré peut-être plus promptement qu'on n'avait osé l'espérer; un peu plus d'activité rendait cette journée décisive; on pensa immédiatement à établir le gouvernement sur des bases assez solides pour qu'on n'eût plus à redouter le malheur qu'on avait craint. Celui qui avait sauvé la république fut choisi pour en être le chef. Mais il refusa le pouvoir, en proposant pour le remplacer le général O'Higgins. On se rappela que si cet ancien chef n'avait point toujours obtenu un plein succès dans ses entreprises, il avait donné des gages certains de bravoure et de talent; l'honneur du commandement lui fut décerné.

Après avoir affermi de nouveau son indépendance par la victoire, le Chili croyait pouvoir goûter quelque temps de repos; il fallut bientôt reprendre les armes pour combattre les débris de l'armée espagnole,

qui s'étaient réfugiés dans Talcuhuano (1), ville fortifiée des frontières sud du Chili. On l'assiégea ; l'armée du Chili fut battue. Des secours arrivèrent, le Pérou envoya cinq mille hommes sous les ordres du général Osorio. Alors l'armée royaliste changea de système : loin d'attendre qu'on vint l'attaquer dans la place qui lui avait servi d'asile, commandée par Osorio, elle marcha sur la capitale, et comme elle était alors forte de huit mille hommes, elle remporta d'immenses avantages. Le parti de l'indépendance fut sur le point d'être complètement anéanti à l'affaire de Cancha-Rayada.

San - Martin eut alors plus d'une faute à se reprocher ; toutefois, l'armée qu'il commandait sauva la cause de la liberté, que le général Rodriguez avait continué à soutenir de ses nobles efforts ; il faut dire en même temps qu'on trouva de puissants secours dans le patriotisme des habitants de Santiago, et qu'aux sacrifices de toute espèce qu'on s'empessa de faire, le général en chef dut voir

(1) C'est un port de mex.

que c'était pour un peuple ferme et généreux qu'il combattait. L'espoir qu'il avait conçu et qu'il avait donné ne fut point trompé. Quoique la nouvelle armée eût été organisée à la hâte, elle marcha contre l'ennemi avec cet élan auquel rien ne peut résister, et qui déjoue les mesures de la prudence comme il dompte les plus grands efforts du courage.

L'armée espagnole fut complètement battue à Maïpu. Elle ne put jamais se relever de cette défaite, qui assurait à jamais l'indépendance du Chili. Je n'entrerai dans aucun détail sur cette mémorable journée, je rappellerai seulement que Rodriguez Balcárcel, Heras, Alvarado, Quintana, Zaprola et Freyre y prirent une part active, et qu'ils y acquirent une glorieuse renommée. Tout le monde sait quelle fut l'issue de la bataille de Maïpu. Ce qui resterait à dire des exploits de San-Martin appartient plutôt à l'histoire du Pérou qu'à celle du Chili. Nous allons jeter un coup d'œil sur un fait intéressant, qui n'est point assez connu, et qui pouvait avoir une grande influence sur les destinées de ce pays.

BÉNAVIDES , ET DE SON INFLUENCE SUR LES
AFFAIRES DU CHILI.

A une époque où l'on voit se réveiller les habitants du Chili, qui avaient été longtemps sous le joug d'une dépendance absolue; quand ces descendants d'Européens secouent les chaînes de l'Europe, il est bien naturel qu'une nation que les rois n'avaient pu compter soit restée indépendante; mais il est étrange, sans doute, qu'elle n'ait point adopté les principes du nouveau gouvernement, et qu'on l'ait vue combattre pour ceux qui voulaient asservir le Chili. Rien sans doute n'est plus digne d'observation que cette contradiction bizarre; mais elle surprend bien moins de la part d'un peuple à demi sauvage, qui allie souvent la bravoure à la férocité, et qui aime l'indépendance sans en connaître les lois. La lutte qui s'est établie naguère entre les Araucans et les patriotes offrait un vif intérêt et pouvait en présenter un plus grand encore: il eût été curieux de voir une antique nation renommée par son cou-

rage, défendant les peuples qu'elle avait souvent combattus, se mêlant aux discussions des hommes civilisés, et profitant d'une révolution complète pour affermir sa position, pour assurer ses droits, en un mot pour former un état indépendant, que l'état voisin eût été contraint de respecter en se rappelant ses secours et sa vaillance. Presque tout a dépendu du chef qui s'est présenté pour guider les Araucans. Cet homme n'appartenait point à leur race, le sang espagnol coulait dans ses veines. Bénévides était, comme eux, un homme d'une bravoure à toute épreuve, mais comme eux aussi c'était un homme sans principes arrêtés, sans idées suivies, sans aucun des vrais sentiments qui devaient animer un Chilien à cette époque.

Rien de plus étrange que la destinée de cet homme, qui eut une influence si grande sur la destinée d'un peuple guerrier, célèbre à tant de titres. Déserteur du parti républicain, il fut fait prisonnier après l'affaire qui assurait le triomphe de ceux qu'il avait abandonnés, non par lâcheté, mais par inconstance de conduite. Traduit de-

vant un conseil de guerre, il fut condamné à perdre la vie. Son exécution eut lieu. Couvert de blessures, il feignit d'avoir reçu la mort, fut laissé par les soldats, et parvint avec une rare intrépidité à gagner un asile, où il reçut des secours qui le mirent en état de reprendre le parti des armes. Il fit connaître au général San-Martin son étrange position. Le libérateur du Chili connaissait le génie entreprenant et la bravoure de cet homme extraordinaire, il lui donna du service dans son armée, et le chargea d'aller combattre les indigènes qui semblaient vouloir s'opposer à ses opérations; mais après être entré dans les intentions de son général, Bénévides prit tout-à-coup le parti opposé. Il offrit ses services aux Araucans, et cette fois du moins il parut avoir rencontré ce qui convenait à son caractère. Bientôt il devint le chef d'une nation que son courage étonnait; mais loin d'employer l'ascendant qu'il avait sur elle pour adoucir ses mœurs, il ne lui offrit que les exemples d'une féroce bravoure. Il résolut d'étendre son pouvoir. Comme il joignait la plus grande activité

à une volouté ferme, il fut bientôt en état de porter la guerre sur les côtes, et de s'emparer de plusieurs bâtimens de différentes nations, que leur faiblesse faisait facilement tomber en son pouvoir. Après avoir ajouté à sa qualité de traître celle de pirate, il osa offrir ses services au chef royaliste de l'île de Chiloë, et celui-ci ne craignit pas de les accepter; mais sa puissance devait durer le temps qu'elle lui avait coûté à acquérir, elle devait s'évanouir en quelques moments. Irrités de ses déprédations sans cesse renaissantes, et d'une barbarie qui ne lui laissait pas même respecter les parlementaires, les Chiliens envoyèrent contre lui des forces suffisantes. La campagne se termina rapidement. Les Araucans, en se voyant vaincus, brûlèrent leur ville et s'enfuirent dans l'intérieur. Bénévides tomba au pouvoir d'ennemis dont il ne devait attendre aucune clémence, et qui voulurent cependant que les lois civiles le déclarassent coupable; il fut condamné à être pendu, et subit son jugement. Ses membres furent séparés du corps. Il semble que l'on re-

doutât après sa mort cet homme étrange , qui avait échappé à tant de périls , qui avait montré tant de résolution , et qui avait commis tant de crimes.

COUP D'OEIL RAPIDE SUR LES DERNIERS ÉVÈ-
NEMENTS ARRIVÉS AU CHILI.

Le journée de Maïpu décida à jamais du sort de cette partie de l'Amérique , dès lors le Chili fut en état d'offrir des secours aux puissances voisines. La politique lui commandait de le faire ; sa généreuse ardeur l'y engageait : les esprits se trouvaient dans cet état d'agitation qui succède à une grande victoire et qui en fait présager d'autres , quand on vit arriver un de ces hommes que les périls n'effraient jamais et qui sont propres surtout à faire la guerre en Amérique parceque leur industrie guerrière n'est jamais en défaut , qu'ils savent suppléer à tout , comprendre facilement les effets d'une nouvelle tactique , en saisir les ressources et les tourner contre les ennemis que d'autres auraient redoutés. Lord Cochrane arriva , et

il offrit ses secours au Chili; il avait déjà donné plus d'une preuve de valeur et d'habileté : puisse-t-il faire un jour pour la Grèce ce qu'il a fait pour le Nouveau-Monde !

O'Higgins était directeur suprême du Chili; ce général avait offert des gages nombreux de son ardent courage; peut-être n'était-il point aussi familier avec les embarras d'une administration compliquée qu'avec les périls des combats. Il avait nommé cinq sénateurs consultants pour alléger le poids du gouvernement; mais leurs pouvoirs se contre-balancèrent tellement, il y eut une telle dissidence dans leurs volontés, que la marche des affaires en fut entravée très fréquemment; d'un autre côté la police intérieure fut si mal faite, que des scènes effroyables ne tardèrent pas à avoir lieu à la suite de querelles particulières. Un grand nombre d'Espagnols, qu'on désignait sous le nom de *godos*, furent massacrés, et la terreur régna de nouveau au sein des familles chiliennes.

Malgré le désordre résultant de ces dissensions, Cochrane ne tarda pas à former

une flottille avec laquelle il parvint à s'emparer de plusieurs bâtimens ennemis. Ces avantages eurent la plus heureuse influence sur l'esprit des troupes , au moment où de nouveaux combats allaient exiger une nouvelle énergie. Grâce à l'activité de l'amiral anglais, bientôt l'importante forteresse de Valdivia fut annexée au Chili ; repoussés de tous les côtés , perdant l'espérance de se relever , parceque l'esprit public , exalté par la victoire , se montrait dans toute son activité , le parti royaliste avait cherché un asile dans l'archipel de Chiloë. Cochrane se dirigea vers ces contrées , mais ses forces n'étaient point assez considérables , et son attaque fut sans succès.

Ces îles, qui jusqu'alors avaient peu occupé l'Europe , devaient bientôt exciter son attention ; un homme courageux y commandait. Si Rodil ne fit pas triompher le parti qu'il avait embrassé , il l'honora par ses derniers efforts.

C'est à l'écrivain qui retracera l'histoire du Pérou à faire sentir quelle habileté fut nécessaire pour fonder l'indépendance de ce pays. Ce sera une des pages les plus inté-

ressantes de l'histoire américaine, et le nom de Cochrane y rappellera les faits les plus honorables. Je dirai seulement ici que le 20 août l'amiral anglais quitta le port de Valparaiso, et qu'en unissant ses efforts à ceux de San-Martin, le Pérou fut libre au bout de quelques mois. ◀

Après que San-Martin eut promulgué une constitution provisoire, Cochrane revint au Chili; quelques marques de dissension s'étaient élevées entre les deux chefs. La nécessité de se réunir pour le bien public les avait apaisées. L'amiral anglais reçut les témoignages les plus éclatants d'une vive reconnaissance, mais de nouveaux travaux l'attendaient, et il partit bientôt pour le Brésil.

Les victoires remportées au Pérou donnaient plus de tranquillité aux esprits; un congrès national fut convoqué à Sant-Iago, O'Higgins s'y démit de son autorité, mais il fut rétabli immédiatement dans l'emploi important que lui avait confié la république; le président, en le réintégrant dans ses fonctions, lui adressa un discours dans lequel il lui rappela que le Chili

avait encore besoin de ses lumières et de son courage (1). O'Higgins reprit de nouveau les rênes du gouvernement.

San-Martin était revenu au Chili. Il observa pendant quelque temps la marche que suivaient les affaires politiques; bientôt il n'y prit plus aucune part apparente, et il ne tarda pas à se retirer à Mendoza, le lieu habituel de sa résidence.

La célèbre journée d'Ayacucho assura l'indépendance du Pérou, que les victoires de San-Martin et de Cochrane avaient fait espérer. Malgré cet éclatant succès auquel il avait contribué, le Chili ne se trouva point dans une situation rassurante; épuisé par ses efforts, inquieté par la longue résistance de Chiloë, il ne tarda pas à être agité par des dissensions intérieures. Le général Freyre, qui commandait trois mille hommes sur les confins de l'Araucanie, profita de quelques mécontentements et contraignit le général O'Higgins à abdi-

(1) Voy. Stevenson, *Relation historique et descriptive d'un séjour de vingt ans dans l'Amérique du sud.*

quer ; il fut revêtu de la dictature. Quelques améliorations dans l'administration intérieure commencèrent à s'opérer , mais elles étaient encore bien faibles dans un pays où de longues dissensions politiques avaient accumulé les abus , ou plutôt n'avaient point permis de faire disparaître ceux qui existaient. Une paix durable pouvait seule les faire cesser. Le congrès qui se forma donna une constitution qui devait être bientôt renversée. La tranquillité publique se rétablit difficilement. Rodil , du fond de son refuge , bravait encore en 1825 les troupes dont on l'entourait, et il refusait d'exécuter la capitulation signée par Canterac.

Le Chili fit encore un dernier effort, il envoya contre Chiloë une flottille montée par trois mille cinq cents hommes ; Rodil demanda à capituler , et il obtint les honneurs militaires.

• Le Chili n'avait plus à craindre d'en- 1826.
nemis extérieurs se liguant contre sa liberté ; mais il était loin d'être tranquille intérieurement. La constitution donnée en 1823 ayant été renversée , le général Freyre

se trouva investi des plus grands pouvoirs. A en juger par le discours qu'il a prononcé dans la dernière séance du corps législatif, il s'est occupé de réformer divers abus ; mais la nation demande avec instance une constitution qui établisse ses droits.

On n'a pas encore statué sur l'invitation faite au Chili par les républiques du Pérou et de Colombie relativement au congrès de Panama ; l'amiral Blanco a pris les rênes du gouvernement et est nommé dictateur du Chili.

Rien, je crois, ne peut donner une idée plus exacte de la véritable situation du pays que le discours prononcé par le dernier directeur au moment où il a déposé le pouvoir (1) ; ce discours fait comprendre la possibilité d'une grande prospérité à venir, mais on est effrayé de la situation présente de ce beau pays qui n'est point complètement pacifié. Les finances sont dans une déplorable situation, et l'on n'a pu, jusqu'à présent, introduire un mode d'impôt

(1) V. *la Revue américaine*, sixième numéro.

qui convint à la nation , et qui subvint aux dépenses de son gouvernement; l'éducation est négligée, et le général Freyre appelle vers ce point toute l'attention de ses compatriotes.

L'envoyé du saint-siège a, dit-on, excité vivement le mécontentement des habitants par ses prétentions exagérées, et par son habitude de s'immiscer dans les affaires du gouvernement; d'un autre côté le Chili est sur le point d'acquérir des avantages qu'il ne possédait point. Ses mines seront mieux exploitées, grâce à de nouveaux arrangements; enfin quatre mille familles étrangères vont accroître sa population et perfectionner son agriculture. Son alliance avec plusieurs puissances lui a fait lieu d'espérer que son commerce prendra un nouvel essor; mais ce que toute la nation désire avec ardeur, c'est une constitution définitive en rapport avec ses besoins. Le dernier chef du gouvernement a fait sentir aux législateurs auxquels il s'adressait, toute l'importance des fonctions qui leur ont été confiées : c'est d'eux que dépend le bonheur du Chili.

NOTES.

Je crois devoir emprunter au célèbre M. de Humboldt les détails suivants : voyez page 1.

Buenos-Ayres. Les éditeurs de l'excellent ouvrage périodique qui a pour titre *el Semenario* (t. I, p. 111) disent avec raison que sur les rives de la Plata personne ne connaît les véritables limites de l'ancienne vice-royauté de Buenos-Ayres. Entre le Rio Parana et le Rio Paraguay, entre les sources de cette dernière rivière et le Guaporè, qui est un affluent de la Madeira, ces limites sont contestées par les Portugais ; vers le sud, on est incertain si l'on doit les étendre au-delà du Rio Colorado jusqu'au Rio Negro, qui reçoit les eaux du Rio del Diamante (*Abeja argentina*, 1822, n° 1, page 8, et n° 2, page 55). Au milieu de ces doutes, qui sont encore augmentés par le morcellement du Paraguay et de la province Cisplatine, j'ai calculé l'arée de l'im-

mense territoire de la vice-royauté d'après des cartes espagnoles dressées avant la révolution de 1810: du côté de l'est le premier marco est placé au nord du fort de Santa-Teresa, à l'embouchure du Rio Tahym; de là les limites se dirigent au nord nord-ouest par les sources de l'Ibicuy et du Juy (en coupant l'Uruguay par $27^{\circ} 20'$) au confluent du Paraguay et de l'Iguazu; au nord le long de la rive gauche du Parana jusqu'à la latit. aust. $22^{\circ} 40'$; au nord-ouest, en suivant l'Ivineima vers le presidio de Nova-Coïmbre latit. $19^{\circ} 55'$ fondé en 1775; au nord nord-ouest, près Villa-Bella et l'isthme qui sépare les eaux de l'Aguapchy (confluent du Paraguay) de celles du Guaporè, vers l'union de cette dernière rivière avec le Mamorè, au-dessous du fort do Principe (latit. aust. $11^{\circ} 54' 46''$); au sud-ouest, en remontant le Mamorè et le Maniqui, comme nous l'avons dit plus haut, lorsque nous avons tracé les limites du Pérou et de la vice-royauté de Buenos-Ayres, entre les $21^{\circ} 26'$ et $25^{\circ} 54'$ de latit. aust. (entre le rio de Loa et Punta de Guacho) le territoire de la vice-royauté dépasse la cordillère des Andes et occupe sur quatre-vingt-dix lieues de long les côtes de la mer du Sud. C'est là que se trouve le désert d'Atacama, avec le petit port de Cobija, qui sera un jour si utile pour le commerce des productions de la Sierra, ou du haut Pérou. Vers

l'ouest, c'est la chaîne occidentale des Andes jusqu'à 37° de latit. ; vers le sud , c'est ou le Rio Colorado , appelé quelquefois desaguadero de Mendoza (lat. 39° 56'), ou, selon des autorités plus récentes, le Rio Négro qui sépare Buénos-Ayres du Chili et de la côte Patagonique.

Comme il serait possible que le Paraguay , la province entre Rios et la Banda orientale ou province Cisplatine, restassent séparées de l'état de Buénos-Ayres , j'ai cru devoir calculer séparément l'*arée* de ces pays en liège. J'ai trouvé dans les limites de l'ancienne vice-royauté, entre l'Océan et le Rio Uruguay, deux mille huit cent soixante lieues carrées marines; entre l'Uruguay et le Parana (provinces entre Rios) six mille huit cent quarante-huit lieues carrées ; entre le Parana et le Rio Paraguay (province du Paraguay proprement dite) sept mille quatre cent vingt-quatre lieues carrées. Ces trois parties à l'est du Rio Paraguay, depuis la Nouvelle-Coïmbre jusqu'à Corrientes, et à l'est du Rio Parana, depuis Corrientes jusqu'à Buénos-Ayres, forment un espace de vingt-trois mille deux cent trente-deux lieues carrées, presque une fois et demie grand comme la France ; il résulte de ces calculs pour les trois parties dont se compose l'ancienne vice-royauté de Buénos-Ayres y compris dix-huit mille trois cents lieues carrées de Pampas ou Savanes.

Région du nord , ou haut Pérou , depuis le Tequieri et Mamorè jusqu'au Pilcomayo entre les 13 et 21° de latit. aust.

lieues marines carrées.

37,020

Région de l'ouest, ou pays entre le Pilcomayo, le Paraguay, le Rio de la Plata, le Rio-Négre et la cordillère des Andes, Tarifa, Jujuy, Salta, Tucuman, Cordova, Santa-Fé, Buénos-Ayres, San-Luiz de la Punta et Mendoza.

66,518

Région de l'est, c'est-à-dire tout ce qui est à l'est du Rio Paraguay et du Parana.

23,232

126,770

Voyages de MM. Alexandre de Humboldt et Aimé Bonpland, *Relation historique*, cinquième livraison. Le savant voyageur prévient en note qu'il doit plusieurs de ces éclaircissements à M. Auguste de Saint-Hilaire.

Les Mbayas, dit-il, sont une race superbe, voyez page 11.

Il est certain que les peuples sauvages de ces contrées, et surtout les *Mbayas*, sont encore fort redoutables. J'ai déjà indiqué, d'après

d'Azara, leur manière de se comporter en présence de l'ennemi *.

Lors de leurs expéditions militaires ils vont à cheval, et leur manière de combattre est assez extraordinaire. Ils font usage de la lance et du bâton pesant contre les troupes européennes ou contre les sauvages. S'ils s'aperçoivent que l'ennemi conserve ses rangs sans montrer de crainte, ils s'approchent à pied vers lui, traînent des peaux de jaguar pour épouvanter les chevaux, et attendent une décharge générale avant que d'attaquer, ce qu'ils font d'une manière terrible et avec la rapidité de l'éclair.

Cependant les districts qui avoisinent les fleuves sont en quelques endroits d'une fertilité extrême, voyez page 20.

A propos de l'agriculture je rappellerai ici ce que j'ai dit dans un autre ouvrage : « Il est infiniment probable que la vigne réussirait parfaitement dans ces contrées, puisqu'en 1602 il existait au Paraguay deux millions de ceps dont on tirait du vin et qui n'existent plus maintenant. La culture du tabac peut devenir avantageuse depuis le 29° degré de latitude, en

* Buenos-Ayres et le Paraguay, 2 vol. in-18, chez Nopveu.

tirant vers le nord : le maïs réussit parfaitement dans les états de Buenos-Ayres ; au Paraguay on en connaît quatre variétés indépendamment de celles qui sont remarquables par la couleur rouge ou violette. La plus singulière est celle qu'on désigne sous le nom d'abati guaycuru. Chaque grain est entouré de petites feuilles ayant une parfaite analogie avec les grandes qui servent à envelopper l'épi dans sa totalité. » Les voyages récemment publiés nous donnent des détails de la plus haute importance sur l'état de la végétation dans les vastes plaines, connues sous le nom de *Pampas*, où l'on ne rencontre aucun arbre ; on s'est assuré que le pêcher et le peuplier pourraient y croître : ceci est digne de toute l'attention du gouvernement. Voyez à ce sujet la *Revue américaine*.

L'imagination est surprise du nombre de bestiaux qui errent dans ces vastes plaines , voyez page 22.

Rien ne donne une idée plus exacte des diverses contrées du Nouveau-Monde que les peintures animées qu'en fait M. de Humboldt. Je transcris ici ce qu'il dit sur les plaines des diverses contrées de l'Amérique.

« Il y a quelque chose d'imposant , mais de

triste et de lugubre, dans le spectacle uniforme de ces steppes. Tout y paraît immobile. A peine quelquefois l'ombre d'un petit nuage qui parcourt le zénith et annonce l'approche de la saison des pluies, se projette sur la savane. Je ne sais si l'on n'est pas autant surpris à l'aspect des *llanos* qu'à celui de la chaîne des Andes. Les pays montagneux, quelle que soit l'élévation absolue des plus hautes cimes, ont une physionomie analogue; mais on s'accoutume avec peine à la vue des *llanos* de Venezuela et de Casanare, à celle des *pampas* de Buénos-Ayres, et des *chaco* qui rappellent sans cesse et pendant vingt et trente jours la surface unie de l'Océan.»

M. de Humboldt n'a vu de véritables déserts sans végétation, et où il ne tombe jamais une goutte d'eau, que dans la partie basse du Pérou entre Amotape et Coquimbo.

Ces espèces de fiefs accordés aux successeurs des conquérants, qui les désignaient sous le nom de commanderies, voyez page 63.

Les commanderies fondées dans l'origine étaient désignées sous les noms de *Janacanas* et de *mitayos*. Les premières se composaient d'indigènes nourris, habillés et soignés suivant leurs

maladies aux frais d'un chef européen. Celles qui étaient connues sous le titre de *mitayos* ne renfermaient que des sauvages qui se soumettaient après la guerre ou même durant la paix; on choisissait parmi eux un cacique et un corrégidor, et le corrégidor ne pouvait obtenir d'eux que des services assez bornés. Il n'y avait même que les hommes de dix-huit à cinquante ans qui fussent contraints de venir à certains jours travailler pour ce magistrat.

Il paraît, d'après Charlevoix, que ce furent les pères Cataldino et Maceta qui, après avoir remonté le Parana, rencontrèrent quelques indigènes déjà baptisés par deux religieux de leur ordre, et fondèrent, en 1610, la première bourgade en lui donnant le nom de réduction, que toutes les autres adoptèrent.

Cela arriva au point que les nouveaux instituteurs enseignèrent bien le mécanisme de la lecture à leurs néophytes, mais qu'ils ne leur montrèrent point l'espagnol, voyez page 82.

Ce fait peut paraître assez singulier pour qu'on le révoque en doute; cependant il se passait des choses assez extraordinaires dans les missions pour qu'on puisse l'admettre. Phi-

lippe V avait ordonné, par un décret de 1743, qu'on leur enseignât l'espagnol, mais la politique des bons pères ne s'accordait guère sans doute avec l'esprit du décret, et il resta sans exécution.

On statua que les missions du Paraguay passeraient sous la domination portugaise, voyez page 116.

Lors de cet échange des missions, et quand la guerre contre les deux puissances commença à se préparer, le père provincial écrivit au marquis de Valdeliros pour qu'il la suspendit. Dans ce document précieux, que j'ai sous les yeux, le directeur des missions se plaint amèrement de ce qu'il n'a pu conserver aucun pouvoir sur les néophytes qu'on veut forcer, dit-il, à abandonner leur village pour passer sous la domination portugaise. Je ne comprends pas trop, je l'avoue, pourquoi le territoire de l'Uruguay, passant au Brésil, il était nécessaire de forcer les Indiens à émigrer. Mais le langage que tient l'ecclésiastique dans cette circonstance est curieux. Il affirme d'abord que les curés ne peuvent abandonner les missions sans courir les chances d'une mort *inévitabile*; il continue ainsi :

« Je ne peux, dans cet état des choses, m'empêcher de représenter à votre seigneurie, pour l'acquit de ma conscience, qu'après avoir obéi au roi notre seigneur, et lui avoir donné des preuves de mon respect, par tous les soins et tous les moyens que m'inspire mon ardent désir de mériter la confiance avec laquelle sa majesté a daigné se reposer de cette affaire sur notre fidélité, nous sommes arrivés à notre dernière ressource dans l'exécution de ses ordres, et qu'il est à présent nécessaire de remonter à l'intention primitive des deux rois qui n'avaient pour objet que des considérations plus qu'humaines, le sang de Jésus-Christ, versé pour ces pauvres âmes. » Après avoir loué les deux rois du zèle religieux qui avait animé leurs prédécesseurs lors de la conquête des deux Indes, le provincial rappelle que les habitants des missions redoutaient par-dessus tout de devenir esclaves des Portugais, et qu'ils ne se sent guéris de cette appréhension que quand ils ont vu le révérend père Diégo Alfaro, alors supérieur d'une mission, tué, des mains de leurs ennemis, d'un coup de balle tandis qu'il prenait leur défense. Il rappelle que cette crainte peut faire émigrer dans les montagnes du Chaco un grand nombre de néophytes qui se livreraient au brigandage; et il

termine ainsi sa protestation: « Je supplie votre seigneurie , pour l'acquit de ma conscience et en considération de l'imputation qui nous sera faite devant le tribunal de Dieu d'une perte irréparable , qu'il vous plaise de suspendre la guerre jusqu'à ce que vous en ayez fait part au roi , au suprême tribunal duquel j'en appelle au nom de ces pauvres délaissés , protestant contre toutes dispositions quelconques qui tendront au préjudice de leurs âmes , et que je regarderai comme violence et extorsion , puisque ce que le roi nous a ordonné , c'est que les peuplades soient livrées sans trouble. »

.....

Et je demande à votre seigneurie et la supplie de pourvoir à ma très humble supplique , qui m'est dictée par la justice et la charité , et de vouloir bien me faire donner un certificat pour que je me retire par-devant le roi , à qui votre seigneurie sera responsable , si , avant d'entreprendre la guerre , elle ne fait point part à sa majesté de la tournure périlleuse qu'a prise cette affaire , que l'on a crue , lorsqu'on l'a traitée , être bien éloignée d'être si fatale aux âmes : et pour cette raison nous sommes dans l'obligation de soutenir que toutes mesures quelconques qui

leur porteront préjudice seront contre l'intention du cœur catholique du roi notre seigneur.

• A Cordoue, le 19 juillet 1753. »

Les noirs ne se mêlèrent que faiblement à la population, voyez page 148.

Il paraît que la population se compose en général d'Espagnols européens, de créoles qui en descendent, de métis provenant de leur mélange avec les naturels, d'indigènes ayant quelque mélange de sang espagnol, et en dernier lieu de mulâtres de différents degrés.

« Toutes ces races, dit un voyageur, se mêlent entre elles sans aucun empêchement, de sorte qu'il est difficile de définir les gradations moins marquées, ou d'assigner des limites aux variétés qui se multiplient sans cesse. Peu de familles sont exemptes des traits caractéristiques, physiques ou moraux qui dénotent la race indienne. Ce mélange, continué, doit être regardé comme un mal momentané, et doit à la longue produire le bien de la société, parcequ'il concentrera dans un point commun les intérêts des différentes classes. »

Ceci, comme on le voit, est bien éloigné des documents de M. Cald cleugh, voy. page 190.

Je crois devoir offrir ici un document important qui a été fourni par le *Journal des Débats* du 13 novembre 1825, en faisant toutefois observer qu'il faut, relativement à la population du Brésil, recourir au Résumé de l'histoire de ce pays.

« Il est intéressant de comparer entre elles les masses de territoire et de population actuellement existantes dans le Nouveau-Monde; voici le résultat d'une confrontation des derniers recensements et des mesures prises sur les meilleures cartes : »

	Étendue en milles carrés.	Population absolue.	Population par milles ●rr.
Possessions anglaises. .	120,180	1,917,000	16.
États-Unis du nord. . .	113,800	10,645,000	94.
Mexique.	72,700	6,868,000	94.
Cuba, Porto-Rico, etc.	2,500	707,700	283.
(A l'Espagne).		(800,000)	
Haïti.	1,385	700,000	506.
		(950,000)	
Colonies françaises. . .	495	272,500	449.
Colonies des Pays Bas.	504	90,000	178.
Colonies danoises. . . .	208	55,700	259.
Guatimala ou Provin- ces-Unies du centre.	15,500	1,485,000	95

Colombie.	88,000	3,600,000	40.
Pérou.	28,000	1,900,000	67.
Brésil.	140,000	4,000,000	29.
Paraguay.	7,000	500,000	71.
Buenos-Ayres ou Pro- vinces-Unies du sud.	60,000	1,500,000	25.
Chili.	7,000	1,100,000	171.

« Les limites de territoires et les estimations de l'accroissement annuel sont absolument incertaines pour les états ci-devant espagnols, à la seule exception du Mexique; encore la seule base bien certaine est celle des documents officiels communiqués à M. de Humboldt en 1804, époque de son important voyage. On peut voir, dans les savantes notes du dernier volume de ce célèbre voyageur, à combien de discussions les recensements de Colombie et du Brésil donnent lieu. A l'égard du Chili et de Buenos-Ayres, les incertitudes montent à cent pour cent, en comparant les derniers voyageurs, Caldeleugh, Schmidtmeier, et autres. »

Selon l'intéressant document fourni par M. Grandpré, voyez page 207.

Il y a erreur; il faut lire Grandsire. Depuis que cet ouvrage a été mis à l'impression, les journaux nous ont instruit des changements

survenus au Paraguay. Je donne ici un document précieux inséré dans le *Journal des Débats* du 9 septembre 1825 :

« Le Paraguay déclara son indépendance il y a environ douze ans , et s'érigea en république en formant une direction de gouvernement composée de plusieurs membres. Depuis neuf années, le pouvoir exécutif a été remis dans les mains d'un seul , sous le titre de dictateur : il est à vie. Le seignor Francia, qui est âgé maintenant de plus de soixante ans , exerce ses hautes fonctions avec plus de talent que de philanthropie. Administrateur habile , homme d'état inflexible , il a non seulement adopté , mais perfectionné le système du gouvernement de *los Padres* (les jésuites). Comme eux , il a isolé son empire de tous les autres états , mais mieux qu'eux , il sait ce que produisent l'activité , le travail , l'industrie et les lumières ; aussi l'on peut dire que , s'il ne veut pas que sa nation entretienne des relations avec les autres peuples , du moins il ne cherche point à la maintenir dans l'ignorance et l'oisiveté. L'exemple des états confédérés de Buenos - Ayres , Santa - Fé et Corrientes , lui a paru redoutable ; et , pour se garantir du danger , il n'a point hésité à prendre les mesures les plus violentes ; il a rendu un décret prononçant la peine de

mort contre tout habitant de Buenos-Ayres , de Santa-Fé et de Corrientes , qui oserait franchir les frontières du Paraguay , et la détention contre tous les autres étrangers ; mais comme cet ordre pouvait nuire infiniment au commerce de son pays , il a accordé des licences , à plusieurs reprises , à des citoyens de ces trois états. Depuis , la guerre d'Artigas l'ayant mis à même d'apprécier les moyens , les forces et l'énergie du gouvernement portugais contre ce chef audacieux et entreprenant , le dictateur se rapprocha de ce gouvernement , et le départ du Brésil du roi Jean VI , qui mit la couronne impériale sur la tête de D. Pedro , héritier présomptif du trône de Portugal , le fixa sur les rapports qu'il désirait avoir avec ce prince dans l'intérêt des deux nations , et des relations commerciales s'ensuivirent. Aujourd'hui , les Brésiliens seuls sont autorisés par le dictateur à faire le commerce avec le Paraguay , mais sur ces deux points seulement , à Itapua (sur le Parana au sud) , et au nord en face de Nueva-Cambra (sur le Paraguay , fleuve).

» Parti de Montè-Video par terre , au mois de juillet , en explorant la rive orientale et le pays du fleuve Uruguay , j'arrivai à Itapua , de Paraguay , le 18 août 1824. J'y séjournai ,

comme prisonnier, jusqu'au 14 septembre, et je logeai chez le commandant, où l'hospitalité la plus affable fut exercée envers moi. Je correspondis avec le dictateur, dont le séjour est à l'Assomption (capitale). Son excellence me répondit dans ses diverses dépêches que la position dans laquelle se plaçait l'Europe envers l'Amérique du sud, et principalement la France, ne lui permettait pas d'autoriser un étranger à traverser le Paraguay. Je respecte les motifs du dictateur et ne crois pas avoir le droit de m'en plaindre, quoique cette contrariété m'oblige à un détour de huit cents lieues pour continuer mon voyage de découvertes.

• A l'époque de mon séjour à Itapua, les étrangers détenus au Paraguay étaient au nombre de soixante-sept, se composant de créoles, Américains, Portugais, Espagnols, Suisses, Français, Anglais, Allemands et Italiens. Plusieurs parmi ces étrangers marquent honorablement dans les sciences et dans les arts; je citerai entre autres le célèbre naturaliste Bonpland, qui est relégué à Santa-Maria-de-Fé, à vingt-cinq lieues d'Itapua. Quoique je fusse si près de cet ami, il me fut impossible de correspondre avec lui, tant est grande la sévérité des ordres du dictateur, qui reçoivent leur exécution à l'instant même de la plus légère infrac-

tiop, sans qu'aucune considération puisse vous sauver. M. Bonpland, botaniste distingué, aussi intéressant par ses connaissances profondes que par ses nombreuses collections du Paraguay en zoologie, ichtyologie, minéralogie, etc., dont plusieurs espèces sont entièrement inconnues à l'Europe, a établi des distilleries de cannes à sucre et de miel. Il exerce la médecine et la chimie; vingt Indiens sont employés par lui à conduire ses travaux, qui le mettent à même de vivre honorablement et de réparer les pertes qu'il a éprouvées à la suite des événements arrivés en France. Son malheur est de n'avoir jamais pu parvenir à voir le dictateur; mais je ne lui ai pas laissé ignorer le vif intérêt que prenaient à son sort l'empereur et l'impératrice du Brésil, ainsi que le corps illustre de l'Institut de France.

• A mon retour à San-Borja, j'adressai au dictateur mes respectueux remerciements pour l'accueil et les égards que j'avais reçus à Itapua, en demandant à son excellence, au nom de l'Institut de France, dépositaire des lumières du monde, de faire cesser la détention de leur collègue, et je terminai ainsi ma lettre :
 « M. Bonpland est cher au monde savant, qui
 » désire ardemment son retour, pour prendre
 » part à ses richesses scientifiques. L'amitié qui

» me lie à ce naturaliste ne le cède point
 » désir aussi noble , et je n'ai pas hésité à
 » ser ma liberté en franchissant les frontiè
 » Paraguay pour obtenir la sienne , et p
 » mettre mon respectueux hommage aux
 » de votre excellence. Dictateur , mett
 » comble à votre gloire en rendant M.
 » pland à la liberté : l'Europe vous en se
 » connaisse , et cette page de l'histoi
 » digne de figurer dans la vie politique
 » gislatureur du Paraguay. »

San-Borja , le 23 septembre 18

» MM. Deschamps et Ringer sont à
 somption : l'un d'eux exerce la médecine
 distinction. Un savant anglais , naturalis
 botaniste , digne du plus vif intérêt , est
 détenu depuis près de sept années ; plu
 de ses amis , membres de la société ro
 m'en parlèrent à mon passage à Londre
 principalement l'honorable et savant M.
 président et directeur du musée des scien
 d'anatomie : ce dernier , qui s'intéresse
 coup au sort de son compatriote , victime
 son amour pour les sciences , me pria de
 des démarches pour obtenir sa liberté. A
 arrivée à Buenos-Ayres , je vis le consul-g
 d'Angleterre à ce sujet ; il me répondit

n'avait point d'ordre de sa cour pour faire aucune tentative près du dictateur ; mais il me pria verbalement , lorsque je serais au Paraguay , d'être utile à ses compatriotes , si cela était en mon pouvoir. De leur côté , de respectables négociants , MM. Stuart et compagnie , à Buenos-Ayres , écrivirent à Monte-Video , où je me rendais , à son excellence le baron de Laguna , général en chef , capitaine-général de la province de Monte-Video , pour réclamer son intervention près du dictateur Francia , en faveur de deux jeunes Anglais , leurs parents , détenus dans les états du Paraguay. La reconnaissance me fait un devoir bien doux de déclarer que , sans les passe-ports honorables que me donna le général Laguna , et la recommandation de l'Institut de France en faveur de M. Bonpland , j'aurais subi le même sort que les étrangers détenus au Paraguay. Tous ces messieurs exercent leur industrie dans ce beau pays , et habitent différents cantons d'où ils ne peuvent s'éloigner qu'à quelques lieues. Artigas est traité de la même manière , à trente lieues au-dessus de l'Assomption , et reçoit du gouvernement 40 piastres par mois , pour sa subsistance.

• Tous les habitants du Paraguay , Indiens et créoles , savent lire , écrire et compter : des

écoles publiques sont partout établies à cet effet, et les enfants ne quittent ces écoles que lorsque le *cabildo* (la municipalité) de l'endroit déclare qu'ils sont assez instruits. Le régime municipal est le seul en vigueur au Paraguay, et chaque année tous les *cabildos* de la république sont renouvelés par le choix de la nation, sans que le gouvernement intervienne ni directement ni indirectement dans les élections. Trois Indiens, qui avaient réuni les suffrages, composaient le *cabildo* d'Itapua, lorsque j'y étais.

» Sur tous les fleuves, rivières et ruisseaux qui ne sont pas guéables, des pirogues toujours en bon état sont prêtes pour faciliter les communications. Je n'en dirai pas autant des provinces du Brésil, dont l'administration locale, par son apathie et son insouciance, met souvent la vie du voyageur en danger, malgré tous les efforts du gouvernement pour remédier à ce mal.

» L'on voyage de jour, de nuit, dans tout le Paraguay, armé ou sans armes, avec des sommes considérables en or et en pierreries, sans crainte pour sa vie ni pour sa propriété; des lois du dictateur, exécutées avec la dernière rigueur, rendent les cantons responsables, avec *dommages*, des vols commis sur leur territoire.

ainsi que les particuliers chez lesquels ils auraient eu lieu; c'est pourquoi, lorsque je quittai Itapua, le commandant fit venir toutes les personnes habitant le collège (où est son logement), et me demanda en leur présence si j'avais quelques plaintes à porter, ou quelque chose à réclamer. Pas un mendiant dans tout le Paraguay : le dictateur veut que tout le monde travaille, et sa ferme volonté fait loi. Aussi n'aperçoit-on pas la livrée de la misère qui, dans d'autres pays, couvre des individus indignes de la charité publique. Ce dictateur a établi dans sa capitale des lycées basés sur ceux qu'avait institués Napoléon. L'éducation y est entièrement militaire. Il existe aussi une institution basée sur celle de la Légion d'honneur, en faveur des jeunes filles pauvres. Les habitants m'ont paru heureux et contents sous le gouvernement qui, depuis plusieurs années, les fait jouir de la paix extérieure et de la tranquillité intérieure.

• Je n'ai pas la prétention d'écrire pour l'histoire; mais, en prenant la plume, je me dois tout entier à la vérité, avec le vif désir de tranquilliser les familles qui auraient des parents détenus au Paraguay, et qui craindraient que les moyens d'existence leur manquassent. Mon voyage n'étant pas terminé, je nourris

toujours l'espoir de faire cesser la détention de M. Bonpland, et de le ramener en Europe avec ses immenses richesses scientifiques.

» GRANDSIRE. »

Ce qui nuit surtout au commerce de Buenos-Ayres c'est l'absence d'un port sûr, voyez page 214.

C'est à tort que j'ai indiqué comme étant maintenant en construction un port qui faciliterait le commerce de Buenos-Ayres; de nouveaux renseignements m'ont instruit davantage sur ce sujet.

Une rapide description de la manière dont on aborde dans cette capitale fera comprendre comment peuvent s'opérer les déchargements. Vers le centre de la ville, un peu au nord de la citadelle, on a construit un môle de pierre brute destiné à servir de lieu de débarquement; il a deux cents verges de long, douze de large sur six de hauteur; malgré sa projection, la rivière est quelquefois tellement basse que les bateaux ne peuvent pas toujours en approcher. Il y a donc constamment cinq ou six chariots destinés à mettre à terre les passagers venant des navires. Le prix que coûtent ces voitures est d'environ deux réaux par chaque voyage,

quand bien même elles n'auraient que quelques pas à faire. Il est vrai que dans d'autres occasions elles sont obligées d'aller chercher les voyageurs, en faisant un quart de mille dans l'eau; mais cela n'arrive guère qu'à l'époque où les vents nord et nord-est soufflent violemment et écartent les eaux du rivage. Il est même arrivé, dans les dix dernières années, que des hommes aient parcouru, en s'avançant dans le lit de la rivière, une distance de cinq milles, pendant que le nord-est soufflait avec force. Une chose qui paraîtra plus extraordinaire encore et qui cependant est affirmée par des autorités irrécusables, c'est qu'il y a environ vingt-cinq ans, pendant que ce vent se soutenait dans toute sa violence, l'eau disparut et ne laissa plus qu'une vaste étendue de fange devant les yeux des habitants.

Ce phénomène pourra s'expliquer plus facilement si l'on considère que le fleuve n'a que trente milles de large, et que sa hauteur n'est guère que de trois brasses dans sa partie la plus profonde, excepté au rivage opposé, où l'on rencontre un canal étroit de quatre, cinq, et même six brasses de profondeur. L'effet contraire à celui que nous venons d'indiquer est produit naturellement par le vent d'est, qui, s'il est violent, élève presque toujours l'eau

jusqu'à Buenos - Ayres ; dans ce cas le môle est quelquefois entièrement couvert par les flots , à l'exception de ses deux extrémités , plus élevées que le reste , et portant une batterie de trois pièces. C'est ainsi que ces vents , selon leur direction , font élever ou baisser la rivière de sept pieds. Cette rapide description est extraite de mon ouvrage sur Buenos - Ayres , publié chez Nepveu , passage des Panoramas. Une planche soigneusement faite et gravée sur un dessin anglais , fait concevoir parfaitement la manière dont s'opèrent les déchargements. D'autres gravures indiquent le mode de transport employé dans les *pampas* , la manière dont on s'empare des bestiaux , et enfin des planches plus étendues sont destinées à faire connaître les principaux édifices de Buenos - Ayres.

Les exportations et les importations se sont élevées annuellement à la valeur de 50 millions , voyez page 215.

Nous avons vu , au commencement de cet ouvrage , quels étaient les avantages offerts par le territoire de Buenos - Ayres ; si l'on veut y joindre ce que peuvent fournir les provinces de l'intérieur , on aura une variété d'articles commer-

ciaux assez importante pour attirer les regards de l'Europe. Outre leurs cuirs et leurs viandes salées, les provinces font entrer dans l'exportation des peaux de jaguar et d'autres fourrures précieuses, parmi lesquelles on doit compter le chinchilla; les plumes d'autruche, qui viennent des Pampas, sont moins belles que celles de l'Afrique, mais on peut en faire usage, surtout en enjoignant aux chasseurs de mettre le plus grand soin à leur conservation. Les rives de l'Uruguay et du Parana peuvent fournir au commerce diverses productions utiles à la pharmacie, et enfin l'on peut tirer une certaine quantité d'or et d'argent des provinces rapprochées du Chili.

On voit, par ce court exposé, ce que peut aller chercher l'Européen dans ces contrées. Comme l'industrie est encore assez peu avancée, il doit porter en retour une foule d'articles qui conviennent également aux contrées limitrophes. Mais dans nos rapports avec les Provinces-Unies de la Plata, ce qui a eu lieu au Brésil se reproduit à Buenos-Ayres.

Nos rivaux nous ont devancé comme ils le font toujours, et de bonne heure on s'est accoutumé aux produits de leurs manufactures. Dans ces contrées, comme dans l'empire voisin, l'opinion est pour nous, et l'on voudrait nous

voir obtenir un crédit plus grand que celui dont nous jouissons. Cet avantage ne peut venir que du gouvernement français et des efforts prolongés de nos commerçants. C'est en vain qu'on se dissimulerait que la manière dont l'Angleterre vient d'agir en dernier lieu vis-à-vis des nouvelles républiques nous laisse peu d'espoir d'y lutter avec elle. Il faudrait que notre décision fût prompte, ou nous perdons une foule d'avantages que ne pourront jamais nous faire obtenir l'amitié des habitants et la faveur qu'ils sont disposés à nous accorder.

Pour un assez grand nombre d'articles commerciaux nous conservons une confiance bien plus grande que celle dont jouissent les Anglais et même les Américains.

Buenos-Ayres ne peut jamais cesser d'être une place commerciale fort importante, voyez page 215.

Buenos-Ayres, en raison de l'importance qu'elle a acquise, peut marcher maintenant immédiatement après Lima. Cette ville est située près la rive occidentale du Rio de la Plata. La côte sur laquelle elle s'élève peut avoir quinze ou vingt pieds au-dessus du niveau du fleuve. Les rues y sont régulières, assez larges; on les a

garnies de trottoirs. Il paraît que cette précaution est indispensable, et, s'il faut en croire la petite brochure de M. L. G., les boues y sont effroyables. Les fortifications du port et la cathédrale ont commencé à s'élever vers 1668. Cinq cents indigènes furent, dit-on, employés à ces divers ouvrages. L'église métropolitaine se fait remarquer par un dôme élégant et par un péristyle d'une bonne exécution; on remarque surtout celle qui appartient aux moines de Saint-François. Les deux rues principales sont appelées *calle della Santa-Trinidad* et *calle della Victoria*; la première fait face au grand portail de la cathédrale et traverse la ville dans presque toute sa longueur. C'est là en général que logent les principaux habitants. Les maisons y sont bâties avec élégance et se trouvent situées entre deux jardins. Selon un voyageur, la promenade publique n'est pas digne de ce nom.

Buenos-Ayres a été de tout temps renommée pour son heureux climat; sa position astronomique a été fixée avec exactitude à $34^{\circ} 36' 29''$ de latit. sud, et à $58^{\circ} 23' 34''$ de longitude occidentale de Londres. Cette ville jouit d'une température à peu près semblable à celle des contrées méridionales de l'Europe. M. Nuñez entre dans de grands détails sur la salubrité de son climat; comme l'humidité s'y fait quelque-

fois sentir, il approuve l'usage des cheminées, qui commence à s'introduire, et qui, dans certaines saisons, peuvent rendre les habitations plus saines. « Le ciel, dit-il, présente ordinairement le plus bel aspect; l'air a une transparence parfaite qui ranime tous les sens et excite l'imagination. L'an dernier on put voir à l'œil nu, au milieu du jour, la planète de Vénus, qu'on avait déjà aperçue en 1819. »

Une série de cinq années, de 1817 à 1821, que nous a communiquée M. Munoz, donne pour les plus hauts degrés de chaleur 83, 85, 85, 86, 81° de Fahrenheit; et pour plus grand froid en 1817, 28° ou 4° au-dessous de la gelée, ce qui n'est certainement pas commun dans notre climat.

Voyez *Esquisses historiques, politiques et statistiques de Buenos-Ayrès*, traduit par M. Vairaigne. Pour avoir une idée des principaux monuments de Buenos-Ayres, consultez les planches du premier volume de mon ouvrage sur ce pays, publié par Nepveu, passage des Panoramas.

J'ajouterai seulement que si les Anglais jouissent de la faveur générale, voyez page 215.

Plusieurs de mes lecteurs seront peut-être

curieux de connaître les avantages qui ont été accordés à l'Angleterre. Je donne ici le traité d'amitié, de navigation et de commerce conclu entre la Grande-Bretagne et la république : je l'ai extrait du *Journal des Débats*.

« Un commerce considérable ayant existé pour bien des années entre les possessions de S. M. Britannique et les Provinces-Unies de la Plata, il a paru convenable, pour la sûreté et les progrès de ce commerce, et pour la consolidation de la bonne intelligence entre sa majesté et les dites provinces, que les relations existantes fussent formellement reconnues et confirmées par un traité d'amitié, de commerce et de navigation. Dans cette vue, S. M. le roi de la Grande-Bretagne et les Provinces-Unies de la Plata ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, S. M. Britannique, M. Woodbine-Parish, consul-général de sa majesté à Buenos-Ayres ; et les Provinces-Unies, D. Manuel - Joseph Garcia, ministre des affaires étrangères, lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivants. »

Le premier article stipule une amitié perpétuelle entre les possessions et les sujets des parties contractantes.

L'art. 2 déclare qu'il y aura liberté réciproque de commerce entre les deux états.

Art. 3. « S. M. Britannique convient que dans tous ses territoires en Europe et dans les autres parties du monde, les habitants des Provinces-Unies jouiront de la liberté de commerce, stipulée dans les articles précédents, dans toute l'étendue où elle est ou sera permise à toute autre nation.

Art. 4. « Ni les produits du territoire, ni ceux des manufactures de l'une des deux parties contractantes, ne seront sujets, dans les pays sous la domination de l'autre, à des droits plus forts que ceux que paient les mêmes produits quand ils sont importés des autres pays étrangers. De plus, aucune prohibition d'exporter ou d'importer les produits, soit du territoire, soit des manufactures, ne sera établie dans les territoires respectifs, à moins que cette prohibition ne comprenne aussi les mêmes produits de toute autre nation.

Art. 5. « Les navires au-dessous de cent vingt tonneaux, appartenant à l'une des deux parties, ne paieront dans les ports de l'autre partie aucun droit de tonnage, de pilotage, etc., ou autre droit local, dans une proportion plus forte que celle que paient les navires du pays à qui le port appartient.

Art. 6. » Les produits du territoire et des manufactures de l'une des deux parties contractantes paieront les mêmes droits d'importation dans les ports de l'autre, soit que l'importation ait lieu sur des navires de la Grande-Bretagne ou sur des navires des Provinces-Unies; et les mêmes primes, etc., seront payées à ceux qui exporteront les produits du territoire ou des manufactures de l'un ou l'autre pays, soit que l'exportation ait lieu sur des navires britanniques ou des navires des Provinces-Unies.

Art. 7. » Pour empêcher tout malentendu, il est stipulé que tous les navires construits dans les territoires de sa majesté, et dont la propriété, l'équipage et l'enregistrement sont conformes aux lois de la Grande-Bretagne, seront réputés navires britanniques, et que tous les navires construits dans les territoires desdites provinces, dûment enregistrés, dont les propriétaires seront citoyens desdites provinces, et dont les capitaines et les trois quarts des équipages seront citoyens desdites provinces, seront réputés navires des Provinces-Unies.

Art. 8. » Tout négociant, capitaine de navire ou autre sujet de S. M. Britannique, jouira, dans les territoires des Provinces-Unies, de la même liberté que les naturels du pays,

* pour tout ce qui regarde le maniement de ses affaires ; il sera libre de les confier à celui qui voudra l'employer comme son facteur, agent ou interprète, sans être obligé d'employer ou de payer à cette fin qui que ce soit, à moins qu'il ne juge à propos de le faire. Le vendeur et l'acheteur auront, dans tous les temps, liberté entière de faire leurs contrats, et de fixer comme bon leur semblera le prix de toutes les espèces de marchandises qu'on importera dans les Provinces-Unies, ou qu'on en exportera.

Art. 9. » Pour tout ce qui regarde le déchargement des navires, la sûreté des marchandises et des effets, l'expropriation des valeurs de tout genre, soit par vente ou donation, ou échange, ou de toute autre manière quelconque, les sujets des deux parties contractantes jouiront respectivement, dans les territoires de l'un ou de l'autre, des mêmes privilèges, droits et immunités que les sujets des nations les plus favorisées ; de plus, ils ne paieront point d'impôts plus forts que les sujets de l'état où ils auront leur demeure.

» Ils seront exemptés de tout service militaire, soit par terre, soit par mer ; de tout emprunt forcé et de toute exaction et réquisition militaire. Ils ne seront pas non plus obligés,

sous aucun prétexte , de payer de contribution ordinaire plus forte que ne paieront les sujets et citoyens naturels de l'autre nation . "

Art. 10. » Chaque partie peut nommer des consuls qui ne pourront remplir leurs fonctions qu'après avoir reçu l'*exequatur* du gouvernement suprême auquel ils sont envoyés. Les deux parties peuvent excepter des places où elles ne voudront pas qu'il réside des consuls.

Art. 11. » Si malheureusement l'amitié et la bonne intelligence entre les deux parties éprouvaient une interruption , les sujets et citoyens de l'un et de l'autre état auront le droit de continuer leur séjour et leur commerce , sans être molestés d'aucune manière , et sans qu'on puisse mettre aucun embargo ni séquestre sur leurs propriétés et effets , pourvu qu'ils se conduisent d'une manière paisible et conforme aux lois.

Art. 12. » Les sujets de S. M. Britannique demeurant dans les Provinces-Unies de Rio de la Plata , ne seront point troublés , ni persécutés , ni molestés , à cause de leur religion , mais ils jouiront d'une liberté entière de conscience ; ils célébreront leurs cérémonies religieuses dans leurs maisons , ou dans leurs églises ou chapelles , qu'ils seront autorisés à faire bâtir et à entretenir dans des lieux commodes approu-

vés par le gouvernement des États-Unis. Il sera aussi permis aux sujets de S. M. Britannique d'enterrer leurs morts dans leurs propres cimetières, qu'ils seront également autorisés à établir et à entretenir. De l'autre côté, les sujets des Provinces-Unies jouiront dans tous les territoires de S. M. Britannique d'une liberté de conscience entière et illimitée, et exerceront leur culte, soit dans les maisons où ils demeureront, soit dans les chapelles et maisons religieuses destinées à cet usage, d'après le système de tolérance établi dans les territoires de S. M. Britannique.

Art. 13. « Les sujets de S. M. Britannique demeurant dans les Provinces-Unies pourront disposer de leurs biens comme ils le voudront, par testament s'ils le veulent. Si un sujet britannique vient à mourir dans les Provinces-Unies sans avoir laissé de testament et sans avoir disposé autrement de ses biens, alors le consul-général de sa majesté, ou, pendant son absence, son suppléant, sera autorisé à nommer des tuteurs qui se chargeront des biens pour les remettre aux héritiers et créanciers légaux, sans que les autorités interviennent ou exigent qu'on les en avertisse, et ainsi réciproquement.

Art. 14. « S. M. Britannique, désirant vivement l'abolition totale de la traite des esclaves,

les Provinces-Unies s'engagent à coopérer avec sa majesté à cette œuvre bienfaisante, et à défendre, par des lois solennelles et par des mesures efficaces, à tout individu sujet à leur juridiction ou résidant sur leur territoire, toute participation à ce trafic.

Art. 15. « Les ratifications de ce traité seront échangées dans l'espace de quatre mois, ou plus tôt, si faire se peut.

« En foi de quoi lesdits plénipotentiaires ont signé et apposé leur sceau. »

Fait à Buenos-Ayres, le 2 février 1826.

Signé GARCIA.

Signé WOODBINE PARISH.

Les missions contenaient alors près de deux cent mille habitants, voyez page 216.

Le dénombrement de la population des missions diffère, selon les divers auteurs que j'ai consultés. Un mémoire manuscrit que j'ai sous les yeux, porte celle des sept missions à trente mille Ames, et celle du Parana à soixante-neuf mille trois cent quarante : mais ce mémoire est dû au provincial, et il avait peut-être un grand intérêt à cacher le nombre d'individus qui se trouvaient sous la direction de son ordre.

M. Ayres de Casal, qui en général s'est procuré de bons renseignements, fait monter la population à deux cent mille habitants pouvant mettre quarante mille hommes sous les armes, et possédant près de deux millions de têtes de bétail.

Voyez *Corografia brasílica, provincia de Parana*, tom. I, pag. 159 et 161.

Accoutumés à vaincre depuis qu'ils avaient débarqué sur ces rivages, les Espagnols espéraient sans doute une facile conquête, voyez page 232.

Voilà ce que disait, il y a plusieurs années, un célèbre voyageur sur les progrès faits par les Indiens dans la civilisation. Les premiers sauvages que les Espagnols eurent à combattre ne surent point leur résister comme les Araucans.

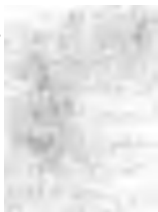
« Les naturels du Chili ne sont plus ces timides Indiens que les armes européennes faisaient trembler. La propagation des bêtes à cornes et des chevaux qui couvrent aujourd'hui l'intérieur des vastes déserts du Nouveau-Monde, ont fait des Américains une nouvelle race absolument semblable, à tous égards, aux Arabes qui vivent dans les déserts de l'Arabie. Toujours à cheval, une excursion de deux

cents lieues leur paraît un léger voyage ; ils errent avec leurs troupeaux, dont ils mangent la chair et boivent le lait ; ils conservent la peau des animaux qu'ils tuent ; ils s'en font des manteaux , des casques , des cuirasses et des boucliers. Ainsi deux animaux domestiques , dont on a fait présent à ces naturels , ont suffi pour opérer un changement total dans leurs mœurs et dans leur caractère. Depuis Sant-Jago jusqu'au détroit de Magellan , ils ont renoncé à tous leurs anciens usages ; leur nourriture , leurs vêtements ne sont plus les mêmes ; ils ne ressemblent plus à leurs ancêtres qui vivaient il y a deux cents ans ; on les prendrait pour des Tartares ou pour des habitants des bords de la mer Rouge. »

Voyez La Peyrouse , *Voyage autour du Monde*.

La domination des Espagnols se trouvait assurée , quand ce chef fut battu sur les rives d'Itata , voyez page 234.

« Un capitaine indien , à qui son âge et ses infirmités ne permettaient pas de sortir de sa cabane , entendait toujours parler de ces malheurs : le chagrin de voir les siens constamment battus lui donna des forces ; il forma treize compagnies de mille hommes chacune ,



COLLECTION

DE RÉSUMÉS

DE L'HISTOIRE

DE TOUS LES PEUPLES

ANCIENS ET MODERNES.

DE L'IMPRIMERIE DE A. HENRY.

RÉSUMÉ
DE L'HISTOIRE
DE GÈNES,
DU
PIÉMONT
ET
De la Sardaigne;
PAR A. CHAMBOLLE.



PARIS,
LECOINTE ET DUREY, LIBRAIRES
QUAI DES AUGUSTINS, N° 49.
1825.

Handwritten text at the top of the page, possibly a title or header.

Handwritten text in the middle section of the page.



Handwritten text at the bottom of the page, possibly a signature or footer.

RÉSUMÉ DE L'HISTOIRE

DE

GÈNES, DU PIÉMONT

ET

DE LA SARDAIGNE.

PREMIÈRE ÉPOQUE.

DEPUIS L'ORIGINE DE LA RÉPUBLIQUE DE GÈNES
ET DES PETITES CITÉS DU PIÉMONT, JUSQU'À
L'ÉTABLISSEMENT DES DOGES DANS GÈNES, ET
À LA CONQUÊTE DE LA SARDAIGNE PAR LE ROI
D'ARAGON.

Le Piémont, qui tire son nom de sa situation au pied des Alpes, est une des plus belles contrées de l'Italie. Au dessous des neiges et des glaces dont le sommet des montagnes se couronne, on

découvre de noires forêts de sapins et de mélèses; vers le centre, croissent des châtaigners et d'autres [grands arbres, et dans les plaines, toutes cultivées, des mûriers et des oliviers. Les vallées, sujettes à de fréquentes inondations, produisent du riz en abondance. L'industrie des habitans a su ajouter encore à la fertilité du sol, en creusant mille petits canaux qui divisent les rivières et facilitent les arrose-mens. On voit donc que si les souverains de ce pays durent long-temps toute leur importance aux barrières de l'Italie dont ils étaient maîtres, le Piémont, riche de tant de productions, peut prétendre à une prospérité tout-à-fait indépendante de sa position militaire.

Le territoire de Gènes s'étend sur les côtes de l'ancienne Ligurie, et se resserre entre la mer et les Apennins, de manière à présenter de loin l'aspect de deux rivages. On y récolte d'assez bons vins, et quelques cantons sont parés de touffes d'orangers, d'oliviers et de mûriers blancs; mais, en général, cette côte est

aride, hérissée de rochers, et les poissons semblent fuir les eaux qui la baignent. Le besoin éveilla l'industrie des Génois, la vue d'un port vaste et sûr, le seul don qu'ils eussent reçu de la nature, les invitait à se livrer au commerce et à la marine. Ils s'y livrèrent avec ardeur et furent bientôt puissans et libres.

L'île de Sardaigne a aussi des ports, elle abonde en grains, en vins, en olives, elle nourrit de nombreux troupeaux, et cependant elle est presque inhabitée. L'oppression des gouverneurs, des guerres et des révolutions fréquentes ont causé une dépopulation généralement attribuée à l'insalubrité de l'air. Si l'on avait pris soin de contenir dans leur lit les eaux des rivières, ou de les recevoir dans des canaux, elles n'auraient point formé, par leur stagnation, ces marais d'où s'exhalent aujourd'hui des vapeurs pestilentielles. Pour que l'on tire de la Sardaigne tous les avantages qu'elle peut produire, il faut que de grands travaux soient en-

couragés par la paix et par un gouvernement plus sage que ceux qu'elle a subis pendant tant de siècles.

Les Piémontais, les Génois et les Sardes font tous remonter leur origine à l'antiquité la plus reculée. Turin (Taurinum) fondée par Phétonte, frère d'Osiris, aurait pris son nom du taureau, ou bœuf Apis, dont les Égyptiens portaient l'image sur leurs bannières. Gênes devrait le sien à Janus ou à Génova, fille de Prométhée. Enfin Sardus, fils d'Hercule, aurait le premier conduit une colonie en Sardaigne. Nous ne nous arrêterons pas à discuter ces diverses prétentions.

Autrefois le Piémont faisait partie de la Ligurie. Cette contrée, après l'invasion des Gaulois, réunie à l'Insubria ou Milanais moderne, forma la Gaule Cisalpine. Elle était habitée par plusieurs petits peuples qui furent successivement soumis par les Romains. Les Salasses, belliqueux habitans de la vallée d'Aoste, se firent presque tous exterminer par Terentius Varron, plu-

tôt que de subir le joug. Les Lébétiens, plus amollis, avaient, dans l'antique cité de Verceil, un temple de Vénus où ils se livraient à d'infâmes voluptés. On sait que les Tauriniens eurent la gloire d'arrêter trois jours Annibal après qu'il eût franchi les Alpes. César, ayant fait de leur ville une place d'armes, leur accorda le privilège de ne point payer de contributions militaires et de servir dans les légions de la république. Alba Pompéia et Asti étaient des colonies romaines. Toutes ces cités devenues indépendantes, après le démembrement de l'empire, se gouvernèrent par leurs propres lois ; jusqu'à ce que leurs rivalités les fissent tomber sous la domination de différens seigneurs, tels que les comtes de Provence, les marquis de Suze et de Montferrat, les ducs de Savoie et de Milan.

Deux siècles avant l'ère chrétienne, Gènes était déjà assez florissante pour porter ombrage aux Carthaginois qui la firent saccager par Magon. Elle fut rebâtie par les Romains et jouit obscu-

rément, sous leur protection, d'une
gue tranquillité. Plusieurs fois cor
et détruite par Odoacre, par les C
par les Lombards, elle resta sous
pire de ces derniers jusqu'à l'irri
de Charlemagne. Ce prince y éta
806. comte Adémar, qui conduisit en
une flotte génoise contre les Sar
Les successeurs de ce comte gar
leur autorité pendant plus de q
vingts ans, et ce n'est qu'à la
neuvième siècle que Gênes fut
pendante et se créa des consul
936. forces de la nouvelle républiqu
taient rapidement accrues, et e
nait de faire un puissant arm
pour une expédition lointaine,
les Sarrasins, qui avaient épié
part de la flotte, surprirent la vi
défense, y mirent le feu et em
rent en esclavage les enfans et le
mes. Les Génois, avertis de ce d
poursuivirent les pirates et en fi
grand carnage sur les côtes de
daigne.

Cette île était alors au pou

Sarrasins. Elle avait été peuplée par des Juifs que Tibère y avait relégués, pensant que, sous un climat meurtrier, ils ne tarderaient pas à périr. Il arriva au contraire qu'ils s'y multiplièrent prodigieusement, cultivèrent les champs, bâtirent des bourgs et des villes. Les chrétiens, et dans le nombre quelques évêques, exilés plus tard en Sardaigne, n'eurent plus qu'à travailler à la conversion des juifs. Ils s'y appliquaient avec zèle et avec succès, quand les empereurs apprenant que, sur cette terre qu'ils avaient cru inhabitable, la population allait toujours croissant, y envoyèrent des juges et des soldats. Ceux-ci firent un tel nombre de martyrs, que la Sardaigne fut dès-lors appelée l'île des Saints. Les persécutions avaient cessé, la nation nouvelle commençait à refleurir et à commercer avec les contrées voisines, bientôt peut-être elle serait devenue riche et puissante, si de nouveaux malheurs ne l'eussent arrêtée dans le cours de sa prospérité. Il y avait déjà long-temps que des bandes

de Sarrasins parcouraient l'Italie, une barque chargée d'une vingtaine de soldats, qui faisaient partie d'une colonie maure, vint échouer à Portofranco, sur le rivage de Nice. Ces soldats se fortifièrent sur des rochers et appelèrent, par des signaux, leurs compatriotes qui étaient sur la même mer, et devinrent bientôt assez nombreux pour étendre leurs ravages dans les plaines du Piémont; ils pillèrent Acqui, se joignirent à d'autres bandes, et firent une irruption en Ligurie d'où ils enlevèrent un grand nombre de captifs. Un roi nommé Muset, y établit, plus tard, une colonie de corsaires. Le pape Grégoire VIII prit l'alarme et se proposa de proposer une alliance entre les républiques de Pise et de Gênes pour que leurs forces réunies fussent employées à chasser les Musulmans. Le traité fut conclu sous cette condition que le butin appartiendrait aux Génois sur la terre conquise aux Pisans. On ne partit point en voile; les chrétiens de l'île proté-

le débarquement. Attaqués, battus sur tous les points, les Musulmans se sauvèrent en Afrique. Quand on en vint au partage, les Génois mécontents de la part qu'ils s'étaient faite, tournèrent leurs armes contre leurs alliés qui, plus nombreux, les forcèrent à se rembarquer.

Cependant sur le bruit des préparatifs que faisait le roi maure pour reconquérir la Sardaigne, les Pisans envoyèrent à Gênes et en Catalogne demander des secours. Avant qu'ils fussent prêts, Muset, vainqueur dans une bataille sanglante, s'était rendu maître de l'île entière, à la réserve de Cagliari. La nouvelle flotte combinée de Pise et de Gênes parut tout à coup sur la côte; mais les Sarrasins qui s'attendaient à être attaqués, combattirent vaillamment; Muset sur-tout fit des prodiges; âgé de plus de quatre-vingts ans, il s'élança dans la mêlée, reçut deux blessures, fut renversé de cheval et fait prisonnier; conduit à Pise il y mourut dans les fers. L'île demeura aux chrétiens : les Génois eurent Alga-

rice, le marquis de Malespina les montagnes, un comte de Mutica Sassary; tout le reste passa sous la domination des Pisans. C'est ainsi que la rivalité des deux républiques croissait avec leur puissance.

Les cités libres du Piémont continuaient à subsister sans avoir les mêmes élémens de force et de grandeur que les républiques maritimes. Leur territoire, trop borné pour nourrir de nombreux défenseurs, était menacé de toutes parts. Les comtes de Provence étaient maîtres de Nice et des vallées de Barcelonette. A la fin du dixième siècle l'empereur Othon II avait établi dans le Montferrat Guillaume, mari de sa fille; les marquis de Suze et d'Ivrée possédaient de vastes domaines; et tous cherchaient à s'agrandir aux dépens de leurs voisins.

Il y avait encore quelques gentilshommes qui, retranchés dans des forteresses, vivaient en pillant les campagnes d'alentour. Sans doute les habitans du château de Montfort s'étaient *rendus* redoutables dans le diocèse d'As-

ti, quand l'évêque imagina de les déclarer hérétiques et de publier contre eux une espèce de croisade. Les républicains d'Asti, Oldéric, marquis de Suze, et d'autres seigneurs, livrèrent inutilement plusieurs assauts à la forteresse. Ils appelèrent l'archevêque Aribert qui s'en empara, conduisit à Milan tous ses prisonniers et brûla ceux qui ne voulurent pas se convertir. Alors les guerres étaient fréquentes parce qu'elles amenaient toujours des usurpations. Les marquis de Montferiat s'emparèrent de Trino, colonie de Verceil. Les Verceilais eux-mêmes faisaient des conquêtes, et sur le point de perdre leur indépendance, ils ravirent celle des habitans d'Alba. Les marquis de Suze gouvernaient Turin à titre de fief impérial, mais en respectant les habitudes démocratiques des citoyens. Enfin s'éleva au milieu des villes libres et des petites souverainetés du Piémont une maison qui devait un jour s'étendre sur leurs ruines.

Bérolde, fils de Hugues, général des Bourguignons, et descendant, à ce que

l'on croit, du fameux Saxon Witikind, vainquit Ardoïn, seigneur d'Ivrée, et le marquis de Suze au pied du Mont-Cénis. Cette guerre ne fut terminée, après la mort d'Ardoïn, que par le mariage d'Adélaïde, fille et héritière de Mainfroy, dernier seigneur de Suze, avec Odon, petit-fils de Bérold, qui s'établit en Piémont sous le titre de vicaire de l'empire.

Depuis que les Allemands avaient ceint la couronne des rois lombards, leur souveraineté était respectée en Italie lors-même qu'ils n'y avaient aucune autorité réelle. Les ducs, comtes, marquis, ne conservaient leurs titres que de l'aveu des empereurs, et les républiques elles-mêmes leur demandaient le droit d'être libres. Ainsi Gênes sollicita plusieurs fois la confirmation d'un acte obtenu en 958 de Bérenger II, qui lui accordait le privilège de se gouverner par ses propres lois. Ces lois furent long-temps incertaines, et le gouvernement ne prit une forme décidée qu'à la fin du onzième siècle. Il

paraît que les Génois, après avoir secoué le joug de leurs comtes, y furent soumis de nouveau, puisque certains auteurs rapportent l'institution des consuls à l'année 1096, tandis que d'autres la font remonter beaucoup plus haut. L'inconstance naturelle aux Génois permet de supposer que, dans les deux premiers siècles de leur existence politique, l'administration de l'état n'avait pas eu plus de stabilité qu'elle n'en acquit par la suite. Au reste, l'histoire de cette époque est pleine d'obscurités et d'incertitudes. Le plus ancien des monumens authentiques qui nous soient restés, est une chronique qui commence au douzième siècle, et qui fut composée par l'un des premiers magistrats de la république, nommé Caffaro. Chaque année cette chronique était consignée dans les archives, après une délibération du sénat qui en approuvait le contenu. Voici ce qu'elle nous apprend sur la forme du gouvernement.

Le nombre des magistrats suprêmes,

appelés consuls, variait de quatre à six ans. Leurs fonctions, dont la durée n'avait pas été d'abord rigoureusement déterminée, devinrent annuelles. Peu de temps après, on divisa les attributions de la magistrature : il y eut des consuls communs qui, élus par le peuple, étaient tirés du corps de la noblesse, et chargés du maintien de la police, de la correspondance avec les puissances étrangères, du commandement de ces de terre et de mer; et des consuls particuliers des plaidoyers, juges suprêmes qui étaient aussi annuellement élus, et qui, à leur sortie de charge, rendaient compte de leur administration à l'assemblée générale. Le peuple, sentant dès-lors la nécessité de chercher des garanties contre la puissance des consuls, qui tend toujours à devenir oppressive, il voulut que chacun des six quartiers de la ville, eut le droit de se choisir parmi les citadins un juge ou capitaine. Le sénat n'avait alors que des pouvoirs très-bornés.

La république ainsi constituée

tendait plus qu'une occasion de développer et d'accroître ses forces en les produisant sur un plus grand théâtre. Cette occasion se rencontra dans un événement inattendu, l'ébranlement de toutes les nations de l'Europe qui se précipitèrent sur l'Asie. Les croisades, ces expéditions brillantes et insensées, qui furent inventées par le fanatisme, conduites par l'enthousiasme, et qui ne devinrent importantes que par des résultats auxquels on n'avait nullement songé; les croisades, qui firent payer au reste de l'Europe par une dépopulation effrayante et par un long épuisement quelques germes de civilisation, eurent d'ailleurs sur les états maritimes, une grande et salutaire influence. Gènes s'enrichit tout en équipant des flottes nombreuses qui transportèrent les croisés dans la Terre-Sainte, et leur amenèrent des convois de vivres et de munitions. Tandis qu'une foule de braves aventuriers vendaient leur patrimoine pour conquérir des principautés et des royaumes qu'ils ne devaient garder

qu'un jour, les habiles marchands s'avancèrent sous la protection d'armes, choisissaient des places de commerce et s'arrêtaient pour y fonder des établissemens utiles, qu'ils surent conserver même lorsqu'il ne resta dans l'Asie aucune trace de la religion chrétienne.

1098. Cependant les Génois, aussi que
à que marchands, s'illustrèrent par
1101. exploits dans la première croisade.
Les reliques des cendres de saint Jean-Baptiste transportées à Smyrne et un vase d'émeraude précieusement gardé dans leur trésor furent le glorieux prix. Au siège de Césarée, Caput-Mallio, consul général, dirigea ses troupes avant de donner l'assaut; animé lui-même par les clameurs, il s'élança le premier sur le sommet du rempart; la ville fut prise et pillée; chaque soldat eut pour sa part du butin quarante sous d'argent et cinquante livres de poivre. Les services de la république rendit ensuite à Baudouin, roi de Jérusalem, furent magnifiquement récompensés. Ce prince as-

la nation génoise deux rues dans sa capitale, deux à Jaffa, et un revenu sur les droits levés dans Alep, dans Césarée et dans Ptolémaïde. Enfin, par une marque insigne d'honneur, il fit graver sur l'autel de la chapelle du Saint-Sépulcre cette inscription qui fut effacée par la jalousie des autres nations et rétablie par l'ordre du pape : *Præpotens Genuentium præsidium.*

Humbert II, comte de Savoie, seigneur de Turin et de Suze, avait suivi Godefroy de Bouillon dans cette première croisade; on ne voit pas qu'il y ait acquis beaucoup de gloire. Son prédécesseur, Amé II, était demeuré aussi obscur en Italie : on sait seulement qu'il accompagna l'empereur Henri IV au château de Canossa, et qu'il le vit s'humilier aux pieds de Grégoire VII. Amé III fonda et enrichit plusieurs abbayes, chassa du siège de Turin un évêque qui ne voulait pas reconnaître sa suzeraineté, et rétablit celui d'Asti que les habitans avaient chassé. En 1147 il se croisa avec Louis-le-Jeune et mour-

rut dans l'île de Chypre. Les observations que fournissent à l'histoire des faits aussi insignifiants que les descendans de Bérold s'opposaient à combattre cette liberté qui animait encore les villes du Piémont et que déjà leur autorité commençait à s'y affermir, puisqu'ils ne craignaient pas de s'éloigner de l'Italie.

Les guerres de la Palestine empêchant au loin tous les armemens de Gênes et de Gênes, avaient quelquefois empêché la rupture qui menaçait de clater entre ces deux républiques; elle devenait de jour en jour plus inévitable. Dès l'année 1101, Mayard, un des petits princes de la Sardaigne, couru par les Génois contre une invasion des Musulmans, s'était engagé à leur payer un tribut, et les Pisans n'avaient pas souffert que cet engagement fût rempli. Gênes se vengea en enlevant à sa rivale dans la possession d'une nouvelle conquête; elle s'empara de l'île de Corse, des cantons d'Elle de Pievé. Les habitans de la

Pise, assiégés eux-mêmes par terre et par mer, furent réduits à signer une paix honteuse, et à donner une marque de leur dépendance en ne laissant debout que le premier étage de leurs maisons. Des vaincus qui peuvent combattre, ne respectent guère de pareils traités. Aussi vit-on bientôt les deux flottes ennemies en présence devant le phare de Messine. Poursuivis dans le port de cette ville et jusque sur le rivage, les Pisans ne trouvèrent un asile que près du palais du roi et ne dûrent leur salut et celui de leurs vaisseaux qu'à la pitié des Siciliens. Enfin cette guerre, après quatorze ans, fut terminée par le pape Innocent II, qui, pour satisfaire les Génois, érigea leur église en archevêché.

Une lutte si longue et si acharnée n'avait pas été pour la république une suite continuelle de triomphes. Gènes avait éprouvé des revers, perdu un grand nombre de galères, pleuré de vaillans citoyens, cependant elle n'avait cessé d'étendre son commerce et

1119
à
1133.

elle se trouva pleine de force et de confiance quand il fallut combattre de nouveaux ennemis. Cent soixante voiles sorties de son port donnèrent la chasse aux corsaires maures qui infestaient la Méditerranée, et allèrent assiéger la ville d'Almeria, l'une de plus florissantes du beau royaume de Grenade. 1136. Ansaldo Doria, secondé par le comte de Barcelone, battit les Sarrasins qui eurent cinq mille hommes tués et qui n'en devinrent que plus opiniâtres dans leur résistance. Dès que le roi de Castille, Alphonse VII, eut rejoint les confédérés, on donna l'assaut. La ville fut emportée, livrée au pillage et aux flammes. Tous les habitans qui n'avaient pas péri furent faits prisonniers, et l'on en compta jusqu'à trente mille. Les chrétiens qui abandonnaient ainsi une immense population à la mort ou à l'esclavage ne ressemblaient que trop à ces infidèles qui, depuis si long-temps, ravageaient le midi de l'Europe. L'armée génoise attendit à Barcelone le retour d'Ansaldo Doria, qui était allé rendre

compte au sénat du succès de l'expédition. Il amena un renfort de troupes et la campagne s'ouvrit par le siège de Tortose. Les Catalans mutinés laissèrent aux Génois tout l'honneur de cette conquête. Les assiégés capitulèrent et se mirent sous la protection des consuls, qui, cette fois, veillèrent à ce qu'on ne leur fit aucun mal et aucun outrage.

Ainsi Gênes qui, pendant treize ou quatorze siècles, n'avait fait aucun effort pour sortir de son obscurité et de sa faiblesse, venait tout à coup de prendre rang parmi les puissances de l'Europe. Victorieuse depuis trente ans dans l'Orient, en Italie et en Espagne, elle couvrait de ses vaisseaux la Méditerranée, et pouvait désormais en disputer l'empire aux Vénitiens comme aux Pisans. Ce fut dans ce temps qu'elle acheva de réunir sous sa domination les vallées qui l'avoisinent et toutes les petites villes des deux rivières, Lavagna, Ventimiglia, Savone, Albenga ; elle les traita comme autrefois Rome avait

traité ses alliés ou plutôt ses sujets Latium. Mais c'est ici que se révèle le vice de constitution qui devait aller à la ruine ou du moins la prompte cadence de la nouvelle république. Elle n'avait pas, dans Gènes, que des magistrats et des citoyens; on y voyait encore une noblesse nombreuse, inquiète, timide et lente; assez vaine pour briguer les honneurs et les dignités; trop fière pour se soumettre à ceux qui les avaient créés. Dans la ville elle avait ses églises et ses palais; hors de la ville ses vignes et ses forteresses; par-tout des motifs de révolte et l'assurance de l'impunité. Il n'en était pas ainsi de Venise. Elle avait mis plus de temps à fonder sa grandeur, mais qui l'avait plus solidement établie. Des tours ou des crénelés ne dominaient point ses toits. Les nobles vénitiens, aussi ambitieux et plus orgueilleux peut-être que ceux de Gènes, n'avaient pu sacrifier leurs intérêts de ceux de l'état; toute leur habileté et toute leur puissance que consista à les confondre.

avait pour eux ni sûreté ni gloire à se faire chefs de faction, aussi s'appliquèrent-ils avec une infatigable persévérance à se faire les maîtres du peuple. Ils en furent souvent les oppresseurs; mais si les lois étaient devenues entre leurs mains un instrument violent et odieux, il leur était redoutable à eux-mêmes, et au milieu des haines, des soupçons, des vengeances, la république subsistait.

Cependant, cet esprit de sédition qui devait ébranler Gènes par de si fréquentes secousses, semblait sommeiller encore, et la république, triomphante au dehors, était, en même temps, paisible à l'intérieur, quand le bruit vint à se répandre que Frédéric Barberousse envahissait l'Italie. Le but de son expédition était l'asservissement des cités lombardes; comme pour proclamer ses projets de despotisme et de vengeance, dès qu'il eut mis le pied sur cette terre libre, qu'il appelait rebelle, animé par Guillaume de Montferrat contre les bourgeois de Chieri et d'Asti,

il livra aux flammes les murs de ces deux villes que les habitans avaient laissés déserts, trop faibles pour résister à une grande armée, mais trop fiers pour se soumettre. L'évêque d'Asti avait eu la lâcheté d'appeler aussi contre sa patrie les armes de l'empereur. L'évêque de Turin, dans l'espoir de se rendre indépendant de son suzerain, Humbert III, comte de Savoie et de Piémont, s'était mis également sous la protection de Frédéric, qui le déclara prince de l'empire. Humbert opposa aux lettres patentes de l'empereur une bulle du pape Innocent III, qui excommuniait le prélat et le marquis de Saluces, et bientôt, passant les monts à la tête d'une armée, il les punit de leur révolte. Frédéric accourt et les venge en brûlant le château de Suze, qui contenait le dépôt des titres de la maison de Savoie. A ce sujet, l'historiographe de Savoie, Samuel Guichenon, comte palatin, etc., exprime son indignation avec une naïveté qu'on n'a point assez admirée; il pardonne

volontiers aux soldats allemands d'avoir tué des paysans, ravagé leurs terres, détruit leurs habitations; mais que leur fureur n'ait pas respecté les titres sacrés d'une famille si illustre, c'est ce qu'il ne saurait concevoir (1). Ainsi donc, il y a eu des hommes assez lâches pour dire aux grands que deux ou trois misérables parchemins étaient plus précieux que le sang d'une population entière, et ces grands étaient assez stupides pour le croire! voilà ce qui est véritablement horrible et inconcevable. Finissons-en avec ce comte Humbert III qui se dévoua entièrement aux papes, passa les trois quarts de sa vie dans différens monastères et fut canonisé. On prétend que ses sujets furent obligés de lui faire violence pour qu'il rompît son vœu de chasteté, et cependant il eut quatre femmes.

(1) Voyez *Histoire généalogique de la maison de Savoie*, par Samuël Guichenon, à l'article de Humbert III.

fléchirent, et chacune, de son côté, tâcha de se concilier l'empereur. Les
1162. Génois s'empressèrent de lui offrir douze cents mares d'argent, et de mettre leur flotte à sa disposition pour la guerre de Sicile. A ce prix, il veut bien confirmer au peuple le droit d'élire ses consuls, et accorder aux consuls le privilège de faire marcher sous leurs bannières les habitans de la côte ligu-rienne, depuis Monaco jusqu'à Porto-Venere. Cependant, il se réserve les droits de suzeraineté sur ces arrière-vassaux, et entend que la justice soit administrée par ses marquis et par ses comtes. Par la même charte, il inféoda Syracuse aux Génois; leur accorda, au préjudice des Provençaux, un privilège pour négocier dans tous ses états maritimes, les dispensa de porter les armes pour son service, par-tout ailleurs que dans les Deux-Sicules et sur les côtes de Provence. L'empereur, par ces concessions, exceptait les Génois du joug qu'il venait d'imposer au reste de l'Italie; mais Gênes, en les sollicitant,

semblait n'avoir point foi à son indépendance.

Cependant Frédéric, en renonçant à ses prétentions sur la Corse et sur la Sardaigne, n'avait point décidé entre celles de Pise et de Gênes. Le droit de possession ne pouvait être prouvé par aucune des deux républiques, et la propriété de fait, devait se disputer par les armes. Aussi, un différend élevé à Constantinople, entre les marchands des deux nations, avait-il été le signal d'une nouvelle guerre. Les Génois sont les premiers à la déclarer, et douze de leurs galères, entrant audacieusement dans le port de Pise, vont brûler l'une des tours qui en défendaient l'entrée, et enlever le consul Buonnacorsi. Les Pisans rassemblent à la hâte trente-cinq galères, et présentent le combat aux Génois, qui n'étaient pas en force pour l'accepter. Après cette première hostilité, on se préparait, de part et d'autre, à de plus grands efforts, quand l'empereur commanda une suspension d'armes, et appela près de lui, à l'urbin,

Les ambassadeurs des deux nations leur fit signer une trêve jusqu'à ce qu'eut le temps de régler définitivement leurs intérêts réciproques. Mais l'ordre qui faisait déposer les armes ne pouvait de même éteindre les passions; et quand on serait parvenu à les calmer, de nouveaux sujets de discorde qui s'élevèrent en Sardaigne les eussent bientôt fait renaître avec plus d'ardentes.

Depuis que cette île avait été conquise par les Pisans, quelques hommes, feudataires de la république, étaient parvenus à se rendre indépendans, grâce à l'appui des Génois, toujours prêts à favoriser leurs prétentions. Parmi ces petits souverains, il n'y avait que quatre, beaucoup plus puissans que les autres, et qui s'étaient partagés presque toute la Sardaigne. Gennargentu, Logodore, Arborea et Cagliari, étaient les sièges de leur résidence, ils se donnaient sous le nom de juges. Balasone, juge d'Arborea, conçut alors le projet de se rendre maître de l'île entière.

passa à Gènes où il fut accueilli par deux de ses parens, Corso Sismondi, consul de la commune, et Muscula Sismondi, consul des plaidoyers. L'un et l'autre encouragèrent ses espérances, lui ménagèrent l'appui de la république, et lui conseillèrent d'aller se présenter à l'empereur. Barisson le trouva à Fano, offrit de lui rendre hommage de sa couronne et de payer un tribut de quatre mille marcs. Malgré les prières et les réclamations des consuls pisans, Frédéric délivra à Barisson un diplôme de Roi et exigea sur-le-champ la première année du tribut. Ce roi, qui n'avait pu encore lever d'impôts, emprunta les quatre mille marcs aux consuls de Gènes. Pendant ce temps, les seigneurs de Gallura et de Logodore, pour se maintenir dans leurs domaines, avaient renouvelé leur serment d'obéissance et de fidélité à la république de Pise, et marchant à la tête des troupes qu'on leur avait envoyées, ils ravagèrent, par le fer et le feu, le district d'Arbo-

rea; en sorte que le malheureux Bar-
risson perdait jusqu'à son patrimoine
quand il se croyait investi de tout un
royaume. Il fut pourtant conduit en
Sardaigne et couronné par les Génois;
mais ses avides créanciers n'ayant pu
tirer de lui les sommes qu'il n'avait
pas, le ramenèrent à Gênes et le mirent
en prison. Tant que ce simulacre de
roi était resté sous la protection de
Gênes, les Pisans avaient animé leurs
vassaux à le combattre et à ravager ses
terres; dès qu'il eut été saisi et empri-
sonné, ils demandèrent qu'on le laissât
libre, feignant de respecter en lui l'au-
torité dont l'empereur l'avait revêtu.
Sur un simple refus, on en vint aux
mains : les succès furent plus balancés
que dans la première guerre. Deux fois
sur mer les Pisans eurent l'avantage;
mais leurs ennemis firent des progrès
en Sardaigne, soumirent plusieurs
villes à un tribut, et furent assez ha-
biles pour faire révoquer un décret im-
périal qui confirmait les droits des
Pisans, et pour engager Lucques dans

leur querelle. Victime de son dévouement à ses alliés, cette ville fut ruinée, et, bientôt après, rebâtie. La guerre se prolongea pendant treize ans, sans que sa fureur se ralentît au milieu des horreurs d'une famine qui désola Gênes; encore ne fut-elle qu'interrompue par le traité de Pavie qui mettait les Génois en possession de la Sardaigne. Six ans après, leurs magasins furent pillés, le juge qu'ils avaient établi à Cagliari, chassé avec violence, et la guerre recommença.

La paix intérieure de l'état était 1168.
troublée aussi depuis long-temps. Les soldats qui avaient passé leur vie dans les camps ou sur mer, rentraient dans la ville avec leur humeur turbulente, et y commettaient des désordres que l'autorité des magistrats ne pouvait plus réprimer. Le sénat réunit secrètement d'autres soldats dont il était sûr, et fit saisir les coupables : les uns perdirent leurs biens, d'autres eurent le poing coupé; par ce moyen violent la tranquillité se rétablit. Mais il n'y

avait pas que des séditieux obscurs à punir. Les nobles déchiraient la république par leurs dissensions, et contre eux les lois étaient impuissantes. Deux familles sur-tout, celle des Avogadi et celle des Castelli, seigneurs de Volta, s'étaient signalées par l'animosité la plus cruelle. Le sénat manda un jour Roland Avogado et Foulques Castello, les chefs de ces deux familles. On leur dit qu'il fallait enfin terminer par les armes un différend qui survivait à toutes les réconciliations, et qui avait tant de fois partagé la ville en deux factions ennemies. L'heure et le lieu du combat furent fixés. Long-temps avant le lever du soleil, les consuls, de concert avec l'archevêque Hugues, firent assembler, au son des cloches, tous les citoyens; l'archevêque et son clergé s'étaient rangés processionnellement, portant des torches allumées et les précieuses reliques de saint Jean-Baptiste. Les deux champions, qui étaient venus pour se battre, entendirent une exhortation touchante. Roland, qui l'avait

écoutée en silence, tiré tout-à-coup de sa stupeur par les acclamations du peuple, déchira ses habits, et se roulant dans la poussière, il versa des larmes, puis appela à haute voix les morts qu'il avait juré de venger. Cependant il se laissa fléchir et jura sur l'évangile de ne plus haïr celui qui avait été son ennemi. Paisible triomphe qui honore la religion et que ses ministres ont rarement cherché à obtenir!

La tranquillité ne fut pas pour longtemps rétablie. On vit, peu d'années après, le même Foulques de Castello armer sa famille entière contre celle des Castellana. Ils choisirent, pour champ de bataille, la vallée de Bisagno, et, après l'avoir arrosée de sang, ils se réconcilièrent. L'arrivée de Frédéric à Gênes, où on lui fit une réception magnifique, calma ces fureurs. Il continuait à se montrer favorable aux Génois, mais il avait signalé son passage en Piémont par des vengeances, et il en eut exercé de plus cruelles contre les cités lombardes, si tous ses

efforts ne fussent venus échouer contre les faibles remparts d'Alexandrie. Ces efforts furent les derniers par lesquels il tâcha de relever en Italie une puissance qui avait été despotique et qu'il s'était flatté de rendre durable.

Son fils, Henri IV, s'était d'abord annoncé par des intentions pacifiques; il avait accordé à Thomas I, prince de Piémont, la révocation de toutes les sentences portées contre son prédécesseur Humbert III; et il avait eu la gloire de réunir sous ses bannières les Génois et les Pisans; mais après s'être utilement servi de leurs secours dans la conquête des Deux-Siciles, il refusa de leur en payer le prix, et se rendit odieux par sa mauvaise foi; il disputa même aux Génois les droits que Barberousse leur avait reconnus. C'était un temps désastreux pour la république, que celui où elle était indignement trompée par ce prince, dépouillée par Saladin des places qu'elle possédait dans le levant, et livrée à des agitations intérieures qui faisaient craindre de plus grands

revers. Dès-lors, elle mérita d'être 1182.
citée par son inconstance. Dans l'es-
pace de deux ans, elle changea trois
fois de gouvernement : elle établit des
podestats, élut des consuls, puis les
remplaça encore par des podestats.
Cette magistrature ne fut pas heureuse.
La guerre se ralluma en Sardaigne, où
le juge de Cagliari avait embrassé le
parti des Pisans; en Corse, où ils s'ef-
forcèrent de reprendre le fort de Bo-
nifacio; et sur les côtes de Provence,
où l'intérêt du commerce appelait les
flottes rivales. Il y en eut une de Gènes
qui fut presque entièrement engloutie
par la tempête. Le peuple s'en prit à
ses magistrats, et, par caprice, revint
aux consuls comme, vingt ans aupara-
vant, il y avait renoncé.

Pendant cet intervalle, les Génois
et les Pisans avaient une fois suspendu
leurs hostilités. Volant les premiers au 1188.
secours de la Palestine, envahie par
le sultan Saladin, ils envoyèrent des
ambassadeurs vers tous les souverains
de l'Europe, et, pour soutenir cet ap-

pel, ils donnèrent aux croisés l'exemple du dévouement et du courage en défendant Tyr où commandait le vaillant Conrad, marquis de Montferrat. Cette illustre maison de Montferrat s'ouvrit ainsi dans l'Orient une carrière de gloire qu'elle devait parcourir toute entière. En Italie, elle avait partagé la bonne et la mauvaise fortune des empereurs, mais elle n'avait que trop souvent dirigé leurs efforts contre la liberté des villes piémontaises. Quand elle se fut placée, par ses exploits, à côté des empereurs mêmes, elle prétendit au premier rôle, et voulut à son gré protéger et punir, sur le même théâtre où elle avait eu besoin, plus d'une fois, d'être soutenue et vengée. Ainsi, dans une guerre qui s'éleva entre Thomas, comte de Piémont, et la petite république d'Asti, on vit le marquis Boniface arrêter les succès des Astezans et unir ses armes à celles du comte pour les accabler, tandis qu'il eut été de sa politique de les maintenir contre des voisins ambitieux qui

Bientôt ne devaient pas respecter leur protecteur même. Cependant ces républiques se maintinrent seules, au milieu de tant d'ennemis, avec une constance qu'elles devaient bien plus au sentiment de leur dignité qu'à celui de leurs forces. Quelquefois elles avaient été unies, par un lien de fédération, aux cités les plus puissantes de la Lombardie; mais dans les momens de danger, elles s'étaient toujours vues réduites à leurs propres ressources; quelquefois aussi la rivalité de leurs voisins, comtes de Piémont, comtes de Savoie et marquis de Montferrat, leur procurait des alliés; ainsi, dans les querelles de l'empire, Boniface ayant embrassé le parti de Philippe, fils de Barberousse, et les Verceillois celui de son compétiteur, ces derniers, avec le secours des comtes de Savoie, prirent et démolirent Casal, capitale du Montferrat. Mais ces alliances, que l'intérêt du moment avait fait conclure, étaient bientôt rompues, et l'on rentrait, de part et d'autre, dans un état de défiance et de haine.

1200.

Toutefois, dans le Piémont comme dans le reste de l'Europe, à la voix d'un prédicateur, on voyait toutes ces petites populations ennemies se presser, se confondre sous les mêmes bannières : plus de défiance, plus de haine ; les républiques d'Asti et de Verceil, les vassaux des comtes, des marquis, des ducs, tous étaient chrétiens, tous étaient frères. Dans la cinquième croisade, le marquis de Montferrat, Boniface, fut leur chef, et il se montra digne de les commander. Il se joignit à Baudouin, comte de Flandres, et aux Vémitiens ; ensemble, ils prirent Zara, en Dalmatie, puis Constantinople, et fondèrent l'empire latin. Boniface ne fut point jaloux de l'élection de son compétiteur, le comte de Flandres ; il assista à son couronnement et reçut avec reconnaissance les provinces situées au delà du Bosphore, comme si cette récompense était au dessus de son courage, tandis que des aventuriers moins fameux prenaient avec dédain le titre de rois. Dans ce démembrement de l'empire grec, les îles de

l'Archipel et du golfe Adriatique, les rives de l'Hèbre, les côtes de la Propontide et de l'Euxin, Andrinople et toutes les villes maritimes de la Thessalie, étaient échues aux Vénitiens. Le marquis de Montferrat leur céda encore l'île de Candie.

Cette conquête, moins glorieuse qu'étonnante, une puissance si vaste, si soudaine, et qui leur avait coûté si peu à établir dans ces mêmes contrées où les Génois disputaient, par cent combats contre les infidèles, quelques misérables places de commerce, alluma la jalousie et l'ambition de ces républicains; ils pensèrent qu'il leur serait moins difficile de conquérir que de conserver, et pour provoquer ceux qu'ils songeaient à dépouiller avant qu'ils fussent devenus leurs ennemis, ils enlevèrent, sur une galère vénitienne, un prétendu morceau de la vraie croix et plusieurs autres reliques; puis ils allèrent fonder, dans l'île de Candie, un établissement qui fut aussitôt détruit, et d'autres dans Coron et

dans Modon qu'ils surent défendre. Avec l'aide du comte Mallio, ils chassèrent de Syracuse les Pisans qui venaient de prendre cette ville, secrètement excités par les Vénitiens. La guerre n'était pas encore déclarée quand le comte de Mallio, fier des services qu'il avait rendus aux Génois, leur demanda de le seconder, à leur tour, dans une entreprise contre Candie. Lui-même se présenta devant le sénat et n'eut pas de peine à le faire entrer dans ses projets. Mais, pour conserver une apparence de modération, les Génois envoyèrent à Venise des ambassadeurs qui furent mal accueillis, et auxquels on annonça, avec une joie insultante, qu'un de leurs concitoyens, Léon Ventrano, poussé par la tempête à Corfou, y avait été mis à mort. Les Génois font de grands préparatifs, et en même temps, comme pour en imposer aux Vénitiens, ils poursuivent avec activité la guerre contre les Pisans, les repoussent au siège de Porto-Venere, et forcent les Provençaux et les habitans de

Nice à implorer la clémence du sénat.

Une nouvelle expédition contre les Musulmans, pressée par Innocent III, vint à propos suspendre les hostilités. 1215.

Ce pape réussit à faire conclure une double trêve entre Gênes, d'un côté, Pise et les Vénitiens, de l'autre. Le comte de Nevers, et un grand nombre de seigneurs français, s'embarquèrent sur une flotte génoise qui les conduisit à Damiette, rendez-vous général des croisés. Pierre Doria et Jean de Rossi contribuèrent à la prise de cette place; mais après ce premier exploit, les chrétiens, qui s'étaient avancés dans l'Égypte, se trouvèrent trop heureux d'en sortir. Ce n'était donc pas de ce côté que les Génois pouvaient espérer d'étendre leur domination; ils employèrent plus utilement leurs forces sur les frontières de la Lombardie où ils prirent les villes de Capriata et d'Arcoata.

Alarmés de ces progrès, les citoyens d'Artone et d'Alexandrie mirent des troupes sur pied, mais ils furent partout battus; les Génois ravagèrent leur

territoire et s'enrichirent d'un tribut. Dans cette campagne, les Génois eurent pour alliés Theobald comte de Piémont et de Savoie, tout-à-coup renonçant à leur alliance et se déclara le protecteur des communes d'Albenga et de Savone, révoltés contre leurs anciens maîtres. Gênes ne put frayer point du titre de vicaire de l'empereur, pire que Frédéric II venait de donner au comte. Le podestat contraignit les habitans d'Albenga à lui livrer cinquante bourgeois des plus nobles comme gage de leur fidélité ; et Savone s'étant rendus à discrétion furent plus maltraités parce qu'ils étaient plus redoutables : on rasa leurs murailles, on ruina le môle contre l'entrée de leur port, et on éleva une citadelle pour les tenir dans la dépendance. Les Alexandrins n'avaient pu profiter de cette espèce de guerre civile parce qu'ils étaient convenus s'en rapporter, sur leur différend, à l'arbitrage des Milanais. Ceux-ci donnèrent que les Génois fusse-

provisoirement en possession de Capriata, et les Alexandrins, furieux, prenant cette décision pour une sentence définitive, s'emparèrent de la ville qui faisait l'objet de la contestation, y mirent le feu, tirèrent les morts du tombeau, mirent leurs corps en pièces et en attachèrent les lambeaux aux créneaux des murailles. Peu de jours après, le podestat fit prisonniers presque tous ces barbares et envoya demander au sénat de Gènes quelle vengeance il en devait tirer : le sénat s'honorant par une modération généreuse, répondit qu'il fallait leur laisser la vie et les abandonner aux remords.

La fermeté des Génois ne fut pas moins remarquable lorsque l'empereur Frédéric II, pour les punir de ce qu'ils avaient deux fois choisi leurs podestats parmi les Milanais, ses ennemis, eut fait arrêter dans la Sicile, à Tunis et en Syrie, tous les marchands de leur nation. Ils proclamèrent, par une déclaration de guerre, le droit d'élire librement leurs magistrats, et ils durent à cette

1231.

audace, suivie de prompts succès et par la constance lanais, les habitans de Turin déclarer indépendans et prendre les armes contre le comte Thoma de la ligue impériale. Le marquis de Montferrat accourt et leur offre son appui, dans l'espérance de les servir. Les Astezzans, alliés plus désireux et plus fidèles, viennent secourir celui qui aspire à être libre. Tout-à-coup le comte meurt dans la vallée d'Aoste et laisse pour héritage à son successeur une guerre à terminer. Amé IV eut l'indulgence de satisfaire les Taurinens et s'accommoder avec eux. Ceux-ci ne s'engagèrent, de leur côté, car l'empereur tant jeté sur le Piémont, répandant l'effroi de ses armes dans toutes les vallées, demeura fidèle à la ligue lombarde. Suze, Verceil, Asti, furent réintégrés dans le parti des Gibelins. Mais alors Grégoire IX prit ouvertement sous sa protection, et Gènes

sans réponse les ambassadeurs qui vinrent, au nom de Frédéric, demander serment d'obéissance.

Venise embrassa aussi la cause des Guelfes qui était celle de la liberté ; mais cette résolution prise par une aristocratie souveraine qui suivait invariablement une politique habile et intéressée , n'avait point le caractère de l'enthousiasme et du dévouement. A Gènes elle était toute populaire, car les magistrats n'étaient entourés ni d'assez de respect, ni d'assez de crainte, pour qu'ils pussent engager les citoyens, sans leur aveu, dans une entreprise même utile et honorable. A peine avaient-ils assez d'autorité pour se maintenir dans leurs fonctions et pour faire exécuter, sans danger, les lois de police intérieure. En 1227, Guillaume de Maré voulut profiter de l'absence du Podestat pour faire une révolution. Il rassembla le peuple, le harangua et lui fit comprendre que tous ceux qui participaient aux charges publiques devaient participer au pouvoir. On le pria de présider lui-

même à la réforme du gouver
on le conduisit en triomphe
palais des Volta et on lui dé
grands honneurs. Plusieurs sé
entr'autres les Volta qu'on av
sés de leur demeure, commen
murmurer contre le nouveau so
Le podestat, à son retour de l
sa patrie, tenta de le gagne
persuasion. Après quelque résis
la part du réformateur, le cou
manqua, et ses partisans, sa
furent facilement réprimés.
maintenant un exemple de l'op
que rencontraient les magistr
les mesures les plus nécessaires
reté générale? Dans un temp
pirates commettaient d'affreux
quatre de leurs chefs furent
podestat crut devoir intimider
tres par un exemple de sév
voulut les faire pendre. Les f
ameutées par des religieux, de
rent grâce pour les condamnés
destat fut inflexible. Mais la fo
de fureur, attaqua les sbires à c

pierres, et blessa mortellement le podestat, qui n'en fit pas moins exécuter la sentence. Si l'exécution des jugemens n'était pas facile, la forme de ces jugemens n'était pas non plus très-régulière. Les lois lombardes étaient généralement observées dans l'état de Gènes, et les Lombards, comme les autres peuples du nord, avaient introduit dans leur législation le duel judiciaire. C'est au milieu du treizième siècle, à une époque où les Francs et les Bourguignons commençaient à rougir de cette coutume barbare, que le magistrat suprême de Gènes en ordonna l'application. Deux jeunes gens qui avaient toujours vécu dans une parfaite intelligence, s'étant un jour querellés sur mer, l'un d'eux disparut. Son compagnon fut accusé, sans preuves, de l'avoir noyé, et cette accusation fut jugée par les armes. Le champion de l'accusé se laissa vaincre, et le malheureux jeune homme, peut-être innocent, fut décapité. C'était contre un pareil meurtre que les prêtres auraient dû soulever les

femmes et tous les citoyens. M
pirates condamnés par la justice
taient bien autrement leur pitié
malheureux victime de la super

Tel était l'état intérieur de l
blique quand elle se prépara à un
redoutable contre l'empereur Fi
Ce monarque arma contre elle
ciens ennemis, et même ses suj
habitans de Savone, d'Alban
Porto-Venere et de Vintimille.
levèrent à la fois; ce mouve
aussitôt toutes les dissensions ci
les Génois soumièrent les révol
qu'il y eut d'autre sang répan
celui de Guillaume d'André, c
la conjuration. Gardons-nous p
d'affirmer, sur la foi des histor
Gênes, que ce sang fut vil et
d'être versé; des peuples qui dé
si impatiemment toute autre d
tion que celle des Génois, étaien
frans, sans doute, sous leur ac
tration, et il était beau à l'un
primés de s'exposer pour tous les
Quant aux Pisans, qui ressaisire

armes à la voix de l'empereur, leur animosité contre Gènes était si connue, qu'ils n'avaient plus besoin de chercher de prétextes de guerre, et d'ailleurs ils en trouvaient toujours dans leurs prétentions sur la Sardaigne. Cette île était sur le point de leur échapper comme à leurs rivaux. Les papes, dont les seigneurs établis en Sardaigne avaient tour-à-tour imploré la protection, étaient trop habiles à s'attribuer des droits pour négliger une si belle occasion; ils étaient évidemment suzerains des seigneurs qui les prenaient pour arbitres ou plutôt pour juges dans tous leurs différends. C'est pourquoi, dès l'an 1206, Innocent III signifia aux Pisans qu'ils ne prétendissent plus aucun droit sur un fief de l'église, et, pour en investir sa propre famille, il fit épouser à l'un de ses cousins l'héritière de Gallura, nommée Adélaïde. Les Visconti de Pise furent les plus opiniâtres à repousser cette usurpation des papes. Deux frères, Lamberto et Ubaldo, armèrent, à leurs frais, quatre galères, et tout chargés

d'excommunications, ils n'en reprirent pas moins, par la force, quelques domaines dont on les avait dépouillés. Pendant le cours de cette guerre, qui dura dix-huit ans, Lamberto mourut; le mari qu'Innocent III avait donné à l'héritière de Gallura mourut aussi; et Ubaldo, avec l'agrément de Grégoire IX, épousa la veuve. Dès-lors, d'excommunié qu'il était, il devint enfant de l'église, parce qu'il reconnut la souveraineté du pape. Quand les Pisans apprirent ce traité, leur indignation fut au comble : les comtes de Guerdarda sur-tout jurèrent d'exterminer jusqu'au dernier des Visconti. Les partisans de ces deux familles changèrent les noms de Guelfes et de Gibelins, consacrés dans toute l'Italie pour désigner des ennemis mortels, contre ceux de Visconti et de Comtes, qui eurent à Pise la même signification. Ils se combattirent long-temps avec fureur; mais la mort d'Ubaldo ramena la tranquillité. Frédéric fit épouser Adélaïde à son fils naturel Henzio ou Henri, qui prit le

titre de roi de Sardaigne, en annonçant, toutefois, qu'il entendait respecter les droits des Pisans.

L'empereur qui voulait se servir de leurs flottes contre celles de Gènes, avait besoin de les ménager. Nous avons déjà dit qu'il les avait poussés, sans de grands efforts, à faire une déclaration de guerre. Il ne manquait plus au triomphe de sa politique, qui devait préparer celui de ses armes, que de chercher des ennemis aux Génois jusque dans Gènes. Il en trouva, et ce furent les plus implacables. Mais trop faibles encore et trop peu nombreux, les Gibelins, qui osèrent se montrer dans la ville, furent maltraités; on bannit quatre des principaux citoyens qui s'étaient mis à leur tête et l'on rasa le palais des Volta. Quand le légat de Grégoire IX fut venu demander au sénat de faire conduire à Rome, sur des galères, les prélats et les ambassadeurs des souverains de l'Europe, con-

1241.

demande eut été accueillie, une sédition éclata, plus dangereuse et plus violente que celle qui venait d'être réprimée. On bannit encore les Gibelins, et parmi eux les Doria, les Spinola, les Avogadi et d'autres familles illustres. Frédéric les accueillit, les caressa, et choisit l'un d'eux, Ansaldo de Maré, pour amiral de sa flotte. Cette flotte, commandée aussi par le roi de Sardaigne et par le comte Ugolin, général de Pise, alla à la rencontre de Malonsello qui conduisait, de Nice à Ostia, sur ses galères génoises, les prélats français mandés au concile. Le combat fut long et acharné. Malonsello, vaincu par des forces trop supérieures, laissa au pouvoir de l'ennemi presque toutes ses galères, quatre mille soldats, les cardinaux, les prélats, les abbés et toutes leurs richesses; les dignitaires de l'église furent conduits à Pise, étroitement renfermés et chargés de chaînes d'argent.

Jamais Gènes ne se montra si grande qu'après ce désastre. Attaquée sur terre

et sur mer par les Impériaux, par les Pisans, par les bannis, elle fit face de toutes parts. Pendant qu'une de ses flottes combattait, une autre arrivait chargée des richesses du Levant, une troisième venait d'être construite et gardait le port. Le sénat envoya des députés au pape pour le consoler dans ce malheur commun, et l'assurer que la république était plus que jamais dévouée à sa cause, et décidée à défendre la religion et la liberté. Mais le vieux pontife ne put trouver dans son âme usée assez de force pour résister à un si violent chagrin : il en mourut.

Célestin V le suivit de près dans la tombe; et les Génois n'en poursuivirent pas avec moins de vigueur une guerre à laquelle Venise et Milan n'avaient pris aucune part, malgré leurs promesses. Le nouveau podestat, Conrad de Concessi, attaqua Guillaume Spinola dans la forteresse où il s'était retranché avec une troupe de bannis, et d'où il faisait des courses continuelles jusqu'aux portes de la ville. Il ruina ce château et

ceux de plusieurs rebelles, rentra dans Gênes, fit raser les maisons des Spinola et des Povere, au milieu des acclamations du peuple qui le nommait son libérateur, et sans s'arrêter, mit à la voile avec plus de quatre-vingt galères qui donnèrent la chasse aux vaisseaux de l'empereur et des Pisans. Tout à coup Ansaldo de Maré parut devant Gênes qu'il trouva presque sans défense, mais il n'osa se livrer à sa fortune et se retira sans avoir rien entrepris.

1244. L'Italie était alors attentive à l'élection d'un nouveau pape. Après deux années de brigues scandaleuses, les cardinaux donnèrent la tiare à Sinibald de Fiesque, qui prit le nom d'Innocent IV. Ce pontife, né Génois, lia plus étroitement les intérêts des papes à ceux de la république, et il ne se souvint plus de l'amitié qui l'avait uni à Frédéric. Près de tomber entre ses mains, il fut heureusement sauvé par le podestat et conduit à Lyon où il prononça la déchéance de l'empereur. Dans le

cœur de ce monarque si fier et si cruellement offensé, l'abattement succéda aux plus violens transports de l'indignation et de la fureur. Il céda à sa fortune; il s'humilia, mais non pas assez pour satisfaire un prêtre hautain et inflexible. C'était se faire une trop longue, une trop pénible violence : il sentit à la fin sa cruauté renaître avec sa colère. Au siège de Parme, où les Gégois étaient accourus pour défendre une ville alliée, tous ceux qu'il fit prisonniers eurent une main coupée et un œil crevé; mais l'horreur qu'inspira cette vengeance féroce ne fit qu'ajouter à la honte de sa défaite. Au reste, ses ennemis 1249-
auraient rougi de se laisser vaincre par la pitié plus facilement que lui; et l'on vit les Bolonais s'interdire ce sentiment comme une faiblesse, par un décret qui défendait de mettre jamais en liberté le roi de Sardaigne, Henzio, qu'ils avaient pris devant Modène. Le temps, sa résignation, son rare courage n'apportèrent aucun adoucissement à la rigueur de ce décret: il mourut après vingt-deux ans de captivité.

Le Piémont n'était pas demeuré étranger aux grands évènements qui venaient d'agiter l'Italie, mais comme son action n'avait pas été dirigée par une volonté unique et constante, les efforts des petits souverains et des républiques de ce pays belliqueux s'étaient mutuellement balancés ou s'étaient perdus dans les efforts plus puissans des autres nations. Le comte Thomas qui s'était fait guelfe en épousant la nièce d'Innocent IV, se fit gibelin quand Frédéric le mit en possession de Turin, d'Ivrée et de Montcalier par ses lettres impériales. Cet acte de donation, lorsqu'il s'agit de villes sur lesquelles les empereurs n'avaient point un droit de propriété, ne consistait, sans doute, qu'à dépouiller les citoyens de leur liberté, qu'on appelait privilège, pour les soumettre à un seigneur qui les traitait comme ses vassaux, comme ses vilains. Turin ainsi donnée tour-à-tour par les papes et par les empereurs, voulait être indépendante : son évêque, qui avait ses vues d'ambition, secondait les habitans ;

Asti, Quiers et Albe s'empres-
 saient de les secourir, tandis que le pape armait
 contre eux les alexandrins, et que l'em-
 pereur ordonnait aux Milanais et aux 1253.
 Génois de protéger le comte Thomas
 contre des sujets rebelles. Bientôt cette
 guerre civile embrâsa tout le Piémont.
 Guillaume de Montferrat et les Astez-
 ans brûlèrent Coni, saisirent de Mont-
 alier, défirent le comte à Montebruno.
 Comme il s'était rendu odieux aux bour-
 geois de Turin par ses violences, ils le
 firent en prison. Saint Louis, dont il
 était vassal en qualité de comte de
 Landres, le vengea en faisant saisir
 dans ses états tous les marchands d'Asti
 et de Turin, mesure aussi injuste qu'im-
 politique, mais qui n'en imposa point
 aux vainqueurs, puisqu'ils ne relâchè-
 rent le prisonnier que lorsqu'il eut re-
 noncé solennellement à ses titres de 1257.
 souveraineté et livré ses enfans pour
 rages. Charles, comte de Provence,
 neveu de Thomas, sous prétexte de le
 secourir, fit une invasion dans le Pié-
 mont et s'empara de plusieurs places 1261.

fortes. Turin qui n'abandonnait point sa liberté sans la disputer par les armes, et qui pourtant se la voyait toujours ravie, fut encore soumise au comte de Savoie Boniface. Opprimée elle se révolta et trouva un appui dans le comte de Provence, prêt à servir toutes les causes pourvu que la sienne n'y perdît rien. Boniface passa les monts annonçant une vengeance éclatante : il s'avança jusqu'à Rivoli, fut pris par ses anciens sujets et resta dans leurs fers jusqu'à sa mort.

Cette guerre civile de Piémont fut terminée dans la suite par les Génois. Eux-mêmes avaient joui de cinq ou six années de repos après la mort de l'empereur Frédéric. Savone s'était soumise; une trêve de dix années venait d'être conclue avec les Vénitiens. Il ne restait plus à la république d'autres ennemis que les Pisans. Les Florentins, pris pour arbitres, n'ayant pu les amener à des conditions raisonnables, signèrent, avec Gênes et Lucques, une ligue contre ces intraitables républi-

cains. Les Pisans, vaincus sur mer, 1267.
perdirent en Sardaigne le fort de Castro,
dans le même temps que le dernier juge
de Cagliari laissait par testament cette
capitale de l'île aux Génois qui en pri-
rent possession.

Vers le commencement du treizième
siècle, nous avons remarqué l'origine
des divisions qui allaient armer Gènes
contre Venise ; et dans l'intérieur de la
ville, le signal des guerres de factions.
Ces deux grandes luttes vont mainte-
nant nous occuper. Nous verrons en-
core la république de Pise préparer sa
chute, et en couvrir la honte par la
constance de sa haine. Mais déjà elle a
cessé de se montrer sur le premier
théâtre, et Gènes est bien au dessus de
son ancienne rivale quand elle achève
de l'écraser tout en balançant la for-
tune de Venise. Si nous voyons repa-
raître les Guelfes et les Gibelins, ces
noms ne désigneront plus exclusive-
ment les partisans des papes et des em-
pereurs ; ils vont être adoptés par des
factions, nées des discordes civiles, et

qui marchaient sous des bannières ennemies, mais nationales.

A cette époque, la république de Gênes ne se gouvernait plus par la constitution établie vers la fin du onzième siècle. Cette constitution avait subi de fréquentes altérations qui la rendaient méconnaissable ; mais quoique l'autorité ne fut plus exercée sous les mêmes noms, sous les mêmes formes, elle n'avait point cessé d'appartenir aux mêmes hommes. Le magistrat suprême, le podestat, juge criminel et, en même temps, général des troupes, était noble. Il avait, à sa suite, deux jurisconsultes et deux chevaliers. Le conseil, qui balançait son pouvoir, avait été quelquefois composé d'étrangers, mais, le plus souvent, de huit nobles génois élus par des assemblées où les nobles seuls étaient admis. Les campagnes étaient gouvernées par des podestats subalternes, toujours pris dans la même classe. Enfin, le sénat, qui commençait à étendre ses attributions et qui, peu à peu, accoutumait

la nation à se voir représentée par lui dans les occasions importantes; le sénat, comme celui de Venise, était la partie la plus pure de l'aristocratie. Cette aristocratie n'était moins oppressive dans Gènes que parce qu'elle était plus indépendante; toutes les prérogatives qu'elle s'était exclusivement attribuées, étaient inégalement partagées entre les principales familles. Il y avait toujours des gentilshommes jaloux et mécontents qui pouvaient, sans danger, faire naître ou encourager la sédition parmi le peuple, parce que leurs châteaux les mettaient à l'abri d'une surprise, et qu'ils étaient toujours en état d'opposer à la force publique une vigoureuse résistance. Cependant les familles plébéiennes vont exercer une grande influence sans se montrer encore au premier rang. Le pouvoir sera désormais un prix que les anciens nobles devront se disputer par des caresses et des séductions auprès de la multitude.

Au commencement de 1257, lorsque 1257.

le podestat, sortant de charge, allait s'embarquer pour Milan, sa patrie, il fut poursuivi jusqu'à son vaisseau par les clameurs populaires. La foule maudissait avec fureur et cet étranger et les nobles, ses complices; elle se grossit en parcourant toutes les rues aux cris de *vive le peuple! vive la liberté!* Arrivés devant l'église de Saint-Cyr, les séditieux la remplissent, se forment en assemblée et délibèrent: il fallait confier le gouvernement à un citoyen vertueux, irréprochable; le choix tomba sur Guillaume Boccanegra, que les uns disent noble, d'autres plébéien. Il fut porté en triomphe, proclamé capitaine de la république; le podestat, lui-même, jura de lui obéir. Le lendemain, on forma un conseil de trente-deux *anciens* tirés de la classe bourgeoise; on décida que la nouvelle magistrature durerait dix ans, et que le capitaine entretiendrait, aux frais du trésor, cinquante pensionnaires et une garde: c'était presque établir la tyrannie. Bocca Negra s'affranchit de la

gène qu'on lui avait imposée, se logea dans un palais plus vaste, doubla sa garde, fit périr les nobles qui conspirèrent contre lui, fut plus redouté et plus odieux. Les Grimaldi attendirent qu'une flotte équipée contre les Vénitiens eût quitté le port, aussitôt ils appelèrent, des campagnes voisines, tous leurs partisans, et attaquèrent les bourgeois qui s'étaient rassemblés à la hâte autour du capitaine. Les nobles, mieux armés, eurent l'avantage dans cette première lutte, et Bocca-Negra s'estima heureux de conserver la vie en abdiquant une autorité dont il avait joui quatre ans. Les vainqueurs rétablirent le gouvernement qui avait été renversé par la révolution de 1257. Deux ans après, Simon Grillo, porté au pouvoir par les suffrages du peuple, s'y déroba en partant, la nuit, à la tête d'une flotte qu'il commandait. Cet armement était encore préparé contre Venise. La guerre durait depuis cinq ans. Il est temps que nous rapportions les causes qui la firent naître.

Elle était devenue inévitable depuis que les Vénitiens avaient acquis, dans l'Orient, d'immenses possessions enviées par les Génois. Plusieurs fois elle avait été sur le point d'éclater ; les deux nations s'étaient même combattues sous prétexte de servir leurs alliés ; elles allaient enfin se combattre ouvertement. Une querelle s'étant élevée dans Saint-Jean-d'Acre, au sujet d'un monastère dont le pape leur avait accordé la jouissance en commun. Les Vénitiens se hâtèrent de former une ligue avec les Pisans et Mainfroy, roi de Sicile. Leur flotte, sous les ordres du proréditeur, Laurent Thiepolo, brûla vingt-trois vaisseaux dans le port de Saint-Jean-d'Acre, s'avança à la rencontre des ennemis qui venaient pour venger cet affront, les dispersa, revint détruire et piller, dans la ville, tous leurs établissemens, et rentra triomphante à Venise. Ces revers inattendus des Génois mirent leur commerce en souffrance dans le levant, et leur crédit s'en serait peut-être senti.

si les Lucquois, alliés fidèles, n'étaient venus à leur secours. Ils employèrent le délai d'une trêve à négocier avec Michel Paléologue, s'engageant à reconquérir pour lui Constantinople, à condition qu'il leur accorderait une exemption de péage dans tous ses ports. Martin Bocca-Negra, frère du capitaine, signala sa cruauté sur un ennemi vaincu, et Grimaldi son audace contre des forces trop supérieures, sans qu'il en revint aucun avantage à la république ni à son allié. Enfin, Simon Grillo, ayant poursuivi les galères vénitiennes dans la mer Adriatique, les prit toutes, à l'exception de celle qui portait l'amiral. Barborino, vaincu, à son tour, passa pour un traître. Oberto Doria vengea sa défaite par le pillage de La Canée, capitale de l'île de Candie. Le plus grand résultat de cette guerre fut la prise de Constantinople par Michel Paléologue. Ce prince, en chassant Baudouin, laissa aux Vénitiens et aux Pisans les quartiers qu'ils occupaient dans la ville, et leur permit d'y vivre

soumis à leurs propres lois ; mais il favorisa particulièrement les Génois, ses alliés. Il leur confirma tous les privilèges qu'il avait promis par avance, leur céda le faubourg de Galata, et leur donna en fief l'île de Chio. Neuf familles, qui se réunirent sous le nom de Justiniani, en achetèrent la souveraineté, vinrent s'y établir, en 1265, sous le titre de princes de Chio, et y fondèrent une olygarchie qui s'est soutenue pendant plus de deux cents ans.

1270. Le pape, le roi de France et son frère, Charles d'Anjou, avaient fait long-temps de vains efforts pour suspendre les hostilités entre Venise et Gênes ; mais, tout en rejetant leur médiation, les deux républiques avaient envoyé des forces considérables sous la conduite de Saint-Louis. Ainsi, les Vénitiens et les Génois, ennemis acharnés dans toute l'Europe, combattaient en Afrique sous les mêmes bannières. Cependant Charles d'Anjou parvint à conclure entr'eux une trêve de cinq

années, en même temps que, par un traité avec le bey de Tunis, il s'assurait tous les fruits d'une expédition qui avait été si désastreuse pour la France. A leur retour, les croisés furent assaillis par une affreuse tempête qui engloutit une partie de la flotte et poussa les autres navires sur les côtes de Sicile. Charles fit confisquer, à son profit, tous les biens des naufragés, ses compagnons d'armes, et tous les vaisseaux génois, d'après une ancienne constitution du roi Guillaume, qui attribuait à la couronne les débris rejetés par la mer. Les Génois étaient déjà disposés à le punir de cette cruelle avarice, quand lui-même sembla les défier en prenant sous sa protection les citoyens qu'ils avaient bannis.

Depuis que le peuple s'était choisi un chef qu'il avait vu, bientôt après, renversé par les nobles, il ne songeait qu'à rétablir son propre ouvrage, et il était continuellement agité. Simon Grillo, sur qui d'abord il avait jeté les

yeux, avait mieux aimé aller vaincre les Vénitiens que lutter dans la ville contre une faction redoutable. Oberto Spinosa, moins timide, et comptant sur l'appui de sa famille, l'une des plus puissantes de l'état de Gênes, s'appliqua à gagner ses concitoyens par des libéralités et par des caresses. Quand il crut y avoir réussi, il voulut, par son audace, lui fournir une occasion de se déclarer. A la suite d'une partie de débauche, il entra la nuit dans Gênes avec une petite troupe de paysans, commença par saisir, dans son palais, le podestat et sa famille, et parcourut les divers quartiers, rassemblant par-tout le peuple qui faisait retentir au milieu de ses acclamations le nom de Spinola. Ses partisans demandèrent que, sur-le-champ, il fût créé capitaine, ou prince de la république. Tous les nobles s'y opposèrent; mais une résistance qu'il n'avait pas prévue, qui fut la plus opiniâtre, et qui déconcerta tous ses projets, ce fut celle de sa famille. Enfin ;

soit désintéressement, soit nécessité, il détourna les suffrages sur Nicolas Doria et Guy Spinola, qui gouvernèrent l'état sous le titre de capitaines. Bientôt après, autant par l'inconstance du peuple que par la jalousie des Fiesque et des Grimaldi, on vit reparaître un podestat, et la même année, cette magistrature, 1270. présent funeste de l'étranger, fut décidément abolie. Deux nouveaux capitaines, Oberto Spinola et Oberto Doria, furent élus. Leur réputation personnelle, le souvenir de l'heureuse administration de ceux qui les avaient précédés, et l'ivresse populaire firent cette révolution en un jour. Les Grimaldi furent exilés parce qu'on les redoutait. Ces bannis, secondés par les intrigues du cardinal de Fiesque, excitèrent les Napolitains à s'armer contre leur patrie. Charles d'Anjou engagea dans une ligue contre les Génois Alexandrie et quelques autres villes de la Lombardie, les marquis de Saluces et de Carreto et Nicolas de Fiesque, maître de la Spezia, forteresse importante. Oberto Do-

ria soumit en un mois toutes les villes révoltées; l'amiral Pignatoro alla reprendre en Corse le fort d'Ajaccio, ravager la Sicile, brûler les vaisseaux du roi de Naples dans le port de Messine, et arracher ses pavillons dans celui de sa capitale jusque sous ses yeux.

Ce qui fait plus d'honneur aux Génois que ces faits d'armes, c'est la modération constante qu'ils opposèrent aux violences de Charles d'Anjou. Ce prince, avant de déclarer la guerre, avait fait saisir dans tous ses ports les marchandises des Génois. Ceux-ci, par une politique plus éclairée et plus généreuse, donnèrent quarante jours aux marchands siciliens et provençaux pour sortir de leurs états. La paix fut enfin rendue à l'Italie par les soins du pape, qui fit comprendre les bannis de Gênes dans le traité conclu entre cette république et le roi de Naples.

Ottabon, cardinal de Fiesque, avait aussi travaillé à rétablir la tranquillité du Piémont. Dans cette bataille de Rivoli, si funeste à Boniface de Savoie, son cou-

sin, le comte Thomas III, avait été pris avec lui; délivré ensuite par le duc Pierre, successeur de Boniface, il recommença la guerre contre Turin, toujours opiniâtre à défendre son indépendance, et toujours soutenue par les Astezsans. Le comte fut encore malheureux, il se laissa prendre avec ses trois frères. Relâché, à la prière du cardinal de Fiesque, il n'en devint pas plus prudent, et hasarda une nouvelle entreprise contre Turin, avec des renforts de France et de Bourgogne; vaincu par le marquis de Montferrat et les Astezsans, et ne se fiant plus aux armes, il eut recours à des traîtres qui lui ouvrirent la ville. Il crut dédommager les habitans par des privilèges de la perte de leur liberté, et chassa le marquis de Montferrat qui jouait peut-être le rôle de protecteur en attendant qu'il put choisir celui de maître. 1280.

Gènes n'avait pas joui d'un long repos. Les Vénitiens s'étaient empressés de reprendre les armes à l'expiration de la trêve, mais ils furent, cette fois,

vaincus par la générosité de leurs ennemis, qui renvoyèrent sans rançon tous les prisonniers faits dans une première bataille. Les Pisans se présentèrent à leur tour. Ils avaient donné asile aux chefs de la maison de Calcy, bannis de Gènes; ils avaient tenté quelque entreprise sur la Corse et venaient de prendre parti pour Charles d'Anjou contre les Siciliens; c'étaient autant de défis adressés aux Génois, qui ne balancèrent pas à les accepter, et qui jurèrent d'anéantir des ennemis si implacables. Sur-le-champ fut créée une chambre, nommée Credenza, composée de quinze sénateurs qui n'eurent d'autres fonctions que de pourvoir à toutes les nécessités de la guerre. Ils équipèrent en trois jours soixante-dix galères, et plus de deux cents dans l'espace d'une seule année: ces immenses préparatifs et trois victoires successives n'amènèrent aucun résultat. Les Pisans élurent alors pour leur podestat Morosini de Venise, dans l'espoir de décider cette république à embrasser leurs intérêts. N'ayant pas

réussi de ce côté, ils firent alliance avec les Catalans. Morosini et le comte Ugolin conduisent devant Gènes soixante-douze galères et un grand nombre de machines de siège; ils lancent, en signe de défi, plusieurs flèches d'argent, et à la vue d'une flotte commandée par Oberto Doria, ils prennent la fuite et se laissent poursuivre jusqu'à Livourne. Là ils s'arrêtent pour combattre. Doria attend qu'ils se soient épuisés par de longs efforts pour donner le signal de l'attaque à trente galères qu'il avait laissées derrière la petite île de Meloria. Cette manœuvre décida de la victoire. On a accusé le comte Ugolin de ne l'avoir pas assez long-temps disputée. Quoiqu'il en soit cette défaite devait être funeste à lui comme à sa patrie. Son fils, le podestat, quinze mille soldats ou matelots furent prisonniers, cinq mille avaient péri, presque toutes les galères avaient été prises ou coulées à fond. Le sénat de Gènes établit une procession annuelle en mémoire de cette fameuse journée, et fit suspendre

1284. dans l'église de Saint-Mathieu, le pavillon de la capitale des Pisans et le sceau de leur république. Il délibéra ensuite sur le sort qu'on réserverait aux prisonniers. Quelques sénateurs furent d'avis de les échanger contre le fort de Castro, en Sardaigne; d'autres proposèrent de les retenir en captivité jusqu'à la vieillesse, afin que la population cessât de se renouveler dans Pise. Le dernier avis prévalut; ces malheureux ne furent rendus à la liberté qu'après seize ans, et quand ils étaient réduits au nombre de mille.

Pise ne pouvait se relever d'un si grand revers que par l'appui de ses voisins, mais tous étaient impatients de voir achever sa ruine; ce fut à qui aurait l'honneur de porter le dernier coup. Florence, Lucques, Sienne se hâtèrent de signer un traité avec les Génois. Dans une si grande extrémité, la malheureuse république n'osait pas même confier son salut à ses citoyens. Ils étaient depuis long-temps en proie aux discordes civiles. Les Visconti, attaqués

chés au parti guelfe et opprimés dans Pise par les comtes de Guèrardesca, avaient cherché un asile dans leur judicature de Gallura en Sardaigne. Cependant Ugolin de Guèrardesca semblait avoir voulu éteindre ces cruelles animosités de deux familles, en donnant sa sœur à Giovanni Visconti, juge de Gallura. Celui-ci rentra dans Pise, et ces deux hommes, à la fois alliés et rivaux, inquiétèrent la république. Le juge de Gallura fut exilé et Ugolin enfermé dans le palais du Peuple. Banni à son tour il alla rejoindre son neveu Nino de Gallura, fils de Giovanni, qui s'était mis à la tête du parti guelfe. Depuis étaient survenues les guerres contre Gènes et le fameux désastre de Meloria. Les Pisans redoutaient l'ambition du comte Ugolin et les liens d'hospitalité qui l'avaient uni à Florence, mais dans leur situation désespérée ils le nommèrent capitaine-général de la république. Il fut ou bien perfide ou bien malheureux, puisque le temps de son autorité ne fut marqué que par les

succès des Florentins. Cette autorité lui fut ravie sur une accusation de Nino de Gallura, redevenu son ennemi, qui usa de son crédit passager pour faire conclure à Gênes un traité de paix. Ugolin qui ne craignait rien tant que le retour des prisonniers, donna l'ordre secret à des corsaires de Sardaigne de courir sur les vaisseaux génois. Cette trahison fut découverte. L'archevêque, Roger Ubal dini, autant pour venger des injures personnelles que pour punir la tyrannie d'Ugolin, se saisit de sa personne et de ses quatre fils. Il les enferma dans une tour, et jeta dans l'Arno la clef de leur prison, pour les y laisser mourir de faim. La mort du comte pouvait être juste, mais elle fut si horrible, et elle a été rendue si célèbre par le Dante, que jamais tyran n'inspira plus de pitié.

1290. Une autre grande infortune tomba, vers le même temps, sur Guillaume, marquis de Montferrat, dont les ancêtres avaient acquis tant de renommée dans l'Orient, et qui venait de marier sa fille à l'empereur Andronic Paleolo-

gue. Il possédait, dans le Piémont, plusieurs fiefs, par droit héréditaire, et tant par force que par adresse, il était parvenu à se faire déclarer capitaine-général de Pavie, Novare, Tortone, Alexandrie, Verceil, Ivrée et Alba! Il voulut encore soumettre à sa domination la petite république d'Asti : les Astezans combattirent avec leur valeur accoutumée, et firent déclarer Alexandrie en leur faveur. Guillaume courut dans cette ville pour apaiser la rébellion, mais il fut pris, enfermé dans une cage de fer et exposé aux yeux du public comme une bête sauvage. Il ne mourut qu'au bout de dix-huit mois, dans un affreux désespoir.

Les Pisans qui, après tant de malheurs, semblaient ne pouvoir respirer que par la paix, furent pourtant les premiers à reprendre les armes contre les Génois. Mais ils s'aperçurent bientôt qu'ils avaient moins consulté leurs forces que leur animosité. Ils perdirent l'île d'Elbe et Livourne qui fut emportée d'assaut et mise au pillage. Dès-

lors Gènes compta un ennemi de moins.

C'était assez pour elle d'avoir à combattre les Vénitiens, aussi persévérans dans leur haine, mais plus redoutables par leur puissance. Ils venaient d'être, en même temps que les Génois, chassés de Saint-Jean-d'Acre, tombée au pouvoir des Musulmans, et comme eux, ils avaient transporté leurs comptoirs dans Famagouste, capitale de Chypre, qui attirait alors le commerce du Levant. Quatre de leurs galères, faisant voile vers cette île, rencontrèrent sept navires génois richement chargés et les attaquèrent. Au lieu de prendre, ils furent pris. Une flotte qui devait venger cet affront fut presque entièrement détruite. Toujours plus orgueilleuse à mesure qu'elle est plus humiliée, Venise fait un grand armement pour prendre Gènes. Gènes prépare une vigoureuse défense. En même temps qu'on célèbre par des processions la réconciliation des Guelfes et des Gibelins, et qu'on porte en cérémonie toutes les reliques de la ville, on a soin d'équiper une flotte de

deux cents galères, la plus belle qu'on eut vue depuis la fondation de la république. Oberto Doria embarque sur une partie de cette flotte quarante-cinq mille hommes, tous enrôlés dans les états de Gènes. Boniface VIII voyant l'Italie en alarmes, dans l'attente d'une si grande guerre, manda inutilement près de lui le patriarche de Venise et l'archevêque de Gènes avec les ambassadeurs des deux républiques. Le hasard fit plus que la politique. Les deux flottes s'étant mises en mer, entrèrent dans leurs ports sans avoir pu se rencontrer. Ce ne fut que deux ans après qu'elles se trouvèrent en présence, non loin de Corzola, dans l'Adriatique. Lambo Doria commandait les Génois, et Dandolo les Vénitiens. Ce dernier, qui mettait une grande confiance dans la supériorité de ses forces, perdit quatre-vingt-cinq bâtimens, dont la plupart furent brûlés; lui-même demeura prisonnier avec sept mille soldats, et ne pouvant supporter l'aspect d'un si grand désastre, il se brisa la tête con

tre la poupe de sa galère. Cette victoire, plus glorieuse que celle de Meloria, et qui causa autant de joie dans Gênes, fut bien loin d'avoir des résultats aussi importants. Les partis qui se déchiraient dans son sein avec une fureur dont les premiers troubles n'avaient pas même donné l'idée, empêchèrent que la république n'en tirât aucun avantage.

Oberto Doria, élu capitaine en 1270, s'était démis de sa charge en faveur de son jeune fils, Conrad, qui l'exerça avec l'assentiment universel. Mais, après vingt ans d'une patience à laquelle ils étaient condamnés par la constance inaccoutumée du peuple, les nobles, craignant que la dignité de capitaine ne devint héréditaire dans les deux familles qui s'en étaient emparées, conspirèrent contre les Doria et les Spinola. Les chefs naturels d'une entreprise dirigée contre les premiers magistrats de la république, étaient ceux qui aspiraient à les remplacer, les Grimaldi et les Fiesque. Ils parvinrent

à forcer le palais où les deux capitaines tenaient conseil, et à les repousser jusque dans l'église Saint-Laurent. Il allaient y mettre le feu quand les bourgeois des deux partis, ne pouvant souffrir une si grande profanation, firent entendre des cris de paix. Les séditeux furent obligés de s'y résigner ; on les désarma, et les capitaines, qui auraient bien voulu exercer une vengeance plus rigoureuse, ne purent faire approuver qu'un décret de bannissement contre quatre des principaux chefs. L'année suivante, la révolution qui avait été arrêtée comme nous venons de le dire, s'opéra paisiblement et d'une façon très-singulière. Le peuple força Simon Spinola et Albert Doria à dépouiller eux-mêmes leurs familles d'une autorité qui avait cessé de lui plaire parce qu'elle n'était plus nouvelle : ils dressèrent un plan d'administration en qualité de réformateurs, et déférèrent la magistrature suprême à un étranger, qui eut un conseil composé de nobles et de citoyens. Dans le temps où la guerre contre

Venise était le plus animée, les factions se signalèrent dans la ville par des fureurs que les Guelfes et les Gibelins, dont elles avaient pris les noms, n'avaient jamais surpassées. Les Doria et les Spinola l'emportèrent : ils firent exiler, comme Guelfes, tous ceux qui pouvaient s'opposer à leur élévation, et commandèrent ensuite une élection qui fit passer la charge de capitaine dans les mains de Conrad Doria et de Conrad Spinola, fils des deux Oberto. Les troubles continuèrent ; mais les Gibelins ne furent vaincus que par leurs discordes. Opicino Spinola chassa ceux qu'il avait rendus ses ennemis, et fit nommer capitaine avec lui, Bernabos Doria qui, seul infidèle à sa famille, l'avait secondé contr'elle. Il voulut ensuite soutenir sa fortune par une alliance étrangère, et il donna sa fille au marquis de Montferrat. Les Doria et les Grimaldi, unis par un malheur commun, se mirent en campagne à la tête de leurs paysans ; mais trop faibles, malgré cette union, ils furent obligés

de se remettre à la discrétion de Bernabos envoyé contr'eux. Ce général usa de l'influence de l'abbé du peuple, espèce de tribun dont la puissance croissait tous les jours, pour faire rétablir les rebelles dans tous leurs biens.

Ils manquèrent à la promesse qu'ils avaient faite de rester paisibles, et Opicino, après les avoir chassés, ne songea plus qu'à se débarrasser de son collègue. Il confia son dessein à Édouard Spinola son parent et son ami. Celui-ci se saisit de Bernabos, et sur-le-champ Opicino rassembla tumultuellement le conseil et se fit nommer seul capitaine pour toute sa vie. Pendant que le sénat délibérait, Bernabos s'était enfui de la ville et avait rejoint les mécontents. Les Doria, les Fiesque, les Grimaldi, réunis sous les mêmes drapeaux, non par l'amitié qu'ils avaient les uns pour les autres, mais par leur jalousie contre les Spinola, marchèrent sur la ville, peu nombreux, mais tous déterminés. Le capitaine vint à leur rencontre avec des forces supérieures; il fut vaincu et

chercha un asile pendant que ses ennemis entraient triomphans dans Gènes. Les maisons de tous les Spinola furent brûlées, leurs biens confisqués; Opicino fut banni à jamais et flétri du nom de tyran. Pour mieux voiler leur ambition, les vainqueurs affectèrent de ne prendre aucune part au gouvernement, mais ils le changèrent à leur gré. Ils élurent d'abord seize réformateurs, magistrats provisoires, et ensuite un conseil de six nobles et de six bourgeois. Opicino, qui tenait encore Monaco, véritable clef de l'Italie, essaya de relever son parti par le secours du marquis de Montferrat, son gendre. On livra sans fruit plusieurs combats, mais avec tant d'acharnement qu'on ne faisait point de prisonniers; ceux qui n'avaient pas péri sur le champ de bataille étaient pendus. Cependant, par une inconstance qu'il était facile de prévoir, le peuple commençait à s'intéresser aux Spinola; leurs amis prenaient le dessus dans la ville; on s'attendait à une révolution subite, quand

les deux partis se portèrent d'eux-mêmes à un accommodement. Chacun rentra dans ses biens, et tous les bannis furent rappelés, à la réserve d'Opicino qui demeurait rélégué pour deux ans à Monaco.

Les factions s'agitaient encore quand l'empereur, Henri VII, traversa le Mont-Cenis. Il fut retenu dans le Piémont par le comte Philippe, qui avait perdu presque tous ses états. Lorsque Pierre de Savoie avait soumis Turin et quelques autres villes, rebelles à l'autorité des comtes de Piémont, il s'était payé de ses secours en gardant pour lui la seigneurie de Suze et les droits de souveraineté sur le marquisat de Saluces. Charles II, roi de Naples, avait fait tout récemment des conquêtes importantes dans le même pays, et son fils Robert, ligué avec les Astezsans, les avait encore étendues. Par le secours de l'empereur, le comte Philippe rentra dans quelques-unes de ses places, mais il ne sut pas conserver les bonnes grâces de son protecteur qui lui retira

le titre de vicaire général de l'Empire. Après plusieurs petites guerres qu'il eut à soutenir, il ajouta la seigneurie d'Ivrée aux domaines qui lui restaient, et mourut laissant la plus belle partie de son héritage entre les mains des rois de Naples.

Cependant l'empereur Henri VII, pendant le séjour qu'il avait fait dans Asti, s'était vu entouré d'un brillant cortège de princes et de seigneurs qui accouraient de toutes les villes italiennes pour lui faire hommage de leur tyrannie. Malgré cet empressement, il déclara le pouvoir qu'ils s'étaient arrogé injuste et illégitime; il voulut que toutes les cités rentrassent sous la domination immédiate de l'Empire, et comme ses ordres étaient dans l'intérêt des gouvernés, il n'éprouva que peu de résistance. Dans la plupart des villes du Piémont il établit des vicaires impériaux, calma les dissensions, rappela les bannis et fit chérir son autorité. A Milan, où il prit la couronne de fer, tous les peuples de l'Italie, excepté les Vénitiens et les Génois, en-

voyèrent des députés pour le féliciter et lui faire hommage. Il est fâcheux que ce monarque, dont la douceur et la prudence avaient plus fait en deux mois que les armées de ses prédécesseurs dans le cours de plusieurs années, ait eu besoin d'argent. Les peuples, auxquels il venait de rendre le repos, crurent l'acheter trop cher en payant les taxes qu'il établit; les seigneurs profitèrent de ce mécontentement pour ressaisir la puissance qui leur avait échappé; enfin tous se soulevèrent contre un prince qui aurait peut-être fait le bonheur général s'il avait été plus riche.

L'empereur ne trouva plus d'enthousiasme que dans Gènes. Il s'appliqua avec tant de soin et de bonheur à calmer la fureur des partis, que tous les Génois, réunis dans un même sentiment de reconnaissance et d'admiration, lui décernèrent, pour dix ans, une autorité absolue. Mais lui-même, avant de s'éloigner, les éclaira sur l'imprudencce qu'ils avaient commise.

Il nomma un étranger pour gouverneur de la ville, priva l'abbé du peuple de ses gardes, leva une contribution forcée de soixante mille florins, et emprunta, comme il avait fait par-tout, aux particuliers qu'il ne paya point. Bientôt on n'entendit plus que des murraures et l'on cessa d'obéir au vice-roi qu'il avait nommé.

C'est ainsi que, dans tous les temps, les Génois se donnèrent des maîtres qu'ils prenaient plaisir à renverser ensuite, comme si la liberté n'eut eu de prix à leurs yeux qu'en raison des risques qu'elle avait courus et des efforts qu'il leur fallait faire pour la recouvrer. Et encore cette liberté n'était pour eux qu'un changement de servitude. La tyrannie des étrangers était plus humiliante, celle des nobles plus funeste. Le plus grand malheur des Génois fut toujours d'abandonner le pouvoir, comme une pomme de discorde, à trois ou quatre familles qui se le disputaient en versant des flots de sang. Lorsque le peuple eut donné carrière

aux ambitions rivales, en brisant le joug de l'empereur, les Doria qui brûlaient de jouer le premier rôle à leur tour, rappelèrent les Grimaldi et les Fiesque qui avaient été bannis, et, avec leur appui, combattirent pendant vingt-quatre jours contre les Spinola dans l'intérieur de la ville. Enfin ils triomphèrent. Les Guelfes qui les avaient fait vaincre seulement pour opprimer le parti gibelin par ses propres forces, eurent soin d'introduire secrètement les Spinola dans la ville et de les soutenir quand ils les crurent trop affaiblis. Les Doria et les Spinola donnèrent une seconde fois à leurs ennemis le spectacle de leurs combats et de leur destruction. Ils ne commencèrent à se repentir de tant de fureurs que lorsque les Guelfes furent devenus trop puissans pour les redouter. Alors ils prirent une résolution étrange : au milieu de la plus grande tranquillité, on vit les Doria rassembler leurs partisans et s'éloigner d'une ville où il fallait obéir ; les Spinola, effrayés de se

trouver seuls entre les mains des Grimaldi et des Fiesque, s'exilèrent aussi. Ces deux familles se réconcilièrent dans le malheur et réunirent leurs forces dans Savone et Albenga. Bientôt les Gibelins des montagnes se rassemblèrent autour d'eux; les marquis de Céva et de Carreto, le comte de Vintimille et le fils du seigneur de Milan leur amenèrent des secours. Ils firent marcher sur Gênes deux armées. La Tour-du-Phare ayant été facilement emportée, les assiégés, furieux contre les lâches qui l'avaient si mal défendue, en lancèrent neuf dans le camp ennemi à l'aide d'une baliste. Cette punition terrible n'empêcha point que les faubourgs ne fussent de même abandonnés aux Gibelins. Alors les Grimaldi et les Fiesque, désespérant du salut de la ville s'ils se trouvaient réduits à leurs propres forces, implorèrent le secours de tous les Guelfes d'Italie, et de Robert, roi de Naples. Ce prince s'embarqua aussitôt avec sa femme, ses frères, deux de ses enfans et douze cents

gendarmes, plutôt comme un souverain qui vient prendre possession d'un état tranquille, que comme un général qui vient défendre une ville assiégée. L'effet de cette démarche était sans doute calculé. Quoiqu'il en soit, sa confiance en imposa aux Génois qui, l'appelant victorieux et libérateur quand l'ennemi était encore à leurs portes, se donnèrent à lui et au pape pour dix ans. Devenus plus hardis et plus forts, les assiégés firent des sorties, repoussèrent les Gibelins et les poursuivirent, puis furent à leur tour repoussés et poursuivis.

On se livra des combats acharnés pendant tout l'hiver. « Il semble, dit » M. de Sismondi, que les deux fac- » tions qui divisaient l'Italie entière, » eussent choisi les montagnes de la » Ligurie pour le théâtre d'une guerre » générale : le marquis de Montferrat, » Castracani, seigneur de Lucques, des » troupes des Pisans, du roi de Sicile » et de l'empereur de Constantinople » arrivèrent successivement au camp

» des Gibelins. » Enfin, après dix mois, Robert, secouru par les Bolonais et par les Florentins, fit un nouvel effort, repoussa encore les assiégeans jusqu'aux portes de Savone, prit Albenga, qui fut pillée par les Provençaux et les Calabrois, et, rentrant dans la ville, excita la populace à raser les palais des Gibelins. Une troupe de furieux parcourut la ville avec des torches et du fer et se répandit ensuite dans les vallées de Pozzevera et de Bisagno, laissant partout les traces d'une affreuse dévastation.

Quand le roi de Naples crut avoir assuré le salut de la ville par sa victoire, et son pouvoir par les excès auxquels il avait poussé les habitans, il se rendit en Provence où l'appelaient de plus grands intérêts. Aussitôt, une nouvelle armée de Gibelins vint camper devant Gênes, et Conrad Doria ferma le port avec trente galères. Ils s'emparèrent encore des faubourgs et y demeurèrent pendant quatre ans. La confusion était horrible dans la ville ;

chaque jour , la licence du peuple crois-
sait avec sa misère : les vols , les meur-
tres , les incendies , ne pouvaient être
réprimés ni par le gouverneur , ni par
les tribunaux , et l'on ne se cachait plus
pour les commettre. Le même désor-
dre , la même fureur , régnaient dans
tous les états de Gênes et jusque dans
les colonies de la Grèce et du levant.
Zacuti , seigneur de Sinope , qui tenait
cette place pour les Guelfes , réunit
dans un festin tous les capitaines de ce
parti , les massacra et se fit Gibelin.
Ainsi , les noms consacrés par les dis-
cordes civiles , ennoblissaient tous les
crimes et faisaient excuser les plus
atroces vengeances. On ne commença 1322.
à respirer dans Gênes , sous la protec-
tion des lois , que lorsque les Gibelins ,
surpris dans leurs quartiers par le
prince de Tarente , eurent presque tous
été taillés en pièces. Les débris de leur
armée se rassemblèrent dans Monaco ,
cédée aux Spinola par Castracani , ty-
ran de Lucques , et dans Lucques mê-
me , vendue , après la mort de ce gé-

néral, par la garnison allemande qu'il y avait mise. Réduits à cet état désespéré, ils n'en furent que plus intraitables, et se refusèrent, pendant plusieurs années, à toutes les ouvertures de paix qui leur étaient faites par le roi de Naples et par le pape Jean XXII. Enfin, Robert parvint à leur faire signer un traité par lequel ils s'engageaient à lui demeurer soumis comme les Guelfes, à condition qu'ils jouiraient des mêmes droits. On célébra, par de grandes réjouissances, cette réconciliation qui n'était pas sincère, et une paix qui ne devait pas durer longtemps.

Les Pisans n'avaient pas manqué l'occasion de faire aux Génois tout le mal qu'ils avaient pu, en se mêlant aux armées étrangères qui avaient, de toutes parts, envahi et dévasté la Ligurie. Mais leur animosité survivait à leur puissance. Depuis la bataille de Meloria, leur commerce maritime était tombé, et les débris de leur flotte n'osaient plus se montrer que sur les côtes

d'Afrique, en Corse et en Sardaigne. Cette dernière île, dont la possession leur était si chère et qui avait été la première cause de leur ruine, allait

enfin leur être ravie. Dès l'an 1295, Boniface VIII, exerçant le droit de souveraineté que s'étaient attribué ses prédécesseurs, avait donné un roi à la Sardaigne; mais Jacques d'Aragon, n'ayant pu soutenir à temps la bulle du saint-père par une armée, ce projet d'usurpation n'avait pas été exécuté. Alphonse n'eut peut-être jamais songé à entreprendre une conquête abandonnée par son père, s'il n'y eût été invité par les feudataires des Pisans établis dans l'île. Il y en avait un, nommé Hugues Bassi de Visconti, juge d'Arborea, qui nourrissait contre la république un profond ressentiment, parce qu'il avait été blessé dans ses intérêts

et outragé dans son honneur. On l'avait forcé d'acheter, au prix de dix mille florins, l'investiture de son fief, sous prétexte qu'il n'était que bâtard de la famille des Visconti. Il payâ pour con-

les Pisans ; Manfreddi eut peine à se sauver dans Castro avec cinq cents soldats, les autres furent dispersés, les vaisseaux pris et toute l'île soumise. Le conquérant voulut alors dépouiller la plupart des seigneurs des petites souverainetés qu'ils possédaient depuis l'expulsion des Maures ; mais il reconnut qu'en les privant de leurs domaines, il ne pouvait faire passer à ses capitaines le respect et l'affection que les habitans, presque sauvages, conservaient à leurs anciens maîtres, et il aima mieux avoir ces derniers pour amis que pour ennemis. Les ménagemens étaient surtout nécessaires tant que les Pisans n'étaient pas entièrement chassés de la Sardaigne. Manfreddi, quoique blessé, défendait vigoureusement le fort de Castro. Dans une sortie qui venait d'être fatale aux Arragonais, il fut malheureusement atteint d'une seconde blessure, et elle était mortelle. Découragés par cette perte, les assiégés capitulèrent. On leur fit des conditions honorables, et le Roi laissa aux Pisans le

fort de Castro , à condition qu'ils le posséderaient comme un fief relevant de sa couronne. Bientôt il se repentit de cette concession, et trouva le moyen de la rendre illusoire, sans être infidèle à la lettre du traité. Il fit construire une autre forteresse, qui commandait tellement l'entrée du port, que les vaisseaux de la république n'y pénétraient qu'autant que les Arragonais voulaient le permettre; quelques-uns furent arrêtés, et, pour se tirer d'un tel état de sujétion, autant que pour venger cette injure, Pise déclara la guerre. Les Gibelins génois, réfugiés à Savone, secondèrent les Pisans dans cette entreprise. Leur flotte combinée, sous le commandement de Gaspard Doria, fut malheureusement vaincue dans les mers de Sardaigne, et les Pisans, qui n'avaient jamais réussi à lasser la fortune de leurs ennemis à force de constance, s'estimèrent heureux de racheter leurs prisonniers en abandonnant Castro et toute la Sardaigne.

1332. Quand le traité conclu à Gênes entre les deux partis qui s'étaient si longtemps déchirés, eut rendu leurs intérêts communs, la guerre que les bannis avaient commencée contre le roi d'Aragon, devint nationale. Les Génois souffraient impatiemment que ce prince eût profité de leurs divisions intestines pour s'emparer de la Sardaigne dont ils disputaient la possession depuis plus de trois siècles. Salagro de Negro, leur amiral, reçut ordre de poursuivre le Aragonais sur toutes les mers. Il rencontra bientôt des vaisseaux de guerre qui transportaient, de Cagliari à Barcelone, les familles de plusieurs seigneurs catalans, et, pour être plus sûr de les atteindre, il fit jeter à l'eau toutes les provisions qui se trouvaient sur ses galères, déclarant aux matelots que, pour en avoir d'autres, il fallait combattre. La chiourme vogua avec tant de vitesse qu'en un moment les Catalans furent atteints et pris. Negro fit passer les prisonniers sur ses galères, et défendit de faire aucune violence aux

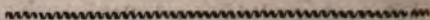
femmes. Peu rassuré par cet ordre, un Catalan tua la sienne, d'un coup d'épée, pour lui sauver l'honneur; Negro fit trancher la tête à ce mari jaloux, et prouva sa générosité en rendant la liberté à tous les autres. Pendant qu'il se rendait redoutable sur mer, Branca Doria recouvrait en Sardaigne les propriétés de sa famille, et il serait peut-être parvenu à étendre ses conquêtes, si de nouveaux troubles ne l'avaient privé des secours de ses compatriotes.

La tranquillité ne s'était maintenue dans Gènes que par la sévérité du gouverneur napolitain, mais la haine vivait au fond des cœurs. Quelques nobles gibelins, de la famille des Imperiali, donnèrent le signal de la révolte. La résistance des Guelfes ne fit que la rendre plus générale, et cette résistance ne dura qu'un jour. Par cette révolution, la position des partis avait changé, mais le sort de la république restait le même. C'étaient les nobles guelfes, au lieu des nobles gibelins, qui, à leur tour, émigrés ou bannis, deve-

naient les ennemis les plus acharnés de leur patrie, parce qu'ils ne pouvaient en rester les maîtres. Les deux derniers capitaines furent Galeotti Spinola et Raphaël Doria, auxquels on donna un conseil présidé par l'abbé du peuple, magistrat qui avait acquis de l'importance, mais dont les fonctions n'avaient rien de fixe. Nous allons voir Bocca-Negra abbé du peuple et doge, le même jour.

. Nous voici dans le quatorzième siècle; et le Piémont, toujours divisé en plusieurs petits états qui n'ont ensemble aucun lien de fédération, ne s'est pas encore élevé au rang des puissances respectables de l'Italie. La Sardaigne n'a joué qu'un rôle passif; acceptant toutes les dominations qu'on a voulu lui faire subir, elle a été le théâtre d'une foule de combats auxquels la nation n'a pris aucune part; ou plutôt on n'aperçoit point de nation en Sardaigne, on n'y voit que des étrangers. Les Génois, commerçans et guerriers, jaloux de leur liberté, mais portés à l'inconstan-

ce , incapables de supporter un maître et de s'en passer ; doués , enfin , de qualités moins solides que brillantes , deviendraient un des peuples les plus puissans de l'Europe s'ils n'en étaient pas le plus singulier.



DEUXIÈME ÉPOQUE.

DEPUIS L'ÉTABLISSEMENT DES DOGES DANS GÈNES, JUSQU'AUX INVASIONS DES FRANÇAIS SOUS CHARLES VIII ET LOUIS XII.



La révolution de 1257, en plaçant à la tête de la république des capitaines au lieu d'un podestat, n'avait amené aucun changement remarquable. Faite par le peuple, elle n'avait point été dirigée contre la noblesse, et, depuis, on avait vu tous les Génois rangés sous deux bannières, celle des Doria et des Spinola, ou celle des Grimaldi et des Fiesque. Il n'y avait point de citoyens, on ne comptait que des partisans de ces familles rivales, des Guelfes et des Gi-

belins. Maintenant, les troubles civils aussi fréquens vont prendre un autre caractère. Nous allons voir des insurrections populaires dirigées contre une aristocratie qui avait envahi tous les pouvoirs, et comme le peuple ne peut se gouverner lui-même, une aristocratie nouvelle élevée à côté de l'ancienne. Les nobles génois, bien que nés dans une république commerçante, faisaient consister leur honneur à vivre uniquement du produit de leurs terres, comme les barons français ou allemands, au lieu d'imiter les nobles vénitiens qui, ne possédant point de domaines féodaux, fondaient l'élévation de leur famille sur la même industrie qui avait rendu leur patrie florissante. Le commerce de Gènes, qui devenait plus vaste, de jour en jour, était donc presque tout entier entre les mains des bourgeois ou citadins, classe laborieuse, active, entreprenante, que ses travaux et ses dangers sur mer, accoutumaient à tout oser, et qui était aussi fière de ses richesses, que les nobles de leurs

tîtres et de leurs vassaux. D'ailleurs, les habitans de la ville, presque tous marins ou artisans, n'étaient pas moins dévoués à ces riches marchands qui les faisaient vivre, que les habitans de la campagne aux gentilshommes leurs seigneurs. Nous verrons ces différences d'intérêts et d'affection se reproduire dans presque tous les troubles qui agiteront désormais la république. Les bourgeois de Savone, d'Albenga et des principales villes des deux rivières, animés en général du même esprit que ceux de Gènes, n'avaient presque jamais agi de concert avec eux, parce que l'intérêt commun, qui aurait dû les en rapprocher, était moins fort que le désir de leur indépendance. Aussi, les a-t-on vus toujours accueillir avec empressement le parti opprimé dans Gènes. Mais enfin, las de l'orgueil et de la tyrannie des nobles, ils furent les premiers à se soulever contr'eux, et l'insurrection passa de leurs murs dans la capitale.

Antonio Doria, qui commandait une

flotte au service de Philippe de Valois, 1338. n'avait point payé ses matelots : ils murmurèrent, et le roi de France ordonna qu'on saisît Capurro de Voltaggio, chef des séditieux, avec quinze de ses compagnons, et il les fit pendre. La plupart des matelots désertèrent pour revenir dans leur patrie, et ils racontèrent avec indignation l'acte de tyrannie dont ils venaient d'être témoins. Ce récit réveilla, dans l'esprit de leurs concitoyens, le souvenir de soixante-dix ans d'oppression. Les habitans de Voltaggio, outragés dans la personne de Pierre Capurro, leur compatriote, furent les premiers à prendre les armes. A Savone, le peuple s'émut. Un des chefs de la sédition monta dans la chaire de saint Dominique, qui lui servit de tribune aux harangues : « L'arrogance des nobles est » si grande, s'écria-t-il, qu'ils s'indignent de ce que le peuple réclame des » droits que toutes nos lois garantissent ; » Si quelqu'un de nous, se souvenant » qu'il est Génois, ose parler de liberté, » il est aussitôt traîné en prison ou puni

» de mort. Qui devons-nous accuser de
» cette tyrannie? Ce n'est pas la nobles-
» se, qui n'a rien fait que de conforme
» à sa nature, mais nous, qui, par une
» incroyable lâcheté, ne savons pas em-
» ployer nos armes à notre défense. L'i-
» gnorez - vous donc?... A ceux qu'on
» opprime, il ne reste qu'une ressource,
» la révolte; car le peuple ne peut appe-
» ler l'ordre social à son secours, quand
» c'est l'ordre social qui, lui-même, est
» corrompu (1). » Échauffés par ce dis-
cours les habitans renfermèrent dans
une forteresse Édouard Doria, envoyé
pour les soumettre, et tous les nobles qui
se trouvaient dans la ville. Ils nommè-
rent deux plébéiens capitaines du peuple
et leur donnèrent un conseil de vingt
matelots. L'insurrection s'étendit de Sa-
vone à Gênes : c'était le temps de l'élec-
tion de l'abbé du peuple. Les mécontents
demandèrent d'abord qu'on leur rendit
le droit de le nommer. Vingt d'entr'eux

(1) *Uberti Folcetae Genuensis Historia*,
Lib. VII.

allèrent signifier leur volonté aux sénateurs. Comme ces députés tardaient à revenir, un ouvrier proposa au peuple assemblé de procéder à l'élection; lui-même désigna Bocca-Negra. Ce nom est proclamé, la multitude s'écrie : Vive l'abbé du peuple ! et le porte en triomphe dans le palais du capitaine, et jusque sur le siège de ce magistrat. Bocca-Negra, d'un signe, impose silence à la foule; il remet au capitaine l'épée qu'il vient de recevoir, pour que celui-ci la rende au citoyen que le peuple aura jugé digne de le gouverner. « Bocca-Negra, c'est toi ! » s'écrie le peuple avec transport. Bocca-Negra reprend, et déclare que, selon la volonté de l'assemblée, il partagera l'autorité du capitaine. « Non ! non ! sois doge et souverain ! » A la suite du tumulte causé par une révolution si soudaine, les séditionnaires, ivres d'enthousiasme, allaient s'élançer sur les palais des nobles pour les piller, sur-le-champ Bocca-Negra fit saisir et décapiter le chef des mutins.

Ainsi, dès le premier jour de son au-

torité, il en fit un digne usage. Sa justice, ferme et vigoureuse, en imposa aux esprits turbulens de tous les partis. Il punit de mort les nobles qui conspirèrent; mais il réprima la populace, et sauva de sa fureur Rebella Grimaldi, son ennemi personnel. Il réprima aussi les brigandages du marquis de Carreto, conclut des traités avantageux avec le roi de Castille et le khan des Tartares; enfin, il soumit à la république toutes les forteresses des deux rivières, à l'exception de Monaco et de Vintimiglia, où les émigrés des quatre grandes familles s'étaient réfugiés.

Unis par le désir d'une commune vengeance, les Doria, les Spinola, les Grimaldi, les Fiesque, appellent tous les nobles autour d'eux, rassemblent les paysans, et marchent sur Gênes avec une armée nombreuse. Bocca-Negra, surpris, proposa un accommodement qui fut accepté. Mais les nobles, une fois reçus dans la ville, voulurent forcer le doge à abdiquer. Il le fit par nécessité ou par modération, et se retira dans

Pise. Giovanni de Morta fut élu. Cependant les nobles n'avaient pas prétendu remplacer un homme, mais changer le gouvernement. Galeotti Spinola fit fortifier les faubourgs et les collines qui dominaient la ville. Inquiétude générale. Soulèvement à Savone, puis dans les villes voisines, et enfin dans Gênes. Le doge apaisa les révoltés en déposant tous les sénateurs et en faisant enlever les armes de leurs maisons. Les nobles continuaient à menacer la ville, le peuple les attaque avec fureur, est repoussé, revient à la charge, les disperse et les force à se renfermer dans leurs châteaux. Visconti, duc de Milan, pris pour arbitre, décida que le gouvernement établi serait maintenu, et que les exilés rentreraient dans Gênes, excepté Galeotti Spinola, quelques-uns des Fiesque et les Grimaldi.

Ces derniers, maîtres de Monaco, donnèrent asile à tous ceux qu'on avait exceptés de l'amnistie, et bientôt vinrent assiéger leurs concitoyens. Quatre bourgeois, chargés de pourvoir à la dé-

fense de la ville, s'occupèrent d'abord de réparer l'épuisement du trésor. Telle fut l'origine de la banque de Saint-Georges, devenue, depuis, si fameuse. La peste qui, de 1347 à 1350, parcourut tout notre continent, fit alors d'affreux ravages dans Gênes et emporta quarante mille habitans : le doge était du nombre. Il fut remplacé par Jean de Valenté, bourgeois doux et paisible qui ramena la tranquillité.

1348.

Au milieu de ces lutttes sanglantes, les Génois exerçaient leur courage et gardaient leur énergie. Si tous n'étaient pas également épris d'une oragense liberté, tous, du moins, étaient fiers de la grandeur de leur patrie. Ils avaient ouvert à leurs flottes les ports de la mer Noire, ceux de la Grèce, de la Syrie et de l'Égypte, autant par l'habileté des négociations que par la force des armes. Souverains de Caffa, en Crimée, ils y avaient conduit une colonie, devenue, en peu de temps, très-florissante. Ils régnaient par le commerce, ainsi que les Florentins et les Véni-

tiens, dans La Tana, ville située sur les bords du Danube, et gardée par la milice des Tartares. A Sinope et à Trébisonde, ils échangeaient, avec les Arméniens et les Turcs, les produits de leurs manufactures, contre les richesses de l'Asie. Mais c'était sur-tout dans Constantinople qu'ils défiaient la rivalité de toutes les nations commerçantes. Le faubourg de Péra ou de Galata, qui leur avait été donné par les empereurs Grecs, s'était changé en une ville superbe, décorée de palais somptueux comme ceux de Gènes, et entourée d'une triple muraille. De simples marchands, qui avaient avancé des fonds aux empereurs, prélevaient sur les impôts deux cent mille bezans d'or, tandis qu'il en restait à peine trente mille au souverain. Cantacuzène songea, le premier, à se tirer d'une telle sujétion, humiliante autant qu'onéreuse; mais les Byzantins, vaincus sur mer, épuisèrent ce qui leur restait de constance à repousser un premier assaut; sans attendre le second, ils ouvrirent leurs

portes. Les Génois se conduisirent avec une modération politique, sans doute, mais, en même temps, bien généreuse. Ils accordèrent à leur ennemi vaincu tout ce qu'ils lui avaient refusé avant de prendre les armes; et, loin de profiter de leur victoire, pour piller ou pour imposer un tribut, ils donnèrent aux Grecs une somme considérable, afin de réparer les désastres de la guerre. Il est à croire qu'ils se hâtèrent d'en finir avec eux parce qu'ils avaient besoin de protéger, par des forces respectables, leur colonie de Caffa, menacée par les Tartares. Déjà ces farouches asiatiques avaient chassé tous les Italiens de La Tana, et les Génois devaient se flatter d'être secourus par les puissances maritimes dans une guerre qui les intéressait comme eux. Au contraire, les Vénitiens trouvant l'occasion propice pour étendre leur commerce dans la mer Noire, aux dépens de leurs voisins, firent contr'eux un armement considérable. Mais les Génois, qui continuaient à vivre unis et

paisibles sous le gouvernement du doge Valenté, furent en état de tenir tête à tous leurs ennemis à la fois. Paganino Doria poursuivit, sur l'Adriatique, l'amiral vénitien Pisani, et le resserra dans les ports de l'Eubée. Venise, effrayée, se hâta de conclure une ligue avec Pierre IV d'Aragon, sur qui les Doria avaient reconquis leurs vastes propriétés dans l'île de Sardaigne, et avec Cantacuzène, dont l'alliance était toujours pour le plus fort. Les confédérés ayant mis le siège devant Péra, Paganino parut à l'embouchure du Bosphore avec soixante voiles. Il ne put fermer le passage à la flotte grecque et vénitienne, mais il la combattit près de Chalcédoine. Sa victoire fut glorieuse, mais elle ne fut pas complète, parce que la violence du vent et les promontoires du Bosphore, avaient empêché d'engager un combat général. Les habitans de Péra donnèrent, après la bataille, l'exemple d'un beau dévouement : on les vit, au plus fort de la tempête et au milieu de la nuit, par-

courir les deux côtes, dans de petites chaloupes, avec des flambeaux, pour recueillir leurs compatriotes blessés, secourir leurs vaisseaux en détresse et surprendre ceux de l'ennemi. L'amiral aragonais, Ponzio de Santa-Paz, déjà malade du chagrin que lui avait causé sa défaite, mourut de désespoir parce qu'il ne put décider Pisani à recommencer le combat. Paganino, vainqueur, n'eut pas de peine à faire accepter à Cantacuzène les conditions qu'il lui imposa. Il fit ensuite une descente sur le rivage de Candie ; mais l'épidémie qui ravageait cette île, s'étant communiquée à ses équipages, il fut obligé, dans le trajet de Candie à Gênes, de jeter à la mer les cadavres de quinze cents de ses matelots.

Les exhortations du pape Clément VI, l'éloquence plus persuasive de Pétrarque, ne purent terminer les différends des deux républiques. Antonio Grimaldi, animé par les succès que Doria avait obtenus dans la campagne précédente, osa plus que lui, en attaquant Pisani

avec des forces très-inférieures, vers le nord de la Sardaigne, mais il soutint mal cette audace. Après avoir lié ses galères les unes aux autres, par de longues chaînes de fer, et les avoir mises ainsi dans l'impossibilité de fuir, il fallait mourir pour les défendre; Grimaldi se sauva, laissant au pouvoir de l'ennemi quatre mille prisonniers, la fleur de la noblesse et de la bourgeoisie de Gênes. Après cette victoire, les Catalans débarquèrent en Sardaigne pour punir la révolte du juge d'Arborea. Battus d'abord, puis vainqueurs, mais épuisés, ils furent chassés de toutes leurs forteresses par leur vassal rebelle. 1353.

Cependant le retour de Grimaldi répandit à Gênes la consternation. Les Guelfes et les Gibelins s'accusèrent mutuellement d'un désastre qui n'avait rien de plus terrible que ceux dont ils s'étaient vingt fois relevés, mais qui semblait avoir accablé la république. Les nobles s'appliquaient à augmenter ce découragement; ils publiaient que, depuis que le peuple avait pris part au

gouvernement, l'état marchait rapidement à sa décadence ; enfin , « cette » nation, qui passait pour la plus fière » et la plus libre des nations de la » terre, se laissa tellement abattre par » ce revers et par les dissensions qui » en furent la suite, qu'elle ne cher- » cha plus son salut que dans la ser- » vitude (1). » Des ambassadeurs allèrent supplier Jean Visconti, archevêque et duc de Milan, d'accepter la souveraineté de Gênes. Il se hâta d'y envoyer un gouverneur. Les forces réunies des Milanais et des Génois purent balancer celles de la ligue que Venise venait de conclure avec les marquis de Carreto, les seigneurs de Vérone, les princes d'Asti et de Ferrare. Mais, sans alliés et sur-tout sans maîtres, un homme aurait suffi à la défense de sa patrie : c'était Paganino Doria, déjà célèbre par sa victoire de Chalcédoine. Il se remit en mer, attaqua les Vénitiens à Sapienza, près de Modon, leur tua cinq

(1) *Hist. des Rép. Ital.* Sismondi.

mille hommes, fit autant de prisonniers, et rentra dans Gènes avec l'amiral Pisani et l'étendart de saint Marc. Il reçut de grands honneurs et mourut dans son triomphe, comme s'il eut rougi d'être témoin de l'asservissement de sa patrie, après avoir vaincu pour elle.

On a vu souvent que le temps où un peuple brave gémissait sous l'oppression était celui où ses citoyens se signalaient au dehors par les exploits les plus étonnans. Cataluzzo, jaloux de la gloire de Doria, et ne pouvant s'illustrer comme lui contre les Vénitiens, qui avaient signé un traité de paix, alla rétablir Jean Paléologue sur le trône de Constantinople, usurpé par Cantacuzène, et, pour prix de ses exploits, il obtint la sœur de Paléologue et reçut en fief l'île de Lesbos. Philippe Doria, après avoir quelque temps soutenu les Malespina et les comtes de Guerardescà, dans une entreprise contre les rois d'Aragon, fit voile vers les côtes d'Afrique, débarqua, de nuit, à Tripoli, prit cette ville, la pilla, et, quand il

eut mis en sûreté, sur ses galères, un million huit cent mille florins et sept mille captifs, attendit les ordres de la république. Il ne reçut pour réponse qu'un décret de bannissement. Alors il vendit sa conquête à un Sarrasin et envoya de nouveaux députés à Gènes. Le sénat, cette fois, se montra plus traitable, Doria en fut quitte pour faire trois mois la guerre, à ses frais, contre le roi d'Aragon, et il rentra dans Gènes où l'or qu'il apportait fit oublier sa perfidie.

Dans le quatorzième siècle où Gènes s'était élevée au plus haut degré de splendeur, où ses simples citoyens étonnaient le monde par l'audace de leurs exploits, c'est presque toujours cette république qui remplit la scène. Dans le Piémont, les révolutions intérieures de chaque ville, les guerres continuelles que se faisaient entr'eux de petits peuples voisins, étaient trop obscures ou trop uniformes pour intéresser. Cependant, ce pays devint, en 1355, théâtre d'une guerre plus importante. Jean Paléologue, marquis de

1355.

Montferrat , après avoir été longtemps l'allié fidèle des Visconti , reçut d'eux une offense qui le détermina à se détacher de leur parti. Il était puissant dans le Piémont. Revêtu du titre de vicair de l'empire , il prétendait à la souveraineté de Turin , de Suze , d'Alexandrie , de Trino , d'Ivrée et de plus de cent châteaux. Ces prétentions étaient trop vastes pour ne pas contrarier celles de Jacques , comte de Piémont , qui avait repris , avec le secours d'Amé VI , comte de Savoie , les places conquises , sous ses prédécesseurs , par les rois de Naples , et que la ville d'Albe avait choisi pour seigneur. Jacques resta donc étroitement uni aux Milanais et aux Génois , pendant que le marquis de Montferrat faisait déclarer contr'eux les marquis de Saluces et de Mantoue , et les cités de Chieri , de Chierasco et d'Asti , opprimées par le tyran Galéas qui les accablait d'impôts , leur vendait la justice et les tourmentait par mille vexations. Paléologue avait eu soin , au contraire , d'exercer , sur les villes de sa

domination, une autorité douce et bienfaisante, pour la faire désirer des autres. Cette sage politique rendit plus faciles les succès qu'il obtint par les armes, et, en peu de mois, il se vit maître de tout le Piémont. Les Visconti voulurent se venger sur un de ses alliés, Beccaria, seigneur de Pavie. Mais un moine républicain, Jacob de Bussolari, anima tellement ses concitoyens de son enthousiasme, qu'ils battirent plusieurs fois les Allemands et donnèrent au marquis de Monferrat le temps d'accourir pour les sauver. Paléologue eut le malheur d'appeler, de Provence, une compagnie franche ou anglaise, qui introduisit la peste dans le Piémont. Ce fléau fit de grands ravages parmi ses troupes, l'affaiblit, et ses ennemis firent alors meilleure contenance. Le comte de Piémont, rétabli dans ses états, eut l'inprudence d'irriter Amé VI, surnommé *le comte Verd*, en imposant des taxes sur les marchandises transportées en Savoie. Le comte Verd, en qualité de Suzerain, suppri-

ma ces taxes et envoya un commissaire chargé d'examiner la conduite de son vassal. Ce député périt assassiné. Amé, pour le venger, passa les monts. Il prit Jacques, le dépouilla, par jugement, de son comté de Piémont, qu'il unit à la Savoie, et l'enferma dans le château de Rivoli où il finit ses jours. Cette usurpation, qui en prépara d'autres, commença la grandeur de la maison de Savoie; cependant, le comté de Piémont resta, jusqu'en 1418, soumis aux descendans de Jacques, mais sous l'étroite dépendance du suzerain.

Amé VI, dans la même expédition, voulut contraindre Frédéric, marquis de Saluces, à lui faire hommage de sa seigneurie. Celui-ci s'en défendit tant qu'il put, mais la mort du marquis de Montferrat l'ayant laissé sans défense en butte aux attaques du comte Verd et de Galéas, qui s'étaient partagé d'avance ses domaines; il céda pour écarter l'orage, et se soumit aux conditions qu'on lui imposa. Dès qu'il se crut en état de résister, il reprit les armes, et

ne dut la conservation de son fief, après cette seconde révolte, qu'aux différends qui s'élevèrent entre le comte Verd et Galéas. Le premier s'était fait déclarer tuteur des enfans que Jean Paléologue avait laissés en bas âge, et, soit générosité, soit jalousie, il ne souffrit pas que Galéas usurpât leur héritage, il le défendit même à main armée, et chassa les Milanais d'Asti.

Pendant que les Visconti rencontraient des ennemis de toutes parts, les Génois, les de leur obéir, firent entendre les cris de *liberté ! mort aux tyrans !* Bocca-Negra, secrètement revenu de Pise, n'eut qu'à se montrer au peuple pour le décider; il fut proclamé doge avec autant d'ivresse que la première fois. Les nobles seuls regrettèrent les Visconti et conspirèrent. La plupart furent bannis, les autres désarmés. Réduits à l'impuissance de se venger par une révolte, ils le firent par un empoisonnement. Pierre, roi de Chypre, chassé de ses états par les infidèles, était venu à Gènes mendier contre

eux des secours; son échanson, gagné ^{1362.} par les nobles, empoisonna le doge dans un festin. Les conjurés en armes parcoururent la ville, et, dans le premier moment, la confusion fut horrible, mais le peuple triompha, et Gabriel Adorne fut élevé à la dignité ducal. Il était marchand, de famille plébéienne, mais gibeline; les nobles, qui ne pouvaient plus diriger les partis, tâchèrent, du moins, d'empêcher leur union: ils réussirent; la faction guelfe eut pour chef Léonard de Montalto. C'était peu d'avoir allumé la guerre civile, ils appelèrent les étrangers, et, pendant que Montalto attaquait le doge dans l'intérieur de la ville, le fils de Bernabos Visconti marchait à la tête de cinq mille hommes. La guerre se prolongea long-temps avec des succès divers; elle fut terminée par un traité qui maintenait le doge dans sa charge, à condition qu'il payerait tous les ans quatre mille ducats aux Visconti, et que les bannis seraient rappelés. Trois années s'écoulèrent

dans une profonde paix. Adorne, qui avait déployé un grand talent et un caractère ferme dans son administration, se rendit odieux par des exactions devenues peut-être nécessaires pour acquitter le tribut que les émigrés avaient fait imposer à leur patrie. Deux hommes qu'il avait nommés lieutenans ou gouverneurs de la ville, proposèrent un jour sa destitution devant le peuple assemblé. L'un d'eux, Dominique Frégose, fut élu doge au milieu du plus grand tumulte. Les séditieux chassèrent Adorne de son palais en y mettant le feu; il fut banni avec ses partisans. Deux agens d'un Fiesque, évêque de Verceil, eurent la tête tranchée. Cette rigueur affermit l'autorité de Frégose et ramena la tranquillité intérieure. Il était temps, la guerre recommençait au dehors.

1372.

L'empire grec ne s'étendait pas au delà de Constantinople, et cette capitale, elle-même, était gouvernée par les officiers de Jean Paléologue, mais par la volonté d'Amurath. Pendant

que l'empereur servait le sultan contre les Hongrois, son fils Andronic entra dans un complot avec le fils d'Amurath. L'un et l'autre voulaient détrôner leurs pères. Le sultan ordonna à Paléologue de faire mourir son fils, après lui avoir donné l'exemple de cette justice terrible. L'empereur, qui n'était pas convaincu du crime d'Andronic, obéit par lâcheté : il fit brûler les yeux à ce malheureux prince et à son jeune fils, et les enferma tous deux dans une tour voisine de Galata. Les Génois les délivrèrent, et ils offrirent même à Andronic de le placer sur le trône, à condition qu'il leur livrerait Ténédos. Ils tinrent parole; mais le gouverneur de Ténédos, au lieu de les recevoir dans cette île, y appela des troupes de Venise; les Génois, par vengeance, engagèrent Andronic l'aveugle à faire arrêter tous les Vénitiens dans Constantinople : premier sujet de guerre entre les deux républiques. En Chypre, où l'une et l'autre avaient des établissemens considérables, Jacques de Lu-

signan, tuteur du jeune roi Pierre II, excité par les Vénitiens, fit saisir, à la même heure, tous les Génois qui étaient dans le royaume. Un seul échappa, couvert de blessures, et porta cette nouvelle à ses concitoyens. Pierre Frégose, frère du doge, parut bientôt avec une flotte dans le port de Famagouste. Introduit dans la ville par la veuve du dernier roi, qui brûlait de venger le meurtre de son mari sur ses deux beaux-frères, il s'empara de l'île entière. Après avoir mis garnison dans la capitale et réglé le tribut que le roi devait payer à la république, il emmena Jacques de Lusignan prisonnier à Gênes. Famagouste fut bientôt assiégée par Charles Zéno, le même qui avait surpris Ténédos et qui venait de la défendre contre les Génois avec une rare intrépidité. Pendant qu'il remplissait l'Orient du bruit de son nom, Gênes, qui s'était vue quelque temps pressée par les armes de Venise et du marquis de Carreto, avait fait alliance avec François de Carrare, seigneur de Padoue; elle avait,

en même temps, rappelé ses bannis, équipé des flottes et fait de si grands efforts que par-tout la victoire se déclara pour elle. Louis de Fiesque répara les désastres de Ténédos ; Lucien Doria, périt sur sa galère capitane, consolé par les cris de triomphe de ses soldats. Moins heureux que lui, l'amiral vénitien, Victor Pisani, battu deux fois, malgré son habileté et son courage, fut jeté dans un cachot en rentrant dans sa patrie. Cette injustice, contre un grand homme, exposa Venise à de plus grands dangers que la perte de deux batailles. 1379.

Pierre Doria, fils de l'amiral qui était mort avec tant de gloire, embarqua sur une nouvelle flotte vingt-mille hommes, Génois, Hongrois ou Padouans. Pendant que François de Carrare assiégeait Venise d'un autre côté, il sacrifia cinq mille soldats à la conquête du fort de la Chiozza, qui fermait l'une des entrées du port de Venise ; il emporta successivement d'autres petites places et parvint à se rendre maître de tous les pas-

sages. Venise était consternée : sans troupes , sans trésor, sans général à qui elle put se confier ; car Zéno était loin et Pisani dans les fers. Pendant que la crainte et l'orgueil tenaient le sénat en suspens sur le sort de Pisani , du fond de sa prison il entendit les cris du peuple qui demandait sa liberté. Elle lui fut rendue. Plein de dévouement pour son ingrate patrie , il s'empessa de visiter le port, le fit couvrir par une forte muraille et fermer par de grosses chaînes, et quand il eut pourvu au danger le plus pressant, il conseilla de demander la paix. Le doge, André Contarini, fit proposer à l'amiral génois d'en dicter lui-même les conditions, déclarant d'avance qu'il les acceptait toutes, pourvu que sa patrie restât libre. La réponse de Doria fut hautaine et insultante : avant d'accorder la paix il voulait mettre une bride aux chevaux de Saint-Marc. Il est vrai qu'il ne tenait qu'à lui de le faire. Les vivres n'arrivaient plus que de l'Esclavonie, et Venise était perdue si Doria les eut

fait couper de ce côté, mais il s'opiniâtrait à concentrer ses troupes dans sa forteresse de la Chiozza. Le sénat de Venise manquait d'argent; il offrit des titres de noblesse à toutes les familles populaires qui payeraient cinq mille ducats : un grand nombre acceptèrent; ainsi la vanité fit plus que le patriotisme. Cependant, poussés par le désespoir à des entreprises audacieuses, les assiégés tentèrent un débarquement devant la Chiozza où toute la flotte génoise était réunie; ils poussèrent dans le canal qui communique de la haute mer avec les lagunes, un grand vaisseau rond, auquel les Génois mirent le feu dans la fureur du combat. Ce vaisseau brûla jusqu'à fleur d'eau et puis s'enfonça à l'entrée même du canal; les Vénitiens firent aussitôt couler à la même place des bateaux chargés de pierres; le port de la Chiozza se trouva fermé, et par cet incident tout changea de face. En même temps Charles Zéno arrivait au secours de sa patrie. Il fonda le premier sur les Génois au

moment où ils allaient s'ouvrir un passage : peut-être l'auraient-ils forcé, malgré sa résistance, si leur général n'eût été emporté par un coup de canon. Dans une autre rencontre, Zéno s'étant trouvé resserré entre deux troupes ennemies écrasa la plus faible et refoula l'autre jusque sur un pont qui se rompit. Ceux des Génois qui avaient survécu à tant de combats, pressés par la faim et sans espoir de secours, se rendirent à discrétion. Gaspard Spinola, n'ayant pu les délivrer, satisfit sa rage en livrant aux flammes plusieurs villes du golfe Adriatique. Surpris lui-même et entouré par plus de cent voiles, il trompa la vigilance de Pisani qui ne put s'en consoler. A Venise on pleura la mort de ce grand homme comme à Gênes la perte de toute une armée.

Ainsi se termina cette fameuse guerre dont le commencement présageait à la république de Gênes l'abaissement et peut-être la destruction de sa rivale. Jamais elle n'avait déployé tant de puissance, même dans ses revers elle

s'était montrée terrible, et la paix qu'elle conclut fut encore glorieuse. Mais elle ne se releva point de l'épuisement de sa population et de ses finances. Plusieurs années de repos auraient à peine suffi à le réparer, et dans leurs prospérités comme dans leurs disgrâces, les Génois étaient toujours livrés à des agitations sanglantes.

Dans le temps où leurs armées disposaient du trône de Constantinople et du royaume de Chypre, deux révolutions, faites coup sur coup, avaient fait passer le sceptre ducal des mains de Frégose à celles d'Antonio Adorne, puis de Nicolas Guarco. Ces trois hommes et L. de Montalto, tous distingués par de grandes qualités, braves, ambitieux et chefs de quatre familles aussi éminentes dans la bourgeoisie, que celles des Doria, des Spinola, des Grimaldi et des Fiesque l'avaient été parmi les nobles, se disputaient avec acharnement l'autorité souveraine, et employaient tour-à-tour, comme instrumens, ces mêmes nobles qui avaient

été leurs maîtres, et qui devaient le redevenir un jour. Guarco, après son élection, les avait admis au partage de toutes les charges de l'état. Les artisans et les paysans des trois vallées, dont la misère s'était prodigieusement accrue par les triomphes et par les revers de la république, se levèrent tous à la fois, et emportés par une fureur commune sans être dirigés vers un même but, firent entendre les cris contradictoires de vive le peuple ! Vive le doge ! Vive Antonio Adorne ! Plus de nobles ! Plus d'impôts ! Le doge se présenta devant les factieux : il promit tout ce qu'ils voulurent et parla avec tant de modération que le peuple s'écria que lui seul était digne de commander. Encouragé par ce premier succès, il demanda qu'Adorne fut éloigné de la ville, et pour le forcer à la quitter, il appela quatre cents soldats des vallées. Ce fut ce qui hâta sa perte ; Adorne l'accusa de tyrannie et le chassa. Les vainqueurs voulurent, sur-le-champ, créer un nouveau doge. Dans le même palais, à la même heure, il

y eut deux élections. Adorne, proclamé par sa faction, descendit dans la salle où Pagano venait d'être élu et menaça de le tuer. Celui-ci sauva sa vie en renonçant à sa dignité, mais le lendemain Montalto réunit le plus grand nombre de partisans en jurant qu'il ne garderait que six mois le sceptre ducal. Il ne le laissa pourtant qu'à sa mort à Antonio Adorne, qui fut élu doge pour 1384. la troisième fois.

Adorne disposa long-temps à son gré des forces de la république ; il envoya délivrer, dans Nocéra, le pape Urbain VI qui, en faisant voile vers Gènes, fit étrangler et jeter à la mer cinq cardinaux du parti clémentin, et refusa de payer les frais de sa délivrance. Il équipa ensuite une grande flotte chargée de transporter devant Tunis le duc de Bourbon, oncle de Charles VI, et grand nombre de seigneurs français, anglais et italiens. Les croisés, débarqués sur la terre d'Afrique, allèrent assiéger Carthage; repoussés dans quatre assauts, ils ne se décourageaient pas ;

mais Adorne, moins jaloux de leur gloire que des intérêts de sa patrie, conclut un traité qu'ils furent obligés de signer. Le paiement de dix mille ducats, la Méditerranée affranchie des courses des pirates, les prisonniers rendus sans rançon, étaient des conditions qu'on pouvait accepter sans honte.

1390. Il ne faut pas croire que son administration, pour avoir été presque absolue, en fut plus paisible. Déjà la conspiration de quelques nobles avait été punie par le bannissement, quand Pierre Frégose conspira à son tour. Il parvint à chasser le doge; mais Jacques Frégose, plus agréable au peuple que son frère, fut élu. Il rappela les exilés et se fit chérir de tous les citoyens. Adorne ne tarda point à revenir sur la même galère qui avait servi à son évasion; mal accueilli d'abord, il tenta une seconde fois l'inconstance de Gènes, et réussit. Il eut l'attention de faire avertir son prédécesseur de lui céder son palais. Comme celui-ci tardait afin d'emporter ses meubles, Adorne se pré-

scnta, le retint à dîner civilement, et le fit reconduire dans sa maison, où Frégose, par l'étude des belles-lettres, se consola dans une condition privée.

Rendu cruel enfin par l'opiniâtreté de ses ennemis, Adorne fit décapiter deux citadins et un noble, convaincus d'une conspiration nouvelle, et il enferma dans un château le frère de l'évêque de Savone. Le prisonnier étant mort subitement, l'archevêque de Gènes sortit de la ville et n'y rentra qu'avec six cents hommes armés. Jean Bocca-Negra et Guarco se joignirent à lui ; mais ils donnèrent au doge le temps de préparer sa défense. Un autre soulèvement éclata dès que le premier fut apaisé. Antonio Montalto, fils de Léonard, jeune, ardent, audacieux, agit ouvertement quand les Spinola et les Fiesque se cachaient encore. Il apprit que le doge faisait venir des régimens étrangers, et il entra, presque seul, se fiant à l'amour du peuple. Adorne s'exila pour la seconde fois. Montalto, proclamé doge à vingt-trois ans, voulut

que son élection fût confirmée par un conseil de soixante citoyens. Bientôt son cousin, Martin Montalto, arma contre lui. Adorne, retiré à Venise, apprenant ces divisions, se ligua avec J. Galéas-Visconti, et s'avança jusqu'aux portes de Gènes sans trouver d'obstacle. Montalto, qu'on croyait endormi, tomba inopinément sur lui, tailla son armée en pièces et prit son fils. Pendant que le doge remportait cette victoire, Pierre Frégose et Guarco unissaient leurs partisans pour le renverser : Guarco ayant trop hâté son élection, Frégose, par jalousie, avertit le doge et lui offrit son secours. Montalto accepta et défit Guarco. Il eut ensuite à combattre Promontorio, autre ambitieux, qui le poursuivit jusque dans la maison des Doria. Frégose reparut alors, son parti triompha dans la ville ; il fut doge pendant le reste de la nuit. Au point du jour Promontorio eut le dessus. Le lendemain autre élection faite par le grand conseil en faveur de Montalto, qui reprit de force le pa-

lais. Le conseil retint l'autorité. Les nobles proposèrent de donner Gènes aux étrangers. On nomma des réformateurs qui conclurent à maintenir un doge, mais annuel. Justiniani Garibaldo reçut les ornemens de cette dignité. 1393.

Que d'agitation , de mouvement et de tumulte ! Combien de combats , combien de révolutions en une année , en un jour ! Quel peuple enfin que celui de Gènes ! Osera-t-on affirmer qu'il fut heureux au milieu de tant de bouleversemens , et pourra-t-on , néanmoins , s'empêcher de regretter que cette liberté orageuse lui ait été ravie , quand on réfléchira qu'avec elle il a perdu sa force et toute sa splendeur ?

Mais l'élection de Justiniani n'avait point mis fin aux désordres , nous n'avons fait qu'en interrompre le récit. Montalto et Adorne agitaient la ville. Les Spinola et les Fiesque , appelés par le doge , se retirèrent vaincus par Adorne. Justiniani abdiqua. Jamais trouble plus grand depuis la fondation de la république. Vingt factions diffé-

rentes étaient armées. Montalto, touché des malheurs de sa patrie, voulut la délivrer de la tyrannie d'Adorne qui l'opprimait avec plus de cinq mille soldats étrangers. Il entra la nuit dans Gênes, résolu à périr. Vainqueur, contre toute apparence, il s'illustra par sa victoire moins que par sa modération. Après avoir déposé les armes, il vint se présenter seul devant le conseil. Créé doge perpétuel, il jura de maintenir les anciennes lois. Jean Bocca-Negra, qui ne pouvait demeurer paisible, fut chassé. De concert avec les autres bannis, il fit révolter les paysans. Adorne n'avait pas encore eu le temps de se mettre à leur tête que déjà ils étaient dissipés. Bocca-Negra qui s'avavançait d'un autre côté, fut vaincu et pris. Montalto, résolu d'en faire un exemple et en même temps de délivrer Guarco, son beau-frère, d'un ennemi dangereux et implacable. Il le condamna à perdre la tête. On fit les apprêts du supplice; déjà le podestat pressait l'exécution, quand Bocca-Negra aperçut le doge qui, entouré

du conseil, regardait d'une fenêtre, selon la coutume; il tendit vers lui les bras en versant des larmes. Montalto se sentit ému et fit un signe de pardon : Guarco lui-même avait demandé grâce pour son ennemi. Cette scène fut rendue encore plus touchante par les bénédictions du peuple; cependant la gloire de Montalto et l'amour de la nation ne le défendirent pas long-temps contre la fureur des partis.

Il y avait alors trois factions dominantes, celle d'Antonio Adorne, de Pierre Frégose et de Guarco. Les Fiesque, chefs de la noblesse guelfe, s'attachaient toujours à la plus faible de ces trois factions, afin de maintenir entr'elles l'équilibre et la rivalité. Les nobles gibelins, exclus de toutes les charges et trop abaissés pour lever une bannière à part, suivaient le torrent populaire. Au milieu de tant d'éléments de discorde, il était impossible qu'un gouvernement de douceur et de clémence subsistât. Montalto, délaissé par le peuple dont il avait été l'idole, ren-

tra sans regret dans la condition privée parce qu'il n'en était point sorti par ambition ; il fut bien accueilli à Gavi. Effrayé par les menaces d'Adorne, Zoaglio abdique après deux mois. Frégose et Guarco tirent à qui sera doge. Le sort se déclare pour Guarco. Il attaque les bandes armées qui parcouraient la ville ; vaincu , il se retire à Savone. La république est sans chef. Les Fiesque, Adorne, Montalto , accourent tous à la fois avec leurs partisans ; Adorne est pris par Montalto qui , plus généreux et moins habile , lui rend la liberté et se fie à ses promesses. L'un et l'autre se montrent devant le peuple assemblé. Adorne déplore avec éloquence les maux de sa patrie et s'accuse lui-même d'y avoir contribué ; il exhorte ses concitoyens à choisir un homme doux , paisible , étranger à toutes les ambitions , à toutes les haines. Montalto parle , après lui , dans le même sens , mais avec plus de bonne foi. Quarantevingt-dix électeurs , nommés sur-le-champ , se renferment dans le palais

pour procéder à l'élection. Tout-à-coup, un bruit affreux se fait entendre ; les portes, les fenêtres, sont assaillies, enfoncées par la multitude. Au milieu du tumulte, des menaces, des cris, on entend : Vive Adorne ! Qu'il soit élu !... Il le fut par crainte. Montalto sortit, bouillant de colère et jurant de se venger.

Adorne, pour se concilier les nobles, 1396.
tâcha de les introduire dans le conseil ; la plupart aimèrent mieux conspirer au dehors que venir occuper des charges qui ne faisaient que les égaler aux citadins. Montalto, dont la conduite loyale était seule demeurée au dessus du reproche et même du soupçon, se laissa entraîner, par la vengeance, dans une ligue avec les nobles, et par les nobles dans une alliance avec les étrangers. Les émigrés et les Milanais, intimidés quelque temps par la contenance ferme du doge, se rendirent enfin si redoutables que, désespérant de leur résister, Adorne proposa de soumettre la république à Charles VI. Le motif de ce

choix fut l'incapacité même de ce prince, dont l'ambition ne paraissait pas à redouter, tandis que son nom pouvait être une protection puissante. Les avis furent partagés dans le conseil du roi de France, mais celui d'accepter la souveraineté de Gênes prévalut. Henri de Bar, évêque de Meaux, et le sire de Conti, commissaires de Charles VI, menacèrent le duc de Milan des armes françaises s'il entreprenait rien contre les droits de leur maître. Ils vinrent ensuite recevoir l'épée, le sceptre et les clefs de la ville de la main du doge qui resta en possession de sa dignité jusqu'à l'arrivée du gouverneur, Enguerrand de Luxembourg. Le traité, conclu à Paris, portait que Charles et ses successeurs seraient, à perpétuité, souverains de tous les états de Gênes; que le gouverneur n'aurait que deux voix au conseil; que l'état ne pourrait jamais être démembré: que les impôts continueraient à être levés d'après les anciennes lois de la république. Enfin les Génois, en se faisant sujets, s'é-

taient conservé une patrie ; en échange de quelques-unes de leurs libertés , ils espéraient une tranquillité dont ils n'avaient jamais pu jouir. Mais le peuple était trop inconstant pour ne pas se lasser d'un joug qui ne lui avait plu que par la nouveauté , et les gouverneurs français trop étrangers à toute idée de liberté pour respecter dans les autres des droits auxquels ils ne prétendaient pas eux-mêmes.

Cependant tout fut d'abord tranquille. On relâcha Montalto et Guarco qui avaient été faits prisonniers. Un rapprochement qui parut sincère entre les factions , une amnistie générale proclamée à l'arrivée du gouverneur , et la mort d'Antonio Adorne faisaient concevoir les plus grandes espérances , lorsque le comte de Saint-Paul , obligé de s'absenter , se fit remplacer par l'évêque de Meaux. Cet homme timide , sans cesse agité par la crainte de complots secrets , établit un tribunal de sang qu'il revêtit d'un pouvoir absolu. Les Génois s'en indignèrent ; et quand

Montalto rentra dans la ville , à la tête des paysans de Pozzevera , il les trouva disposés à le seconder. Comme la faction populaire, toujours formidable, était alors unie aux nobles gibelins, ceux qui tenaient pour le roi de France, reprirent avec enthousiasme le nom de Guelfes. Il y eut, en quinze jours, six combats dans la ville. Les plus beaux édifices furent détruits; les pierres, les marbres, les bronzes servaient la rage de la populace. L'évêque avait passé furtivement à Savone et de là en France. Les Gibelins triomphèrent; Montalto leur chef mourut subitement, il n'en gardèrent pas moins tous les avantages de la victoire, et fatigués enfin de leurs propres fureurs, ils laissèrent respirer les Guelfes abattus. Ce fut alors que les deux partis sentirent leurs pertes. Toutes les familles étaient en deuil, il n'y avait pas une maison qui n'eut été attaquée par le fer ou noircie par les flammes; maintenant que le sang s'était calmé et refroidi dans leurs veines, ils voyaient avec effroi leurs

propres ravages, et ne songeaient pas même à relever les ruines de leur superbe ville. La famine et la peste vinrent ajouter à ce découragement et combler leurs maux.

Sur ces entrefaites arriva Nicolas de Calville, envoyé à la place de l'évêque de Meaux. Il fut reçu au milieu d'une joie universelle et salué comme un sauveur. Cet enthousiasme dura peu. Le gouverneur qui penchait pour les nobles, fut forcé de les exclure du conseil et de se prêter à une mesure qui répugnait singulièrement à ses idées; ce fut la création de seize magistrats, sous le nom de prieurs et de conseillers, tous pris dans les corps de métiers. Ils ne devaient rester que quatre mois en charge, de peur qu'ils ne perdissent le goût de leur profession par un trop long usage de l'autorité. On ne fit pas une seconde élection de ces magistrats, mais on eut recours à toute sorte d'expédients pour se soustraire à la domination des Français, sans rompre ouvertement avec

1399.

1400.

eux. Le gouverneur s'étant retiré à Savone, les Génois donnèrent à un de leurs concitoyens le nom de capitaine du roi. Jean Bocca-Negra, celui qui devait la vie au pardon de Montalto, fut le premier revêtu de cette dangereuse dignité; il la résigna dès qu'il le put. Elle fut imposée à un Italien, Franchi ou Luzardo, qui voulut aussi s'en démettre, mais les paysans des trois vallées se soulevèrent pour le forcer à la garder.

Cependant cette vengeance d'un maître irrité, que tout un peuple attendait en tremblant, sans avoir rien fait pour la prévenir, sans rien oser maintenant pour la repousser, cette vengeance terrible allait éclater. Le maréchal de Boucicault venait d'entrer dans Gênes avec mille fantassins et mille cavaliers, qui tous gardaient, comme leur chef, un silence farouche. Il avait été précédé par une réputation de bravoure et de cruauté que ne démentait point son aspect. Une haute taille, une physionomie dure, un regard sombre, tout en

lui inspirait l'effroi ; son âme impitoyable se révélait par un extérieur féroce. Il avait eu soin de s'emparer de tous les for^{ts} au dehors et au dedans de la ville. Quand il se fut assuré que rien n'était à redouter, il rangea sa troupe sur la grande place, fit amener Bocca-Negra et Franchi, prononça contr'eux une sentence de mort, et donna l'ordre de l'exécuter. Pendant que Bocca-Negra luttait contre les satellites et disputait sa tête aux bourreaux, la foule qui se pressait autour d'eux parvint à saisir Franchi ; on le fit passer sur les derrières, il se sauva d'abord dans une église, puis hors de la ville. Boucicault, sans s'émouvoir en apprenant cette nouvelle, fit sur-le-champ trancher la tête au magistrat qui commandait l'exécution. La terreur fut générale : il en profita pour faire désarmer les citoyens et les paysans des trois vallées ; il supprima les charges de capitaines, gonfaloniers, syndics, consuls des métiers ; il abolit les anciennes coutumes et les lois de l'état ; défendit de pronon-

cer les noms de Guelfes et de Gibelins sous peine d'avoir le poing coupé, bâtit une citadelle et accabla le peuple d'impôts.

Quand il crut, par un système d'oppression si bien combiné, avoir mis les Génois dans l'impuissance de se remuer, il les entraîna dans des expéditions lointaines. Lui-même s'embarqua sur une de leurs flottes et alla ruiner en Égypte la ville de Baruth où les Vénitiens faisaient un grand commerce, parce que Zéno n'avait pas voulu concerter avec lui une entreprise contre les infidèles. A son retour, il rencontra les Vénitiens entre Candie et Modon. Trois galères s'attachèrent à la capitane de Zéno. Les Génois et les Français s'élançèrent en même temps sur son bord. Zéno, dans ce pressant danger, fit tellement charger le côté droit de sa galère que le bord s'abaissa à fleur d'eau, tandis que l'autre côté s'élevait à proportion. Par ce moyen il empêcha qu'un plus grand nombre d'ennemis n'entrât dans sa galère, et il fit tomber dans la

mer la plupart de ceux qui s'étaient imprudemment lancés sur le pont. Cette manœuvre décida de son salut et de la victoire. Le maréchal, de retour à Gènes, envoya à Zéno un défi dont celui-ci se moqua : il y avait répondu d'avance en le battant.

Guarco, qui avait été quelque temps lieutenant de Boucicault à Famagouste, eut le tort de déployer un courage et une fermeté qui le rendirent redoutable. Le gouverneur le relégua d'abord à Pavie ; puis, faisant réflexion qu'il devait le craindre bien plus encore après l'avoir outragé, il mit à prix sa tête qui lui fut apportée par six paysans. Un autre homme lui donnait de l'inquiétude. C'était ce Franchi, deux fois échappé au supplice et à la prison, qui sans cesse parcourait les campagnes, réveillant dans tous les cœurs l'amour de la patrie et la haine de l'étranger. Boucicault serait parvenu sans doute à le réduire s'il avait pu tourner tous ses efforts de ce côté ; mais il avait d'autres affaires en Italie. Il avait fait déca-

ils en avaient trouvé l'origine presque toute l'histoire jusqu'à l'époque où Savoie. Nous avons vu qu'il avait ordonné ce jugement duquel la générosité de nos princes ne fut pas le médiateur. Le duc, qui avait le caractère d'un précurseur d'un caractère terrible. Mais les prêtres à Annecy avaient la vengeance divine prêtée par le pouvoir de la détourner; car d'eux, plein d'un ardent fanatisme, forma une troupe d'enthousiastes qui, tous vêtus de blanc et armés de crucifix et de disciplines, parcouraient les villes et les campagnes en se fustigeant. Sitôt que ces pénitens parurent dans la Ligurie, les habitans de Pozzevera se joignirent à eux, entrèrent processionnellement à Gènes au nombre de plus de cinq mille, et après avoir engagé les partis rivaux à faire la paix, ils se retirèrent. A peine furent-

ils partis
la même
de draps
ches. L
Fiesqu
mes,
dét
v

Montferrat serait reconnu capitaine général de la république. Le chevalier de Chaseron, lieutenant du gouverneur, eut la tête fracassée d'un coup de marteau en s'efforçant d'apaiser la sédition ; il fut aussitôt mis en pièces. Ce premier meurtre emporta la multitude, et les Français, poursuivis dans les rues, assiégés dans les maisons, furent presque tous massacrés. Boucicault ne voulut point reconnaître dans cet affreux malheur les fruits de sa politique sangui-
 naire : il revint la rage dans le cœur, 1410.
 mais il trouva les passages bien fermés et rentra en France avec le regret de ne pouvoir exercer dans Gènes des vengeances plus cruelles que celles qui l'en avaient fait chasser.

Tant qu'il avait conservé l'espoir de soumettre les Génois, il s'était promis un allié dans Louis, comte de Piémont, ennemi naturel des marquis de Montferrat. Les prédécesseurs de ce comte avaient tous, comme lui, défendu leurs états contre les attaques de leurs voisins, et attaqué ces voisins à leur tour quand

ils en avaient trouvé l'occasion. C'est là presque toute l'histoire du Piémont jusqu'à l'époque où il fut réuni à la Savoie. Nous avons vu qu'Amé VI avait ordonné cette réunion après le jugement du comte Jacques. Mais soit générosité de ce prince, que les historiens ont nommé *l'Ami et le vengeur des princes malheureux*, soit le conseil et le médiateur des monarques, soit impuissance d'achever son usurpation, il avait laissé le titre de comte de Piémont à Amédée, fils puîné de Jacques, au préjudice de son aîné. Cet Amédée n'est connu que pour avoir fait tuer deux ou trois de ses petits vassaux qu'il ne pouvait soumettre. Louis, en succédant à son frère, s'appliqua à gagner par des bienfaits les habitans de Turin, toujours impatiens d'une domination qu'on n'avait pas encore essayé de rendre supportable. Au lieu de les dépouiller de leurs privilèges, lui-même alla au devant de leurs vœux en se hâtant de les confirmer. Il eut aussi la gloire de fonder l'université de Turin.

Enfin ce comte, le dernier de la branche cadette de Maurienne, est le seul qui, jusqu'à présent, ait laissé un nom auquel se rattache le souvenir d'une action utile aux hommes. La politique, ou plutôt la nécessité, lui fit accepter l'alliance de Boucicault, à condition de le servir contre les Génois; ces républicains n'auraient pas été disposés, sans doute, à le laisser tranquille possesseur de Nice, Vintimille et Barcelonnette qui s'étaient donnés à lui ou à son suzerain Amé VII. Après avoir été entraîné par Amédée VIII, son beau-frère, dans une autre guerre contre les marquis de Saluces et de Céva, il mourut laissant au duc de Savoie tous ses états avec le titre de prince de Moréc et d'Achaïe. 1418.

Avant de raconter les révolutions qui arrivèrent dans le gouvernement de Gènes, après l'expulsion des Français, nous devons arrêter l'attention sur l'apparition des confréries de pénitens dans Gènes, et sur l'établissement de la banque de Saint-Georges, qui a servi

appelait la maison de Saint-Georges. Quand le crédit de cette banque se fut accru, qu'on lui eut assigné des fonds plus considérables, et que ses opérations furent plus étendues, on créa un conseil de cent citoyens pour la régir avec une autorité absolue. Nous verrons cette compagnie, devenue souveraine de la Corse, montrer qu'au prix d'elle, les autres souverains n'entendaient rien au despotisme. Mais dans l'état de Gênes, son influence fut immense et toujours salutaire. Quand toutes les branches de l'administration publique furent tombées entre les mains des nobles, les familles populaires qui s'adonnaient entièrement au commerce, s'attachèrent à la banque de Saint-Georges et en augmentèrent prodigieusement le crédit. Ce fut, dans la république, une espèce de république à part, qui se régissait par des lois qui lui étaient propres, qui avait ses magistrats, entretenait des flottes et payait des troupes. Cette banque se maintint florissante jusqu'à l'invasion des Autri-

chiens, en 1746. La république alors en tira quinze millions de livres, malgré la résistance des huit protecteurs, pour acquitter les contributions qui lui furent imposées. Chacun s'empres-
sa de retirer son argent; la banque, ne pouvant satisfaire à tous ses créanciers, fut obligée de cesser ses payemens, ses billets furent décrédités, la perte de la Corse vint mettre le comble à cette détresse, elle tomba entièrement. On a tenté, depuis, de relever cet établissement, mais on n'a pu lui rendre aucune importance politique.

Reprenons le cours des évènements 1411.
que nous avons interrompus. Le mar- à
quis de Montferrat, capitaine général 1418.
de la république de Gènes, exerça assez
paisiblement l'autorité qui lui avait été
désérée par un consentement unanime,
tant que la haine ou la crainte inspirée
par les Français fut un sentiment vif.
Alors, les Génois se tenaient, en quel-
que sorte, sous les armes, et, comme
pour s'assurer de leurs forces, ils fai-
saient, dans les mers de la Grèce, en

Corse, en Sardaigne et sur les côtes d'Espagne, plusieurs expéditions contre les Catalans, qui eurent toutes du succès. Peu à peu, ils oublièrent les Français, et devinrent plus attentifs aux affaires de l'intérieur et plus difficiles à gouverner. Le marquis de Montferrat fut surveillé par un conseil composé de plébéïens et de nobles, de Guelfes et de Gibelins. Mais la fusion ne put se faire entre les partis. Les Gibelins chassèrent les Guelfes. Ceux-ci ne tardèrent pas à revenir, secrètement favorisés par le capitaine général. Devenu de plus en plus défiant, il ferma les yeux sur le meurtre de l'un des Frégose, et retint Georges Adorne prisonnier. Ces précautions ne firent que hâter le coup qu'il voulait prévenir. Il vit que la principauté de Gènes allait lui échapper, et il relâcha Adorne, comptant bien que sa présence exciterait quelque trouble. Il se trompait encore dans ce calcul; à peine Georges Adorne eût-il paru dans la ville, qu'il fut élu doge. L'ivresse du peuple fut

au comble. Le jour de cette élection fut mis au nombre des fêtes publiques.

De son temps, on nomma douze magistrats chargés, sous le nom de réformateurs, de réviser les lois et de faire des réglemens sur les mœurs. Ils statuèrent que, pour être élu doge, il faudrait être né Génois, appartenir au corps des marchands, et avoir au moins cinquante ans. Pendant qu'on s'occupait de ces travaux sur la législation, et qu'on reprenait les exercices militaires, négligés depuis long-temps, les ennemis d'Adorne se préparaient en silence à le renverser. Quand tout fut prêt, Jean de Montalto entra dans la ville, à minuit, en criant : vive le peuple ! Les Frégose, les Spinola, et presque tous les Gibelins, se déclarèrent pour les factieux. On combattit tout le jour ; le lendemain, on recommença ; la guerre, enfin, devint permanente. Quelquefois on déposait les armes par lassitude, mais on était prompt à les ressaisir. L'archevêque ordonna inutilement des jeûnes, des prières, des pro-

cessions. Il arriva même plusieurs fois que les prêtres et les femmes se trouvèrent pressés au milieu des combattans, et que leurs chants pieux furent interrompus par des cris de terreur et de mort. Cependant, à force de verser du sang, ces furieux s'affaiblirent et leur fièvre se calma. Neuf citadins, choisis pour médiateurs, décidèrent qu'Adorne garderait sa magistrature encore un mois. Quand ce terme fut venu, Bernabos Guarco, jurisconsulte estimé, mais homme faible, dût son élection à Thomas Frégose. Il soupçonna celui qui l'avait fait doge de songer à le devenir, il s'entoura de gardes et prit tant de précautions qu'il se fit chasser.

1416. Thomas Frégose, qui lui succéda, semblait propre à rétablir la tranquillité de la république. Libéral, intrépide, infatigable, il avait gagné l'amour du peuple, s'était fait craindre de ses ennemis et avait inspiré une confiance générale dans son habileté. Cinq frères, tous dévoués à sa personne

et dignes de lui, étaient comme les soutiens de sa puissance. Son administration fut glorieuse; il ajouta aux domaines de l'état plusieurs châteaux qui, auparavant, servaient de refuge aux rebelles. Il acquitta, de ses propres deniers, les charges de la république, diminua les impôts, employa une partie de son patrimoine à des constructions plus utiles que fastueuses, donna de puissans secours à la France, son alliée, et soumit les Corses rebelles. On ne lui laissa que peu de temps pour déployer ses vertus et faire du bien à sa patrie. Raphaël Montalto, les Spinola, les Guarco, les Adorne, qui voyaient avec dépit l'autorité s'affermir de jour en jour entre ses mains, formèrent une ligue formidable avec les ducs de Milan, les marquis de Montferrat et de Carreto. Frégose balança long-temps la supériorité de leurs forces par son courage et par sa prudence. Le trésor était épuisé. Pour soutenir la guerre sans écraser les citoyens, il vendit Livourne aux Florentins : sacrifice im-

mense, mais insuffisant. Bientôt il fallut faire un emprunt aux Lucquois. Les Aragonais menaçaient la Corse; leur flotte entourait Bonifacio. Jean Frégose s'ouvrit un passage en faisant pousser sur eux un brûlot dont les feux mouvans leur causèrent une vive frayeur et les forcèrent à s'écarter. Le frère du doge, illustré par le succès de cette campagne, fut malheureusement vaincu et pris par quelques galères Milanaises. Alors Thomas Frégose se sentit découragé; plus les Génois montraient de dévouement, plus il se crut obligé à se dévouer lui-même. Il jugea qu'ils étaient arrivés au terme de la résistance et, craignant de ruiner leur cause par une opiniâtreté trop persévérante, il abdiqua en faveur de Philippe-Marie Visconti. Ses concitoyens l'accompagnèrent jusqu'à sa galère avec les marques les plus touchantes de vénération et de douleur; rendant ainsi, à son patriotisme et à ses vertus, un hommage bien moins suspect que les acclamations qui ne man-

quent jamais de saluer un souverain au premier jour de sa puissance.

Le fameux Carmagnola prit possession de Gènes au nom de Philippe-Marie. Il commença par caresser le peuple et par diminuer les impôts, mais cette modération ne dura guère. Visconti, pour asservir les Génois, s'appliqua à ranimer les haines de parti et à démembrer l'état; il employa leur argent et leurs forces au profit de sa tyrannie; se servit de leurs vaisseaux pour conquérir Naples, et voulut s'approprier jusqu'à la gloire de leurs exploits. Il ne souffrit pas que le gonfalon de Saint-Georges vint recevoir les vainqueurs au port, suivant l'ancien usage; il eut même l'imprudence de le faire porter à Milan, s'imaginant qu'en faisant ainsi disparaître les signes révévés de la liberté génoise, il en abolirait le souvenir. Cependant, les murmures allaient croissant parmi le peuple, et semblaient présager un soulèvement prochain. Dès que Philippe s'en aperçut, il s'arrêta, et, pour adoucir les haines, il nomma

gouverneur un Génois, le cardinal Jacques Spinola, qui, dans l'absence des guerres civiles et étrangères, fit fleurir le commerce et les arts. Selon son calcul, ces ménagemens n'étaient bons que pendant la paix, il dédaigna de les prendre quand il vit ses nouveaux sujets engagés dans une lutte contre Florence et le roi d'Aragon. Mais cette lutte n'était point nationale; les Génois, commandés par un étranger, ne crurent pas honteux de fuir devant Louis de Fiesque, un de leurs concitoyens, qui s'avancait en leur promettant le bonheur et l'indépendance. Thomas Frégose et Bernabos Adorne n'avaient pas été les derniers à saisir des armes pour la délivrance de leur patrie. Ils se montraient souvent aux portes de Gênes, et le peuple n'attendait qu'une occasion pour les ouvrir; mais le duc fit conduire à Milan et retenir dans une étroite captivité, tous les mécontents dont il redoutait l'influence.

1430. Les Génois ne prenaient part que

comme ses sujets à la guerre qui se poursuivait avec activité en Lombardie contre Venise et Florence. Ils ne retirèrent aucun avantage de cette bataille célèbre où ils combattirent sous Piccini, Sforza et Grimaldi, qui coûta six mille hommes aux Vénitiens, commandés par Nicolas de Trévisé, et qui fut sur-tout funeste à Carmagnola, parce qu'il laissa vaincre le Trévisan. Les victoires remportées au profit de leur tyran, ne pouvaient qu'aggraver leur servitude, mais ils souffraient comme lui d'une défaite. Dans celle de Capo del Monte, leur amiral, François Spinola, fut fait prisonnier. Redevenu libre, et plusieurs fois vainqueur des Vénitiens, il rentra dans sa patrie et fut arrêté, sous prétexte qu'il n'avait point poussé ses premiers succès. Ses compagnons d'armes firent entendre des murmures, et on le mit en liberté. Mais il avait couru risque de la vie. Plus malheureux que lui, Carmagnola, séduit par de perfides caresses, éivré de louanges et comblé d'honneurs, se

confia au sénat de Venise qui le fit décapiter. C'est ainsi que les étrangers savent payer d'illustres services. Vers le même temps, un autre homme moins connu, mais aussi digne de l'être, Vincent d'Istria, dont les premiers exploits promettaient l'indépendance à la Corse, sa patrie, fut pris, conduit à Gênes et mis à mort.

1434. Cependant, de nouveaux triomphes allaient rendre Spinola plus grand et Philippe-Marie plus ingrat. Après avoir commandé en chef, cet amiral s'embarqua, pour secourir Gaëte, sous les ordres d'Asseretto. Ils attaquèrent la flotte aragonaise avec des forces inférieures. Le combat fut vif; mais les Génois, enveloppés, auraient péri, si le brave Spinola n'eût fait changer la fortune à force d'audace. Il s'élança sur le bord du vaisseau d'Alphonse; déjà presque tous ceux qui avaient osé le suivre, étaient pris par les Espagnols; il fit abattre l'antenne du grand mât qui, en tombant, renversa le roi; Spinola le pressa si vivement qu'il se ren-

dit prisonnier, et, baissant pavillon, fit signe à toutes les galères de cesser le combat. Il y avait sur les vaisseaux génois plus de prisonniers que de vainqueurs : Asseretto fut obligé d'en mettre quatre mille à terre. Le butin fut si considérable, que les officiers, et même les simples matelots, enrichirent pour toujours leurs familles.

Alphonse, l'infant dom Henriquez, et plusieurs grands d'Espagne, furent conduits à Milan. Le duc demanda, pour leur rançon, le royaume de Sicile, et il se contenta de signifier ses intentions au sénat de Gênes. Les Génois s'indignèrent d'être privés ainsi du fruit de leur victoire. Encouragé par ces dispositions des citoyens, le sénat reçut les félicitations des habitans de Gaëte, comme au temps de l'indépendance. Visconti fit arrêter les ambassadeurs. C'est alors sur-tout que l'indignation devint générale. Personne ne songea plus à la contenir ; on rappelait tout haut le massacre des paysans insurgés, massacre que Piccini avait

commandé de sang-froid, malgré la soumission de ces malheureux, malgré l'intercession de leurs concitoyens et de leurs frères. Cet odieux satellite du tyran avait plus fait que de les décimer, il avait publiquement fait vendre à l'encan tous ceux qui avaient échappé au carnage, femmes, enfans, vieillards, et les Génois l'avaient souffert, et ils ne s'étaient pas baignés dans le sang de leurs oppresseurs! Enfin, le temps était venu de briser un joug odieux ou de mourir. Thomas Frégose et Spinola étaient dignes de donner l'élan à tous les cœurs, et de s'exposer les premiers pour le salut de la patrie. Le jour où Trivulce, le nouveau gouverneur, faisait son entrée avec un pompeux cortège, tous deux se montrèrent en armes et firent retentir le cri de liberté! Le peuple accourt, se presse autour d'eux et répète avec ivresse : Liberté! liberté! Les Milanais, glacés d'épouvante, sortent de la ville. L'ancien gouverneur est pris, massacré, son corps, tout nu, exposé aux regards de la multitude. Trivulce,

qui s'était jeté dans le fort du châtelet, appelle à son secours Piccini, qui bientôt marche avec une armée. Les Génois envoient des ambassadeurs à Venise et à Florence ; mais, avant tout, ils comptent sur leur propre courage. Ils emportent le Châtelet et repoussent Piccini qui, pour jeter l'alarme dans la ville, avait dévasté tous les environs et brûlé les vaisseaux en construction dans la rade. Bientôt ils reprennent Albenga, puis Lerice et Porto-Venere ; Savone s'était affranchie elle-même.

Après l'expulsion des Milanais, on avait élu dans Gènes huit magistrats, sous le nom de défenseurs de la liberté. Ils ne purent se maintenir qu'autant que l'union subsista entre les citoyens ; mais quand l'ennemi commun cessa d'être redouté, les Frégose et les Adorne se trouvèrent en présence. Ces deux familles rivales s'accordèrent à rétablir un doge à la place des nouveaux magistrats ; mais ne voulant point se céder l'une à l'autre, elles firent nommer le vieil Isnard Guarco. Il ne sié-

geait que depuis sept jours quand Thomas Frégose reprit, aux acclamations du peuple, le sceptre ducal, qu'il n'avait abandonné que pour le salut commun. Jean Frégose le ravit à son frère, qui le ressaisit encore par le secours des principaux citoyens. On conseillait au doge de faire périr ce frère coupable; au contraire, il le combla de plus d'honneurs qu'auparavant; il se plut à lui montrer une confiance sans limites, et le nomma commandant de la flotte équipée contre Alphonse d'Aragon. Alors, les nobles et sur-tout Jean Antoine de Fiesque, accusèrent Thomas Frégose d'une partialité marquée en-
1441. vers ses parens. Ce n'était donc que pour servir sous une famille de *plébéiens* qu'ils avaient secoué le joug des Visconti? Ils aimaient bien mieux obéir à un prince étranger qu'à un marchand. Que leur importait que Gènes fût indépendante ou asservie, pourvu qu'ils ne fussent pas confondus avec le peuple et qu'on leur rendit la jouissance de leurs antiques privilèges. Tels

étaient entr'eux leurs discours; ils en avaient d'autres pour séduire la multitude, mais comme ils ne faisaient sur elle que peu d'impression, ils se jetèrent dans les bras du duc de Milan; ils trouvèrent aussi des alliés dans le roi d'Aragon et le marquis de Carreto. Fiers de l'appui de tant de baïonnettes étrangères, ils reparurent dans la ville, et forcèrent le doge à se retirer dans Sarzana, son ancien asile. Mais la haine contre les Milanais vivait encore, et le souvenir de l'oppression des nobles n'était pas éteint. La révolution ne tourna point au profit de ceux qui l'avaient faite. On élut huit capitaines de la liberté, qui n'eurent qu'un mois d'existence. Un doge les remplaça, et ce fut Raphaël Adornic. Il déclara rebelles et poursuivit comme tels Perrin Frégose, neveu de Thomas, qui se réfugia à Novi, et Antonio de Fiesque, qui prit, de vive force, deux places importantes de la rivière du levant. Obligé de s'accommoder avec ce dernier, le doge lui concéda de grandes prérogatives, et s'en-

gagca à offrir, tous les ans, un vase d'or, au nom de la république. Cette lâche condescendance décrédita l'administration de Raphaël, quoique, d'ailleurs, elle eût été douce et favorable au commerce. Bernabos Adorne supplanta son parent par artifice, et fut, lui-même, chassé par Janus Frégose, qui rappela d'exil son frère Perrin, jeune homme actif, brave et entreprenant. Janus mourut au bout d'un an, fort regretté. Il avait étouffé les conspirations, affermi son autorité, levé des troupes contre le marquis de Carreto, et fait de grands préparatifs contre le roi Alphonse, quand la mort vint l'arrêter dans ses projets. Le peuple, qui l'avait aimé, lui fit de pompeuses funérailles, et comme pour lui complaire, même quand il n'était plus, réunit ses suffrages en faveur de son frère, Louis Frégose, quoiqu'il fut absent. Pendant que des ambassadeurs se rendaient auprès de Louis, un autre Frégose, le jeune Perrin, triomphait du marquis de Carreto, et faisait re-

gretter aux Génois de ne l'avoir pas élu. Le doge, qui s'aperçut de ce désir, eut la prudence de se démettre de sa charge. Dès le premier jour de son autorité, Pierre Frégose la rendit redoutable par un acte de rigueur avant lui sans exemple dans l'état de Gènes : il fit pendre sur la place publique, avec sa robe de sénateur, un noble appelé Galeotto de Mari, qui s'était permis quelques discours séditieux. Sous ses pieds, on lisait : « *Cet homme a dit ce qu'il ne* 1452.
devait pas dire. »

Nous touchons à l'époque où les invasions des Français, des Allemands et des Espagnols, menaçant à la fois le Piémont et l'état de Gènes, vont établir, entre ces deux pays, des rapports d'hostilité ou d'alliance, et permettre des rapprochemens plus fréquens entre deux nations qui sont demeurées jusqu'à présent presque étrangères l'une à l'autre. Ensemble, elles avaient pris part aux dernières guerres de l'Italie, mais ce n'étaient point les Piémontais qui avaient combattu pour ou contre

les Génois, c'était Amédée VIII, qui avait été, tour-à-tour, l'allié et l'ennemi du duc de Milan. Nous avons déjà dit que Louis, dernier comte de Piémont, avait laissé tous ses états à son beau-frère en 1418. S'il est vrai, comme on l'a prétendu, qu'Amédée, avant de prendre possession de cet héritage, ait fait publier, dans toutes les villes et communautés du Piémont, qu'elles étaient libres de se choisir tout autre souverain que lui; s'il est vrai, surtout, qu'il leur ait laissé le pouvoir de faire ce choix, ce premier acte de son autorité était digne d'un grand prince et devait bien faire augurer de l'avenir. Mais il y avait peut-être plus d'ostentation que de sincérité dans cette déclaration; du moins, on ne voit pas qu'aucune ville en ait profité pour se donner un autre maître ou pour reprendre sa liberté. Le célèbre Carmagnola, dont nous avons rapporté les exploits et la mort, né d'un paysan du marquisat de Saluces, était, par cela même, sujet du duc de Savoie, mais il s'était fait

une indépendance, comme une noblesse, par la gloire des armes. Attaché d'abord au service de Philippe-Marie, il s'était lassé de son ingratitude et avait offert, contre lui, ses services à la république de Venise. Ce fut alors qu'il proposa au duc Amédée d'entrer dans une ligue contre les Milanais. Le duc encouragea cette ligue sans se déclarer, et bientôt, effrayé des succès de Carmagnola et de la puissance de Venise, il signa dans Turin un traité avec le duc de Milan, qui lui céda le comté de Verceil. Quelques années après, par un autre traité, ils se partagèrent les domaines du marquis de Montferrat. Ce dernier, pour en conserver une partie, et dans l'espérance de mettre la division entre les princes qui le dépouillaient, céda à la violence du duc de Savoie. Amédée, en acceptant les conditions de la paix de Ferrare, s'était engagé à une restitution qu'il ne fit point. Ces fraudes politiques s'accordent-elles bien avec la loyauté dont on a prétendu faire honneur à son caractère? Mais ar-

rivons à l'évènement le plus singulier de sa vie, à l'un de ces traits qui marquent dans l'histoire des souverains.

Guerrier actif, négociateur habile et profond politique, il semble qu'Amédée aurait dû se plaire à gouverner un état. Sans renoncer précisément à la souveraineté, il voulut se dérober à tout ce qu'elle avait de pénible, et, dans une vallée délicieuse, nommée *Ripaille*, il fonda un ermitage où il goûta les douceurs du repos et les délices de la volupté. Il avait institué un ordre de chevalerie sous l'invocation de saint Maurice; six de ses généraux et de ses ministres les plus aimés, le composaient; lui-même en était le doyen. D'après la règle, tous devaient être astreints à la plus rigoureuse continence, mais ils ne firent point de vœu. Tout ce qu'on a écrit sur l'austérité de ces chevaliers de Saint-Maurice, est démenti par l'usage qui a consacré ces mots: *Faire ripaille*, pour signifier: *Faire bonne chère, mener joyeuse vie.*

Avant de prendre la robe et le capu-

chon gris, le bâton noueux et la croix d'or, Amédée assembla tous les grands et les prélats de ses deux états, il leur fit connaître sa résolution, créa son fils chevalier, le déclara prince de Piémont et lui confia le gouvernement. Mais en entrant dans sa retraite, il ne renonça point au monde; ses regards et sa pensée se reportèrent plus d'une fois sur les affaires de l'Italie, et, quoique absent, il dirigea si bien les délibérations du concile de Bâle, que l'ermite de Ripaille fut élu pape sous le nom de Félix V. Ce ne fut qu'à regret qu'il déposa la thiaive; et, après avoir été duc, ermite et souverain pontife, il mourut sans être rien de tout cela. 1451.

Amédée VIII a été appelé le Salomon de son siècle, et ce titre peut lui convenir, puisqu'il fut, comme le fils de David, un prince habile et voluptueux.

On voit que c'est aux qualités de ce prince et à la singularité de sa vie, que se rattache tout l'intérêt de l'histoire du Piémont à cette époque. Hâtons-nous de revenir à un peuple qui agis-

sait lui-même, qui agissait toujours, et qui, libre ou dépendant, au milieu des prospérités ou des revers, ne perdait jamais rien de son ardeur et de son énergie. Mahomet II assiégeait Constantinople; les Génois, pour conserver Péra, envoyèrent Justiniani avec tout ce qu'il put rassembler de troupes et de vaisseaux. Ce général se signala par d'héroïques efforts; mais, couvert de blessures et mis hors de combat, il ne put rien pour le salut de Constantinople. Le faubourg de Péra fut pris comme la capitale, dont il égalait presque la magnificence. Ce fut un coup mortel porté au commerce des Génois dans le levant. La république fut obligée d'abandonner à la maison de Saint-Georges, Jaffa et ses autres places sur la mer Majeure, comme elle avait cédé l'île de Corse, afin que cette compagnie les défendît contre les pirateries des Aragonais. Ce serait ici le lieu d'examiner si ces compagnies privilégiées, qui attirent à elles les forces de la nation, et qui, le plus souvent, prospèrent dans les

temps de calamité générale, sont utiles ou funestes dans un état. Presque toujours, elles ont fait beaucoup de mal; cependant, nous n'oserions affirmer que la maison de Saint-Georges, devenue plus tard le seul contrepoids de l'aristocratie, ait été funeste ou même inutile dans l'état de Gènes.

Pendant que la banque de Saint-Georges défendait contre le roi d'Aragon des possessions lointaines, la république était menacée jusque dans Gènes par les armes de ce prince. Un de ses capitaines les plus renommés, Villamarin bloquait le port avec une flotte nombreuse, en même temps qu'il faisait attaquer les murs par son armée de terre. Les Adorne et Antonio Fiesque avaient appelé tous les mécontents sous les bannières espagnoles. Un grand nombre y étaient accourus; d'autres restaient dans la ville, attendant l'occasion de se déclarer. Pierre Frégose ne craignait pas plus les ennemis intérieurs que ceux du dehors, mais il voulait les connaître. Il feignit une sortie 1455

contre les Aragonais, et, sans qu'on l'aperçut, se glissa dans le Châtelet. Dès que les factieux se furent mis en mouvement, il fondit sur eux, en tua une partie, fit les autres prisonniers, et punit les chefs du dernier supplice. Cet acte de vigueur rétablit l'ordre dans la ville et donna tellement l'alarme aux étrangers, qu'ils se retirèrent.

1458. Trois ans après, ils reparurent avec des armées plus formidables; leur camp se remplit encore d'une foule de mécontents, et le doge vit bien qu'il fallait céder, ou mettre la république sous l'appui d'un roi capable de la défendre. Il s'arrêta à ce dernier parti, et fit des offres à Charles VII. Ce prince était peu disposé d'abord à les écouter; mais il se laissa persuader par Jean d'Anjou, duc de Calabre, qui espérait, par le moyen des Génois, conquérir son royaume de Naples; et il envoya l'archevêque de Reims, Tanneguy Duchâtel, et le célèbre Jacques Cœur prendre possession en son nom, de l'état de Gênes. Ces trois commissaires se firent précéder

par trois cents hommes d'armes. Frégose, fort de ce secours et du nom français, arbora la bannière de France sur le port et sur les murailles, fit main basse sur tous ses ennemis, et, quand il se vit maître de la ville, congédia ses alliés. Cette ruse avait eu un plein succès, et Frégose pouvait s'en applaudir sans honte, puisqu'elle sauvait sa patrie. Malheureusement, les Génois réduits à leurs propres forces, ne purent long-temps résister ; le doge s'excusa près du duc de Calabre, et lui ouvrit les portes de la ville. A peine Jean d'Anjou venait-il d'y faire son entrée, que la mort d'Alphonse délivra les Génois de toute inquiétude. Frégose alors se repentit d'avoir introduit les Français dans la ville. Mais, comment les chasser ? Ils se tenaient sur leurs gardes, et, conspirer sous leurs yeux, c'était s'exposer à une mort inévitable. Il prit le parti de se faire exiler avec tous ses parens. Le voilà maintenant aussi ennemi des Français qu'il l'avait été des Espagnols. Soit désir de vengeance,

soit ambition ou zèle sincère pour la liberté de sa patrie, il ne peut plus prendre de repos qu'il ne la voie affranchie du joug que lui-même lui avait imposé par nécessité. Il va trouver le duc de Milan, puis le nouveau roi d'Aragon, qui lui donnent ou lui promettent des secours. Il se réconcilie avec les Fiesque, avec tous les bannis, les conduit aux portes de Gênes, est repoussé avec perte, et, dans sa retraite, s'empare de Chiavari et de Sestry. Le duc d'Anjou avait repris ces places et triomphé de tous les rebelles; il croyait avoir captivé les Génois par ses manières insinuanes; et, plein de cette confiance, il venait d'envoyer sa flotte à la conquête de Naples, quand Frégose, qui observait tous ses mouvemens, s'approcha de la ville durant la nuit, et y entra sans résistance. Le duc se mit en bataille avec ses Provençaux et quelques bourgeois; mais il fut repoussé jusqu'au Châtelet; et, ne pouvant plus se défendre, il s'avisa d'un artifice qui lui réussit. Il sut que Raphaël Adorne ve-

nait d'entrer furtivement dans le port sur une galère, et il ordonna de proclamer son nom par toute la ville. Frégose alarmé de ces cris, descendit de la colline où il s'était retranché, pour marcher à la rencontre d'un rival qui allait lui ravir les fruits de sa victoire. Aussitôt le duc le fit charger de toutes parts. Frégose, qui avait combattu vingt-quatre heures à pied, demanda un cheval; il s'élança impétueusement sur l'ennemi; et, animant les siens du geste et de la voix, s'imagina qu'il était suivi. Quand il s'aperçut qu'il était seul; il voulut retourner; on l'entoura. Jean d'Anjou lui déchargea sur la tête un coup de sa masse d'armes; il en fut d'abord étourdi; mais il eut bientôt repris ses sens, et se fit jour avec son épée. Son courage l'eût tiré de péril; si les pierres qu'on lançait de la muraille ne l'avaient enfin renversé. Les chevaux le foulèrent aux pieds, et lui écrasèrent la tête. La multitude qui l'aurait porté en triomphe s'il eût achevé sa victoire, s'empara de son cadavre et s'acharna à

le percer de mille coups. Deux de ses frères eurent la tête tranchée le lendemain.

Depuis qu'il eût tué celui qui l'avait appelé dans Gênes, le duc de Calabre s'imagina qu'il en était maître par la conquête ; il ne chercha plus à séduire, ne voulut qu'être obéi. Mais il éprouva de la résistance. En vain le gouverneur La Vallée exigeait impérieusement des vaisseaux pour le service du roi de France, le sénat motiva son refus sur les besoins du commerce. Il ne se prêtait pas plus facilement à la levée des impôts, et les Français n'obtenaient rien que par des vexations qui pesaient principalement sur le peuple. Le gouverneur se riait de ses plaintes ; il crut qu'il n'aurait rien à redouter en gagnant les nobles. Toutes les charges, toutes les faveurs furent pour eux. Les plébéiens murmuraient si bas qu'il les crut résignés et soumis. Il fallut peu de temps pour le détromper. Un jeune artisan eut le courage de se montrer seul sur la place, et de crier : *Vive le peuple ! Aux armes ! Aussitôt*

la ville entière se soulève. Prosper Adorne et Paul Frégose, archevêque de Gênes, accourent en même temps, et forment deux factions rivales. L'intérêt commun les rapproche. Ils font élire d'abord huit capitaines parmi les artisans ; Frégose ensuite consent à reconnaître l'autorité d'Adorne. François Sforza, duc de Milan, impatient de voir les Français hors d'Italie, envoie mille soldats pour aider les Génois à reprendre le Châtelet. D'un autre côté, le roi de France et René de Sicile avaient fait marcher une armée au secours du gouverneur, et des nobles, émigrés de Gênes. L'archevêque fit une sortie, et fut repoussé malgré sa valeur. Il revint à la charge, et remporta une victoire si complète, qu'il y eut près de trois mille ennemis tués ou noyés. Adorne craignant que l'ambition du prélat ne fut excitée par la gloire qu'il venait d'acquérir, lui donna l'ordre de licencier ses troupes étrangères. Frégose obéit ; il rentra seul dans la ville, et parvint à en chasser le doge ; mais lui-même s'était rendu si

odieux par son humeur altière et farouche, que pas un des citadins ne voulut lui donner son suffrage. On rappela de Sarzana Louis Frégose, qui fut élu. Les Français, réduits à l'extrémité, rendirent le fort à ce dernier, de peur de tomber entre les mains du redoutable archevêque.

La famille des Frégose était alors toute-puissante, mais elle n'était pas unie. L'archevêque Paul qui, déjà avait été élevé à la place de son frère, puis déposé, ressaisit le pouvoir, et fit confirmer son élection par le pape Pie II. Alors il se crut tout permis : impositions arbitraires, meurtres, bannissemens. Son exemple encourageait les crimes, sa protection en assurait l'impunité. Enfin sa tyrannie devint si oppressive, qu'on regretta la domination étrangère. On prétend qu'alors les Génois supplièrent Louis XI de reprendre la souveraineté dont il s'était dessaisi, l'assurant qu'ils se donnaient entièrement à lui. « *Et moi*, répondit-il, *je vous donne au diable !* » .

Ce prince, plus éclairé que son père et que son fils, avait vendu à Sforza la ville de Savone et ses droits sur l'état de Gènes. Ce fut donc à Sforza que les députés eurent recours. Ils furent bien accueillis. Le duc noua des intelligences avec tous les mécontents, et même avec un Fiesque, favori de Paul Frégose. Les Milanais entrèrent dans Gènes aux acclamations du peuple; et dans la citadelle par la trahison d'une sœur de l'archevêque. Paul, repoussé de tous côtés, courut vers le port, s'empara de quatre bâtimens marchands; et, déposé de la crosse et du sceptre, alla faire sur mer le métier de pirate. 1465.

Cependant, une députation pompeuse avait porté à Milan la couronne ducale et l'étendard de saint Georges. François Sforza se fit aimer de ses nouveaux sujets. Il diminua les impôts, releva la magistrature, permit toutes les vexations; et s'il confia l'autorité aux nobles, du moins il ne leur permit pas d'en abuser.

Jean Galéas n'eut point la modération.

de son père. Il imposa aux Génois des charges onéreuses ; irrita leur fierté par des outrages , et leur fit sentir vivement la honte et le poids de la servitude. Le peuple, sur-tout , fut maltraité : il avait à souffrir les hauteurs et les violences des nobles de Gênes , en même temps que les vexations des Milanais ; et ; pour comble de misère , il voyait la dignité nationale compromise , et le commerce du Levant perdu par l'insouciance de ce gouvernement aussi lâche que tyrannique , puisqu'il n'osait disputer aux Turcs aucune des places qui avaient appartenu à la république pendant deux cents ans. Les nobles eux-mêmes , jaloux de la grandeur de leur patrie , s'indignèrent de la conduite de Jean Galéas qui , par une politique perfide , semblait triompher de l'abaissement des Génois. Lorsque le duc , au premier signe de mécontentement , eut donné l'ordre d'abattre un grand nombre d'édifices publics pour agrandir les fortifications du Châtelet , lorsque déjà l'on commençait les travaux d'une muraille

qui devait joindre cette forteresse au rivage, ce fut un noble, Lazare Doria, qui alla fièrement couper la corde tendue pour en prendre l'alignement. Le duc n'osa le punir; mais, préparant en secret sa vengeance, il fit lever trente mille hommes. A la nouvelle de ces préparatifs, il y eut une grande agitation dans Gènes; pas un citoyen qui ne s'animât aux noms chéris de patrie et de liberté. Jérôme Gentilé n'eut qu'à se montrer sur la place avec quelques amis qu'il avait réunis dans un festin; à sa voix, une foule immense accourut, et c'en était fait de tous les Milanais, s'il n'eût remis l'attaque du palais au lendemain. Le vieux gouverneur supplia les citadins de prendre sa défense, il promit que le duc n'entreprendrait rien contre eux, et, qu'à l'avenir, leurs droits seraient respectés. Les citadins envoyèrent des députés à Gentilé, qui se fit donner sept cents ducats, et retourna dans son village.

Sur ces entrefaites, Jean Galéas, aussi odieux à Milan qu'à Gènes, tomba, dans

une église, sous le poignard de trois conjurés, dont le dévouement était d'autant plus beau qu'il ne devait pas être admiré. La populace de Milan mit en pièces ses libérateurs, mais la mort du tyran causa une explosion dans Gènes. Toutes les campagnes se soulevèrent à la fois. Baptiste Guarco, à la tête d'une armée de paysans, courut vaincre les troupes milanaises, Charles Adorne en leva une autre dans la vallée de Pozzevera. En même temps, les Fiesque suivis de cinquante hommes résolus, marchent sur la ville du côté de Carignano. On leur ouvre les portes; le peuple les entoure avec ivresse; et se précipite sur leurs pas; rien ne résiste; mais, tout à coup, ce peuple s'arrête, effrayé de son emportement et de ses propres succès. Il déclare à ceux qui le conduisent, que les nobles sont aussi des tyrans, et qu'il ne combattra pas pour en changer. Fiesque, désespéré de ce contre-temps, allait sortir, quand Pierre Doria l'arrête, et, se tournant vers la multitude cet homme intrépide s'écrie: que seul, s'il le fallait, il saurait

mourir, mais en maudissant les lâches qui trahissent la république. On s'anime, on le suit, le palais est emporté, et le gouverneur poursuivi jusque dans le châteaulet.

On nomma huit capitaines de la liberté génoise : quatre bourgeois et autant de nobles. Deux des Fiesques, membres de ce conseil souverain, cédèrent leur autorité à Obizzo, leur frère, qui ne tarda pas à devenir le seul maître de l'Etat. Le danger était imminent. Robert de Saint-Saverin, capitaine renommé, s'avancait avec une armée redoutable, précédé par les Spinola et par Prosper Adorne que les Milanais avaient tiré de prison pour la faire servir d'instrument à leur vengeance, oubliant qu'il avait la sienne à satisfaire. Obizzo opposa aux ennemis une résistance vigoureuse, mais inutile : il fallut fuir devant les vainqueurs. Adorne, proclamé gouverneur au nom du jeune duc, fait le panegyrique de Sforza pendant qu'on publie une amnistie ; le peuple écoute, applaudit, et le voilà encore une fois asservi aux étrangers.

1478. Leur domination ne plut qu'un jour : Adorne lui-même se lassa de ne commander qu'en leur nom. Instruite de ses dispositions secrètes, la duchesse de Milan avait pris ses mesures pour le faire déposer. L'évêque de Côme s'était introduit dans la ville, à la faveur d'un déguisement, et il se reposait sur les nobles, qui lui avaient promis leur assistance. Mais Adorne déjoua toutes leurs manœuvres par son adresse. Il fit élire un conseil de quarante marchands ou artisans qui veillèrent au salut de la république. Lui-même proposa d'envoyer une députation à Saint-Severin, disgrâcié par la duchesse et réfugié dans Asti. Ce vieux capitaine saisit avec joie l'occasion de se venger. Il marche, à la tête des milices génoises peu nombreuses et mal disciplinées, contre une armée aguerrie ; et, pour inspirer plus de fureur à ses soldats, il répand le bruit que le duchesse a ordonné le pillage de Gènes. Pendant sept heures de combat, leur ardeur ne se ralentit point. Enfin, cette admirable constance triompha, et les vieilles bandes se dispersèrent de-

vant eux. Le général des Milanais tua plusieurs des siens à coups d'épée, pour forcer les autres à s'arrêter : ce fut en vain, la déroute fut complète.

Dans peu de jours, il ne resta plus au duc de Milan, dans l'état de Gènes que les forts du Châtelet et de Sainte-Catherine. Mais la régente espérait reprendre, par ses intelligences avec les nobles, tout ce qu'elle avait perdu dans une bataille. Comme si l'exemple de Prosper Adorne ne lui eût pas appris que des caresses intéressées ne sauraient éteindre le ressentiment d'un outrage, elle tira encore Obietto de Fiesque de la prison où elle l'avait injustement retenu, comptant qu'il emploierait ses grands talens à son service. Étrange aveuglement des despotes, qui pensent acquérir des droits à la reconnaissance d'un homme né libre comme eux, quand ils cessent de le persécuter!

La duchesse, trompée de ce côté, négocie avec Jean-Baptiste Frégose, fils de l'ancien doge Pierre. Celui-ci entre hardiment dans Gènes, harangue

le peuple, promet, s'il obtient la dignité ducal à la place d'Adorne, qu'il se rendra maître des deux forts demeurés au pouvoir des Milanais. Ceux qui l'entendent sont éblouis de ses promesses et persuadés par son assurance. Les plus déterminés le suivent; mais, chargés à l'improviste par Saint-Severin, ils laissent entre ses mains un grand nombre de prisonniers que le doge fait pendre inhumainement. Les partisans de Prosper Adorne sont révoltés de cette cruauté comme ses ennemis. Tous l'abandonnent. Obietto, qui joignait, à un esprit fertile en ressources, une âme intéressée, conclut un traité avec Frégose, qui lui donna six mille ducats et prit le titre de gouverneur pour le duc de Milan. Adorne, poursuivi par les huées de la populace, s'enfuit vers le bord de la mer, à travers une grêle de pierres, et n'eut que le temps de se jeter à la nage pour gagner une galère napolitaine qui le mit en sûreté.

1480.

Jean-Baptiste Frégosé, ami des lettres et des beaux-arts, avait préféré les douceurs d'une vie privée aux agi-

tations de la vie publique; mais porté d'abord par les circonstances, et ensuite par les vœux de ses concitoyens, au timon de l'état, il tâcha de calmer toutes les haines et de réparer tous les malheurs. Comme le peuple avait librement exercé le droit d'élection, il pensa que la noblesse ne pourrait plus être oppressive, et, pour qu'elle ne se crut pas opprimée, il la fit admettre au partage des principales dignités. Il rappela tous les exilés, et, malheureusement, dans le nombre, son oncle Paul Frégose, tour-à-tour archevêque, doge et pirate; il obtint même pour lui le chapeau de cardinal. Paul conspira bientôt la perte de son neveu, de son bienfaiteur, avec le capitaine des gardes. Jean Frégose, arrêté la nuit dans son palais et conduit hors de la ville, se consola en faisant une satire contre le cardinal.

Celui-ci avait conservé tous ses vices et perdu la seule qualité qu'il eut jamais possédée, la capacité militaire. Il abandonna à leurs propres ressources les administrateurs de la banque de *Saint-Georges*, qui soutinrent long-

1483. temps, contre les Florentins, le siège de Pétra-Santa, et se vengèrent de la perte de cette forteresse sur un de leurs généraux, auquel ils firent trancher la tête.

Un traité mal observé ne fit qu'interrompre la guerre, qui recommença par le siège de Sarzana. Alvigi et Obietto de Fiesque furent pris dans cette place par Laurent de Médicis. La banque n'avait pu les secourir à temps, parce qu'elle avait envoyé sa flotte dans l'île de Corse où Thomas Frégose s'était mis à la tête des insurgés. Relâchés par les Florentins, Alvigi et Obietto vinrent conspirer dans Gênes avec les Adorne et Jean-Baptiste Frégose. Le doge apprend qu'ils ont rassemblé des soldats, et ne retrouvant plus rien de son ancienne audace, il fait secrètement des propositions à Obietto, qui n'était pas incorruptible. Obietto feignit de les accepter, en donna avis à ses compagnons et entra le premier dans la ville, suivi d'une centaine de paysans. Le cardinal se renferma dans le Châtelet, citadelle imprenable, qui plus d'une fois ôta l'idée d'une facile

résistance, en offrant aux lâches un trop sûr asile. Divisés après la victoire, les conjurés ne pouvaient s'emparer du fort; ils implorèrent le roi de France, Charles VIII, et lui offrent la souveraineté de Gènes, à condition qu'il enverra de suite une armée pour réduire leurs ennemis. Ce secours, long-temps promis, n'arrivait pas, et les troupes de Ludovic Sforza campaient aux portes de la ville : on reconnut son autorité. Jean-Baptiste Frégose s'exila encore une fois, et le cardinal céda le Châtelet pour six mille ducats de pension. Le pape fit d'inutiles intrigues pour s'opposer à cet accommodement qu'il n'avait pas su prévenir, et les commissaires de Charles VIII arrivèrent pour recevoir le serment de fidélité quand on venait de le prêter au duc de Milan. Sforza en fut quitte alors pour rendre un vain hommage à la suzeraineté du roi de France. Il conclut un traité avec ce prince, s'engageant à l'aider dans la conquête de Naples, à condition que lui-même serait maintenu par son allié dans l'usurpation

1495.

faite sur Jean Galéas. Ce traité précéda de peu de temps l'invasion des Français en Italie.

1451. Déjà ils avaient porté leurs armes en Piémont, sous Louis XI, et ils avaient fait de grands efforts pour s'y établir. Louis II, successeur d'Amédée VIII, ayant donné une de ses filles au roi de France, eut le malheur d'implorer le secours de ce monarque contre un de ses enfans qui s'était révolté. Le prince rebelle tomba dans les pièges de son beau-frère et fut enfermé au château de Loches ; mais Louis XI ne prétendit pas avoir rendu un si grand service au duc de Savoie sans en être payé ; il lui fit la guerre à lui-même et refusa de rappeler ses troupes. Le duc Louis mourut en 1465, avec le chagrin d'avoir compromis l'indépendance de ses états pour le plaisir de se venger d'un fils qu'il eut ramené plus sûrement à son devoir par des exhortations paternelles. La ville de Turin lui doit l'établissement d'un tribunal formé sur le modèle de celui qui existait depuis longtemps à Chambéry. Il était composé,

primivement, de huit gentilshommes, d'autant d'ecclésiastiques et de sept jurisconsultes, chargés de prononcer, sur toutes les causes civiles et criminelles, des jugemens sans appel. Le duc Charles-le-Bon changea la forme de ce conseil suprême de justice, auquel il fit prendre le nom de sénat; il y introduisit un président, un avocat fiscal et un avocat des pauvres. Postérieurement encore, il y eut un troisième conseil de justice ou sénat, établi à Nice par Charles Emmanuel. Il y avait, de plus, à Turin, une chambre et un conseil de finances présidé par un surintendant.

Amédée IX, infirme et épileptique, ne sortit de la prison où l'avait enfermé le comte de Bresse, que pour être témoin des débats de ses trois frères, qui disputaient la régence de ses états à sa femme Yolande, sœur de Louis XI, et pour aller mourir de langueur à Verceil. Il avait l'esprit faible, mais le cœur charitable, et il mérita doublement le surnom de *Bienheureux* qui lui fut donné.

1472. Pendant la minorité de Philibert I^{er}, dit *le Chasseur*, la régence resta, par la protection de Louis XI, à la duchesse Yolande. Mais comme elle cherchait à se rendre indépendante, pour lui faire sentir le besoin de son appui, Louis XI l'abandonna pendant quelque temps à ses propres ressources, et ne la délivra de la captivité où l'avaient retenue ses ambitieux beaux-frères, qu'après lui avoir fait accepter les conditions les plus dures. Elle mourut, et Louis XI s'empara ouvertement du pouvoir qu'il avait tant convoité. Le gouverneur du jeune duc tenta d'affranchir son pupille d'un protecteur si dangereux, et il engagea dans son entreprise un grand nombre de seigneurs piémontais. Il fut trahi et arrêté dans Turin. Alors mourut à Lyon le duc Philibert, à peine âgé de dix-sept ans. Son oncle, le comte de Bresse, prit aussitôt le titre de lieutenant-général du Piémont. Obligé de céder encore aux armes françaises, il mit en liberté le comte Louis, détenu dans Veillane depuis la découverte de sa généreuse conspiration. Le

maréchal de Savoie , ancien ami du prisonnier , et qui avait promis de le faire rentrer en grâce , changea d'avis quand il espéra de s'enrichir par la confiscation de ses biens , donnés d'abord au comte de Bresse , et dont celui-ci venait de se dépouiller volontairement.

C'est au milieu de ces troubles et de ces intrigues , que Charles I^{er} fit son entrée à Turin. La mort de Louis XI le délivra des chagrins et des embarras que ce rusé monarque avait causés à ses prédécesseurs. Le pays aussi fut soulagé par le départ des armées étrangères. Dans des circonstances si favorables , il était facile de se faire aimer ; d'ailleurs , Charles , prudent et éclairé , même dans l'âge de l'inexpérience , avait tout ce qu'il faut pour bien gouverner. Il en imposa au reste des factieux par sa fermeté , et par son courage , et malgré les menaces de Charles VIII , intéressé à les soutenir , il fit une guerre vigoureuse au marquis de Saluces et au maréchal de Raconis ; il les eut bientôt soumis , et sans doute il aurait promp-

1482.

province d'Arborea, mais il régît ensuite l'île entière, dont il forme encore aujourd'hui la loi commune. On pense bien que l'influence salutaire de ces institutions ne fut pas plus durable en Sardaigne que dans l'Aragon, d'où elles avaient été importées.

Dans Gênes, les révolutions continues et sanglantes, la liberté, cent fois proclamée et cent fois expirante au milieu des factions; trahie tour-à-tour par les nobles et par les familles dominantes de la bourgeoisie; abandonnée par le peuple lui-même, et pourtant toujours renaissante; des guerres glorieuses et funestes, des pertes irréparables pour le commerce, l'indépendance souvent menacée par les armes étrangères, voilà les évènements qui ont marqué la période que nous venons de parcourir. Les Génois sont encore actifs dans leurs travaux, ardens à soutenir leurs droits, mais cependant on s'aperçoit qu'ils sont déchus de leur puissance et de leur gloire. Ne pouvaient-ils, en effet, briller que tant que les nations plus peuplées de

l'Europe languiraient dans la barbarie? La perte de toutes leurs places de commerce dans le levant les a certainement affaiblis. La découverte du Nouveau-Monde, en immortalisant un de leurs concitoyens, leur a porté encore un coup terrible; mais ce qui les empêcha sur-tout de se relever, ce fut cette déplorable manie d'appeler chez eux, tour-à-tour, les rois de Naples, les rois de France, les ducs de Milan et tous les princes étrangers. Chacun de ces princes s'accoutuma à regarder l'état de Gènes comme sa propriété, et fit, pour s'en emparer, des efforts dont les Génois eurent toujours à souffrir. C'était une grande imprudence que de se choisir tant de protecteurs, ou plutôt tant de maîtres, sans s'attacher à un seul. Il fallait que la république se défendit seule; il eût mieux valu qu'elle périt une fois avec sa gloire et sa liberté, que de s'exposer à périr sans cesse.

TROISIÈME ÉPOQUE.

DEPUIS LA CONQUÊTE DE GÈNES PAR LOUIS XII
JUSQU'À LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

1495. Dans le temps que Charles VIII préparait son expédition de Naples, Gènes était sous la domination de Ludovic Sforza, lié à ce monarque par un traité. Philippe de Bresse, le même que Louis XI avait enfermé long-temps dans le château de Loches, était devenu souverain du Piémont. Il avait été bouillant et fougueux dans sa jeunesse; mais enfin, dompté par la captivité et par les années, quand il monta sur le trône, il fit briller tout ce que son cœur avait de généreux. Comme

s'il eût annoncé le règne de Louis XII, il combla de faveurs ceux qui, ayant été autrefois ses ennemis, redoutaient sa vengeance après qu'il fut devenu puissant. Cette noble conduite ne fut démentie par aucune de ses actions, toutes lui furent également inspirées par le désir de mériter l'amour de son peuple. Cependant, il se laissa entraîner encore par l'ambition, dans une guerre dont il ne retira pas les avantages qu'il s'était promis. Maître des passages des Alpes, de la Savoie et de tout le Piémont, à la réserve d'Asti, du Montferrat et de Saluces, il se flattait d'ajouter à ses états, qui s'étendaient des bords de la Saône aux rivages de Nice, la ville de Gènes et ses dépendances. Ce fut cette espérance qui le détermina, ainsi que ses successeurs, à entrer dans l'alliance des Français, et à leur ouvrir les barrières de l'Italie.

Louis, duc d'Orléans, vint le premier dans sa ville d'Asti; de là, il se rend à Gènes, et s'embarque, avec

quelques bataillons suisses, sur la flotte auxiliaire équipée par Ludovic. Charles ne tarde pas à le suivre; il fait, en personne, la conquête de Naples. Ludovic Sforza, son allié, se défie de lui et l'abandonne pour se liguier avec Alexandre VI, les Espagnols et les Vénitiens. Charles VIII, obligé de repasser en France avec une partie de ses troupes, affaiblit celles qui gardent sa conquête en les divisant. Il espère s'emparer de Gênes par les intelligences du cardinal Frégose et d'Obietto; mais la petite armée qu'il détache pour cette entreprise, est défaite par les Adorne et les Spinola, et presque entièrement détruite dans la vallée de Pezzevera. Obietto mourut peu de temps après ce désastre, sans être regretté de ses concitoyens.

Charles VIII, qui avait perdu son royaume de Naples par la perfidie de Ludovic, avait à cœur de s'en venger; il donna l'ordre à Trivulce de se concerter avec le duc de Savoie et avec les bannis de Gênes, pour attaquer les

domaines de la république. Les Français entrèrent dans Novi, dans Vintimilla, puis bientôt, manquant de vivres, et harcelés par les milices du pays, ils allèrent se renfermer dans Asti sans avoir rien fait d'important. Les choses demeurèrent en cet état jusqu'à l'avènement de Louis XII au trône de France.

Philibert II, successeur de Philippe de Bresse, ouvrit encore les passages des Alpes; et, pour prix de sa complaisance, reçut du monarque français de grandes promesses et une pension. Il fournit des vivres à notre armée, mais ne prit, d'ailleurs, aucune part à la guerre. Au commencement et à la fin de son règne, pendant que l'Italie était tout en feu, il donna des fêtes et des tournois.

Encore ébloui par les brillantes conquêtes de son prédécesseur, lorsqu'il n'aurait dû être frappé que de ses revers, Louis XII entra en Italie avec de magnifiques espérances. Il prétendait au royaume de Naples, comme hé- 1498.

ritier des droits de la maison d'Anjou, et au duché de Milan, du chef de Valentine Visconti, son aïeule. Il ne renonçait pas non plus à la possession de l'état de Gênes, qui ne pouvait ni appartenir à Sforza, ni rester indépendant, après avoir trois fois reconnu la souveraineté des rois de France. Une armée aguerrie vint soutenir ces diverses prétentions. Des succès rapides semblèrent d'abord les légitimer : Milan et Naples furent conquis, Gênes se donna au vainqueur. Bientôt cette ville resta seule sous la domination française, mais elle parut moins prompte à s'en laisser qu'au temps de Charles VI et de Charles VII.

Pendant les trois mois de séjour que Louis XII fit à Gênes, il fut enivré des hommages de respect et d'amour que lui prodiguèrent ses nouveaux sujets. Les nobles et les plébéiens qui se disputaient autrefois par les armes, le droit de gouverner la république, de commander ses troupes sur terre et sur mer, de porter ses lois dans la Grèce et

isque dans l'Asie , étaient prêts maintenant à se battre pour mériter l'honneur de porter le dais à l'entrée du monarque. Il décida cette querelle en faveur des plébéïens : mais ; dès qu'il se fut éloigné, toutes les dignités et tous les pouvoirs réunis dans les mains de la noblesse , la dédommagèrent amplement de cette petite disgrâce. Le peuple eut pour son partage les humiliations, les outrages et les fardeaux de tous genres. Devait-il donc se résigner à les supporter, de peur qu'on n'accusât encore une fois son inconstance ? Il ne fut patient que pendant cinq ou six années. Au bout de ce terme, il se souleva, mit en pièces un noble de la famille des Doria , plus insolent que les autres ; et, après les avoir tous intimidés par cet exemple , il signifia au gouverneur qu'on eût désormais à faire une égale répartition des emplois entre les trois principaux corps de l'état : les *nobles* , les *marchands* et les *artisans*. Les nobles prétendaient que ces deux dernières classes fussent confondues en une

seule; mais il fallut céder à la violence de l'insurrection. Le gouverneur et même le conseil du roi autorisèrent l'élection de douze magistrats populaires, qui reçurent le nom de *pacificateurs*. Les nobles irrités de cet arrangement, et secrètement appuyés par les Français, tâchèrent de reprendre le dessus, et, quand ils se crurent assez forts, affectèrent, en toute occasion, de mépriser le pouvoir des nouveaux magistrats. Le peuple, voyant qu'en vain il avait compté sur le gouverneur pour les réprimer, se fit justice et les chassa. Ravenstein, qui n'attendait qu'un prétexte pour ressaisir la verge du despotisme, brisée dans ses mains, fit entrer des troupes dans la ville : alors la sédition éclata de nouveau, plus générale et plus violente. Le gouverneur se cacha dans la citadelle. Le peuple, sans s'inquiéter de l'y poursuivre, élut huit artisans, qu'il appela *tribuns*, et marcha, sous leurs ordres, à la conquête de la Spezia et de tous les forts occupés par les rebelles. Louis de Fiesque, qui en

était gouverneur au nom du roi, porta ses plaintes à la cour. Louis XII, soit pour ménager le parti dominant, soit pour rendre sa vengeance plus facile, promit d'approuver les changemens qui avaient eu lieu, à condition que ces forts lui seraient remis. Refus des tribuns. Ils apprennent que le roi fait de grands préparatifs et menace de venir en personne pour les châtier ; ils n'en pressent pas moins le siège de Monaco. Forcés de se retirer à l'approche de l'armée française, les Génois, de plus en plus irrités, arrachent les armes du roi de tous les lieux publics, et font tumultuairement l'élection d'un doge. Paul de Novi fut le premier de l'ordre des artisans. Ils déclarent, en même temps, que leur cité est libre et ne sera plus, à l'avenir, sujette d'un prince étranger, déclaration qu'il rendent ridicule, en arborant, peu de jours après, les couleurs de Maximilien. Ils ne trouvent pas même chez eux un chef capable de les défendre, et ils appellent pour les commander, Tarletino et Jac-

ques Corse, capitaines renommés. Le premier marche à la rencontre de Trivulce, l'autre attaque le Châtelet. Tous les Français sont impitoyablement massacrés dans ce fort. On dit que la fureur des Génois fut si grande, qu'ils remplirent de sang une chaudière dans laquelle ils se plaisaient à tremper leurs mains.

1567. Effrayés de ces excès, et redoutant pour eux-mêmes comme pour ceux qui s'y étaient livrés, la vengeance de Louis XII, les bourgeois lui envoyèrent des députés qu'il refusa d'entendre. Il ne s'arrêta pas plus aux menaces des ambassadeurs de Maximilien, qui étaient venus lui signifier, dans Asti, la défense de rien entreprendre contre une ville impériale. Enfin il arriva dans le camp où Charles d'Amboise avait réuni huit cents lances, dix-huit mille chevaux-légers, et douze mille fantassins, dont la moitié étaient Suisses. Dès le premier assaut, quatre mille Génois se laissèrent tuer, ayant à peine osé faire face à leur ennemi. L'épouvante se ré-

pandit aussitôt dans Gênes. Les sénateurs allèrent, tout tremblans, se jeter aux pieds du cardinal d'Amboise, qui disposa favorablement le roi. Mais ces députés, en rentrant, trouvèrent le peuple en émeute et sous les armes. Il s'en prenait aux riches de sa défaite, et il jura de vaincre sans eux le lendemain. A la pointe du jour, une troupe d'artisans, mal armés et sans discipline, mais non sans courage, fondit sur l'armée française. Nos soldats mieux dirigés, mieux servis par leur artillerie, et retranchés sur des montagnes, n'eurent pas de peine à mettre en fuite ces malheureux; ils en firent un grand carnage devant les portes de la ville fermées à leur retraite par leurs propres concitoyens. Quelques-uns parvinrent néanmoins à se sauver, par des détours, au travers des rochers. Trop faibles pour résister à la fois aux traîtres et aux étrangers, ils sortirent de nuit avec leur bagage, leurs femmes et leurs enfans, sous la conduite de Paul de Novi, et allèrent chercher un asile dans Pise

et dans le reste de la Toscane. Le lendemain, le sénat députa vers le roi de nouveaux ambassadeurs chargés de rejeter sur les fugitifs tout le crime de la rébellion, et d'annoncer que la ville s'abandonnait à sa discrétion, ou plutôt se confiait sa clémence.

Le maréchal d'Amboise entra de suite pour faire sortir les soldats étrangers et forcer les habitans à se renfermer dans les étages supérieurs de leurs maisons. Après avoir laissé toute la nuit les Génois dans l'incertitude et dans l'épouvante, le roi parut enfin, entouré d'un brillant cortège, et l'épée nue à la main. Ce peuple qui, dix années auparavant, l'avait accueilli par une si vive allégresse, maintenant silencieux et vêtu de deuil, se prosternait sur son passage, n'osant lever les yeux sur lui. On sait que Louis XII pardonna. Tous nos historiens ont célébré sa clémence; mais, ce qu'ils n'ont pas dit, c'est que cette amnistie, comme tant d'autres, ne sauva que les coupables qu'on n'était pas intéressé à punir, Démétrius Justi

niani , Paul de Novi , et tous ceux qui , ayant marqué par leur audace , furent ensuite livrés au roi , eurent la tête tranchée sur la place publique. Louis pardonna ; mais , lorsqu'il eut convoqué le sénat , il se fit apporter le registre de ses délibérations , et le livra aux flammes , annonçant ainsi que désormais sa volonté tiendrait lieu de loi ; il pardonna , mais en imposant aux Génois l'obligation de bâtir une citadelle , de payer la garnison qu'il laisserait dans leur ville , d'entretenir un certain nombre de vaisseaux dont il disposerait à son gré. Il leur laissa la liberté de se donner des magistrats , mais à condition que l'autorité de ceux qu'ils auraient élus serait subordonnée à celle du gouverneur et de ses moindres officiers ; enfin il les traita avec une modération qu'on ne s'est pas lassé d'admirer depuis trois cents ans ; mais il les ruina par des impôts , abolit leurs anciennes coutumes , fit même fondre toute leur monnaie , pour effacer jusqu'au dernier vestige de la république. Si telle fut sa

clémence, qu'eût-il donc fait pour se venger ?

Jules II, ce pontife guerrier, qui voyait avec douleur la belle Italie en proie aux barbares, ne songea plus qu'à les en chasser après qu'il eût, par leurs secours, humilié l'orgueilleuse Venise. Il appelle les Suisses dans le Piémont, d'où le duc Charles III, fidèle allié de la France, les écarte avec de l'or. Il arme Ferdinand contre Louis, en attendant qu'il puisse le combattre à son tour. Il rassemble les bannis de Gènes et fait équiper une flotte qui les conduit sous les murs de leur ville.

1511. Cette première tentative ne réussit pas, mais elle est bientôt suivie d'une seconde. Jean-Baptiste Frégose, accompagné de tous ses frères, fait sommer le sénat de lui ouvrir les portes. Il entre, et le fort de la Lanterne sert de refuge au gouverneur français.

Après vingt ans de servitude, la république allait renaître avec son indépendance, et retrouver, sous le gouvernement de Frégose, le repos dont

n'avait pu la faire jouir assez long-^{1512.} temps; malheureusement il s'émut dans son propre palais une querelle entre Jérôme Fiesque et Jacques Lomelino. Les frères du doge prirent parti pour ce dernier, et massacrèrent son ennemi sur les degrés du palais. Toute la puissante famille des Fiesque courut aux armes et cria vengeance. Elle s'unit avec les Adorne et souleva trois mille paysans dans la vallée de Pozzevera. Vainqueurs d'une armée envoyée contr'eux, ils pénétrèrent dans la ville, s'emparent de Zacharie Frégose, l'un des meurtriers, et après l'avoir horriblement mutilé, font traîner son corps dans toute la ville à la queue d'un cheval. Le roi de France, habile à profiter de ces discordes, envoie des lettres à Antonio Adorne où il le reconnaît pour gouverneur perpétuel de Gènes. Octavian Frégose cherche un appui chez les Espagnols, il reçoit des troupes de Pescaire et présente la bataille à son ennemi qui, ne voulant ni accepter la domination française, ni verser le sang des Génois, sortit de la ville *comblé de bénédictions.*

3515.

Octavian avait paru dévoué au pape tant qu'il avait eu besoin de sa protection ; mais il n'osa rejeter celle de François I^{er} qui lui parut plus puissante. Ce monarque lui offrait le collier de son ordre, des pensions considérables, et le titre de gouverneur qu'il garderait toujours, en échange de celui de doge qu'il faudrait bientôt quitter. Octavian se laissa intimider ou séduire, et se lia avec lui par un traité secret. Léon X, averti de cette trahison par Maximilien Sforza, aima mieux croire à l'erreur de son allié qu'à l'ingratitude de son ami ; mais il ne tarda guère à se repentir de cette aveugle confiance.

François I^{er} marchait vers les passages de l'Italie, sûr qu'ils lui seraient ouverts par le duc de Savoie ; mais les Suisses avaient déjà traversé le Piémont, et ils étaient venus se camper au Pas-de-Suze, où aboutissaient les seules routes praticables ; l'une au nord par le Mont-Cénis, l'autre au midi par le Mont-Genèvre. Ainsi l'armée conquérante se trouvait arrêtée. Un pauvre paysan piémontais, que souvent la chasse

avait égaré dans les détours des Alpes, conduisit nos soldats par un sentier qui domine les profondes vallées où se précipite l'Argentièrre, et leur montra au bout de huit jours les plaines du Piémont. Les Suisses attendaient encore au pied des Alpes, quand Chabanne, le chevalier Bayard et d'Aubigny volaient sur les bords du Pô et faisaient prisonnier, dans Villa-Franca, Prosper Colonna, général de Léon X. D'un autre côté, Aymar de Prie avait reçu dans Gènes un renfort de quatre mille soldats ; Tortone et Alexandrie s'étaient rendues, toute la partie du Milanais, située au delà du Pô, était déjà conquise. François I^{er} lui-même accourut : accueilli dans Turin par le duc Charles qui lui donna des vivres et de l'artillerie, il se hâta d'aller gagner, à Marignano, ses éperons de chevalier.

Les revers suivirent les conquêtes. 1521.
Pescaire et Colonna rétablirent dans son duché le dernier des Sforza, et, par les intelligences des Adorne, se saisirent de Gènes en lui accordant une ca-

pitulation qui fut indignement violée. Au moment où l'on en dressait les articles, les Espagnols entrèrent par une brèche. Navarre, à la tête de deux cents lances françaises, résista seul pendant plusieurs heures, et ne se rendit qu'à des conditions honorables; mais la superbe Gênes fut livrée au pillage comme au temps des Lombards et des Sarrasins. Les peuples de l'Italie n'étaient donc pas si injustes en nous comparant à ces barbares. Colonna et le marquis de Pescaire s'adressèrent l'un à l'autre des reproches mérités sur cette insigne perfidie.

Gênes, devenue espagnole, entra dans la ligue formée, contre la France, entre l'empereur et toutes les puissances d'Italie. Charles de Savoie, lui-même, s'était lassé de servir un prince que ses concessions rendaient chaque jour plus exigeant. Il refusa avec fermeté de se dessaisir de Nice et de Verceil; d'ailleurs, son mariage avec une sœur de Charles-Quint avait changé ses inclinations, et s'il vint encore à la rencon-

tre de François I^{er} lorsque, pour la seconde fois, ce roi aventurier franchissait les Alpes, ce fut plutôt par crainte que par affection. Cependant, il ne l'abandonna point après la défaite de Pavie, et il travailla de tout son pouvoir à lui ménager des conditions avantageuses pour sa délivrance.

Les soudains retours de la fortune, la défection de ses alliés, la prise de Gênes, n'avaient rien fait perdre à François I^{er} de sa confiance et de son audace. Par son ordre, Lautrec vient encore une fois tenter le sort des armes en Italie. Il lui restait le secours d'un Génois, le plus fameux marin de son temps. André Doria, issu d'une ancienne et illustre famille de Gênes; mais né dans l'exil et dans la pauvreté, n'avait obtenu que par son mérite les emplois que, dans un autre temps, il aurait pu devoir à son nom. Attaché, depuis près de trente ans, au service de la France, il n'en avait pas moins conservé une fierté républicaine et l'amour de son pays. En bloquant le port de Gênes, il contribua

puissamment à délivrer cette ville de la domination impériale. Ce fut lui aussi qui reprit Savone, après avoir vaincu Moncade, et il s'applaudissait de reconquérir tout l'état de Gênes, pensant que Gênes resterait libre sous la protection des Français. Mais les projets de François I^{er} ne s'accordaient pas avec ces espérances d'un généreux citoyen. Il se garda bien de relever la puissance de la république et de rendre à la capitale toute la faveur dont elle avait joui ; il voulut, au contraire, que Savone devînt sa rivale. Il en fit reconstruire le port et agrandir les fortifications, et il y transporta le commerce du sel. Les habitans de Gênes prièrent Doria de porter aux pieds du roi leurs plaintes respectueuses ; elles furent mal accueillies. C'était un sensible affront pour l'amiral, qui avait promis de les faire écouter. Doria avait eu déjà des sujets de mécontentement dans une entreprise tentée sur la Sardaigne. Renzo de Céré, qui commandait les troupes de débarquement, s'était opposé à tou-

tes ses résolutions. Après une victoire complète remportée sur le vice-roi, après la prise de Sassari, il semblait facile d'achever la conquête de l'île ; mais la disette, la peste, et sur-tout la mé-sintelligence des deux chefs, firent manquer le succès de l'expédition. Doria, indigné, se retira dans Gènes, et, au lieu de commander en personne les galères destinées au blocus de Naples, il les mit sous les ordres de son neveu Philippino qui se montra digne de le remplacer. Vainqueur dans le combat de Salerne, Philippino fut invité à conduire ses prisonniers en France ; mais André Doria les retint, et protesta qu'il les garderait jusqu'à ce qu'on l'eût dédommagé de la rançon du prince d'Orange et de celle de Moncade, qu'il avait faits prisonniers. Dans cette juste réclamation, les conseillers courtisans de François I^{er} ne virent qu'une insolence punissable, et ils excitèrent leur maître à dépouiller Doria du commandement de ses galères, pour le confier à Barbesieux. Le nouvel amiral reçut aussitôt

1528. l'ordre secret de s'assurer d'un homme qu'on ne pouvait outrager impunément. Doria, averti à temps, résolut d'assurer son salut et la liberté de sa patrie. Il parla aux marchands de l'ancienne prospérité du commerce, aux nobles de la gloire de leurs aïeux; il échauffa tous les cœurs, ranima toutes les ambitions, toutes les haines, et, quand il eut ainsi disposé le peuple par ses discours, il l'entraîna par son audace. Il se rendit maître du port avec cinq cents hommes, laissa pourtant le passage libre à Barbesieux, qui chercha un refuge dans Savone, et força, dans le Châtelet, le gouverneur Théodore Trivulce. Alors, il fut appelé père de la patrie, restaurateur de la liberté, et ces titres glorieux furent inscrits en lettres d'or au bas d'une statue que lui érigea la république.

Il profita de cet enthousiasme pour donner plus de stabilité aux institutions de sa patrie; mais il ne fit pas, entre les nobles et les plébéiens, ce partage égal de l'autorité qu'avaient fait espé-

rer ses promesses. Il n'établit qu'un gouvernement aristocratique à peu près tel qu'il s'est maintenu de nos jours. Il est vrai qu'il mit à la tête de l'administration les plus riches propriétaires de biens immeubles, sans distinction de naissance; mais ce qui devait être une loi inmutable ne fut qu'une mesure de circonstance. En Angleterre, tout citoyen devient éligible dès qu'il acquiert, par son industrie, les propriétés prescrites pour jouir de cet avantage, au lieu qu'à Gènes, les citoyens dont les ancêtres n'avaient pas possédé le bien prescrit par Doria, l'acquirent vainement dans la suite; leur nom ne fut jamais inscrit dans le livre appelé, comme à Venise, le livre d'or. Ainsi, Doria ne consacrait point les droits des plébéiens, il ne faisait que créer une nouvelle noblesse. Toute l'action du gouvernement fut balancée entre quatre corps de magistrature : la *seigneurie*, composée du doge, qui restait deux ans en charge, et de douze conseillers, représentait la république dans les oc-

casions d'éclat, et préparait les affaires soumises au grand et au petit conseil; le *collège*, formé de huit magistrats annuels et de tous les anciens doges, administrait les revenus de l'état; le *petit conseil*, composé de cent sénateurs, se réunissait avec le collège pour délibérer sur toutes les affaires civiles; la justice criminelle était exercée par des étrangers; enfin, le *grand conseil* ou le *sénat*, composé de quatre cents membres élus, chaque année, par le corps de la noblesse, réunissait presque toutes les attributions du pouvoir suprême. Quand cette forme de gouvernement eut été adoptée, André Doria se démit de l'autorité dont il avait fait un si noble usage, et il se retira dans son palais pour jouir de la tranquillité d'une vie privée et de la gloire de sa vie publique.

Cependant, Gênes ne pouvait rester indépendante, seule, sans alliance et sans appui. Doria la mit sous la protection de l'empereur, et lui-même s'engagea au service de ce prince, qui

lui donna des titres et soixante mille ducats de pension.

Ainsi, la prudence et la fortune de Charles-Quint, attiraient à lui, l'un après l'autre, les serviteurs et les alliés qui avaient été le plus dévoués à son rival. Nous avons déjà vu qu'il avait presque engagé le duc de Savoie, Charles III, dans son alliance; pour le décider tout-à-fait, il l'investit de la souveraineté d'Asti. François I^{er} fit éclater son indignation; il redemanda au duc Charles, par un ambassadeur, ce comté d'Asti, celui de Nice, Verceil, Céva, et d'autres seigneuries dont il se prétendait héritier, du chef de Louise de Savoie, sa mère. Sûr d'un refus, il prépara une armée. Les Français descendirent encore dans les plaines du Piémont, mais, cette fois, pour s'y arrêter et pour y porter la guerre. Le duc, qui avait trop compté sur l'empereur et trop peu sur lui-même, s'enfuit de Turin qui ouvrit ses portes aux Français et n'en fut pas moins pillé. Abandonné par son souverain, presque

1535.

tout le Piémont se soumit. Alors, les troupes impériales parurent, occupèrent les places qui avaient résisté à l'ennemi, en reprirent d'autres et les gardèrent sous prétexte de sûreté. Nous passons tous les détails de sièges et de combats, mais il est un fait d'une froide atrocité qui doit flétrir la mémoire du marquis de Guasto, signalé, dans la suite, par des meurtres plus fameux. Au siège de Carmagnola, le marquis de Saluces, qui commandait pour les Français, fut frappé d'un coup d'arquebuse, à une fenêtre du château. De Guasto voulut savoir quel homme avait tiré. On lui présenta un jeune soldat qui n'avait pas quitté son poste et qui avait fait un feu continuel. Le général le fit pendre sur-le-champ, comme meurtrier du marquis de Saluces. N'était-il pas lui-même un véritable assassin?

1637. Montmorency, forçant le pas de Suze avec une petite armée, avait délivré Pignerol, pris Veillane, Mont-Calier, Rivoli et quantité d'autres places entre

le Pô et le Tanaro ; il n'en restait plus que deux aux Espagnols, et les Français, pour en faire le siège, n'attendaient plus que l'arrivée du roi. Mais une trêve suspendit enfin les hostilités, et le pape Paul III, impatient d'assembler le concile de Trente, obtint, de Charles-Quint et de François I^{er}, qu'ils se rendraient à Nice, où il devait se trouver lui-même, pour concilier leurs différends. Le résultat de ces conférences ne fut pas avantageux au duc de Savoie ; les deux monarques se partagèrent ses états et lui firent de vaines promesses. A peu près vers le même temps, une sentence arbitrale de Charles-Quint, le déclarait déchu de toutes ses prétentions sur le Montferrat, qui fut donné à Frédéric Gonzague, duc de Mantoue. Cette succession avait été ouverte à la mort de Georges, abbé de Lucedio, frère de Boniface Paléologue, et dernier rejeton de la famille impériale des marquis de Montferrat. Lorsqu'en 1627, la ligne mâle du duc de Mantoue vint à s'éteindre, la maison

de Savoie fit revivre ses prétentions, mais les sollicitations de la France firent donner le marquisat, avec l'état de Mantoue, à Charles, duc de Rethel. En 1631, le duc de Savoie reçut en paiement, du seigneur de Mantoue, soixante-quinze bourgs ou villages du Montferrat; et enfin, depuis 1703, tout ce pays, situé entre le Piémont, le Milanais et le territoire de Gênes, a fait partie des états du roi de Sardaigne.

L'empereur et le roi de France ne s'étaient pas entendus long-temps; ils firent l'un et l'autre de nouveaux préparatifs de guerre, et François I^{er} envoya à Constantinople, par la voie de Venise, deux ambassadeurs qui furent assassinés par l'ordre du marquis del Guasto, sous prétexte qu'ils étaient nés
1544. sujets de l'empereur. On recommença à se battre avec fureur. Chereddin, surnommé *Barberousse*, amiral de Soliman, avait joint ses forces à celles du jeune duc d'Enghien, à peine âgé de vingt-deux ans. Les lis et le croissant flottaient confondus devant Nice; mais, à

l'approche de Charles de Savoie et du vieux Doria, dont la réputation et l'habileté secondaient par-tout la fortune de Charles-Quint, les Turcs et les Français se retirèrent. Le comte d'Enghien passa dans le Piémont et rencontra l'armée impériale à Cérisesoles. Sa victoire, dont celle de Rocroy, remportée un siècle après contre la même infanterie espagnole, par un prince du même nom et du même âge, a rappelé le souvenir sans l'effacer; cette victoire, qui coûta à l'ennemi plus de dix mille hommes, tout son bagage et toute son artillerie, fut sans fruit pour les Français; le roi, subjugué par la duchesse d'Etampes, signa à Crépy une paix telle qu'il n'aurait pas dû la conclure après une défaite, mais que sur-tout il n'aurait pas dû signer sans avoir l'intention de la maintenir.

Les Impériaux dominaient dans Gènes 1544
et les Français dans Turin; les uns et les autres étaient inquiétés par cette position de leur ennemi. Charles-Quint remplissait de ses flottes les ports de la

Ligurie, transportant, à grands frais, d'Espagne en Lombardie, les forces nécessaires pour garantir ce pays de l'invasion. D'un autre côté, le pape et François I^{er} songeaient à s'emparer de Gênes. Par ce seul coup, ils changeaient la face de l'Italie. La république passerait de la domination impériale sous la protection de la France; le Milanais appartiendrait au duc de Parme, et la tyrannie espagnole serait rejetée au delà des monts.

Telles étaient les vues politiques de François I^{er} et de Paul III, qui se flattaient d'en assurer l'exécution en y faisant concourir le génie ambitieux de Jean-Louis de Fiesque. Celui-ci avait aussi ses vues, et il se ménageait l'appui de deux grandes puissances, espérant en secret qu'il en tirerait d'immenses avantages sans être forcé d'en payer le prix.

1545. Fiesque, chef d'une maison dans laquelle il était fier de compter deux papes, douze seigneurs souverains de Lavagna, et une foule d'hommes illustres

qui avaient exercé long-temps dans la république une autorité presque sans rivale, se croyait fait, comme eux, pour y commander. L'oisiveté pesait à son âme active; son orgueil était souffrant; il s'indignait de voir toute la noblesse génoise abaissée devant la fortune des Doria. A peine âgé de vingt-deux ans, peut-être aurait-il attendu que la mort vînt enlever André aux honneurs dont on entourait sa vieillesse; mais se résignerait-il à les voir transmis, comme par héritage, dans une famille qui n'était pas la sienne? Et cependant le vieux Doria prenait toutes ses mesures pour que ses titres, ses richesses, sa puissance, fussent le partage de Giannetino, le plus aimé de ses neveux, qui était né pauvre comme lui, et qui, peut-être, n'eût pas été indigne de celui qui l'adoptait, si la fortune lui eût laissé quelque chose à faire pour sa propre grandeur. Mais, en le comblant de ses bienfaits, en cherchant à le couvrir même de l'éclat de sa gloire, André Doria ne fit que le

rendre vain et l'exposer à l'envie ou à la haine des principaux citoyens. Chez tous les autres, ces sentimens se nourrissaient dans l'ombre et dans le silence, mais Fiesque les faisait éclater. Un jour, il s'emporta jusqu'à dire à Giannettino qu'il était las de souffrir son insolence et que jamais il ne se soumettrait, comme le reste des Génois, à une servitude volontaire. Toutefois, dès que son plan fut arrêté, sans changer sa manière de vivre et sans affecter une réserve qui aurait paru suspecte, il fut maître de lui-même et il n'eut plus d'emportemens. On ne le vit jamais inquiet ni préoccupé; il était, avec tout le monde, affable, enjoué, caressant; la douceur de son commerce lui attachait de plus en plus ses amis, sa libéralité lui en gagnait d'autres. Il savait à propos ménager leurs intérêts et flatter leurs inclinations; il s'assurait avec soin de leur sincérité et de leur constance, prenait, avec tous, les dehors d'un entier abandon, et ne se confiait à aucun.

Quand il eut ainsi préparé son entreprise sur les lieux, et obtenu, du conseil de France, la permission de disposer à son gré de toutes les troupes dont il aurait besoin, il se rendit à Rome. Sa négociation était facile, car le pape, si intéressé, comme souverain, à repousser les Espagnols de l'Italie, était, d'ailleurs, personnellement aigri contre Doria. Celui-ci avait fait donner à l'un de ses parens, pauvre et orphelin, l'évêché de Lagone, dans le royaume de Naples. A la fin de sa vie, l'évêque laissa par testament, à son bienfaiteur, les grands biens qu'il avait acquis ; mais Paul III prétendit qu'ils appartenaient de droit au saint-siège, et, juge dans sa propre cause, il s'adjugea la succession. Cependant, il offrit à Doria de la lui céder, à condition qu'il la recevrait comme un don bénévole ; mais le fier Génois refusa, aimant mieux se venger sur le pontife par la prise de quelques galères. Cette injure était récente, et Fiesque n'eut pas de peine à faire entrer Paul III dans tous ses des-

seins. Il trouva à la cour de Rome le cardinal de Trivulce, qui tâcha, en exagérant les dangers de son entreprise, non pas de l'en détourner, mais de lui faire accepter, pour sa patrie, la domination française. Fiesque avait le cœur trop haut pour agir en subalterne, et ce n'était pas pour des biens semblables à ceux dont il aurait pû jouir en repos, c'était pour de la puissance et de la gloire qu'il hasarrait sa vie. Il retourna donc à Gènes, bien résolu à poursuivre son entreprise avec ses seules ressources, plutôt que de se mettre dans une trop grande dépendance des Français, et, ne sachant trop s'il devait compter sur eux, il s'appliqua à séduire tous les ordres de citoyens, les riches par la vanité, les pauvres par la reconnaissance. Ainsi, des hommes dont les intérêts étaient si divers, et les inimitiés si anciennes, étaient poussés au même but à leur insu. Fiesque prit ses dernières mesures avec Louis Farnèse, duc de Parme et de Plaisance, qui, selon le succès de la conjuration, devait doubler ou perdre

ses états. Tout était prêt. Alors le gouverneur de Milan donna avis à André Doria qu'il se tramait quelque chose contre lui; il lui envoya même une liste des partisans secrets de la France, et Fiesque était à la tête. Mais Doria n'ouvrit point son âme à une défiance naturelle pourtant à son âge; il était si habitué au tranquille exercice d'un pouvoir long-temps respecté, qu'il se croyait véritablement hors des atteintes de ses ennemis. Afin de l'endormir dans une sécurité plus profonde, Fiesque peu à peu se rapprocha de lui, il brigua sa faveur, s'insinua dans ses bonnes grâces et feignit une réconciliation sincère avec Giannettino.

Dès-lors, il put agir sans être surveillé, et il ne perdit pas un instant. Les galères qu'il avait armées sous prétexte de faire des courses contre les Turcs, lui servirent à faire entrer dans la ville des soldats levés sur ses terres et dans l'état de Plaisance. Sacco, Verriua et Caleano, amis dévoués et seuls confidens de ses projets, le secondèrent

mervilleusement, et surent disposer plus de dix mille hommes à s'armer au nom de Fiesque et à lui obéir aveuglément. Verrina voulait qu'on choisît, pour l'exécution, le temps d'une messe à laquelle tous les Doria devaient assister. Le coup paraissait sûr, mais Fiesque ne voulut pas se rendre odieux par une si grande profanation. Il fut donc arrêté qu'on réunirait dans un festin tous ceux qui devaient tomber dans cette sanglante tragédie ; mais, au jour convenu, Giannettino sortit de la ville, et Fiesque, ne voulant pas s'en remettre au hasard ni à la ruse, d'un succès que son courage pouvait assurer, fixa irrévocablement la nuit du 1^{er} au 2 janvier pour exécuter son entreprise à force ouverte. Le moment était favorable : le doge sortait de charge le 1^{er} de ce mois, et son successeur ne devait être élu que le 4 ; la république, pendant cet intervalle, éprouvait une commotion qui rendait une révolution plus facile.

Fiesque avait caché d'avance dans sa

maison une grande quantité d'armes et l'élite de ses soldats. Au jour marqué, il conserva assez de liberté d'esprit pour faire des visites indifférentes; le soir, il se rendit au palais Doria, fit sa cour à André, et prenant, l'un après l'autre, dans ses bras, les enfans de Giannetino, les caressa en présence de leur père. Après s'être assuré que tout était tranquille dans le palais et dans la ville, il rentra chez lui où il trouva les chefs des principales familles nobles et plébéiennes, que Verrina avait conviés à un festin, et qui étaient tout surpris de se voir en si grand nombre dans sa maison, entourés d'armes et de soldats. Dès le matin, il avait donné l'ordre d'ouvrir les portes à tous ceux qui voudraient entrer, mais de ne laisser sortir personne. Il pouvait donc, sans crainte, révéler ses projets. Il parla d'abord avec chaleur de la tyrannie espagnole; montra un traité, vrai ou faux, par lequel Charles - Quint s'engageait à investir les Doria de la souveraineté de Gènes; lut ensuite la déposition de trois

pauvres citoyens qui affirmaient avoir été payés pour empoisonner Fiesque ; et enfin un écrit signé de Giannettino, qui contenait l'ordre de saisir tous les Fiesque, même les enfans, au moment où André Doria rendrait le dernier soupir. Après avoir frappé tous les esprits par cette lecture, il exposa son plan, ses ressources, et pénétra si bien de son enthousiasme tous ceux qui étaient présents, qu'il fut interrompu par un cri unanime et spontané : « Liberté ! Mort » aux tyrans !... » Tous jurèrent ; entraînés, les uns par un dévouement sincère, d'autres par l'espoir d'une récompense, le reste par l'exemple ou par la nécessité. Il n'y eut que deux hommes assez hardis pour déclarer qu'ils ne prendraient point de part à cette conjuration. L'assemblée demandait à grands cris qu'on les mît en pièces ; mais Fiesque ne laissa voir aucune émotion, et admirant leur courage, il se contenta de les faire garder chez lui.

Avant de sortir, il court à l'appartement de sa femme, et lui confie à la

hâte un secret dont il lui avait fait jusqu'alors un profond mystère. Il s'arrache aussitôt de ses bras, de peur de céder à l'ascendant que lui donnaient sa beauté et sa douleur, et vient rejoindre ses compagnons.

Il était minuit. Fiesque désigne à chacun le poste qu'il doit occuper. Jérôme et Ottobon, ses deux frères, vont se rendre maîtres de la porte Saint-Thomas, pour que les soldats dont il a rempli ses galères, puissent communiquer avec les autres conjurés. Verrina donne le signal et fait crier dans toutes les rues : Fiesque et liberté!... Le tumulte se répand, le peuple se précipite, agitant avec transport la bannière des Fiesque; elle flotte déjà sur toutes les portes de la ville. Le capitaine Lercaro résiste seul au poste de Saint-Thomas; mais, accablé par le nombre, et sur le corps de son frère qui vient de tomber en le défendant, il rend son épée. Réveillé par le bruit des armes et par les cris partis de ce côté, Giannettino accourt précédé d'un flambeau; il est re-

connu, il est frappé, il meurt. Jérôme de Fiesque, trop occupé du plaisir de cette vengeance, néglige d'entourer le palais et laisse échapper le vieux Doria. Cependant les partisans de cette maison se tenaient cachés, ceux qui avaient pris les armes étaient trop peu nombreux pour se défendre, ils ne voulaient que traiter avec le vainqueur. On le cherche, on le demande, personne ne peut dire où il est. Verrina, qui voit par-tout son parti triomphant, le cherche lui-même, plein d'impatience et d'inquiétude. Il vole au port et trouve les galères désarmées : c'est Fiesque en personne qui les a soumises, il en est sorti victorieux, mais où est-il ? Tout le monde l'ignore. Verrina remarque les débris d'une planche; il fait sonder au dessous, et trouve son malheureux ami qui était tombé dans la mer en passant sur cette planche; il le retrouve mort dans un lieu d'où sa main l'eut aisément retiré, s'il avait connu plus tôt cet accident. Cependant il renferme sa douleur, cache le corps de Fiesque et fait

vertir Jérôme du malheur qu'il vient de découvrir. Dans ce moment, quatre émissaires envoyés pour traiter avec le chef des conjurés, se présentent à Jérôme et le somment, au nom de la république, de déclarer où est Jean-Louis le Fiesque. Son frère, troublé par le désespoir, répond imprudemment que le comte de Lavagna n'est plus et que c'est à lui qu'il faut se rendre. Justiniani se hâte de porter cette nouvelle au sénat qui prend courage et rallie la garnison. « Fiesque est mort! Fiesque est mort! » Tel est le cri qui passe rapidement de bouche en bouche; les conjurés en sont atterrés, et parce qu'un homme leur manque, ils désespèrent de vaincre quand ils sont déjà vainqueurs.

Le sénat, profitant de leur consternation, fit publier une amnistie générale. Tout rentra dans l'ordre. Jérôme lui-même, esprit timide et irrésolu, consentit à s'éloigner de Gènes. Ottobon chercha un asile en France avec Caléano, Verrina et Saccò; ils eurent l'im-

prudente générosité de laisser libres Lercaro et deux autres prisonniers qui pouvaient leur servir d'ôtages. Ils ne tardèrent pas à s'en repentir. André Doria rentra dans Gênes, et, cachant son ressentiment particulier sous le voile du bien public, il fit révoquer l'amnistie proclamée par le sénat. On rejeta à la mer le corps du malheureux Fiesque, son palais fut rasé jusqu'aux fondemens, sa mémoire vouée à l'infamie. On proscrivit ses frères et tous les chefs de la conjuration, on bannit pour cinquante années ceux qui y avaient pris la moindre part. Jérôme de Fiesque, enfermé dans la forteresse de Montobio, ne céda point, cette fois, aux séductions du sénat. Sacco, Verrina et Caléano vinrent l'y rejoindre; ils se défendirent valeureusement pendant quarante jours, mais enfin ils furent pris et portèrent tous leur tête sur un même échafaud. Il ne resta, de l'illustre maison des Fiesque, qu'Ottobon et Scipion; le dernier, âgé de dix ans, que l'implacable vicillard n'en fit pas moins

prendre dans un décret de bannissement jusqu'à la cinquième génération.

Jules Cibo, marquis de Massa, beau- 1548.
 re de Louis de Fiesque, conspira
 rès lui. Il fut décapité à Milan, et ses
 mplices dans Gènes. Quand tout fut
 inquille, Charles-Quint vint féliciter
 oria et tous les sénateurs d'avoir
 happé à un danger qui semblait iné-
 table, et, sous prétexte de sûreté, il
 ulut introduire une garnison espa-
 oïle dans la citadelle. Le peuple mur-
 ura et fut prêt à se soulever. L'impe-
 ur se retira mécontent, et, pour te-
 r toujours les Génois dans la dépen-
 ance, il eut soin de n'acquitter aucune
 es sommes qu'il leur avait emprun-
 es, et d'en payer seulement la rente.
 elle était la bonne foi et la magnani-
 ité du protecteur de la liberté génoise.
 on alliance, désormais plus onéreuse
 a'utile à la république; attira dans la
 orse les armes de la France.

Le marquis de Termes, accompagné 1553.
 a célèbre San-Pietro d'Ornano, s'em-

para de plusieurs forteresses, et mit le siège devant Bastia et Corte. Il était à craindre que les Français, secondés par les habitans, n'achevassent la conquête de l'île, si l'on ne se hâtait : c'est pourquoi des troupes de Naples et de Milan accoururent sous les ordres d'un petit neveu d'André Doria, du fils de Giannettino. La guerre se prolongea trois ans. Enfin, le marquis de Termes, obligé de se renfermer dans Ajaccio, et ne pouvant plus tenir la campagne avec des troupes inférieures en nombre, étrangères et mutinées, se retira, mais après que les Corses rebelles eurent été placés sous la garantie d'un traité conclu entre la France et l'Espagne.

San-Pietro, toujours ulcéré contre les oppresseurs de sa patrie, passa en France, puis à Constantinople, où il sollicita vainement des secours. Il punnit par une mort violente, Vanina d'Ornano, sa jeune épouse, d'avoir accepté en son nom le pardon des Génois ; et, altéré d'une soif de vengeance devenue

plus ardente par la fureur de ses remords, il retourna en Corse, et il succomba après cinq ans d'une guerre acharnée, durant laquelle il soutint la réputation qu'il s'était acquise, d'un guerrier sans peur et sans pitié.

Avant que la paix fut rétablie en Corse, il y eut encore des sièges et des batailles dans le Piémont. Le maréchal de Brissac surprit Yvrée et Casal, et défendit sa conquête contre le cruel duc d'Albe, Alvarez de Tolède, qui s'était vanté à son maître de *balayer si bien les Français de toute l'Italie, qu'il n'en resterait pas même la graine*. Cette forfanterie rendit sa défaite plus humiliante. Malheureusement, les généraux de Philippe II avaient plus de succès dans les Pays-Bas et en Picardie : Emmanuel Philibert, souverain titulaire de la Savoie et du Piémont, sans états comme son père, mais capitaine renommé, se vengeait, à Saint-Quentin, sur les Français qui l'avaient dépouillé. En quelques mois, l'heureux duc de Guise rétablit les af-

- faibles de ce côté : les ennemis , malgré de nouveaux efforts , ne firent aucun
1559. progrès dans le Piémont. Enfin , en 1559 , le traité de Cateau - Cambrésis rétablit Emmanuel Philibert dans la possession de ses états , à l'exception de Turin , Pignerol , Quiers et Villa - Nova. La mort de Henri II suivit de près ce traité , et commença tous les malheurs de la France.
1560. L'année suivante , mourut à Gênes le célèbre André Doria , chargé d'ans et d'honneurs. Aucun homme ne mérita mieux une grande renommée. Il s'éleva de la misère aux plus hautes dignités , fut presque toujours victorieux , affranchit sa patrie de la domination française , et , ce qui était plus difficile , sut lui conserver à la fois son indépendance et la protection de Charles-Quint. On ne lui a guère reproché que son penchant aux voluptés et son amour pour la magnificence , mais la postérité lui pardonnera plutôt ces faiblesses , que les vengeances cruelles qu'il se plut à exercer contre la famille et les partisans des

Fiesque , quand ils avaient cessé d'être dangereux.

Les institutions qu'il donna à ses concitoyens étaient sur-tout destinées à faire fleurir parmi eux la paix dont ils n'avaient jamais joui ; mais à peine eut-il fermé les yeux, qu'elles furent elles-mêmes un objet de dissensions dans la république. De son temps, on avait élu, pour la forme, un doge et des procureurs. Chaque année, sept citadins et trois habitans de la campagne étaient agrégés à la noblesse, à condition qu'ils renonceraient au commerce et prendraient le nom d'une ancienne famille. Les premiers nobles ne tardèrent pas à se plaindre de ce que leur ordre était avili par ces agrégés ; ils eurent grand soin de maintenir toujours des distinctions humiliantes pour ces derniers, et, quoique réduits eux-mêmes à un très-petit nombre, ils prétendirent posséder seuls la moitié des charges de l'état. D'un autre côté, les nouveaux nobles, las de leur union forcée avec les anciens, voulaient reprendre leur nom et

leur premier état : ils s'indignaient de paraître ainsi adoptés par des familles qui repoussaient toute espèce d'alliance avec eux ; et qui s'attribuaient chaque jour, à leurs dépens , de nouveaux privilèges. Quelques-uns de ces orgueilleux patriciens , entre autres le doge Lomelinò , eurent l'insolence de faire faire leur arbre généalogique , en y plaçant les agrégés séparés de la souche, et le sénat consigna ces généalogies dans les archives publiques. Il y eut, à ce sujet, des contestations aussi animées que si le salut de l'état eût été compromis : on fut sur le point d'en venir aux mains.

1573. Le roi d'Espagne , pour apaiser cette fermentation , envoya à Gênes Jean Idiaquez , qui ne put rien obtenir ; les nouveaux nobles, unis d'intérêt avec les plébéiens, demandant toujours l'abolition des privilèges dont ils ne jouissaient pas. Enfin le peuple lui-même réclama des réformes par la voix de ses orateurs. Cerone et Montobi , deux bourgeois à qui les gentilshommes avaient prodigué les outrages, et qui

avaient acquis sur le peuple un grand ascendant par leur éloquence, commencèrent à prêcher un meilleur gouvernement, la diminution des impôts, l'amélioration de l'état des artisans, et une administration plus impartiale de la justice. Ils tâchèrent, en même temps, d'ouvrir les yeux aux plébéiens sur la servitude où la noblesse les avait tenus par les armes espagnoles. Les nobles s'aperçurent de l'effet de ces discours, et, n'osant recourir à la violence, ils gagnèrent le chancelier Serranegra, autrefois dévoué au parti contraire, mais qui, depuis lors, vint chaque jour haranguer le peuple pour lui démontrer que son partage était d'obéir, celui de la noblesse de commander. Le harangueur perdit tout son crédit en changeant de principes. Un autre se présenta : ce fut Jean Doria, qui énuméra longuement les bienfaits de sa caste. Éloquence perdue : les anciens nobles n'ayant plus d'autre ressource, remplirent la ville de soldats étrangers. Tout à coup, le peuple furieux se soulève,

chasse les Allemands , s'empare de leurs canons , et les tourne contre le palais ducal. Lercaro , nouvel Appius , animait le sénat à défendre par la force ses usurpations , mais la crainte , dans l'âme de tous les sénateurs , fit taire l'orgueil. Ils cédèrent à l'orage , afin de mieux concerter avec l'ambassadeur espagnol une invasion étrangère. Quelques-uns émigrèrent ; les autres attendirent , au dedans , l'occasion de les seconder. Les armemens de Philippe II tenaient en alarme toute l'Italie. Don Juan d'Autriche , appelé par les nobles , se présenta devant Gênes , où le sénat n'osa le faire entrer. Des envoyés de l'empereur Maximilien vinrent , à leur tour , pour terminer les différends des Génois , et constater ainsi la souveraineté de leur maître. Enfin , les légats du pape et les ambassadeurs du roi de France venant se joindre aux autres , comme si toute la diplomatie européenne se fut donné rendez-vous à Gênes , remplirent la ville de leurs intrigues. Tout à coup , don Juan reparut avec sa flotte. Mais le

peuple n'attendit pas l'ordre de le repousser; en moins d'une heure, il y eut trente mille hommes sous les armes. Don Juan s'éloigna à l'aspect de ces préparatifs, et le roi d'Espagne, sans renoncer encore à l'espoir de s'emparer de Gènes par séduction ou par surprise, eut cependant recours à d'autres moyens. Les gouverneurs de ses états d'Italie firent avancer leurs troupes sur les frontières de la Ligurie; Jean-Antonio Doria, qui s'était mis au service de Philippe II, attaqua sa patrie avec une escadre de don Juan. Cernés ainsi par les armes du roi d'Espagne, les Génois s'irritèrent contre ses ambassadeurs et ceux du pape qui songeaient encore à les abuser par des négociations insidieuses. On les poursuivit dans les rues en les accablant d'injures, et en criant qu'ils méritaient d'être brûlés vifs. Enfin, après bien des inquiétudes et des dangers, les deux classes de nobles s'accommodèrent aux dépens des autres ordres. Il fut convenu qu'elles se réuniraient en un seul corps, que les séna-

teurs et les principaux magistrats en seraient tirés, qu'on abandonnerait aux citadins quelques charges de nulle importance, et que, chaque année, on laisserait entrevoir à cinq ou six d'entre eux l'espérance d'être admis au rang des privilégiés, à condition qu'ils n'exerceraient aucun art mécanique. On créa, sous le nom de conservateur, un magistrat chargé du maintien des lois nouvelles. On établit un tribunal appelé la *rote*, composé d'étrangers, afin, disait-on, que la justice fut plus impartialement rendue; et, pour couronner une œuvre si belle, on établit à Gênes un autre tribunal plus saint et plus redoutable, celui de l'inquisition. Tels furent les dons que firent aux Génois le pape et le roi catholique. L'empereur leur en fit un moins funeste, mais plus ridicule, en accordant, par lettres-patentes, à leur premier magistrat, la permission de s'intituler *doge sérénissime*.

Il faut dire à l'honneur du gouvernement de Gênes, que s'il eut la faiblesse de se laisser imposer par un légat des

ministres et des agens du Saint-Office, et de les tolérer après leurs premiers excès, il s'appliqua, du moins, à réprimer la fureur de leur zèle, leur défendit la confiscation, et sut les empêcher de se baigner, comme en Espagne, dans le sang des hérétiques.

Moins sage et moins humain, Emmanuel *Philibert*, qui avait commandé pour le roi d'Espagne dans les Pays-Bas, accoutumé à voir répandre comme un sang impur celui des sectaires infidèles à l'église, versa de même le sang de ses sujets. Il crut ces meurtres sacrés assez justifiés par le soin qu'il avait pris de couvrir de missionnaires tout le Piémont et sur-tout la vallée d'Angrogne, et d'établir, dans presque toutes ses villes, des jésuites, des capucins, et des chartreux. Ces moyens de persuasion n'ayant pas suffi pour la conversion des hérétiques, et une conférence entre leurs docteurs et ceux de la vraie foi, n'ayant pu rien gagner sur leur endurcissement, il envoya dans la vallée des bandes de soldats qui chas-

sèrent les habitans, pillèrent les maisons et détruisirent les récoltes. Ces malheureux, sans pain et sans refuge, envoyèrent trente de leurs compatriotes faire acte de soumission à Verceil; mais à peine rentrés dans leur vallée, ils reprirent le luthéranisme. On les attaqua encore, ils se défendirent vigoureusement; une partie fut massacrée, le reste s'enfuit dans les montagnes. On livra, comme la première fois, leurs habitations aux flammes. Quand leurs bourreaux se furent éloignés, ils revinrent en construire de nouvelles, ils rebâtirent leurs temples, rendirent les mêmes hommages à leur Dieu, et triomphèrent à la fin des persécutions par leur constance.

Emmanuel Philibert profita du passage de Henri III dans ses états, pour obtenir la restitution de Pignerol et de Savillan; il recouvra, en même temps, le comté d'Asti, évacué par les Espagnols, et augmenta ses domaines par l'acquisition d'Oneilla. Comme le défaut de troupes réglées avait laissé jus-

qu'alors le Piémont ouvert aux invasions des Français, il organisa des milices toujours prêtes à marcher; il réunit en un seul ordre militaire et religieux, les chevaliers de Saint-Maurice et de Saint-Lazare, fixa leur résidence à Nice, et leur donna un certain nombre de galères pour combattre les pirates et les Musulmans. Une institution plus utile que cette chevalerie et que les couvens de moines qu'il avait fondés, fut, celle de l'université de Mondovi. Ce prince, qui a reçu le titre de protecteur des lettres, le doit sans doute à sa femme Marguerite de France, qui se rendit familières les langues latine, espagnole et italienne, cultiva la poésie, et fut appelée, de son temps, la dixième muse.

Avant que Charles Emmanuel eut succédé à son frère, et pendant que les guerres de religion désolaient la France, le maréchal de Bellegarde avait entrepris de s'emparer du marquisat de Saluces, uni à la France depuis la mort 1580.

du dernier seigneur, pour s'en faire une principauté indépendante. Peut-être eut-il accompli ce dessein, s'il eut vécu; mais son fils, qui n'avait ni ses talens ni son audace, ne put achever ce qu'il avait commencé, et le marquisat fut occupé, au nom du roi de France, par Lavalette et le maréchal de Rays. Lesdiguières, gouverneur du Dauphiné, espérait de s'en rendre maître pour en faire une seconde Genève, et il entretenait avec un lieutenant de Lavalette une correspondance très-active. Témoin de toutes ces intrigues, bien informé de l'épuisement de la France, et sûr de l'appui du pape et de l'Espagne, Charles Emmanuel crut l'occasion favorable pour saisir le marquisat que ses prédécesseurs n'avaient pas cédé sans regret. Il commença par s'emparer de Carignano où il trouva plus de quatre cents canons et de grands magasins de poudre et de munitions, amassées à grands frais pour l'expédition projetée contre l'Italie; et, avant que l'ambassadeur de

Henri III fut arrivé à Turin pour y porter les ordres et les menaces de son maître, le duc acheva sa conquête.

Enflé de ce premier succès, et appelé 1590.
par les ligueurs dans la Provence, qui était vivement pressée par les armes de Lesdiguières, il y entra à la tête d'une armée. Les états du pays s'empressèrent de lui décerner la souveraineté, sous la condition d'hommage à la couronne de France. Lesdiguières, sans le troubler dans la joie de ce triomphe, passa tout-à-coup en Piémont, et, comme il l'avait prévu, la guerre l'y suivit. Ses progrès furent très-rapides, la présence du duc ne put les arrêter, et, pour lui donner plus d'embarras, il souleva contre lui ses vassaux. Alors Henri IV avait triomphé des ligueurs, et s'il avait besoin de la paix, il était pourtant prêt à faire la guerre. Charles obtint d'abord une trêve, puis il convint avec Sillery de l'échange du marquisat contre les places qu'il tenait encore en Provence et quelques autres sur la frontière. Par un article de la paix de Vervins, la dé-

cision sur la propriété de Saluces fut laissée au pape. Le duc ne négligea rien pour le gagner; il n'y réussit pas, malgré son adresse, et il se décida à passer en France, espérant mieux de la générosité de Henri. Il fut accueilli avec honneur, mais il trouva le roi en garde contre ses intrigues, et il se retira mécontent. Ce ne fut pas, du moins, sans laisser à la cour les semences d'une révolte par laquelle il comptait bien se venger de Henri IV, mais qui fut sur-tout funeste aux imprudens qui se laissèrent entraîner à ses coupables séductions. De dans ses états, et sommé de remplir les conditions du traité qu'il venait de conclure, il répondit par une espèce de défi. Henri IV lui fit porter la guerre. Le maréchal de Biron, dont les complots n'étaient pas prêts encore à éclater, fut celui qui la poursuivit avec le plus de vigueur. Lesdiguières et Crémy le secondaient avec activité. Le duc, naturellement ardent et inquiet, restait comme impassible à la nouvelle de leurs succès, il semblait qu'il comptât sur des secours extraordinaires. Cependant,

quand l'ennemi eut pénétré jusqu'au cœur du Piémont, il se montra plus traitable et fit des propositions de paix. 1601.
 Par le traité de Lyon, Charles Emmanuel, pour conserver le marquisat de Saluces, abandonnait à la France le pays de Bresse, le Bugey et la rive du Rhône depuis Lyon jusqu'à Genève. Comme Henri IV, en reculant ses frontières, se fermait la porte de l'Italie, Lesdiguières dit que le roi *avait traité en marchand et le duc en roi.*

Après douze années de repos, Charles Emmanuel fondit tout-à-coup sur le Montferrat. Le duc de Mantoue arma, de son côté, pour le repousser. La France et l'Espagne prirent parti dans cette querelle; mais les Espagnols, plus prompts, se saisirent de presque toutes les places du Montferrat. Charles, sommé impérieusement de désarmer, ne daigne pas répondre, et renvoie l'ordre de la Toison-d'Or; il fait rompre les digues du Tanaro pour submerger Alba, et il détourne le cours de la Doire pour dessécher les campagnes situées 1613.

en deçà du Pô. Réduit à ses seules ressources, il arrête les ennemis sur les frontières du Piémont, donne des marques brillantes de sa valeur devant les murs d'Asti, soutient la guerre avec avantage contre le marquis de Ynosoya, et accepte la paix conclue par la médiation des rois d'Angleterre et de France et des Vénitiens. Ses prétentions et celles du duc de Mantoue sont remises à l'arbitrage de l'empereur. Trois ans après, nouveaux débats, nouvelle invasion des Espagnols. Dom Pedro commande vingt-cinq mille hommes, le marquis d'Urfé amène neuf mille français au secours de Charles Emmanuel. Vainqueurs sur les bords de la Sésia, les Espagnols pénètrent dans le Piémont. Lesdiguières, malgré les ordres de la cour, accomplit la promesse qu'il avait faite de passer les monts si le traité d'Asti était violé. Sa présence ramène la fortune dans les rangs des Piémontais; mais à peine s'est-il éloigné que ses ennemis reprennent l'avantage. Il veut revenir, mais il a peine à se

justifier d'être venu une première fois ; enfin, il presse, il sollicite, et se met en marche ; mais la politique timide du conseil l'empêche d'arriver à temps pour défendre Verceil. Il força du moins les Espagnols à signer le traité de Pavie, qui remit les choses sur le même pied qu'avant la violation de la paix d'Asti. Qu'avait-on gagné à se battre ?

Pour resserrer son union avec la France, le duc de Savoie maria son fils avec la princesse Catherine, seconde sœur de Louis XIII. Peu de temps après, la couronne impériale vint à vaquer, et il se mit sur les rangs pour l'obtenir. Mais Ferdinand, roi de Hongrie, l'emporta sur ses compétiteurs. Déchu de cette espérance, le duc se jeta avec joie dans une guerre nouvelle pour occuper l'activité de son esprit. Les habitans de la Valteline, petit pays dépendant des Grisons, étaient restés catholiques au milieu des luthériens ; soulevés par les Espagnols, ils se donnèrent à eux. Ce pays, peu important par son étendue,

l'était beaucoup par sa position ; aussi vit-on sur-le-champ une ligue formée entre le roi de France , Venise et le duc de Savoie. Les confédérés entrèrent dans la Valteline, sans s'inquiéter du dépôt qui en avait été fait entre les mains du pape. Philippe IV , à son tour, forma une ligue entre l'Espagne, Florence , Lucques et la république de Gênes. Le duc de Savoie et le roi de France cherchèrent un prétexte pour s'jeter sur Gênes. L'un réclamait le comté de Zuccarillo, situé près du comté de Nice, et acheté au marquis de Carreto à qui les Génois contestaient le droit de le vendre ; l'autre voulait se venger de ce qu'il appelait un affront fait à son ambassadeur, un certain Marini, dont le sénat punit les intrigues en rasant une maison qu'il avait à Gênes. Menacé par les armées de France et de Piémont , le sénat fit bonne contenance, leva des troupes en Allemagne, en Corse et sur les côtes de la Ligurie, fortifia la capitale et les places voisines, nomma Charles Doria gouverneur de la ville, et donna

à Jérôme Doria un pouvoir absolu au dehors. Malgré ces préparatifs et tout le zèle de la nation , Capriata , Ovada , Novi , ouvrirent leurs portes au vieux connétable ; le duc de Savoie força le passage de Ronciglione. Il y avait un siècle que la guerre étrangère n'avait été si près des portes de Gènes. Les paysans cherchaient un refuge dans la ville , et les habitans de la ville s'enfuyaient à la campagne. L'épouvante était par-tout. Heureusement , cent cinquante Corses et vingt Génois arrêtrèrent long-temps Lesdiguières devant Gavi ; le duc vint l'y rejoindre , et tous deux n'y entrèrent que par surprise. Cette belle défense laissa un peu respirer les Génois. Auparavant , on les croyait perdus : ils n'avaient plus ni argent ni crédit ; les Vénitiens se réjouissaient de leur détresse ; à Rome , on chantait des *Te Deum* en l'honneur du duc de Savoie. Enfin , il arriva quelque argent d'Espagne , la république fit de nouvelles levées ; le duc de Féria , gouverneur de Milan , s'avança avec de

vieilles troupes; les paysans des vallées, plus aguerris de jour en jour, attaquaient au lieu de se défendre; le duc et le comte furent forcés de se retirer vers le Piémont; toutes les villes qu'ils avaient occupées furent reprises. Le gouverneur de Gavi, accusé de trahison, étant mort pendant qu'on instruisait son procès, on eut la barbarie de déterrer son corps qui fut brûlé à Toulon, et de faire pendre son malheureux fils: inutile et atroce vengeance par laquelle le parlement de Provence croyait justifier le mauvais succès d'une entreprise mal conduite.

1628. Gènes et le duc de Savoie refusèrent avec une égale opiniâtreté de se trouver compris dans le traité conclu entre le roi de France et d'Espagne. Charles Emmanuel encouragea dans ses entreprises contre la noblesse de Gènes le jeune Vachero, d'une naissance obscure mais possesseur de biens immenses dont la fierté ne s'était jamais abaissée devant l'orgueil des patriciens. Ce jeune homme avait reçu un sanglant ou-

dont les nobles lui refusaient satisfaction à cause de l'inégalité de rang ; il demanda cette satisfaction aux lois , et les lois furent impuissantes par la volonté des nobles. Vachero , généralement aimé , associa sans peine à scs projets de vengeance un grand nombre de plébéiens. On n'a pas manqué de publier , dans la suite , que c'étaient tous des gens perdus de dettes et de débauches , qui brûlaient de s'enrichir par le pillage de la ville et par le massacre des sénateurs ; mais on pourra juger , par la modération des juges , de la foi due à leurs paroles Radini , capitaine piémontais , trahit la conjuration ; Vachero se réfugia chez Pierre de Rossi , son ancien ami , qui le livra. On a prétendu que le duc de Savoie et le roi d'Espagne réclamèrent le prisonnier. Ce qui rend cette intervention douteuse , c'est que le sénat , qui n'était plus assez fier pour rejeter les ordres de l'Espagne , condamna à mort le chef et tous ses complices. On les décapita dans la prison ,

de peur que le peuple ne se soulevât pour les sauver. On prit sur les biens des condamnés une somme considérable, pour en doter les filles de Radini et pour faire, à lui et à ses fils, une pension. Dans l'espoir de s'enrichir par une nouvelle confiscation, le misérable dénonça, quelque temps après, le père de Vachero, qui était à Naples. Le vieillard se rendit à Gênes et confondit son accusateur. Cette dernière délation peut faire suspecter, à ce qu'il me semble, sinon la réalité de la conjuration, du moins les circonstances qui l'ont rendue odieuse. La femme de Vachero fut appliquée à la torture, on ne tira de sa bouche pas une plainte, pas une accusation contre son mari; Ange Athanase, un de ses serviteurs, imita cette généreuse fermeté.

Le duc de Savoie, qu'il fut ou non dans le secret des conjurés, se montra tout-à-fait indifférent à leur sort. Il céda le comté de Zuccarello à la république, pour cent soixante mille écus d'or. A

se débarrassé de cette guerre, il en
 une autre sur les bras. Vincent de
 zague, duc de Mantoue, était mort
 enfans, et le conseil de France
 ait assurer sa succession entière au
 de Nevers. Charles-Emmanuel ré-
 e le Montferrat pour son partage,
 uit une armée levée en France par
 ic de Nevers, et commandée par le
 quis d'Uxelles; puis, attaqué par
 s XIII en personne, garantit ses 1629.
 en jurant de renoncer à l'alliance
 gnole, et d'observer la neutralité.
 ine le roi et le cardinal ont-ils re-
 les monts, qu'il est sous les armes.
 à coup Richelieu paraît avec une
 e : il vient pour enlever dans Ri-
 le duc et son fils. Le coup man-
 mais, en peu de mois, la Savoie
 re, le marquisat de Saluces et la
 é du Piémont tombèrent au pou-
 les Français. Charles-Emmanuel,
 un règne heureux de cinquante
 s, eut la douleur de laisser, en ex-
 t, une armée vaincue, des peuples
 ans et des villes ruinées.

1630.

Il passa toute sa vie à combattre. Henri IV, qui devait se connaître en grands capitaines, a dit qu'il y en avait deux de son temps, le duc de Savoie et Maurice de Nassau. Mais qu'importe que Charles-Emmanuel ait mérité cet éloge, puisque son amour pour la guerre a fait le malheur de son peuple. Da moins, ~~il~~ n'eut pas le tort si commun aux guerriers de mépriser les travaux utiles. Il se plut, au contraire, à les encourager par son exemple. Il composa un traité intitulé : *Des Parallèles*, un ouvrage héraldique, et un commencement de Commentaires. Il eut soin de rassembler, dans la bibliothèque de Turin, une grande quantité de manuscrits grecs, latins et arabes ; il fit construire des routes et de beaux édifices publics. Enfin, il a prouvé qu'il n'était pas indifférent au bonheur et à la gloire de sa nation. Esprit ferme et éclairé, politique sans foi, soupçonneux jusqu'à se défier de son propre fils, il ressemble à ce qu'on est convenu d'appeler un grand homme plus qu'à un bon prince.

À l'avènement de Victor-Amédée, le Piémont était en proie aux ravages des Espagnols et des Allemands qui étaient accourus pour le défendre, et sur-tout des Français, qui l'avaient conquis. Le duc attaque les vainqueurs une première fois près de Carignan, il est repoussé; revient à la charge, est battu encore, et se prépare à un troisième combat. Louis XIII désirait la paix, parce que la famine et les maladies détruisaient son armée, Victor la désirait aussi pour sauver une partie de ses états, et, cependant, les négociations, depuis long-temps entamées, n'avançaient pas: le pape fit choix de Mazarin pour les terminer. On conclut la paix à Ratisbonne, et bientôt on la viola. Il ne fallut pas moins de trois traités successifs à Cherasco, pour régler les intérêts compliqués des trois puissances. Enfin, tout fut convenu. Le roi de France garda Pignerol, en cédant Trino et Alba qui ne lui appartenaient pas, au duc Victor-Amédée. Le Montferrat resta au duc de Mantoue,

et la Valteline fut rendue aux Grisons.

Les Espagnols s'efforcèrent de recouvrer l'influence qu'ils avaient perdue en Italie, dès qu'ils se crurent en état de faire de nouvelles entreprises. Richelieu, de son côté, s'agitait pour chasser tout à fait les Espagnols. Il rechercha plus que jamais l'alliance de Victor, et alla jusqu'à lui proposer l'échange de la Savoie contre le Milanais et le Montferrat, qui, réunis avec Nice et le Piémont, seraient érigés en royaume. Malgré toutes ces offres brillantes, le duc hésitait, se défiant ou de la modération ou de la fortune de la France. Richelieu ne lui permit pas de demeurer neutre. La guerre ou une alliance : il fallut opter. Victor-Amédée se tira d'embarras par sa politique. Il laissa partir ses deux frères, le cardinal Maurice et le prince Thomas, qui passèrent brusquement au service l'un de l'Autriche, l'autre de l'Espagne ; lui, cependant, feignit une grande colère, et vanta si habilement

son zèle pour la France, que le cardinal le nomma généralissime de la ligue dans laquelle étaient entrés les ducs de Parme et de Mantoue. Amédée s'avança jusqu'aux rives du Pô, mais il poussa la guerre faiblement : déjà il était devenu suspect au cardinal, quant la mort 1637. vint le frapper. Il courut des bruits étranges sur cette mort. Muratori rapporte dans ses Annales, que ce prince, le comte de Verrue, son ministre, et le marquis de Villa, ayant dîné ensemble chez le maréchal de Créqui ; les deux premiers moururent peu de jours après, l'autre, plus robuste, n'eut qu'une indisposition passagère. Victor-Amédée fut vaillant comme son père, et plus ami de la paix : il était actif et laborieux. Ses courtisans l'ont accusé d'avarice, mais c'est là peut-être son plus bel éloge.

Ce qui donne quelque consistance aux bruits dont nous avons parlé, c'est qu'au moment même où le duc de Savoie fermait les yeux, d'Eymery, ambassadeur de France, faisait une tenta-

tive pour enlever la régente, Catherine, sœur de Louis XIII, et ses deux fils, dont l'aîné n'avait pas cinq ans. La duchesse, avertie à temps de ce projet, s'entoura, dans Verceil, d'une forte garnison, et n'en permit l'entrée à aucun Français. Après avoir échoué, le cardinal proposa, mais inutilement, de faire élever François-Hyacinthe et son frère à la cour de France. Sur ces entrefaites, le cardinal Maurice et le prince Thomas furent appelés en Piémont par un parti puissant que favorisaient l'Autriche et l'Espagne. La guerre recommença. Le cardinal Lavalette, qui remplaçait le duc de Créqui, arriva pour être témoin de la prise de Verceil, par le marquis de Léganez, et de la mort du jeune duc François-Hyacinthe, qui suivit de près cette perte.

Charles-Emmanuel second était âgé de quatre ans. Sa mère et le prince Thomas prétendaient à la régence, et tous deux avaient des alliés qui voulaient s'emparer du Piémont. Richelieu exigea de la duchesse qu'elle lui remit

toutes les places qu'elle avait conservées ; et quand le prince Thomas se fut rendu maître de Turin , les Espagnols voulurent y introduire leurs soldats. La régente et son beau-frère montraient une égale fermeté à combattre ces diverses prétentions , mais ils s'étaient condamnés à subir tous les excès de la force , en invitant des étrangers trop puissans à prendre parti dans leurs discordes civiles. Catherine , gardant toute la fierté de son caractère dans l'abaissement de sa fortune , eut à Grenoble une entrevue avec Richelieu , qu'elle ne daigna point ménager , et dont elle se fit un irréconciliable ennemi. Elle se tint renfermée à Montmélian , pendant que le comte d'Harcourt , qui avait pris le commandement de l'armée d'Italie , après la mort de Lavalette , bat'ait les ennemis sous les murs de Montcalic et de Casal , et faisait le siège de Turin. Cette ville prise , elle y fit son entrée , et voulut gouverner , malgré la présence des Français. Richelieu , qui n'était guère accoutumé à respecter la famille

de son souverain, n'osa pourtant se venger sur Catherine de sa résistance, ou, plutôt, il ne le crut pas nécessaire: il se contenta de faire enlever son principal ministre, le comte d'Aglié, qui fut étroitement gardé dans le château de Vincennes. Victime de son dévouement aux intérêts de son prince et de son pays, ce malheureux ne sortit de sa captivité qu'à la mort du cardinal. Le roi lui dit alors qu'il avait toujours désiré de le voir libre, parce qu'il le regardait comme le plus zélé ministre de sa sœur, annonçant ainsi, par une simplicité tout-à-fait naïve, sa honteuse nullité. Maurice et Thomas de Savoie, mécontents de la cour d'Espagne; finirent par s'accommoder avec Richelieu, qui, tirant avantage de leur ambition, pour l'opposer à l'autorité de la régente, et qui, balançant leurs forces, régnait chez eux par sa politique. Il mourut, et le cardinal Mazarin suivit le plan de son prédécesseur avec plus de finesse et moins de hauteur. Il ne commit pas de violences, il tendit des pièges. Malgré

toutes les intrigues dont on l'entourait, la fille de Henri IV délivra son peuple du joug espagnol, et s'affranchit elle-même d'une domination non moins odieuse. Lorsqu'enfin elle commençait à jouir d'un pouvoir qui lui avait tant coûté, elle faillit le perdre avec la vie. Deux ou trois scélérats s'avisèrent de renouveler contre elle les sortilèges du treizième siècle. Un juge, nommé Sillano, ayant formé une figure de cire qui représentait Catherine, lui perça le cœur avec un poinçon, et la fit fondre devant un brasier, pendant que le moine Gandolphe célébrait la messe. Le charme n'ayant pas réussi, ils gagnèrent un valet-de-chambre, qui devait consommer le meurtre par un moyen plus naturel; mais ils furent découverts. Ce dernier porta sa tête sur l'échafaud, Sillano périt par l'effroi du supplice, et Gandolphe, vainement réclamé par ses confrères et par le pape, fut attaché à un gibet.

Charles-Emmanuel II, éclairé par les conseils de sa mère, saisit d'une main

ferme les rênes de l'état, força les princes à descendre au rang de sujets, et acheva de rétablir la tranquillité intérieure du Piémont; mais il ne put empêcher la guerre étrangère d'y rentrer. Il eut encore des ennemis, des alliés; il combattit les uns sans rien gagner par ses victoires, servit les autres sans les aimer, et fut témoin de la misère de son peuple. Une telle nécessité, un tel spectacle seraient affreux pour le cœur d'un bon prince, mais nous n'ose-
 1655. rions dire que Charles-Emmanuel fut vivement touché de ces malheurs, qu'il augmenta, au lieu de les réparer.

Emmanuel - Philibert avait donné l'exemple d'une persécution cruelle contre les Vaudois, qui, avant lui, vivaient paisibles. Charles-Emmanuel I^{er} et Victor-Amédée ne furent que trop portés à l'imiter dans ses rigueurs: Emmanuel second les surpassa.

Non content de couvrir les vallées calvinistes d'un essaim de missionnaires, il fit enlever les ministres qui échauffaient l'enthousiasme du peuple

par leurs prédications, et les mit dans les fers ou les condamna à être pendus. Les habitans d'Angrognes et de Bobbio se vengèrent en brûlant quelques chapelles et en chassant tous les missionnaires. De nouvelles rigueurs ne firent qu'ajouter à leur audace. Comme on avait outragé leur culte, on les vit, le jour de Noël, accompagner un âne vêtu d'habits pontificaux, et le promener ainsi dans leurs cantons au son des flûtes et des tambours. Cette farce ridicule, qu'on avait provoquée, fut représentée comme un abominable sacrilège 1655. qui ne pouvait s'expier que par des flots de sang. Soldats, juges, bourreaux, en un moment tout fut prêt. On marcha comme à une croisade. Des prêtres embrasés de fanatisme étaient là pour étouffer toute pitié. Le marquis de Pianezza, qui s'était fait un nom dans les guerres contre les Espagnols, commandait cette barbare expédition. Il porta la dévastation dans la vallée d'Angrognes, n'éprouva que peu de résistance, et poursuivit les habitans sur le som-

met des montagnes où ils s'étaient réfugiés, emportant avec eux des vivres et quelques effets. Mêmes ravages, même désertion dans les autres vallées. La plupart de ces malheureux périrent par le fer ou par la faim, d'autres furent ensevelis sous la neige ou noyés dans les torrens. Le marquis de Villa et Pianezza emmenèrent, en se retirant, plusieurs prisonniers qui finirent leurs jours dans les cachots ou dans les supplices. On croyait, pour le coup, la rébellion éteinte, mais un simple paysan, nommé Jayero, rassembla ses compagnons épars, leur promit la vengeance ou le martyre, et, cherchant par-tout les prêtres catholiques et les missionnaires, exerça sur eux de terribles représailles. Léger-Neveu, l'un des ministres persécutés, qui avait trouvé un asile à Genève, publia une relation des atrocités commises par les soldats. Ce manifeste se répandit dans toute l'Europe, et fit frémir même les fanatiques. Les ambassadeurs de tous les princes chrétiens invitèrent Charles-

Emmanuel à faire cesser une persécution qui déshonorait l'humanité. Le roi de France, dont les armes avaient été compromises dans ces affreuses expéditions, déclara publiquement qu'il les désapprouvait, lui qui devait, plus tard, commander les dragonnades des Cévennes. Le duc de Savoie, au lieu de se rendre à ces représentations, fit marcher de nouvelles troupes. Les religieux se défendirent avec fureur. Vaincus, chassés de poste en poste, souvent dispersés, mais toujours prêts à se réunir et à se battre, ils forcèrent enfin le duc à leur accorder la paix, à condition qu'ils ne chercheraient point à étendre leurs domaines, et que la religion catholique, comme le calvinisme, serait librement exercée dans les vallées.

Ainsi s'apaisèrent alors des persécutions qui devaient bientôt renaître; mais du moins, pendant quelque temps, le Piémont respira. La paix générale des Pyrénées avait fait rentrer sous la puissance de Charles Emmanuel la citadelle

de Turin, Verceil et toutes ses places. Les Français et les Espagnols avaient repassé les frontières; le peuple, quoique souffrant et épuisé, se livrait à la joie dans l'espérance d'un plus tranquille avenir. L'ambition du duc de Savoie devait être satisfaite, puisqu'il était resté en possession d'une grande partie du Montferrat; mais il cherchait encore à s'agrandir, et tâchait de préparer, par d'obscures intrigues, la conquête de l'état de Gènes.

La république avait à peine eu le temps de réparer les pertes causées par la dernière guerre. Elle avait dépensé, pour la soutenir et pour faire construire la quatrième enceinte des murailles qui entourent la ville, dix ou douze millions. Depuis, les corsaires de Barbarie lui avaient enlevé un grand nombre de navires, et la peste avait fait d'affreux ravages sur toutes les côtes de la Ligurie, principalement à Savone, à Chiavari et à Ottagio. Dans le moment où la contagion régnait avec le plus de violence, les Marseillais en-

1656
voyèrent à Gènes dix religieux, six médecins et cinquante habitans pour soigner les malades : dévouement sublime et trop ignoré ! Les inquisiteurs ayant alors troublé l'état, frappé déjà de tant de fléaux, avaient été sagement bannis ; mais le gouvernement, intimidé par les menaces du pape , eut la faiblesse de les rappeler. En même temps par complaisance pour le roi de France , il exilait du territoire génois le cardinal Imperiali, soupçonné d'avoir excité les sbires de Rome à faire feu sur la voiture du duc de Créqui. Le frère du cardinal, qui avait pris noblement sa défense , reçut aussi l'ordre de sortir de Gènes ; on ne lui permit pas même de rester prisonnier dans la grosse tour. Lâchement repoussé des états de Venise et de ceux de Mantoue, il fut réduit, par la vengeance d'un roi qu'il n'avait jamais offensé , à finir tristement ses jours dans l'exil et dans la misère. Le sénat, par cette servile obéissance, accoutumait les princes étrangers à lui donner des ordres, et révélait à ses ennemis le secret de sa faiblesse. Il ne tarda

pas à recueillir les fruits de sa politique.

1672.

Raphaël della Torrè ayant dissipé, fort jeune encore, une immense fortune, s'était associé à une troupe de jeunes gens perdus de dettes comme lui, pour faire, aux dépens de ses concitoyens, le métier de pirate. Condamné par contumace à être pendu, il trouva un asile honorable à la cour de Savoie. Il commença par gagner le marquis de Livourne, et persuada bientôt au duc lui-même qu'il le rendrait aisément maître de l'état de Gènes. Le marquis de Livourne et le comte Catalan Alfieri reçurent l'ordre de le seconder, et, à la tête d'une armée, ils marchèrent sur Savone. Le sénat, alarmé par ce mouvement et par les rapports qui lui venaient de tous côtés, se hâta d'envoyer Marco Doria dans la rivière du levant. Ce général surprit un vieillard plus que sexagénaire, qui n'avait peut-être d'autre tort que d'appartenir à la famille della Torrè : il fit conduire ce malheureux à Gènes où il fut appliqué à la question, et décapité sans avoir été

convaincu. Cependant, les Génois, attaqués dans leurs foyers, retrouvèrent leur énergie. Tous contribuèrent volontairement selon leur fortune. Les femmes vendirent leurs bijoux : les artisans quittèrent leurs travaux et les paysans leurs charrues pour s'enrôler dans la milice. L'armée piémontaise, campée à Piéva, fut tellement harcelée, elle eut tant à souffrir de la disette, qu'elle finit par se débander. Le prince Gabriel de Savoie, qui amenait des renforts au marquis Catalan, fut obligé de retourner en Piémont sans avoir pu le rejoindre ; il fut battu dans sa retraite et perdit la plupart de ses officiers. Le marquis, de son côté, n'ayant de lui aucune nouvelle, songea aussi à faire sa retraite. Assiégé dans Castel-Vecchio, il ne voulut pas se rendre. Ses malheureux soldats mouraient de soif ; il y en eut, dit-on, qui burent leur sang. Dans une telle extrémité, les entreprises les plus désespérées peuvent réussir. Catalan essaya de s'ouvrir un passage l'épée à la main ; il s'élança le

premier à la tête des braves, passa sur le corps des ennemis, força les retranchemens et traversa la rivière; mais une centaine d'hommes seulement l'avaient suivi, tout le reste fut pris ou tué. Le comte de la Trinité et le marquis de Saluces périrent dans la mêlée à la fleur de l'âge, et en eux s'éteignirent leurs nobles familles. Les Génois dûrent le succès de cette journée et de toute la guerre, à l'intrépidité des paysans et des compagnies corses. Vainqueurs, ils crurent pouvoir dicter les conditions de la paix; mais le duc de Savoie rejeta leurs propositions et la médiation du pape; il se prépara à faire un dernier effort pour venger l'honneur de ses armes; et, afin de redoubler la vigilance de ses généraux, il punit ceux qui avaient été malheureux dans la dernière campagne, plus sévèrement que s'ils eussent été coupables. Le marquis Catalan alla mourir relégué dans une de ses terres, et peut-être empoisonné par ses propres parens, comme le bruit en courut alors. Le marquis de

ourne, condamné, absous, puis condamné encore, se réfugia en France. Ces veurs ne ramenèrent point la vicre ; le duc perdit la principauté neilla, et tout ce qu'il put faire, ec l'appui de Louis XIV, ce fut de lancer les succès des Génois, et de clure, après bien du sang répandu, e paix qu'il avait long-temps re-ée.

Pendant, La Torrè avait été arrêté ns l'exécution de ses complots, parce il avait eu l'imprudence de se con- à un certain Vico qui vendit son ret pour une pension. Le tribu- l des inquisiteurs d'état, établi en 25, fit le procès aux conspirateurs. s inquisiteurs, comme ceux de Ve- e, avaient une armée d'espions à ur solde, et, sous le prétexte spé- ux de la sûreté publique, ils pou- lent porter à leurs ennemis des coups nt ils n'avaient pas à répondre. Cette s, néanmoins, leur vigilance fut iment utile à la république. Raphaël la Torrè fut condamné à mort, ses

tous les quartiers : le palais ducal, le palais Doria et plusieurs autres furent détruits ; les malheureux habitans couraient épouvantés , et abandonnaient leurs maisons sans savoir où trouver un asile. Seignelaie leur envoya alors des députés pour savoir s'ils étaient disposés à *faire satisfaction à son maître*. Sur le refus du sénat, il ordonna aux galiotes de recommencer le feu. Mais comme la vengeance ne lui paraissait pas assez éclatante , il tenta une descente , afin de ruiner par le fer ce que la flamme aurait épargné. Au bout de neuf jours , une partie de la flotte s'éloigna , et l'autre resta devant Gênes dans une attitude menaçante. Le pape interposa sa médiation , et le sénat se soumit enfin aux conditions qui lui furent imposées : restitution de cent mille écus au comte de Fiesque qui vivait en France, renvoi des troupes espagnoles , désarmement des galères. Le fier monarque exigea en outre que le doge et quatre sénateurs vinsent lui faire des excuses dans les termes les

régente de Savoie finit par le chasser de ses états; il alla successivement en France et en Allemagne, servit avec distinction dans l'armée du maréchal de Créqui, acheta le droit de bourgeoisie à Amsterdam, et passa de là à Venise où il fut assassiné.

Après la conclusion de la paix, Charles-Emmanuel II s'était donné tout entier au gouvernement intérieur de l'état et aux travaux d'utilité publique. Le passage de Monte-Viso, creusé dans le roc, et assez large pour que deux mulets y marchent de front, est un ouvrage de sa vieillesse. Il fit aussi construire quantité d'édifices non moins remarquables par leur utilité que par leur magnificence. Il mourut, en 1675, du saisissement que lui causa une chute de son fils.

Victor-Amédée II fut entièrement gouverné, durant ses premières années, par sa mère, Jeanne de Nemours. Louis XIV projeta d'abord de le marier à l'héritière de Portugal, alliance qui promettait au jeune duc une couronne

1686. adulation , imitait l'intolérance du monarque. Un édit de Turin , de 1686 , ordonnait aux Vaudois d'embrasser la religion catholique , sous peine de mort. Ils firent un appel respectueux à la justice du souverain , ils implorèrent sa clémence. On feignit d'entrer en négociation avec eux , et , cependant , l'armée qui s'avançait insensiblement occupa les défilés et la cime des montagnes. Alors , il ne fut plus question de ménagemens. On ordonna aux habitans d'abjurer leur foi et de livrer leurs ministres. Ils voulurent s'enfuir : on les massacra. Plus de dix mille furent tués ; les vieillards , les femmes et les enfans furent emmenés prisonniers au nombre de dix mille ; les autres se réfugièrent en Suisse , et la contrée qu'ils avaient peuplée demeura déserte. Victor Amédée se repentit de cette violence quand il devint l'ennemi de Louis XIV : et , moins opiniâtre que les ministres de ce prince , après avoir été aussi insensé et aussi cruel , il rappela les Vaudois fugitifs et leur rendit le libre exercice de leur religion.

Alors il avait accédé secrètement à la ligue d'Augsbourg. Le maréchal de Catinat vint le sommer, à la tête de vingt mille hommes, de lui remettre la citadelle de Turin et le château de Ver-rue, qui passait pour imprenable. Le duc de Savoie gagna du temps, s'assura les secours de l'Angleterre et de l'Allemagne, et se déclara l'ennemi de Louis XIV. Catinat, vainqueur à Staf-farde et à la Marsaille, conquit rapidement la Savoie, le comté de Nice et une partie du Piémont. Le duc ne désespéra point de sa fortune ; il donna le temps au prince Eugène de venir le dégager, et lui-même fit une invasion dans le Dauphiné. Cependant le Piémont était en proie aux ravages de deux armées, les Français avaient repris la supériorité, et Louis offrait au duc de lui rendre ses états, à la seule condition de démolir les fortifications de Pignerol. Il n'y avait pas à balancer. Les puissances liguées tentèrent vainement d'éblouir Victor Amédée par la promesse magnifique, mais incertaine, d'une

couronne de Lombardie. Il signa le traité, qui fut publié sous le nom de neutralité d'Italie, et parut se lier pour jamais à la France, en donnant deux princesses de Savoie aux petits-fils de Louis XIV.

1701. Lorsque la guerre de la succession vint à éclater, il semblait naturel que Philippe d'Anjou fût soutenu par son beau-père, comme par son aïeul, sur le trône d'Espagne. Mais Victor ne balança que ses intérêts, il hésita longtemps. L'arrivée du prince Eugène en Italie fixa son incertitude. Instruit de sa défection, Louis XIV lui écrivit en ces termes : « Puisque la religion, l'honneur, l'alliance, ne sont pas des gans suffisans entre vous et moi, j'envoie mon cousin de Vendôme qui vous expliquera mes intentions : vous aurez vingt-quatre heures pour vous déterminer. » L'effet suivit la menace : cinq mille soldats piémontais furent arrêtés prisonniers au milieu de l'armée française. Vendôme et Berwick battirent deux fois le prince Eugène et

conquirent tout le Piémont; la capitale seule résistait. Le maréchal de Lafeuillade en forma le siège, et, dans sa présomption, dédaigna les conseils de Vauban; la conduite du siège en souffrit. Eugène, déobant sa marche au duc de Vendôme, traverse l'Adige et le Pô; il passe le Tanaro à la vue de Philippe d'Orléans, qui avait remplacé Vendôme, se joint au duc de Savoie, près d'Asti, et marche sur Turin. Le duc d'Orléans et tous les vieux officiers de l'armée, voulaient qu'on sortît des lignes pour donner la bataille; mais le maréchal de Marsin, muni d'ordres de la cour, fit décider qu'on attendrait l'attaque de l'ennemi. Eugène força les retranchemens, tua cinq mille hommes, prit dix mille prisonniers et cent quarante pièces de canons, et fit un butin immense dans le camp français. Cette victoire assura le salut de Turin et la délivrance de tout le Piémont.

Après de grands revers, la victoire de Denain permit à Louis XIV de faire la paix: elle fut signée à Utrecht en 1713. La 1713.

France abandonnait Exilles et Fénestrelles ; le sommet du Mont Genève devait servir de limite entre ce royaume et le Piémont ; l'Espagne, enfin, céda à Victor Amédée la couronne de Sicile.

Le nouveau roi se rendit à Palerme. Le clergé de Sicile l'entoura d'importunités pour obtenir des immunités contraires au bien public. Le roi tint ferme et le clergé émigra : dès-lors, le pays fut tranquille. La puissance de Victor Amédée semblait devoir s'affermir ; mais, quand il fut question de remplir les conditions du traité qui le liait avec l'Espagne, prêt de s'engager dans une guerre avec l'empire, il hésita. Le fier Albéroni arma une flotte qui s'empara de la Sardaigne et menaça la Sicile. Le sceptre allait tomber des mains de Victor, lorsqu'une escadre anglaise vint jeter dans Messine des troupes impériales. Pressé entre un ennemi et un allié prêt à l'abandonner, s'il n'acceptait sur-le-champ les conditions qui lui étaient faites, il échangea sa couronne de Sicile contre

de Sardaigne. Son intérêt était blessé, mais sa vanité restait satisfaite : il se consola.

Ainsi, la Sardaigne, après avoir dépendu, pendant plusieurs siècles, de la monarchie espagnole, passa entre les mains des empereurs et fut cédée ensuite à la maison de Savoie. Victor Amédée en trouva les habitans grossiers et presque sauvages; l'île était inculte, mal peuplée, mal saine. Il commença quelques travaux pour dessécher les marais et assainir l'air; il s'appliqua, en même temps, à civiliser le peuple, et il substitua un code de lois aux coutumes bizarres et irrégulières qui avaient été jusqu'alors en vigueur (1). C'était beaucoup, sans doute, mais il fallait faire plus encore : il fallait rendre ce code digne du siècle où il a été publié. On croirait qu'il appartient à l'époque de

(1) Les institutions données à la Sardaigne par don Pèdre, n'avaient pas subsisté dans cette île plus long-temps que dans l'Aragon, où elles étaient primitivement établies.

la plus honteuse barbarie, quand on y voit de légers délits confondus avec des crimes atroces : le blasphème puni de mort comme le meurtre, la nation juive marquée au sceau de l'ignominie, et la torture maintenue dans tout son affreux appareil.

1730. Dans le temps où les soins du gouvernement et les inquiétudes de l'ambition semblaient occuper tout entière l'âme du vieux Amédée, il était en proie aux agitations de l'amour, et les charmes de la comtesse de Saint-Sébastien lui faisaient oublier les affaires de l'Europe. La couronne qu'il avait tant désirée lui parut alors un fardeau, il la déposa. Le besoin de repos, après une vie si laborieuse, servit à justifier ce qu'il y avait d'étrange dans cette résolution. Victor Amédée, en présence des états de Piémont et de Savoie, investit son fils de son autorité royale, et il se retira à Chambéry pour y jouir en paix de son amour et du sacrifice qu'il venait de faire. Mais la comtesse de Saint-Sébastien, devenue l'épouse d'un homme qui avait régné, se crut elle-même tou-

bée du trône, et, dès-lors, n'aspira plus qu'à y monter. Victor Amédée, par faiblesse autant que par un retour d'ambition, sollicita les officiers de l'armée et tâcha de se faire des partisans parmi ses anciens sujets. Mais il ne tarda pas à reconnaître qu'il avait un maître et plus de fils : Charles Emmanuel le fit enfermer au château de Pontcarlier, où il languit deux ans, séparé de son épouse. Il mourut dans le désespoir.

Le nouveau roi de Sardaigne, qui n'avait pas eu assez de grandeur pour attendre que son vieux père achevât de vivre sur le trône, eut assez d'habileté pour bien gouverner. La première guerre qu'il eut à soutenir contre les Allemands se termina à son avantage : il les chassa de l'Italie avec le secours de l'Espagne et de la France, et, par le traité de paix de 1738, il ajouta à ses états Novarre, Tortone et les fiefs de Langhes. Quand il craignit que la maison de Bourbon ne songeât à s'emparer, pour elle-même, de ce Milanais, qu'on lui avait tant de fois promis, il ferma aux Français les passages des Alpes, et conclut une al-

liance avec Marie-Thérèse , qui lui céda encore une partie du pays situé entre le Pô et le Tésin , et le marquisat de Final , déjà vendu aux Génois par l'empereur Charles VI.

La république de Gènes , considérablement affaiblie depuis un siècle , avait besoin de la paix pour réparer ses malheurs ; elle tâchait , par les plus grands sacrifices , de maintenir sa neutralité au milieu des guerres de l'Italie. D'abord , en ménageant la France , elle déplut à l'Espagne ; et , quand les deux puissances se furent enfin réconciliées , pour ne pas rompre avec elles , il fallut décidément renoncer au parti autrichien. Le temps changea les intérêts des monarchies de l'Europe , et la guerre se prolongeant toujours , la situation des Génois devint de plus en plus critique. Emprunts forcés , contributions , quartiers d'hiver , passages de troupes , il n'y eut sorte de vexations qu'elle n'eut à souffrir , et même , plusieurs fois son indépendance fut menacée. En 1713 , le traité d'Utrecht ayant rétabli la paix générale , la république ,

pour y être comprise, donna six millions à l'empereur, à condition qu'il renoncerait à toute prétention sur le marquisat de Final. Elle en jouissait depuis plus de trente ans, lorsque la reine de Hongrie s'avisa de le céder au roi de Sardaigne, comme s'il lui appartenait encore. Il est vrai que Charles Emmanuel offrait aux Génois le remboursement de la somme qu'ils avaient payée à Charles VI, mais en exigeant qu'ils fissent relever les fortifications de Final. Cette condition, trop onéreuse, ne fut point acceptée, et, dès lors, le roi de Sardaigne prépara une invasion. La république, dans ce danger, se mit ouvertement sous la protection de la France et de l'Espagne; elle ne put faire de grands armemens, mais ses ports furent très-utiles à ses alliés pour l'approvisionnement de leurs troupes. 1744.

L'infant don Philippe et le prince de Conti, arrêtés quelque temps au passage des Alpes, viennent enfin traverser le Var; ils s'emparent du comté de Nice, et pénètrent jusqu'à la vallée de Château-Dauphin où dix mille Pié-

montais s'étaient retranchés. Les Français et les Espagnols n'avaient point d'artillerie ; ils s'élancent pourtant sous le feu ennemi, entrent par l'embrasure des canons et font un carnage horrible des Piémontais. Charles Emmanuel, au désespoir, voulait se faire tuer : il fallut fuir. Battu encore sous les murs de Coni, il se crut perdu, mais le gouverneur de cette place résista. Survinrent les débordemens de la Stura et les neiges, qui forcèrent l'armée victorieuse à prendre ses quartiers d'hiver dans le comté de Nice.

Le duc de Modène et le comte de Gages amènent aux confédérés un renfort de trente mille hommes. Les Génois fournissent aussi quelques troupes et un train de grosse artillerie. On se rend maître de la vallée d'Oneilla et du marquisat de Final ; le roi de Sardaigne est deux fois battu, et Maillebois s'avance en vainqueur jusqu'à Pavie. Tout-à-coup on apprend que l'impératrice fait marcher en Italie des armées capables d'écraser celles de France et d'Espagne ; Louis XV entre en négoc-

ations avec Charles Emmanuel. Pendant que le maréchal de Maillebois se livre aux protestations de la cour de Turin, neuf bataillons français sont bloqués dans Asti et faits prisonniers de guerre; les confédérés, vaincus à la trêve, ne songent plus qu'à battre en retraite. Gênes était déjà assiégée par les Anglais; bientôt se précipitèrent les Autrichiens et les Piémontais par toutes les issues des Apennins et des Alpes. La ville était défendue par sa position, par une bonne garnison, par une artillerie nombreuse; mais toutes ces ressources n'étaient rien sans le courage: on en manqua, et les Allemands n'eurent qu'à se montrer aux portes qui leur furent ouvertes. Le marquis de Botta s'était engagé à faire respecter la capitulation, elle fut indignement violée: l'impératrice leva des contributions énormes. Réduits enfin à l'impuissance de payer, les Génois furent pillés, maltraités; en vain ils recoururent aux puissances neutres et alliées, à la Hollande, au pape. Tout le territoire de la république était comme

1746.

inondé de troupes ennemies. La citadelle de Savone tenait seule encore, vaillamment défendue par Augustin Adorne. Le sénat asservi lui ordonna de se rendre; ce généreux citoyen désobéit, il distribua à ses soldats toutes ses richesses, il épuisa toutes ses munitions, et fut enfin obligé de se rendre après une résistance de trois mois. Ce noble dévouement ne fut pas sans fruit pour la patrie; les Génois l'admirent; ils connurent, par cet exemple, ce qu'ils auraient pu faire si la résolution ne leur eût pas manqué, et ce qu'ils pouvaient faire encore. Las de pleurer leurs outrages, ils attendirent en silence le signal d'un soulèvement. Le gouverneur, inquiet, se saisit des hauteurs, des principales portes, de l'artillerie. Dans la journée du 5 décembre, pendant que les Autrichiens s'occupaient au transport de cette artillerie, l'affût d'un mortier se rompit. La foule accourut bientôt à l'entour, comme pour jouir de l'embarras des Allemands. Dans ce tumulte, un officier s'emporta jusqu'à frapper un Génois de sa canne, celui-ci l'étendit

mort d'un coup de couteau ; le peuple s'élança , poussant de grands cris , assaillit les Allemands à coups de pierres , et les mit en fuite. On courut en tumulte aux portes du sénat. Tout le monde voulait combattre et obéir , on ne demandait qu'un chef et des armes. Le sénat , craignant de trop s'avancer , n'accorda rien. Mais le peuple se fit des chefs et trouva des armes. Dans la nuit , tous les Autrichiens qui se laissèrent surprendre furent massacrés. Le lendemain , il y avait plus d'ordre et toujours la même ardeur ; ces milices improvisées attaquèrent vingt fois à la baïonnette l'infanterie allemande , et finirent par l'ébranler. Le marquis de Botta , obligé de battre en retraite , trouva le passage de la Bochetta fermé par douze mille paysans ; il se fit jour , l'épée à la main , mais il perdit cinq mille soldats , son artillerie et ses équipages.

Dans cette journée , le général en chef des Génois , qui était un pauvre artisan nommé Lespagnetto , combattit

et mourut en héros. Cet homme, peu de temps auparavant, avait fait une réponse bien modérée à un Marseillais qui lui demandait si le peuple, après avoir chassé les étrangers, s'emparerait du gouvernement. « Non, dit Lespagnetto, nous savons mieux combattre que les sénateurs mais ils savent mieux gouverner que nous. »

Cependant, toute l'habileté du sénat consistait alors à ne pas se compromettre ; il faisait déclarer à la cour de Vienne qu'il n'avait pris aucune part à la révolte du peuple. Le peuple, au contraire, triomphait d'avoir seul opéré sa délivrance. Dans le premier moment, quelques esprits ardents, irrités de l'indifférence coupable que la noblesse témoignait pour le salut de la patrie, se portèrent à de fâcheux excès qui furent heureusement réprimés. Au bout de huit jours, tout fut paisible. D'ailleurs, le sénat, voyant qu'il ne retirait aucun fruit de sa dissimulation, se décida à travailler franchement, et de concert avec le peuple, à la défense commune.

Le marquis de Botta, souvent re- 1747.
poussé, pénétra enfin dans la vallée de
Pozzevera. Là furent livrés plusieurs
combats remarquables, moins par l'im-
portance de leurs résultats que par la
froide barbarie des Allemands. Mais
rien ne décourageait les Gènois, ils
étaient en état de soutenir un siège.
Nobles, marchands, laboureurs, tous
étaient devenus soldats : on avait enrôlé
même les prêtres et les moines, pour
en former un corps de réserve destiné
à combattre dans la plus grande extré-
mité. Le marquis de Schullembourg
marcha sur Gènes, à la tête de vingt-
cinq mille hommes, par la vallée de
Bisagno ; il occupa toutes les hauteurs,
pendant qu'une escadre anglaise blo-
quait le port. Mais le duc de Bouffiers
parvint à se jeter dans la ville, et l'on
apprit que le maréchal de Belle-Isle
s'avavançait à grandes journées. Alors,
l'armée combinée d'Autriche et de Pié-
mont décampa : elle fit lentement sa
retraite, laissant par-tout des traces de
sa fureur, brûlant les villages, arra-

chant les vignes et les oliviers, égorgeant les habitans comme les troupeaux.

Cependant les Génois se livrèrent avec emportement à la joie que leur causait un salut inespéré. Ils rendirent les plus grands honneurs à la mémoire du duc de Boufflers, mort, de la petite vérole, le jour même de leur délivrance; on lui érigea un superbe monument, et son nom fut inscrit dans le livre d'or. Le marquis de Bissi et le duc de Richelieu, qui commandèrent après lui, reçurent aussi des marques éclatantes de la reconnaissance nationale. Enfin, les préliminaires de la paix furent signés à Aix-la-Chapelle. La république rentra dans la possession de tout ce qui lui avait appartenu avant la guerre.

1748. La Corse, qui était comprise dans cet article, fut alors obligée de se soumettre; mais en 1761, il s'y éleva de nouveaux troubles. La domination des Génois, violente et oppressive, avait soulevé, dans tous les temps, une population peu nombreuse, mais guer-

rière, qui luttait, avec une énergie sauvage, contre les artifices et contre les forces de ses maîtres. Jamais les Corses n'avaient été domptés. Long-temps on les avait vus, divisés par la politique des Génois, tourner leurs armes contre eux-mêmes. Ces inimitiés cruelles, perpétuées dans les familles et transmises par héritage, mais soutenues ouvertement, avaient enflammé les cœurs sans les dégrader; et, la même ardeur de vengeance, se tournant plus tard contre les Génois, eût été funeste à ceux qui l'avaient nourrie, si la France, par son appui, n'avait fait deux fois triompher l'oppression. Mais Gènes s'était montrée imprudente en appelant, dans un pays qu'elle voulait soumettre, des auxiliaires trop puissans qui songèrent enfin à conquérir pour eux. En 1768, l'île de Corse passa sous la domination de la France.

Le traité d'Aix-la-Chapelle avait rendu la paix à toute l'Europe, en même temps qu'à la république de Gènes. Le roi de Sardaigne y avait donné son

adhésion en abandonnant aux Génois le marquisat de Final, Savone et ses autres conquêtes, mais il fit des acquisitions d'un autre côté. Ses états comprenaient alors l'île de Sardaigne, la Savoie, le Piémont, le Montferrat, la principauté d'Oneilla, le marquisat de Saluces et le fief des Langhes. La population de ce petit royaume s'élevait à trois millions six cent mille habitans. Charles Emmanuel, au commencement de son règne, en se montrant mauvais fils, avait fait craindre un mauvais roi. Il fit le bien qu'on n'attendait pas de lui. Il rétablit l'ordre dans les finances et porta, dans toutes les branches de l'administration, la plus sévère économie; il réprima l'avarice et l'avidité du clergé; prohiba toute espèce de donations, legs et testamens en faveur des moines, et ordonna qu'à l'avenir, dans ses états, les ecclésiastiques supporteraient leur part des charges publiques. Comme son père, il eut grand soin de ne laisser aux Jésuites aucune influence sur l'éducation publique. Au lieu de repousser les lu-

nières que la philosophie tâchait de répandre, il en profita. Sous son règne, les arts furent encouragés, les maux du peuple diminués; enfin, il paraît avoir compris les besoins de son siècle, bien qu'il ne les ait pas tous satisfaits. Il fit à demi une réforme que beaucoup de souverains ne songeaient pas même à entreprendre, et que pourtant il eût fallu faire franche et entière, pour écarter les dangers qui menaçaient alors tous les trônes de l'Europe.

QUATRIÈME ÉPOQUE (1).

DEPUIS L'ÈRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE
JUSQU'À NOS JOURS.

1789. A la fin du dix-huitième siècle, le vœu général, en Italie comme en France, appelait une régénération politique. Il y avait dans tous les cœurs un élan d'espérance qui les emportait au devant des grands évènements, depuis long-

(1) Dans cette quatrième époque nous avons souvent raconté d'après l'excellente histoire de Charles Botta, dont chaque page révèle un patriote italien. Peut-être n'eût-il pas été sûr de ne prendre que lui pour guide; mais nous avons pensé que, pour être juste, il fallait aussi nous tenir en garde contre l'enthousiasme qu'inspirent si facilement à tous les Français les triomphes de nos armées en Italie.

temps prévus et maintenant prêts à éclore : la révolution française éclata en 1789. Ce fut comme un signal pour toutes les nations de se jeter dans la carrière que la plus impatiente venait d'ouvrir; mais ce fut aussi pour tous les gouvernemens impopulaires un avertissement terrible de veiller au maintien de leur puissance. Dans le Piémont, la proximité des lieux favorisait le développement des idées nouvelles; cependant, comme l'exercice du pouvoir absolu n'avait jamais été violent entre les mains de princes généralement sages et éclairés, à qui, d'ailleurs, la modération était commandée par le sentiment de leur faiblesse relative, il y aurait eu moins à craindre pour cette monarchie que pour d'autres en apparence mieux affermies, si Victor Amédée III n'eût affecté de se tenir en arrière des progrès de la civilisation, pour se faire ouvertement le champion de la féodalité. Il croyait follement rehausser l'ignorance par cette maxime favorite : *Je fais plus de cas d'un tambour que d'un*

1792. Les passions qui s'éveillaient par-tout allaient être bientôt mises en mouvement. La guerre venait de s'allumer entre la France et l'Autriche , et toutes les deux tournaient leurs regards vers l'Italie, l'une pour conquérir , l'autre pour conserver. La république ne demandait au roi de Sardaigne que de livrer passage à ses armées et d'accepter son alliance ; elle lui promettait la cession de toutes les conquêtes qui se feraient en commun sur l'empereur. Sémonville, chargé de porter ces propositions, ne fut pas même reçu à Turin; l'assemblée nationale répondit à ce refus insultant par une déclaration de guerre. Montesquiou envahit la Savoie, Anselme le comté de Nice; le contre-amiral Truguet protégea ces mouvemens du côté de la mer : ainsi , Victor Amédée , qui avait provoqué la France, vit tout-à-coup ses états menacés de l'Isère au Var. Avant l'hiver , toute la Savoie était soumise; Nice, Villa-Franca et Montauban n'opposèrent qu'une faible résistance. Par-tout, les vainqueurs,

émentant les bruits injurieux qui les avaient précédés, firent admirer leur modération et leur humanité. Mais on ne les accueillit pas par-tout avec le même enthousiasme. La population de Lombardie et de la Savoie entière, où les idées de liberté étaient généralement répandues, volait au devant de nos armées; celle du Piémont, au contraire, s'enfuyait à notre approche, montrant toujours de la défiance et quelquefois de l'aversion.

Ces bandes de fugitifs et une foule d'émigrés, portèrent leurs terreurs jusque dans Turin. Le roi, commençant enfin à s'alarmer, appela à son secours toutes les puissances de l'Europe. L'Angleterre promit, l'Autriche envoya des troupes. On fit dans le Piémont des préparatifs immenses, et on eut grand soin d'opposer les prédications du fanatisme à l'enthousiasme de la liberté. Dans le même temps, fut renouvelée la proposition d'une ligue italienne; mais Venise déclara encore sa neutralité. Même résolution adoptée dans

1793.

le sénat de Gênes, et motivée sur le voisinage de la France, sur l'intérêt du commerce, et sur les craintes inspirées par le roi de Sardaigne. La cour de Turin, malheureuse dans ses négociations, espéra mieux de ses pratiques secrètes avec les Lyonnais. Il y eut un projet concerté entre de Précý, envoyé de Lyon, et le général Devins, de tenir en échec les Alpes-Maritimes, et de marcher sur Lyon par la Savoie. Victor désapprouva ce plan; il voulait qu'on reprît d'abord le comté de Nice.

Pendant que la mésintelligence divisait ainsi les confédérés, la convention, prompte à soupçonner les généraux qu'elle employait, envoya Kellermann, qui s'était récemment illustré contre les Prussiens, et dont les opinions étaient sûres, prendre le commandement de l'armée des Alpes. Après des dispositions militaires habilement concertées, ce général, pour entrer en campagne, attendit l'issue des négociations qu'on avait reprises. On offrait au roi. Victor un démembrément des états de l'em-

reur en échange de Nice et de la Savoie, et le territoire de Gênes pour l'île Sardaigne. Cette dernière proposition dut faire présager aux Génois ce qu'ils gagneraient à leur neutralité.

Soit opiniâtreté, soit défiance, Victor-Nédée rejeta ces offres et se prépara la guerre. Il ne l'attendit pas longtemps : une flotte de vingt-deux vaisseaux, sous les ordres de l'amiral Truinet, sortit de Toulon et vint se déployer en vue du port de Cagliari. Les Sardes firent feu sur un officier et vingt soldats envoyés vers eux en parlementaires. L'amiral ordonna de bombarder la ville ; mais sa flotte, vivement canonnée, souffrit beaucoup. Les montagnards, joints à la garnison, s'opposèrent au débarquement ; il fut obligé de rentrer à Toulon, après avoir perdu six cents hommes.

L'Espagne et l'Angleterre s'étaient déclarées ; leurs flottes devaient se réunir dans la Méditerranée ; et, sur le sommet des Alpes, l'armée piémontaise attendait ces nouveaux alliés, impatiente

de voler à leur rencontre. Ils parurent enfin. Le ministre Drake porta insolemment à la république de Gênes, l'ordre de chasser Tilly et tous les agens français; de recevoir les escadres anglaises dans ses ports, et de seconder la coalition de tout son pouvoir, sous peine d'être traitée en ennemie. Les Anglais ne s'en tinrent pas à ces menaces. Ils attaquèrent à l'improviste une de nos frégates, mouillée dans le port de Gênes, et massacrèrent une partie de l'équipage. Robespierre jeune, et Ricard, représentans du peuple à Nice, sommèrent, à leur tour, les Génois, de frapper sur-le-champ, d'un châtimement exemplaire, les auteurs de ce lâche attentat, s'ils craignaient d'en faire retomber la vengeance sur leur patrie. Ainsi pressé des deux côtés, et ne trouvant point encore de sûreté à se déclarer ouvertement, le sénat persista dans sa neutralité, attendant en silence et avec inquiétude, des évènements plus décisifs.

Alors le soulèvement de Lyon avait

ité; les Piémontais, sous la conduite
 d'un jeune prince de Montferrat, descen-
 dirent du Mont-Cenis et du Saint-Ber-
 nard, pour envahir la Maurienne et la
 Tarentaise, et se porter de là sur Lyon,
 si rien n'arrêtait leur marche. Mais,
 Kellerman, après deux victoires, les
 força à chercher un refuge dans leurs
 montagnes. Les Lyonnais, découragés
 à la nouvelle de cette déroute, s'aban-
 donnèrent à la vengeance de la Con-
 vention. Victor Amédée qui descendait
 vers le comté de Nice, par les rives du
 Var, ne trouvant d'abord que peu d'obs-
 tacles, se repaissait de l'espoir d'une
 prochaine victoire, quand un misérable
 pont défendu par quelques braves, l'ar-
 rêta. Toulon, qu'il avait promis de se-
 courir, ne tarda pas à succomber.

Ces revers multipliés, ne diminuè- 1794.
 rent point la présomption des confédé-
 rés; leurs ministres réglèrent le partage
 des conquêtes qu'ils se promettaient de
 faire sur la France, pendant que les
 républicains entraient sur le territoire
 de Gènes. En vain le sénat, pour dé-

tourner ce malheur , avait fait les plus humbles soumissions , et s'était engagé à payer quatre millions de livres ; l'occupation des côtes liguriennes pouvait favoriser les opérations militaires ; elle fut résolue. Après s'être fait précéder d'un manifeste destiné à rassurer les habitans , le général Dumorbion , à la tête de seize mille soldats , dont le corps paraissait épuisé par la fatigue et par le besoin , mais dont l'âme était pleine de force et de fierté , mit le pied sur la terre d'Italie , sur cette terre qui allait s'illustrer encore par des exploits et par des revers plus étonnans que ceux dont elle avait été le théâtre pendant tant de siècles. Masséna qui , né Piémontais , semblait avoir été choisi pour consommer la ruine de ses premiers souverains ; obscur alors comme tous ses compagnons d'armes , comme celui qui , depuis , fut son chef , et dont la gloire seule devait grandir plus que la sienne ; Masséna commandait l'arrière - garde de cette armée. Elle marcha par deux di-

visions ; l'une s'empara difficilement des redoutes de Saorgio, et du col de Raüs, où les Français avaient été repoussés l'année précédente ; l'autre, conduite par Masséna, à travers des lieux presque inaccessibles, eût battu l'artillerie piémontaise à l'assaut de Sainte-Agathe, et alla prendre possession de la principauté d'Onégliâ. La plupart des habitans se souvenant avec terreur, des ravages que l'amiral Fruguet avait exercés chez eux, pour venger, comme à Cagliari, le meurtre d'un parlementaire, s'enfuyèrent dans les montagnes. Les Français, réduits au plus complet dénuement, respectèrent partout les propriétés, traitèrent ceux des habitans qui étaient restés comme leurs frères, et par cette humanité inespérée, rendirent bientôt la confiance aux fugitifs. Cependant, le vainqueur, sans se reposer, alla battre les Autrichiens et les Piémontais au pont de la Nava ; il pénétra dans la vallée de Tanaro, et, prêt à franchir la frontière du Piémont, ne trouva plus d'obstacle que la forteresse de Ceva.

En même temps, pour inquiéter partout l'ennemi, nos soldats plantaient leur bannière sur les neiges du Mont-Saint - Bernard, menaçant la vallée d'Aoste ; d'autres, franchissaient le Mont-Genève, ou forçaient le col de l'Argentière et le passage des Barriades, qui conduit à la vallée de Stura, ouvrant les communications entre l'armée d'Italie et l'armée des Alpes. Toutes ces positions furent emportées le plus souvent à la baïonnette. A l'attaque du Mont-Cenis, qui était garni de fortes batteries, de tranchées et de redoutes, les soldats français firent des prodiges : enfin, leurs tentes furent posées sur toutes les sommités des Alpes, et les confédérés réduits à se défendre, après avoir, avec tant de jactance, annoncé des victoires et des conquêtes. Le roi de Sardaigne appela encore vingt mille Autrichiens à son secours, il fit des levées en masse ; il arrêta par la crainte des confiscations, les riches et les nobles qui se préparaient à émigrer ; mais ces mesures mêmes portèrent la terreur à son comble.

La consternation régnait aussi dans le sénat de Gènes, trop faible pour oser respecter sa neutralité, trop peu confiant pour embrasser sans réserve, l'un ou l'autre parti; il était victime de tous deux, et ne pouvait faire que des protestations inutiles. Lorsque les Anglais avaient déclaré tous les ports de la république en état de blocus, l'indignation s'était exaltée dans tous les cœurs; on avait vu les femmes mêmes, agitées d'une fureur patriotique, arracher la cocarde noire à tous ceux qui l'avaient prise, et la fouler aux pieds, en la couvrant d'imprécations et d'outrages. A la nouvelle de l'invasion faite par nos armées, la nation demeura en suspens; mais le gouvernement députa vers tous les souverains de l'Europe, pour déclarer que cette invasion avait eu lieu contre sa volonté; il tâcha de pourvoir à la sûreté de la capitale, en prenant à sa solde un plus grand nombre de troupes réglées, et en organisant une garde urbaine. Bientôt le territoire de Gènes fut encore violé par les Autri-

chiens, qui firent, sans succès, une tentative contre Savone.

Après plusieurs engagements **notiels**, les deux armées se trouvèrent en présence devant Dégo; les Autrichiens, commandés par Wallis, et les Français par Dumorbion, Masséna, Laharpe, et le général d'artillerie Bonaparte. La froide intrépidité des Allemands balança la furie française; de part et d'autre on s'attribua la victoire; mais le champ de bataille demeura aux Français, et le général Wallis alla s'enfermer dans
 1795. Acqui. Le roi de Sardaigne persista malgré ses malheurs, dans l'alliance éprouvée de l'Autriche; et fit de nouvelles levées d'hommes et d'argent. Des bandes de brigands appelés Barbets, servirent d'auxiliaires aux troupes réglées; au cri de détresse du souverain, et à la voix des prêtres, une partie de la population s'ébranla: on eut ainsi des armées.

La première rencontre eut lieu sous les murs de Savone: cette ville importante par son port et par sa citadelle,

taient en butte aux attaques des deux partis, le gouverneur Spinola eut assez d'habileté pour la conserver à sa république. Les alliés formèrent ensuite le projet de rompre l'armée qui occupait les Monts-Liguriens, et ils l'attaquèrent par le centre. Repoussés d'abord du poste de Vado, puis vainqueurs sur les montagnes de Saint-Jacques et de Telogno, ils allaient reprendre tout l'avantage perdu dans la dernière campagne ; Kellermann dépêcha contre eux, quatre bataillons d'élite et Maséna. Après trois assauts terribles, la moitié de ces braves se retira ; l'artillerie ennemie avait écrasé le reste. Cet échec força les Français à quitter Vado, Final et Loano ; mais quoique épuisés par la famine, ils s'arrêtèrent sur les rochers de Borghetto, et c'est là que vinrent échouer tous les efforts des Autrichiens et des Piémontais.

Alors éclata dans l'île de Sardaigne, et sur-tout à Sassari, une insurrection dirigée par Fadda, Joachim Mundula et le chevalier Angioi. Ils demandaient,

au nom du peuple, la convocation des *stamenti* (des états-généraux), et réclamaient les privilèges accordés par les rois d'Aragon et maintenus par le traité de 1720. Victor Amédée apaisa ce soulèvement en gagnant quelques-uns de ces hommes qui ne se mêlent aux révoltes qu'afin de pouvoir se vendre. Ceux qui étaient de bonne foi échappèrent au supplice par la fuite, et il ne fut plus question d'états-généraux ni de liberté.

Après la conclusion de la paix entre la France et l'Espagne, Ulloa, ambassadeur de cette dernière puissance, offrit au roi de Sardaigne de lui céder le Milanais s'il voulait entrer dans une ligue contre ses anciens alliés. Victor Amédée convoqua un conseil extraordinaire où le marquis de Sylva parla pour la paix; le marquis d'Albarey, qui avait signé le traité de Valenciennes, soutint qu'il était aussi prudent et plus honorable de continuer la guerre: on s'arrêta à ce parti qui, d'ailleurs, était pris d'avance.

Dans cette campagne , Schérer commanda en chef l'armée d'Italie , Kellermann resta chargé de la défense des Alpes. L'hiver approchait ; nos soldats , sans munitions , sans vivres , inférieurs en nombre , songeaient à s'ouvrir la route de Gènes. On voulut la leur fermer. Si les précautions enchaînaient toujours la victoire, le général Devins aurait vaincu à Loano ; mais nous avons, pour la décider, le génie et l'activité de Masséna. C'est à lui, surtout, qu'appartient la gloire de cette journée où Victor, Augereau, Suchet, Serrurier, commençaient leur réputation militaire. Les ordres sévères du général en chef ne purent, cette fois, contenir le soldat qui, dans l'état de misère où il était réduit, se crut tout permis : plus excusable, dans ces excès, que les Allemands qui en avaient donné l'exemple sans y être poussés par la même nécessité.

Les alliés, sentant le besoin de respirer, et commençant, peut-être, à se défier de leur fortune, chargèrent l'Angleterre de mettre en avant quelques

commencèrent à diviser leurs chefs. Argenteau, qui s'était fait remarquer par son impéritie, fut arrêté et conduit à Vienne pour y être jugé par un conseil de guerre; Beaulieu et le général piémontais Colli cessèrent de s'entendre. Bonaparte résolut de s'attacher à ce dernier, de le presser, de le poursuivre, jusqu'à ce que le roi de Sardaigne eût renoncé à la coalition. Il força Colli dans son camp de Céva, le battit à Mondovi, le repoussa jusque derrière la Stura et ensuite jusqu'à Cavignan. Les soins de la guerre ne l'empêchaient pas d'encourager les entreprises de Bonafous et de Ranza, deux Piémontais qui, à l'approche de l'armée républicaine, avaient proclamé la liberté dans Alba, et avaient écrit au général en chef : « Nous ne voulons
» plus vivre sous un roi; aidez-nous à
» rompre les chaînes de la servitude;
» faites-nous jouir de l'égalité civile;
» rendez à toute l'Italie son antique
» splendeur et sa liberté, et votre nom
» vivra glorieux et immortel. »

Le roi de Sardaigne était réduit à l'extrémité ; il convoqua un conseil pour savoir s'il fallait se perdre en restant fidèle, ou se sauver en violant sa foi. Les ministres d'Autriche et d'Angleterre, par intérêt, le prince de Piémont, par une piété mal entendue, pressèrent le roi de continuer la guerre. Le cardinal Costa, archevêque de Turin, fit valoir, en faveur de la paix, l'égoïsme des alliés, l'imminence de la rébellion, et, sur-tout, la nécessité. Succombant enfin sous le poids de ses 1796. revers, le roi de Sardaigne envoya des députés, d'abord à Gènes, puis à Paris. Par son ordre, Colli demanda une suspension d'armes qui fut accordée, à condition que les troupes françaises occuperaient Coni, Tortone et Céva. Les souverains de l'Europe furent indignés, l'armée piémontaise murmura, le peuple, qui avait tant souffert, et peut-être parce qu'il avait souffert, ne se résigna qu'à regret à une paix humiliante. Bonaparte, lui-même, dit tout haut que Victor Amédée avait trop

tôt désespéré de sa fortune. Au reste, après la signature du traité, ce prince entoura Bonaparte de tant de flatteries qu'il le disposa favorablement. Après avoir renoncé à opérer son salut par le courage, il ne lui restait plus qu'à montrer de l'habileté : il en déploya beaucoup, mais inutilement. Les conditions imposées par le directoire n'en furent pas moins dures : céder le comté de Nice et la Savoie, démanteler les forts de Suze et de Brunetto, livrer ses plus fortes places, payer les frais de la guerre, chasser de ses états tous les émigrés français. Victor Amédée, en s'y soumettant, médita des projets de vengeance, et Bonaparte, pressé d'accumuler les triomphes, s'élança à la conquête de la Lombardie.

796. Victor Amédée III laissa, en mourant, son royaume asservi, démembré, un trésor épuisé, une armée vaincue. Il avait apporté sur le trône de grandes qualités; mais corrompues par un amour immodéré de la guerre, elles ne produisirent rien pour le bonheur de ses sujets.

Charles Emmanuel IV qui lui succéda était assez instruit, mais peu éclairé; zélé pour la religion, mais superstitieux. Il était, d'ailleurs, attaqué d'une maladie sans remède qui le jetait dans des douleurs aiguës et quelquefois dans un complet égarement. Tout en assurant le directoire de ses bonnes intentions, il refusa constamment de se lier par un traité d'alliance, uniquement dans la crainte de tourner ses armes contre le pape. On prétend que Bonaparte lui proposait de transférer sa dynastie à Milan, et que le directoire consentait à le dédommager de ses pertes par l'état de Gênes.

Ainsi, l'indépendance des Génois était en péril depuis long-temps. Le ministre Faipoult excitait Bonaparte à se présenter avec une armée pour chasser de la ville tous ceux qui n'étaient pas favorables à la France. La seigneurie députa François Cataneo au général en chef, pour le ramener à des sentimens plus modérés. L'envoyé rapporta cette réponse : « Que Gênes ferme ses

» ports à l'Angleterre ; que le golfe de
» la Spezzia et le fort de la Lanterne
» soient occupés par des Français ; qu'on
» désarme les habitans de Pozzevera,
» et que la république paie vingt mil-
» lions à la France. » Un autre député,
Vincent Spinola, détourna ces menaces
en portant à Paris des sommes consi-
dérables et des paroles de soumission.
Sur ces entrefaites, un navire français
ayant été capturé, à la sortie de Gênes,
par l'amiral Nelson, le grand conseil
décida qu'on fermerait le port aux vais-
seaux anglais et que l'on retiendrait de
force tous ceux qui s'y trouvaient en ce
moment. Dès-lors, le gouvernement de
Gênes devint tout Français. Deux mil-
lions prêtés, deux autres payés à la
France, furent la première condition
d'un traité par lequel le directoire s'en-
gageait à maintenir l'intégrité de l'état
de Gênes, à protéger le commerce et à
terminer les différends survenus avec
le roi de Sardaigne.

1797. Ce traité, dans l'intention des mi-
nistres français qui le conclurent, n'é-



tait que provisoire : il ne fut peut-être qu'un moyen de se procurer quelques millions. Déjà la démocratie avait remplacé, dans Venise, la plus vieille aristocratie de l'Europe; et Bonaparte, qui voulait renouveler la face de l'Italie, employa contre Gènes les mêmes séductions et la même violence qui lui avaient si bien réussi. Il devait rencontrer peu d'opposition : la classe moyenne, la plus éclairée et la plus industrielle, appelait de tous ses vœux une réforme dans le gouvernement, et elle se persuadait qu'on voulait la faire de bonne foi et dans l'intérêt de la nation génoise. Les immenses capitaux qui circulaient en France et qui pouvaient se trouver compromis, inspiraient une crainte favorable aux desseins de Bonaparte; enfin, les communications fréquentes avec nos troupes, avaient répandu les principes démocratiques dans les deux rivières, principalement à Savone.

Dans Gènes même, Morando, Philippe Doria, et le Napolitain Vitaliani, doué d'un extérieur séduisant, et

d'une éloquence entraînant, agitaient le peuple, et préparaient la chute de l'aristocratie, secrètement excités par Faipoult. Au moment de succomber, l'ancien gouvernement voulut tenter un dernier effort ; il fit saisir quelques-uns des novateurs, par des inquisiteurs d'Etat. Cet acte de violence causa un soulèvement terrible ; Les Français affectèrent de n'y prendre aucune part. ne voulant figurer que comme les protecteurs d'un peuple qui aurait changé lui-même sa constitution. La seigneurie implora Faipoult contre les insurgés, et ne reçut de lui qu'une réponse évasive ; cependant, le peuple s'étant organisé par bataillons, marchait sur le palais ducal, en chantant la Marseillaise. Une députation demanda au sénat l'élargissement des prisonniers, il refusa et promit justice ; on insista, nouveau refus. trop faibles encore pour forcer la garde, les conjurés se portèrent au palais de l'ambassadeur de France, qui offrit sa médiation. Ils passèrent toute la nuit sous les armes, dans le délire de la joie

et de l'espérance. Au point du jour, leur foule considérablement grossie, se mit en marche au cri de vive le peuple, avec des bannières tricolores, comme celles de France et de Lombardie. Elle força les prisons, et, s'arrêtant sur la place publique, proclama, au milieu d'une ivresse incroyable, la chute de l'aristocratie, la liberté de Gènes, et l'abolition des taxes sur les pauvres. Mais le gouvernement dont on proclamait la ruine, subsistait encore, et il était encore armé : la population des vallées de Bisagno et de Pozzevera lui était dévouée, il fallait donc s'attendre à une forte résistance. Morando et Philippe Doria, se saisirent de l'arsenal, du fort de la Lanterne et des principales portes.

Le sénat s'était assemblé, plein de terreur ; il avait fait appeler Faipoult, pour solliciter sa médiation : celui-ci conseilla de modifier la constitution et de la rendre plus démocratique. Quatre patriciens furent élus pour s'entendre avec quatre députés du peuple, sur les chau-

gemens nécessaires; mais, dans un pareil moment, toute délibération était impossible; le palais était cerné, et, au milieu de la confusion, on ne distinguait que ces mots répétés par mille voix: Mortaux Aristocrates! Liberté! Liberté! Tout-à-coup, accourut du côté du port, une troupe composée presque entièrement de charbonniers et de porte-faix; ils portaient à leurs chapeaux, une petite image de la Vierge, en guise de cocarde, et criaient avec fureur: Vive la Religion! Vive Marie! Mort aux Jacobins! Quelques soldats grossirent cette troupe. Il y eut une mêlée terrible; des deux côtés on fit des décharges de canon et de mousqueterie. Enfin, après plusieurs heures, le parti du sénat demeura vainqueur. Cependant, Philippe Doria soutenait toujours la bataille sur le Pont-Royal; les fuyards vinrent se joindre à sa petite armée, personne ne recula tant qu'il fut debout; mais il tomba, frappé à mort. Aussitôt, tous ses partisans s'enfuirent, abandonnèrent son cadavre aux outrages d'une popu-

lace en furcur. Comme le parti populaire avait pris indistinctement les cocardes lombarde et française, tous ceux qui portaient ces couleurs de l'insurrection, furent massacrés. Dans le nombre, il y eut quantité de Français qui étaient demeurés paisibles; aussi, le triomphe des sénateurs fut-il troublé par la crainte. Ils se demandaient avec inquiétude, quel effet allait produire le récit de cette révolte et des meurtres qui l'avaient étouffée, sur l'esprit de Bonaparte qui tenait leur sort entre ses mains. Le Doge lui adressa une lettre d'excuses, le général répondit : « Que » dans vingt - quatre heures, tous les » Français détenus soient mis en li- » berté, les meurtres punis, la multi- » tude désarmée; sinon c'en est fait de » l'aristocratie génoise. »

De peur d'être arrêté dans ses vengeances, le parti vainqueur se hâta de bannir tous les suspects; il abandonna au pillage, la maison de Morando, et ensuite indistinctement celles des plus riches citoyens; mais il ne jouit que peu de temps

du plaisir de proscrire : Faipoult et Lavalette, adjudans de Bonaparte, sommèrent le sénat de mettre en état d'arrestation, Marie Spinola et François Grimaldi, inquisiteurs d'Etat, et le sénateur Nicolas Catanéo, tous suspects d'avoir provoqué les attentats commis sur un grand nombre de Français. Les sénateurs, épouvantés de cette demande, auraient bien voulu la repousser, mais ils cédèrent. Il fallut même déclarer par un décret, que le salut de Gènes dépendait de l'amitié de la France. Après que toutes ces concessions eurent été faites, on insista pour que des députés du sénat se rendissent au camp du général en chef, afin de s'entendre avec lui sur les changemens à faire dans la constitution. On leur prescrivit de fonder sur ces deux bases : l'égalité des droits et la régénération de l'Italie. Etat critique des nobles, obligés de s'immoler eux-mêmes ; longue indécision. Pendant que le petit conseil délibère lentement, le général Rusca, et bientôt après Serrurier, s'a-

gent avec leurs divisions jusqu'aux
tes de la ville. L'amiral Bruceys croi-
dans la rivière du Ponent. Déjà,
s Savone, à Final, au port Maurice,
avait planté l'arbre de la liberté, il
avait plus à hésiter. Le sénat députa
ers Bonaparte, Michel Cambiaso,
Louis Carbonara, et Jérôme Serra,
avec pouvoir d'arrêter les bases d'un
gouvernement plus libéral; mais en
même temps il envoyait à Paris, Etienne
Rivarola, avec ordre de faire tout ce qui
serait en son pouvoir, pour que le ter-
ritoire de Gènes ne fût pas démembré,
et que l'ancien gouvernement ne subît
que peu d'altérations.

Mais c'était sur-tout au quartier-gé-
néral de Bonaparte, à Montebello, que
devait se décider le sort de la répu-
blique. Le 5 juin, parut un traité por-
tant : que le gouvernement génois
remettrait à la nation le dépôt de la
souveraineté qu'il en avait reçu; que
l'autorité législative serait consérée à
deux chambres représentatives, l'une,
de trois cents membres, l'autre, de

cinq cents ; que douze sénateurs , présidés par un doge , seraient investis du pouvoir exécutif. Abolition de tous les privilèges , intégrité du territoire , franchise du port , indemnités aux Français. La nouvelle seigneurie fut composée d'hommes sages et éclairés , choisis par Bonaparte , dans la classe plébéienne , comme dans la noblesse.

Quand cette révolution fut connue , la ville entière se livra aux emportemens d'une joie délirante. Sur toutes les places , dans toutes les rues , on planta des arbres de la liberté. Vive la France ! Vive Bonaparte ! Vive la Liberté ! criaient les malheureux Génois , sans se douter que bientôt Bonaparte , dont le nom se mêlait à leurs acclamations , leur ravirait , comme à nous , une liberté qui leur avait moins coûté , mais qui devait chez eux disparaître sans laisser de traces. Pendant que l'ivresse populaire était à son comble , les nobles se cachaient dans les habitations les plus obscures , ou sortaient de la ville , fuyant un spectacle dont ils ne voulaient pas

être les témoins, ou dont ils craignaient d'être les victimes. La foule s'était portée à grands cris au palais ducal : elle s'empara du *livre d'or*, le déposa sur un bûcher au milieu de la place publique, et le regarda brûler, en faisant éclater des trépignemens de joie et des ris immodérés. Cette même foule, dans laquelle on remarquait les charbonniers, armés peu de temps auparavant pour l'aristocratie, brisa la statue du célèbre André Doria. Ainsi là, comme en France, la liberté avait d'indignes apôtres prêts à la renier au premier jour, et à se signaler contre elle par les mêmes excès qu'ils commettaient alors en son nom. Là, comme en France aussi, la noblesse et le clergé virent s'élever avec terreur, des institutions qui avaient détruit leur pouvoir, et qui menaçaient jusqu'à leur existence.

Cependant, le nouveau gouvernement s'efforça de rallier autour de lui tous les cœurs, par une proclamation énergique et sage. La modération d'un côté ramena la confiance de l'autre, et la

concorde paraissait enfin régner dans les différentes provinces de l'État, quand le corps municipal, difficilement organisé, entra en fonctions; ce fut comme dans toutes les nouvelles républiques, un pouvoir rival du gouvernement. Le jour de son installation, un curé nommé Cunéo, s'écria : « O Brutus ! prête-moi » ton poignard, tandis qu'il dégoutte » encore du sang du tyran, je veux » écrire sur ces murs, aux yeux de nos » magistrats : Liberté, Égalité ! » Un comité rédigea la constitution sous l'influence de Bonaparte. Il y eut de violens débats ; les mesures les plus sages furent blâmées; le bruit courut parmi le peuple des campagnes qu'on avait outragé, détruit la religion ; les nobles, à leur tour s'agitèrent, le commerce languissait, presque ruiné par les courses des Barbaresques, sans que la France parût s'en inquiéter. A quoi donc, s'écriaient le ennemis du nouveau régime, à quoi donc servait un allié si puissant et si chèrement payé ? Deux généraux français étaient venus prendre le

commandement des troupes de Gènes. C'était donc ainsi qu'on prétendait respecter l'indépendance de la nation génoise ! Les libéraux, eux-mêmes, s'étaient divisés en deux partis ; celui de Serra, plus rapproché de l'aristocratie, mais plus patriotique ; celui de Corvetto, Ruzza et Carbonara, plus franchement républicain, mais plus soumis aux Français. Les nobles ne manquèrent pas de profiter de ces divisions ; quelques individus des familles Doria, Durazzo, Palavicini et Spinola, ayant été arrêtés, le tocsin sonna tout-à-coup dans la vallée de Bisagno ; les paysans s'attroupèrent dans les châteaux de la noblesse ; les curés marchèrent à leur tête, avec des bannières sacrées ; enfin, une foule immense et animée par un brûlant fanatisme, marcha contre la ville. Le général Duphot s'avança à leur rencontre. A Albaro, un grand nombre de ces malheureux furent écrasés par l'artillerie, les autres prirent la fuite, mais après avoir long-temps résisté sous la conduite du moine Pezzuolo, et d'un

jeune paysan nommé Marc Antoine.

A peine cette insurrection fut-elle apaisée, qu'une autre éclata dans la vallée de Pozzevera; les paysans marchèrent aussi contre la ville. Le gouvernement leur députa quatre de ses membres, qui conclurent un accord, en promettant le maintien de la religion catholique, l'intégrité des domaines ecclésiastiques, et une amnistie pour les insurgés; mais les plus furieux de ces paysans entraînent les autres à l'attaque de San-Benigno, Duphot accourut et triompha encore avec ses vétérans. On fit quelques exécutions sur des hommes obscurs, mais *Serra*, par son influence, arrêta les poursuites qu'on voulait faire avec plus de rigueur. Faipoult et Duphot l'accusèrent devant Bonaparte, de modération envers les factieux, de haine contre les Français; à son tour, il les accusa d'un zèle qui prolongeait l'anarchie et l'effusion du sang. Pour imposer silence à toutes les plaintes, le général Lannes arriva dans Gènes, et l'occupa militairement. Alors fut pu-

ables que d'un amour exalté pour la liberté et pour la patrie, laissa dans les cœurs un sentiment profond d'indignation et d'effroi. Témoin de ces actes de violence, Ginguéné, ministre de France, accrédité à Turin, désirait une révolution sans la provoquer. Mais Sottin, qui avait remplacé Faipoult à Gènes, proclamait hautement que cette révolution était nécessaire, inévitable. Il aurait voulu que la monarchie piémontaise pût périr par une chute soudaine, au lieu d'expirer lentement et par degrés, pour que le génie triomphant de la liberté ne fût plus arrêté dans sa marche. Déjà ces deux ministres prêtaient un appui, l'un secret, l'autre avoué, au parti qui demandait la réunion du Piémont à la France. Cicognara, ambassadeur de la république cisalpine, soutenait, par son enthousiasme et par ses talens, le parti plus nombreux qui voulait réunir le Piémont à la Cisalpine, soit qu'on fit de l'Italie une seule république, soit qu'on en fit deux, dont l'une aurait eu Rome

1798.

et l'autre Milan pour capitales. Ces espérances diverses avaient échauffé toutes les têtes, le sang qui avait coulé demandait vengeance, on leva encore le drapeau de l'insurrection.

Dans la ville de Carrosio, entourée de tous côtés par le territoire ligurien, onze ou douze cents émigrés piémontais échappés à la vengeance du ministère, s'étaient d'abord réunis. Autour d'eux, vinrent se ranger deux mille soldats liguriens; six cents hommes se levèrent dans la Cisalpine, et, sous le commandement de Séras, adjudant du général Brune, marchèrent contre Verceil; un troisième corps de républicains descendait, en même temps, dans les vallées des Vaudois. Dans ce pressant danger, Charles Emmanuel invite, par des proclamations, ses *sujets égarés* à se jeter dans ses bras paternels; mais se fiant plus à la puissance des baïonnettes qu'à la force de son éloquence, il fait marcher trois corps de troupes contre les rebelles. Le ministre Priocca demande à Ginguené une explication sincère des

intentions du directoire. Le roi de Sardaigne aimait mieux qu'on décidât promptement de son sort, quel qu'il pût être, que de le laisser en butte aux menaces et aux insultes de ses sujets. L'ambassadeur répond que la France est prête à secourir le gouvernement contre les ennemis du dehors, mais il donne à entendre qu'elle ne cherchera point à comprimer une insurrection peu redoutable, si elle n'est soutenue que par un petit nombre de séditeux, et nécessaire, si elle entraîne, comme on le craint, toute la nation.

Cependant, les troupes royales, victorieuses sur les bords du lac Majeur, passèrent par les armes une grande partie de leurs prisonniers; le reste fut livré au supplice. Le directoire somma le roi de Sardaigne de suspendre l'exécution des Français qui avaient pris part à la révolte. Le roi promit tout ce qu'on voulut, et pourtant plusieurs Français furent exécutés, la nuit, dans les fossés de Casal; le courrier, porteur des sursis, avait été retenu dix heures à Trino. En vain

Priocca s'efforça de justifier ce meurtre, Ginguéné accusa le gouverneur piémontais de verser un or corrupteur par les mains du comte de Balbo pour faire tolérer sa tyrannie ; il l'accusa d'avoir organisé une vaste conspiration contre les Français, en excitant contr'eux le fanatisme des prêtres et la vengeance des émigrés. Cette dernière accusation fut d'abord repoussée, puis bientôt accueillie par le directoire. On força le roi de Sardaigne à signer le traité de Milan, par lequel il s'interdisait toute poursuite contre les insurgés, et s'engageait à recevoir les Français dans la citadelle de Turin. Le directoire, de son côté, rétablit la tranquillité intérieure du Piémont, et arrêta la marche des Liguriens qui, pour venger la violation de leur territoire, s'étaient saisis de Serravalle et de Loano. Mais, avant la proclamation du général Brune, les corps républicains de Carrosio avaient marché contre Alexandrie. Le général, accusé de favoriser ce mouvement, s'en défendit avec indignation. Le gouver-

ment du roi repoussa, avec la même orgie, le reproche d'avoir retardé la sollicitation de l'amnistie pour se baigner à plaisir dans le sang des républicains. Il était néanmoins trop vrai qu'après un engagement entre la Spinetta et Marengo, six cents de ces malheureux avaient été égorgés de sang-froid pendant deux jours.

Dans une telle irritation, lorsque les troupes royales répondaient par des menaces aux provocations et aux raileries de nos soldats, lorsque déjà il y avait eu, dans les murs de Turin, une sanglante mêlée, le directoire crut prévenir de plus grands malheurs en rappelant, à la sollicitation du comte de Balbo, Ginguéné, homme inquiet, ardent, passionné pour la vraie liberté, à qui les Piémontais eux-mêmes n'ont reproché que l'excès de son patriotisme et de ses vertus républicaines, et qui s'est placé, par son histoire littéraire d'Italie, au rang de nos écrivains les plus distingués. Peu de temps après, Joubert remplaça le général Brune.

Une nouvelle coalition venait de se former contre la France ; le roi de Naples se déclara , l'Autriche prit une attitude menaçante , Charles Emmanuel fut soupçonné. Joubert réclama , du roi de Sardaigne , les dix mille hommes qu'il s'était engagé à fournir par le traité d'alliance , et il l'invita à lui confier la garde de l'arsenal. Le roi résista sur ce dernier point quand il en était réduit à tout accorder. On devint bientôt plus exigeant : on tâcha de le déterminer à une abdication volontaire ; il prit l'alarme et appela autour de lui ses régimens épars : ils ne pouvaient plus rien pour sa défense. Joubert occupa militairement le Piémont. Verceil , Novare , Asti , Suze , Coni , tombèrent en son pouvoir avec leurs garnisons. Charles Emmanuel signa , en présence des baïonnettes , un acte d'abdication par lequel il renonçait à ses états de terre-ferme. On le fit monter en voiture avec sa famille , ses ministres et deux ou trois courtisans. Il sortit de Turin , la nuit , à la lueur des flambeaux ; et , selon

l'expression du général français, son cortège ressemblait à un *convoi funèbre*.

Déjà l'antique dynastie de Savoie était tombée, quand le directoire, dans une déclaration de guerre un peu tardive, accusa le roi, et sur-tout le duc d'Aoste, d'avoir fait périr des milliers de Français par le stylet et le poignard; d'avoir secondé les émigrés et les prêtres dans leurs ténébreuses intrigues contre la république; d'avoir empoisonné les eaux voisines des camps français. Sans doute, les princes de Savoie ne pouvaient bénir les auteurs de leur ruine; il est même bien vraisemblable qu'ils encourageaient en secret les Piémontais à la vengeance; mais, n'est-ce donc que sur l'ordre d'un prince qu'un peuple vaincu, opprimé, humilié, sent son malheur et sa honte? Ne souffre-t-il que dans les autres? N'a-t-il pour lui ni fierté, ni colère? Le peuple, au contraire, sent vivement les outrages, les vexations, les charges de tout genre que des vainqueurs traînent toujours à

leur suite dans un pays conquis; et plus d'une expérience a prouvé, depuis trente ans, que la multitude ne s'embarrasse guère des institutions qui ne lui promettent qu'un bonheur lointain. La plupart des Piémontais ne s'informaient donc pas si l'invasion des Français pouvait devenir un bienfait pour eux, mais ils s'indignaient à la présence de ces étrangers; ils ne savaient pas s'ils seraient un jour plus libres que leurs pères, mais ils s'apercevaient de leur servitude présente, et chacun d'eux provoqué par une raillerie, par une insulte, jurait en son cœur de s'en venger.

799. La famille royale se réfugia d'abord à Parme, puis à Florence. Charles Emmanuel, arrivé en vue de sa capitale de Sardaigne, protesta vainement contre la violation du directoire. Pendant ce temps, Joubert, sans s'inquiéter de l'opposition des nobles et du clergé, ni de celle des militaires, qui fut la plus générale et la plus marquée, établissait dans le Piémont un gouverne-

ent provisoire. S'il eût été possible : ramener subitement l'ordre et la paix dans un pays agité par de si longues convulsions, où il fallait encore semer des germes de haine, dans l'espoir incertain de faire fleurir un jour les lois et la liberté, Joubert l'aurait fait sans doute, car il voulait le bien et avait le faire aimer. Mais il aurait fallu que sa volonté fût toute puissante, et il eut, au contraire, le chagrin de voir les actes révoltans de violence et d'injustice détruire l'heureux effet des mesures les plus sages.

On avait vendu les biens du clergé, aboli le droit d'aînesse, brûlé les titres de la noblesse sur la place publique; bientôt le papier-monnaie fut réduit au tiers de sa valeur nominale, il y eut des charges énormes imposées pour l'entretien des troupes étrangères; les musées et les bibliothèques furent dévastés, dépouillés; le Piémont, à qui l'on n'avait promis que des bienfaits, fut traité en province conquise, l'État menaça ruine de toutes parts. Sur l'a-

venir, point de certitude et peu d'espérances. La réunion à la France, une fédération italienne, ou l'existence indépendante de la nation piémontaise, voilà ce qui était mis en question et vivement débattu. L'avocat Bossi, membre du gouvernement provisoire, soutint la *réunion* avec toute la force de son éloquence : il n'y avait pas besoin de cet appui, la réunion fut adoptée, la municipalité y donna son adhésion. On recueillit les votes dans les provinces, l'opinion parut unanime. Tout-à-coup une révolte éclata dans la province d'Acqui, Grouchy l'apaisa sans verser de sang, ce qui était alors d'un rare exemple. Arriva ensuite Musset, commissaire du directoire, pour créer des municipalités et des tribunaux, opérer la division du territoire en départemens, et une organisation complète sur le modèle des institutions françaises. La tranquillité seule du pays manquait pour que son œuvre fût parfaite, il ne fit, pour la rétablir, que des efforts impuissans. Joubert, décou-

ragé, demanda son rappel, et n'eut pas de peine à l'obtenir, il emporta avec lui les espérances de tous les libéraux d'Italie.

Schérer, qui lui succéda sans le remplacer, laissa le commandement de l'armée au général Moreau, après une campagne malheureuse sur ce même sol d'Italie, théâtre récent des brillantes victoires de Bonaparte.

Ce fut à Moreau un beau dévouement de venir non pas pour vaincre, mais pour rassembler les débris d'une défaite, et pour sauver l'armée. Battu lui-même à Cassano, mais, toujours ferme et plein de ressources, il se retira lentement sur Alexandrie. Les Autrichiens et les Russes le suivaient. A leur approche, à la voix des moines, la population guerrière du Canavais courut aux armes. Mondovi, Fossano et Cherasco, se soulevèrent. L'évêque d'Alba, quittant la crosse pour l'épée, se signala par une cruauté féroce contre les républicains. Peu s'en fallut qu'Asti même ne fût pillée par

une troupe de paysans fanatiques, malgré la protection d'une garnison française. Moreau, traversant le pays insurgé, alla prendre position à Coni, pour se ménager une retraite vers la France. Il ne fit que passer à Turin, où il créa une administration nouvelle qui se réfugia à Pignerol, et rassembla autour d'elle, ce qui restait de Piémontais dévoués à la république.

Quand l'armée française eut fait sa retraite vers les Apennins, et que Suwarow eut publié, au nom des deux Empereurs, un manifeste qui appelait aux armes tous les Piémontais, contre les ennemis de la religion et des rois, une foule de sicaires animés, conduits par des moines, s'élancèrent, brûlans de rage, à la poursuite des républicains étrangers ou nationaux. On les égorgea dans les villes, sur les routes, dans les hôpitaux. Dans le Canavais, un officier allemand, nommé Branda, à la tête d'une troupe de brigands qu'il appelait *l'armée chrétienne*, jouait effrontément le rôle de saint, en se livrant à des or-

gies monstrueuses , et en faisant couler des flots de sang. Un curé de paroisse , armé jusqu'aux dents , rendit le passage de la Stura aussi fameux et aussi redoutable que la caverne de Cacus. Jamais le fanatisme ne s'était montré sous des traits plus hideux. Ces bandes féroces entrèrent dans la capitale , à la suite des Autrichiens , mêlant des imprécations et des cris de mort à des hymnes et à des cantiques. Leur première fureur s'étant un peu calmée par le massacre des habitans qui s'offrirent à leurs coups , Suwarow fit son entrée. L'archevêque , qui , la veille encore , vantait les douceurs du régime républicain , fit porter la bannière devant le Russe qu'il nommait *l'envoyé du Seigneur*. On vendit , sous les yeux de Suwarow , et pour lui faire honneur , de petites images où la Russie , l'Autriche et la Turquie étaient représentées , avec les attributs de la Sainte - Trinité , et dont une populace imbécille se parait , comme de talismans.

Suwarow essaya de réorganiser une

armée royale piémontaise, et n
un conseil suprême, chargé du g
nement jusqu'au retour du roi. I
nombreuses arrestations, et com
ensuite l'attaque de la citadelle.
néral Fiorella s'y défendit huit j
capitula. Les pandours et les co
célébrèrent cet événement par d
des réjouissances : ils firent chan
Te Deum, poussèrent des cris
mèrent des feux, se livrèrent a
honteux excès de la gloutonneri
la débauche, tandis que les h
souffraient toutes les horreurs
faim et de la misère. Telle était
vrance que les deux Empereurs
promise avec tant d'ostentation a
heureux Piémontais ! Le roi, lui-
1799. dont ils avaient juré de relever l
ne put rentrer dans sa capitale
fut en vain que Suwarow essay
ramener ; l'Autriche ne le pern
Amis plus généreux dans le m
que les Autrichiens au milieu e
triomphes, les Français accuei
avec un empressement unanime

fugés d'Italie, et leur prodiguèrent les soins de la plus touchante humanité.

Mais c'était peu de leur donner asile sur le sol français, il fallait reconquérir pour eux une patrie, il fallait en même temps soutenir l'honneur de nos armes, et vaincre la ligue européenne. Alors aucun sacrifice ne coûtait à la France. Toute la population parut s'ébranler : des essaims de jeunes soldats volèrent aux frontières, et le directoire paya leur noble dévouement, en faisant choix de Championnet et de Joubert pour les commander. Tous deux étaient républicains sincères, humains, désintéressés. Mais, Joubert qui avait conçu le projet d'organiser l'Italie en une seule république indépendante, et qui réunissait de grands talens à de plus grandes vertus, Joubert était sur-tout, l'idole de son armée, et l'espoir des patriotes d'Italie. Arrivé au camp, il pria Moreau de garder le commandement en chef. La campagne s'ouvrit. On rencontra l'ennemi sur le territoire

ligurien , aux environs de Novi. Joubert brûlait d'en venir aux mains , on lui représenta qu'il serait plus prudent d'attendre l'arrivée de Championnet , dont l'armée se recrutait encore dans les Alpes ; il modéra son ardeur : mais , de son côté , le vieux Suwarow fit décider l'attaque malgré les généraux autrichiens. Elle fut impétueuse ; déjà les chasseurs républicains commençaient à plier , Joubert s'irrite , il paraît à la tête de l'infanterie , et s'écrie : *en avant , en avant !* En même temps il veut s'élançer , et tombe frappé au cœur. Ainsi périt Joubert , qui promettait de remplir , s'il eût vécu , une destinée si pure et sibrillante. Sa mort ne découragea point nos soldats , ils soutinrent le combat pendant huit heures , et finirent même par ébranler l'armée impériale ; mais le général Mélas les fit attaquer sur les derrières et changea la fortune par cette manœuvre. Moreau était là pour commander la retraite et sauver l'armée. Cependant , la perte des Français avait été considérable. Il en périt

plusieurs dans Novi. Après la bataille, tous les prisonniers furent égorgés par l'ordre de Suwarow.

Cette victoire assura pour quelques temps, aux confédérés, la possession de l'Italie. Cependant, la Ligurie entière restait aux Français. Suwarow fut obligé de laisser Moreau pour marcher à la rencontre de Championnet, qui venait de paraître sur la frontière du Piémont. Avant de le joindre, il fut appelé en Suisse, contre Masséna. Les Français, de leur côté, ayant à peine des forces suffisantes pour garder l'État de Gènes, voulurent harceler les Autrichiens dans le Piémont, et défendre Coni. Après plusieurs engagements sur une ligne très-étendue, Championnet et Mélas en vinrent aux mains, à Fossano, sur les bords de la Stura. L'Autrichien fut vainqueur et prit Coni. Championnet se retira à Nice, où il mourut, inconsolable de sa défaite, et pleurant sur la république qui périssait en même temps que lui.

Bonaparte, à son retour d'Égypte,

avait changé la face de la France, mais comme il devait tout son ascendant à l'effet magique de ses victoires, il ne voulait pas laisser à l'admiration le temps de se refroidir. Il rassembla donc une armée à Dijon, prêt à fondre de là sur le Rhin ou sur l'Italie, et il annonça hautement qu'il allait passer les Alpes. Mélas crut que le bruit de cette expédition cachait d'autres desseins, et il consuma imprudemment ses forces dans les montagnes de la Ligurie. Fier des succès qu'il avait obtenus dans une ou deux rencontres, il s'était approché de Gênes, et la serrait de près; cependant, Masséna le repoussait toujours, et bien secondé par les généraux Suchet, Soult et Saint-Cyr, il donnait le temps à Bonaparte d'exécuter son plan d'invasion.

1800. La guerre, long-temps concentrée sur un seul point, allait enfin s'étendre et se diviser; il devenait de la dernière importance pour les Autrichiens, de s'emparer au plus tôt de Gênes. Il y eut au pied des murs, plusieurs combats, où

se déployèrent le génie de Masséna et la valeur de ses troupes. Dans le dernier, Soult fut blessé et pris. La famine se fit sentir. Les Génois, presque indifférens dans cette lutte, n'eurent bientôt pour nourriture, que des animaux immondes, des chiens, des rats, des chauves-souris. Tout le jour, des femmes et des enfans affamés, erraient dans les prairies de Bisagno, pour y recueillir les racines et les herbages qui servent ordinairement de pâture aux troupeaux.

« Le sucre offrit une ressource momentanée; le sucre candi, le sucre de rose et de violette, des sucreries de toute espèce étaient promenées par les rues dans des corbeilles élégantes, ornées de fleurs et de feuillages. Spectacle étrange au milieu de cette population pâle et décharnée, étonnant effet de l'imagination des hommes, qui se plaît à embellir jusqu'au tableau de la misère et de la mort! (1) » Vers la fin du siège, une fève se payait deux sols,

(1) *Histoire d'Italie*, par Ch. Botta.

un biscuit de trois onces , douze francs , et l'on s'en procurait difficilement à ce prix. Une foule de malheureux périt dans les convulsions d'une affreuse agonie. La peste vint hâter la dépopulation , le désespoir était au comble, Masséna , seul , restait indompté ; il fallut pourtant capituler et sortir de la ville ; mais , quoique réduit à l'extrémité , il traita comme s'il avait pu encore se défendre. Les Autrichiens ramenèrent l'abondance dans Gênes , ils relevèrent l'aristocratie , chassèrent les démocrates qui avaient triomphé sous la domination française ; mais ils ne rendirent point aux Génois une patrie.

800. Pendant que Masséna et Suchet , avec une poignée de braves , arrêtaient sur les rochers de la Ligurie , une grande armée autrichienne , et que Moreau en battait une autre sur les bords du Rhin , Bonaparte , déjà si fameux par ses brillantes campagnes d'Italie , par l'expédition d'Égypte , et par la victoire plus récente qui avait renversé le directoire et détrôné la liberté , tou-

jours conduit par sa fortune, allait reparaître sur le premier théâtre de ses exploits. Il avait fait occuper par ses troupes tout le pays, depuis le Saint-Gothard jusqu'au mont Genève, menaçant à la fois les plaines du Piémont et de la Lombardie. Lui-même gravissait les cimes escarpées et neigeuses du grand Saint-Bernard, doublant, par son exemple et par ses discours, la force et le courage de ses soldats. Il leur parlait, à eux, de victoires et de conquêtes; aux prêtres et aux simples villageois qu'il rencontrait sur sa route, de religion et d'humanité; à tous, de bonheur et de paix; et peut-être, quand il les exprimait, tous ces sentimens étaient dans son cœur. Enfin, du sommet de ces monts qui avaient long-temps passé pour inaccessibles, notre armée impatiente avait salué la belle Italie, et l'avant-garde, aux ordres de Lannes, pénétrait dans la vallée d'Aoste. Le consul voulait arriver le plus tôt possible à Milan. Pour tromper Mélas qui accourait à sa rencontre, il fit avancer le général

Lannes du côté de Turin. La marche de Victor et de Murat, sur Verceil et Novare ; celle de Béthancourt et de Moncey, sur l'aile gauche, par les lacs de Côme et de Lugano ; toutes les savantes manœuvres conçues par Bonaparte, habilement exécutées par ses généraux, assurèrent la conquête du Milanais.

Le vainqueur eut bientôt réorganisé la république cisalpine ; mais, pour établir la domination de la France en Italie, et pour consolider sa propre puissance, il fallait frapper toutes les imaginations par un grand coup, il fallait remporter une victoire plus décisive et plus éclatante que celles qui déjà l'avaient élevé au dessus de ses compagnons de gloire et de ses concitoyens. Mélas avait concentré ses forces dans une position redoutable, entre la Bormida et le Tanaro, sous les murs d'Alexandrie ; il avait une armée plus nombreuse, une artillerie plus formidable, et le consul s'était encore affaibli en éloignant les divisions Desaix et

Mounier, dans la crainte peu fondée que Mélas ne ramenât son armée du côté de Gènes. Tant d'avantages devaient décider la fortune en faveur des Autrichiens : long-temps elle parut se déclarer pour eux. Le général Keim, repoussant l'infanterie de Victor, avait pénétré dans Marengo; Lannes, après avoir soutenu Victor et ranimé le combat, pliait à son tour. Bonaparte n'avait plus qu'une ressource : c'était neuf cents hommes de sa garde consulaire et la cavalerie de Murat. Il fit avancer les neuf cents. Ces braves, entourés de toutes parts, ne furent point enfoncés, et donnèrent à Mounier le temps d'arriver de Castel-Novo. Le combat recommença plus terrible. Il durait depuis dix heures; Lannes, Victor, Mounier, Saint-Cyr, qui l'avaient soutenu tout ce temps, étaient épuisés; Bonaparte, lui-même, désespérait. Tout-à-coup, il apprend que les premières colonnes de Desaix viennent de paraître, il reconnaît sa fortune et compte désormais sur la victoire. Cependant, six mille Hongrois

avaient été détachés contre Desaix ; chargeant lui-même à la tête de ses soldats, il les fit reculer ; mais, revenus bientôt de leur étonnement, ils recommencèrent à marcher en avant. Desaix, observait le terrain pour en tirer avantage, quand il fut atteint d'un coup mortel ; il tomba dans les bras du jeune Lebrun qui recueillit ces dernières paroles : « Allez dire » au premier consul que je meurs » avec le regret de ne point avoir assez » fait pour vivre dans la postérité. » Il vivra par le souvenir de ses vertus et par ce regret même ; mais il n'aurait pas dû l'éprouver, c'était alors qu'il était beau de mourir. Hâtons-nous de dire que la cavalerie de Kellermann, en écrasant les Hongrois, acheva la
1800. victoire : on sait assez que cette victoire fixa, pour quatorze années, les destins de l'Europe.

Mélas, qui pouvait résister encore, proposa une suspension d'armes ; Gènes et le Piémont furent dans le nombre des belles provinces qu'il abandonnait

vainqueur. Bonaparte créa, en passant dans le Piémont, un gouvernement qu'il ne devait pas laisser subsister long-temps. Toujours la même incertitude sur ce pays. Gènes n'était guère moins malheureuse; elle avait à souffrir de l'occupation militaire des Français, comme elle avait souffert sous les trichiens. Les finances étaient épuisées, le commerce presque anéanti, le patriotisme national perdu sans retour. De même que la Cisalpine et le Piémont, elle fut administrée par une commission de gouvernement et par une cour qui réunissait les pouvoirs judiciaire et législatif. Dans les traités de paix qui furent conclus avec toutes les puissances de l'Europe, excepté l'Angleterre, il ne fut point parlé du Piémont; Bonaparte ne voulait pas qu'on pût encore ses projets sur ce pays, peut-être ne les avait-il pas arrêtés. L'empereur d'Autriche reconnut la république ligurienne, et autorisa la réunion des fiefs impériaux à cette république. Pour la France, elle venait

1801.

d'être replacée par le consul dans tout l'éclat de ses premiers triomphes, dans toute la force de sa puissance ; mais elle avait perdu le principe même de cette grandeur en laissant ravir sa liberté.

A la mort de l'empereur Paul, constant protecteur de la famille de Savoie,
 2 avril Bonaparte rendit un décret qui prépa-
 1802. rait la réunion du Piémont à la France. Le décret portait : que le Piémont formerait une division militaire et serait partagé en six départemens ; que les lois de la république y seraient mises en vigueur ; qu'il y aurait un administrateur général avec un conseil. Bonaparte, voulant essayer dans le Piémont le rétablissement des formes monarchiques, gagna, caressa les nobles, corrompit ou écarta les républicains.
 1802. Jourdan, qu'il n'était pas facile de corrompre, fut révoqué. Menou, plus docile et déjà tout formé, le remplaça à Turin.

Bonaparte, maître du Piémont quoique sans titre, et président de la république italienne pour dix années, se fit

prier de donner une nouvelle constitution à l'état de Gènes; la dernière lui paraissait trop démocratique. Un sénat de trente membres exerçant l'initiative des lois; revêtu du pouvoir exécutif; et présidé par un doge que lui seul a le droit d'élire; ce sénat, divisé en cinq magistratures ou ministères; la magistrature suprême, investie du droit de publier des édits, de révoquer tous les fonctionnaires publics, et même les juges; chargée du commandement des troupes, de l'administration des finances, des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique: telle était la loi fondamentale que le consul établit dans Gènes. Il décida qu'il y aurait trois collèges: un des propriétaires, un des négocians; un des savans; ces collèges nommaient un syndicat de sept membres, qui avait la faculté de censurer tous les deux ans, deux sénateurs; deux membres de la *consulta* nationale; deux de chaque *consulta* de juridiction, et deux de chaque tribunal. Les juridictions ou districts, nommaient chacun

1802.

une *consulta* de juridiction, et les *consulta* de juridiction nommaient la *consulta* nationale; en celle-ci résidait l'autorité législative. Le premier consul, se complaisant dans son ouvrage, présagea aux Liguriens de hautes destinées sous l'empire de cette constitution et sous la protection de la France. Le sénat, de son côté, s'empressa de décréter qu'il serait érigé, dans la cour du palais national, deux statues de marbre, l'une à Christophe Colomb, pour avoir découvert un nouveau monde, l'autre à Napoléon Bonaparte, qui avait pacifié l'Europe et rendu à l'antique Ligurie sa puissance et sa dignité. Par une émulation de flatteries, qui contraste singulièrement avec cette fierté républicaine dont les Génois se glorifiaient encore, les habitans de Sarzana sollicitèrent l'autorisation d'élever un monument à la famille Bonaparte, qu'ils prétendaient originaire de leur ville.

Ne trouvant point d'obstacles à sa volonté, le premier consul avançait

toujours. Il fit paraître, le 11 septembre, un sénatus-consulte qui réunissait définitivement à la France les départemens du Pô, de la Doire, de Marengo, de la Sesia, de la Stura et du Tanaro.

La plus grande partie du peuple, fatiguée de troubles, prit une part sincère aux réjouissances célébrées à cette occasion. Alors, la famille royale de Savoie était errante en Italie. Charles Emmanuel, qui vivait en moine au milieu du monde, déposa sa couronne et se retira dans une profonde retraite pour ne plus s'occuper que du salut de son âme. Victor Emmanuel, qui lui succéda, n'ayant qu'une poignée de soldats à jeter au milieu des grandes armées qui couvraient l'Europe, ne put, heureusement pour la Sardaigne, se livrer à son inclination guerrière; et, sous son gouvernement, cette île demeura paisible et oubliée.

Le consul Bonaparte n'était plus; et l'empereur Napoléon régnait déjà sur la France et sur l'Italie, quand les Génois demandèrent à se réunir à la

1805.

grande nation, et succombant sous le fardeau de leur indépendance, ambitionnèrent l'honneur d'avoir pour maître celui qui commandait à tant d'états. Napoléon vint recevoir, dans leur capitale, le serment qu'ils prêtèrent de vivre esclaves sous son empire. Il fut accueilli avec une pompe extraordinaire; la foule qui s'était portée au devant de lui le contemplait dans une muette admiration. L'archevêque lui offrit de l'encens; le président Corvetto lui adressa une longue harangue qui finissait par ces mots : « Puisque vous » êtes plus grand que César, changez » sa devise, et dites : *Je suis venu,* » *j'ai vu, j'ai fait des heureux.* » Les Génois le furent, du moins en ce jour.

Ainsi, Gènes et le Piémont, dont l'existence indépendante comptait une longue suite de siècles, perdirent jusqu'à leur nom, et se changèrent en départemens français. Il nous reste à dire sur ces deux États, que, pendant dix années, ils furent administrés comme la France, leur sort fut le nôtre, tant que

la fortune de Napoléon resta enchainée à son génie. Au temps de nos revers, les Anglais, maîtres de Gênes, promirent l'indépendance à ses malheureux habitans, comme nous leur avions promis la liberté; et tant de fois trompés, les Génois souriaient encore à l'espoir de reprendre leur rang parmi les nations. Pendant que la diplomatie anglaise les berçait de flatteuses chimères, le congrès de Vienne les donnait libéralement au roi de Sardaigne. Le gouvernement provisoire gardant sa dignité dans le malheur, tâchait de consoler le peuple, dont il n'avait pu sauver les droits. Il lui disait de ne point tenter une résistance inutile, mais de se confier encore à la bonté divine, quand les rois de la terre le trahissaient. 1814.

Les retours de fortune, qui changèrent deux fois les destinées du reste de l'Europe en 1815, laissèrent dans le même état le Piémont et la Ligurie. Ces deux pays joints ensemble et mal unis, ne pouvaient perdre le souvenir de leurs anciennes querelles que par

degrés , et sous l'influence bienfaisante d'une autorité commune. Gènes , surtout , avait besoin de se consoler par une prospérité durable , de ses longs malheurs et de la perte de son indépendance. Des institutions libérales qui étaient toutes créées , qui , propagées par les travaux des hommes éclairés , par les efforts des gens de bien , par les persécutions mêmes qu'elles avaient essuyées sous différens régimes , avaient enfin pris racine dans le beau sol de l'Italie ; ces institutions , associées à la puissance royale , pouvaient garantir et consolider l'union et le bonheur de deux peuples long-temps divisés , long-temps malheureux. Mais elles n'étaient ni aimées ni connues d'un roi qui rattachait à l'époque où elles prirent naissance , les calamités de sa famille , et qui avait passé sa jeunesse au milieu des camps. Elles étaient odieuses à la majorité des nobles , des prêtres , des courtisans , à tous ceux enfin dont l'orgueil héréditaire sépare ses privilèges du droit commun , dont l'égoïsme ou la

Il sépara ses intérêts de l'intérêt national.

Pendant, Victor Emmanuel vouloit le bien de ses sujets, et le comte de Cavour, ami sincère du prince, mais un peu éclairé que lui sur les vrais besoins du peuple, le voulait aussi. La plupart des ministres et des conseillers entouraient le trône, étaient ou mal informés ou incapables. L'armée, maintenue avec des frais énormes, n'avait reçu qu'une organisation vicieuse. Les finances étaient mal administrées, la justice exercée sans économie, sans intégrité, et subordonnée à la police; l'instruction publique et l'industrie sacrifiées au rétablissement de couvents inutiles ou plutôt onéreux à l'État; les affaires ecclésiastiques abandonnées au caprice et à l'intrigue d'un confesseur; le gouvernement, soumis à l'influence d'une caste puissante et impopulaire de la Sardaigne. Tel était l'état du royaume de Sardaigne. Il y eut pourtant, en 1819, une tendance plus marquée vers le bien, le comte de Balbo, appelé au minis-

tère de l'intérieur, put faire quelques améliorations, mais d'une faible importance. Ce retour aux principes d'ordre et de justice, fut bientôt regardé comme un égarement, et le triomphe du parti libéral incomplet, comme en France, ne dura qu'un jour. Cependant, le vœu de la nation s'exprimait hautement, et réclamait une constitution qui établit enfin l'équilibre entre les différentes classes de la société. Gênes, sur-tout, qui renfermait une noblesse fière et humiliée, une bourgeoisie éclairée et généreuse, un peuple ardent et industrieux, Gênes s'accommodait mal du pouvoir absolu. Mais qu'y avait-il à
1821. espérer après que le président du sénat de Turin, le comte Borgarelli, avait osé dire au roi, dans une harangue publique : « Sire ; daignez vous sou-
» venir que les *anciennes* lois de l'Etat
» sont les gardiennes de sa sûreté et de
» sa splendeur ; ne laissez pas une main
» indiscrete y porter atteinte, les inno-
» vations peuvent amener de grands
» malheurs! » et que ce langage servile,

loin d'être puni par la disgrâce, avait été applaudi et encouragé. Il ne fallait plus rien attendre de la résignation et de la patience, mais tout du courage et de l'audace.

Le premier exemple d'une révolution populaire faite par l'armée venait d'être donné en Espagne. Naples imita cet exemple, et dès-lors, le Piémont en eut deux à suivre. Ces grands changemens, et le bruit qui se répandit de la marche d'une armée autrichienne, l'état de fermentation de l'Italie entière, la nécessité de prendre un parti, tout agitait violemment les esprits dans le Piémont et dans Gènes. Cette agitation s'accrut encore dans Turin, par un évènement survenu le 12 janvier. Les étudiants ayant voulu tirer des mains des soldats de police, deux de leurs camarades qui avaient été arrêtés pour avoir paru au spectacle en bonnet rouge (1), furent cruellement sabrés. Les habitans, témoins de cette bou-

(1) Cette coiffure est d'usage dans plusieurs provinces du Piémont.

cherie, s'en indignèrent, et firent entendre des murmures. Le gouvernement s'inquiéta, devint soupçonneux, défiant, et fit de nombreuses arrestations. Le prince de Cisterna et deux autres personnages marquans, furent emprisonnés comme chefs d'une conspiration, et il se trouvait qu'aucun des trois n'avait part à celle qui allait éclater. Ce fut un avertissement pour les amis de la liberté, qui s'étaient déjà réunis, de veiller sur eux, de bien mesurer leurs forces, et de faire choix d'un chef assez habile et assez généreux pour entreprendre une tâche si périlleuse. Le général Giffenga, placé à la tête de l'armée, par sa réputation et par ses talens militaires, aurait pu jouer ce rôle important, s'il n'avait eu plus de prudence que de dévouement, plus de finesse que d'enthousiasme. On jeta les yeux sur le prince de Carignan, Charles Albert de Savoie, que l'on avait cru doué d'une âme ferme, sur une seule épreuve, et dont les actions et le langage semblaient révéler un patriotisme pur et un libéralisme exalté. Il accepta;

mais son âme combattue, ne laissa plus voir dès ce moment, que doutes et contradictions. Chaque jour sa résolution s'évanouissait à l'approche du danger, et semblait renaître à la vue de ses confidens intimes, le chevalier de Collégno et le colonel de Saint-Marsan. Le 6 mars, ces deux favoris du prince se rendirent chez lui, à l'entrée de la nuit, avec Santa-Rosa et le comte de Lisio. On lui fit entendre qu'il était temps de marcher contre les Autrichiens, de servir la Patrie et le roi, malgré lui-même. Il trouva alors de l'enthousiasme, et se tint prêt à l'exécution. Le jour fixé arriva, on le vit troublé, tremblant, anéanti; il retira sa parole, tout fut arrêté.

Le lendemain, il se plaignit de ce qu'on abandonnait une si belle entreprise; on concerta avec lui de nouvelles dispositions, on prit des mesures pour que la famille royale ne courût aucun danger, mais on lui cacha le jour où devait éclater le mouvement. Dès-lors, il ne songea plus qu'à gagner du temps; il travailla même à empêcher le succès

la conspiration ; il en savait le secret, pouvait le trahir ; plus d'espérance ! on se hâta d'expédier des hommes sûrs à Alexandrie, à Fossano, à Verceil et à Pignerol, pour avertir les autres chefs. Mais, dans la matinée du 10 mars, on apprit que la garnison de Fossano s'était mise en marche et que celle de Turin avait reçu l'ordre de prendre les armes. Santa-Rosa, Saint-Marsan, Lisio et Collegno, se trouvaient réunis. Il n'y eut qu'une voix : « Partons. » A leur passage, la garnison de Pignerol se joignit à eux en répétant ce cri de ralliement, donné par Santa Rosa : *Guerre aux Autrichiens !* Ils arrivèrent le 11 aux portes d'Asti ; les troupes, en défilant, saluèrent, par des acclamations, la maison du poète Alfieri ; le peuple répondit au cri des soldats. Le 12, le drapeau tricolore (1) flotta dans Alexandrie, et la constitution espagnole fut proclamée au milieu d'une joie universelle.

L'inquiétude était grande à Turin.

(1) Rouge, vert et bleu.

bliait une amnistie , doublait la solde des soldats. Mais l'aspect du drapeau italien sur la citadelle produisit une impression électrique. La foule le salua d'abord en silence , et bientôt avec transport. Le prince de Carignan se présente : on couvre sa voix par les cris, mille fois répétés , de : *Guerre à l'Autriche ! vive la constitution !* Le prince veut se retirer ; un jeune homme l'aborde , un drapeau tricolor à la main , et lui rappelle ses sermens. On n'osait point faire marcher les troupes : leurs chefs n'en répondaient pas. Dans cette extrémité , Victor Emmanuel , incapable de se résoudre , prit le parti d'abdiquer. Son frère , le duc de Genevois , était absent ; la régence fut confiée au prince Carignan , à celui qui , la veille , était chef des conspirateurs. Il passa tout jour dans une affreuse incertitude ; le soir , il parut au balcon et annonça que la constitution serait proclamée. Le lendemain fut ; il jura de la maintenir , mais s'il ne fit rien pour la défendre. Quant à se déclarer , il affectait de

prendre les ordres du duc de Genevois. Celui-ci, de Modène et, pour ainsi dire, du camp autrichien, protesta contre la révolution qui venait de s'opérer.

Les chefs de la conspiration, qui étaient restés à Alexandrie, inquiets de la marche du gouvernement, crurent qu'il était temps de prendre des mesures. Le marquis de Saint-Marsan fit une expédition sur Novare, où il fut bien accueilli, mais où, malheureusement, il laissa le gouverneur. Santa-Rosa, Collegno et Lisio retournèrent à Turin; il ne purent voir le prince qui déjà méditait son évasion. Dans la nuit du 21 mars, il partit avec ses gardes-du-corps et quelques escadrons de cavalerie. Trouble et indignation causés par cette fuite. La junte convoquée ne résolut rien. Au milieu de ce découragement universel, Santa-Rosa seul agissait; il expédia des courriers sur tous les points pour mettre les troupes en mouvement sur Alexandrie, Verceil, Gênes et Novare dont le gouverneur avait

passé à l'ennemi. Toutes les forces se trouvaient ainsi rassemblées sur la frontière de Lombardie, prêtes à soutenir les Napolitains dont on savait déjà les premiers revers. Telles étaient les dispositions du ministre de la guerre ; mais ses ordres furent mal exécutés ; il y eut des hommes qui manquèrent d'énergie et qui disparurent en abandonnant leur poste ; il y en eut d'autres qui trahirent ouvertement. Le faible Charles Albert, qui n'avait pas eu le courage de conspirer, et qui n'osa pas, non plus, se mettre franchement à la tête de la contre-révolution, ne trouva que des humiliations près du gouverneur autrichien, comte de Bubna, et près du roi, qui ne daigna pas même le voir. Il fut obligé de quitter Modène.

Charles Félix fit signifier au comte de Santa-Rosa l'ordre de remettre au chevalier de l'Escarène le portefeuille de la guerre ; Santa-Rosa répondit qu'il obéirait quand le roi serait libre. Il remit au courrier son ordre du jour du 23 mars, qui avait rassuré le

Piémont après l'évasion de Charles Albert, et, en même temps, il lui apprit la révolution de Gênes. Cette révolution avait éclaté le 23. Deux jours auparavant, le comte Desgeneys avait fait publier la déclaration de Modène; mais l'arrivée d'un courrier de Turin qui annonçait que cette capitale était tranquille et soumise à la constitution, fit croire aux Génois que le gouverneur les avait trompés; ils coururent au palais. Le comte Desgeneys se présenta; il allait périr, mais une jeunesse dévouée lui servit de rempart contre la multitude furieuse, et empêcha que le triomphe de la liberté ne fût ensanglanté.

Cet évènement rendit quelque confiance à la junte, toujours menacée par les carabiniers royaux. Le camp d'Alexandrie se renforçait, les provinces protestaient de leur attachement à la constitution; l'armée napolitaine, qui avait juré de combattre jusqu'à ce qu'elle fût anéantie, était encore entière mais elle n'avait point combattu, elle avait

ques débris de leur défaite. Réunis autour de Santa-Rosa, ils espéraient trouver à Gènes quelques moyens de résistance; mais ils furent heureux d'y recevoir l'hospitalité et des secours qui facilitèrent leur évasion. Les constitutionnels génois et piémontais ont bien expié quelques jours de liberté! ceux qui sont restés ont subi les rigueurs et les exceptions d'une amnistie; les autres ont enduré les chagrins et les misères de l'exil. Le plus illustre de tous, le comte de Santa-Rosa, vient de périr pour la Grèce. Il servait toujours la même cause, mais dans une autre patrie. Que celle qui eut ses premiers services pleure sur lui! Et puissent les rois qui l'ont proscrit comprendre ce que l'on perd à se priver de l'appui de semblables citoyens. On assure que le gouvernement piémontais tend à devenir de plus en plus doux et paternel: il a sans doute des intentions louables; espérons qu'il ne tardera pas à s'éclairer sur ce qui est vraiment le *bien du peuple*, et à rougir des étranges mesures qu'il a prises pour

l'assurer (1). Mais qu'il ne choisisse pas des jésuites pour guides. Ce sont eux qui lui prouveront qu'il y a du danger à répandre l'instruction ; que les arts et les sciences n'entourent le trône que d'un faux éclat ; que la gloire d'Alfieri, du premier tragique italien, est méprisable et vaine ; que la France a eu tort d'adopter Lagrange ; et qu'il n'y a de sûreté pour les rois, de prospérité pour les peuples, que là où triomphent le fanatisme et l'ignorance ; où fleurissent les jésuites et les congrégations.

(1) Il est défendu, par ordonnance, aux Piémontais qui n'ont pas 1500 francs de fortune, d'apprendre à lire ; et à ceux qui n'ont pas 1500 francs de revenu, de suivre l'enseignement des écoles : La plupart des livres français, anglais et allemands sont mis à l'index.

TABLE

DES MATIÈRES.

PREMIÈRE ÉPOQUE. Pages

Depuis l'origine de la république de Gênes et des petites cités du Piémont, jusqu'à l'établissement des doges dans Gênes et de la conquête de la Sardaigne par le roi d'Aragon.....	1
---	---

DEUXIÈME ÉPOQUE.

Depuis l'établissement des doges dans Gênes, jusqu'aux invasions des Français sous Charles VIII et Louis XII.....	106
---	-----

TROISIÈME ÉPOQUE.

Depuis la conquête de Gênes par Louis XII jusqu'à la révolution française.....	210
--	-----

QUATRIÈME ÉPOQUE.

Depuis l'ère de la révolution française jusqu'à nos jours.....	320
--	-----

FIN DE LA TABLE.

100

100

100

.

.

.

.

.

.

.

100

.

.

.

.

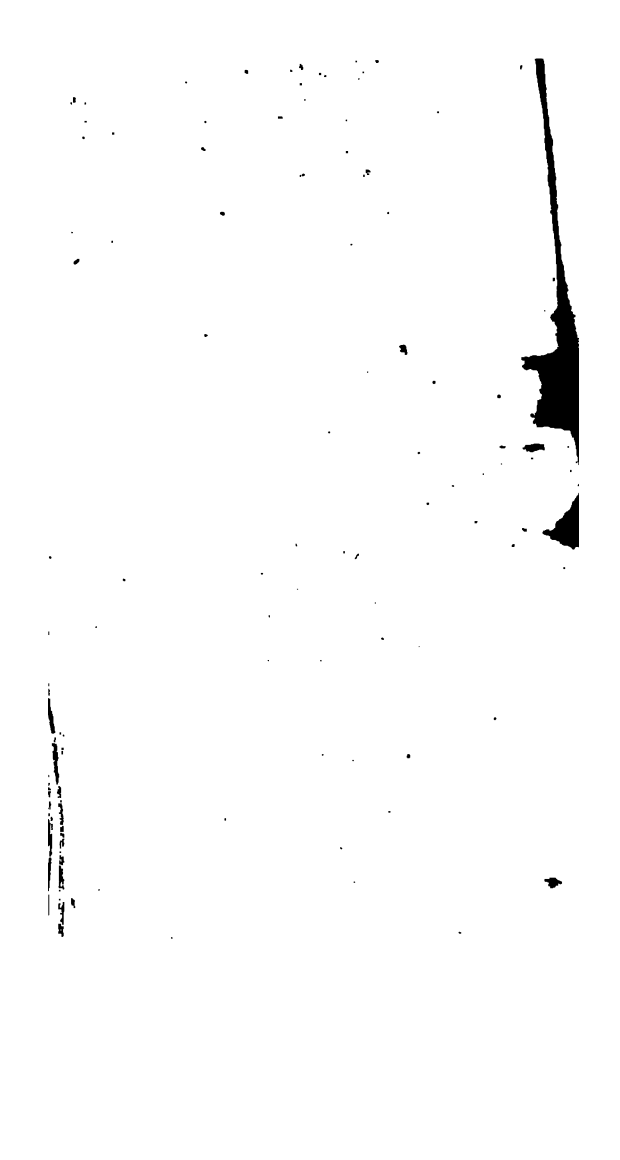
.

100

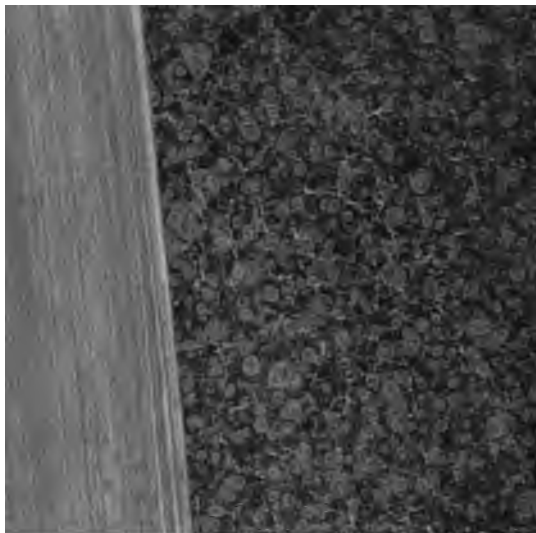
100

.









F 2831 .D45 1827

Resume de l'histoire de Buenos

Stanford University Libraries



3 6105 039 802 4

